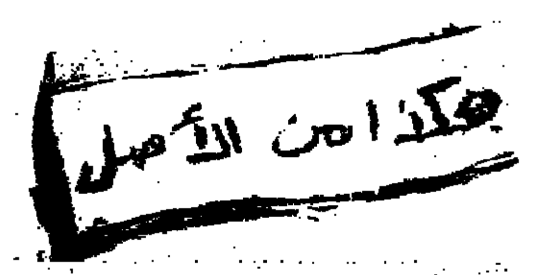




DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – Nº 12650 – 4,50 F — Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Fontaine — MARDI 1er OCTOBRE 1985

Mme Thatcher face à un choix difficile

Trois semaines après les émeutes de Birmingham, qui avaient fait deux morts et des dégâts matériels considérables, c'est le faubourg londonien de Brixton, peuplé essentiellement d'Antillais, qui s'est embrasé, au sens propre du terme, dans la nuit de samedi à dimanche.

Dans un cas comme dans l'autre, c'est une bavure policière, vénielle à Birmingham, très grave à Brixton – des policiers ont très grièvement blessé par balles une mère de famille noire – qui a mis le feu aux poudres.

Le gouvernement de Mme Thatcher, et notamment le ministre de l'intérieur, M. Douglas Hurd, n'ont pas voulu tenir compte de l'explosion de Birmingham. Ils n'ont pas prêté une attention suffisante au rapport remis au premier ministre il y a douze mois par lord Scarman, chargé d'analyser les causes des émeutes raciales de juillet 1981, dont le point de départ se situait, justement, à Brixton.

Lord Scarman s'inquiétait pourtant du sentiment croissant d'« aliénation » parmi les jeunes. Il faisait état d'une certaine « dégradation » des conditions de vie dans les ghettos noirs.

Le chômage croissant et ses conséquences : hausse de la criminalité, consommation accrue de drogues « dures », isolement psychologique d'une population se sentant tout à fait étrangère au système de valeurs que prône Mme Thatcher, tout cela crée dans les faubourgs des grandes villes britanniques une situation explosive.

L'action locale de certains responsables policiers mal remis des rancœurs consécutives à la répression de la grève des mineurs a fait le reste : au « profil bas » adopté jusqu'alors s'est substituée une conception rigide de la loi et de l'ordre que les jeunes Antillais traduisent par « harcèlement policier ».

Mme Thatcher se trouve devant un choix difficile : ou bien elle poursuit une ligne dure, considérant les émeutes récentes comme une pure et simple manifestation de criminalité, au risque de voir la violence essaimer à travers le pays comme il y a quatre ans ; ou bien elle entre dans la voie du compromis et de l'apaisement, ce qui ne correspond ni à son personnage ni aux désirs de la fraction dure de son électorat. Pendant le conflit des Malouines comme face à la grève des mineurs, Mme Thatcher a souvent prouvé sa prédilection pour les solutions musclées.

Le Parti travailliste, dont le congrès s'ouvre aujourd'hui à Bournemouth, subira également le contrecoup de ces événements : on posera à nouveau, et de manière insistante, le problème des « sections noires » du Labour, souhaitées par certains dirigeants de la communauté antillaise, dont M. Neil Kinnock a toujours fermement refusé la création.

Le bénéfice politique, si l'on peut dire, de ces événements dramatiques pourrait bien échoir à l'Alliance social-démocrate - libérale de MM. David Steel et David Owen, déjà en flèche dans les sondages, et qui a pour elle de proposer à l'opinion britannique une vision moins guerrière des rapports sociaux que ses concurrents.

(Lire nos informations page 3.)

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES

La Nouvelle-Calédonie coupée en deux

Les élections régionales du dimanche 29 septembre en Nouvelle-Calédonie ont confirmé la prédominance du courant anti-indépendantiste, qui recueille 60,84 % des suffrages exprimés contre 35,18 % aux partisans de l'indépendance. Mais le découpage régional donne aux indépendantistes le contrôle de trois des quatre régions créées par le nouveau statut du territoire. Seule la région de Nouméa reste dominée par le RPCR.

Une cohabitation incommode

A chacun sa victoire, mais la Nouvelle-Calédonie sort de ce scrutin plus écartelée que jamais.

Politiquement : le courant conservateur trouvera dans sa large majorité un encouragement à persévérer dans son jusqu'auboutisme. Le mouvement indépendantiste, confirmé dans sa représentativité, sera incité à inscrire l'indépendance sur le terrain dans les 21 des 32 communes qu'il contrôle.

Géographiquement : le territoire des « nationaux » est circonscrit à la moitié sud de la côte ouest et à deux petites « poches » dans le nord.

Economiquement : les principales resources minières et hydrauliques passent sous la responsabilité directe des élus du FLNKS tandis que le RPCR conserve la haute main sur les meilleures terres agricoles et sur le « poumon » [illegible] Nouméa.

Ecartelée, enfin, racialement : la carte du vote indépendantiste coïncide très exactement avec la carte ethnique du territoire. Les Canaques ont voté massivement pour les indépendantistes. Le vote anti-indépendantiste est l'apanage de la région de Nouméa où les mélanésiens représentent moins de 20 % de la population. Nouméa et sa région deviennent une enclave blanche.

Cette bipolarisation ne comporte pas que des risques, elle peut amener les Néo-Calédoniens à vivre ensemble.

(Lire page 6 l'article d'ALAIN ROLLAT et l'ensemble de nos informations.)



AVANT LE CONGRÈS SOCIALISTE

La percée de M. Rocard inquiète les mitterrandistes

La plupart des fédérations socialistes ont réuni leurs congrès en prélude au congrès national de Toulouse du 11 au 13 octobre. Le vote fait apparaître une nette percée de la motion Rocard, qui frôle les 30 %. Cette percée inquiète les mitterrandistes du courant 1, mené par le premier secrétaire du PS, M. Jospin. Dans la puissante fédération des Bouches-du-Rhône, fief de M. Defferre, une âpre guerre de succession fait rage.

Le déclin de la « maison » Defferre

De notre envoyé spécial

Fos-sur-Mer. – Le congrès fédéral du Parti socialiste des Bouches-du-Rhône ? Quel congrès ? Un petit quart d'heure de réunion générale volé *in extremis* à cette belle matinée du dimanche 29 septembre, le temps d'annoncer que sur 425 mandats fédéraux, 385 s'étaient portés sur la motion 1 et 40 (9,41 %) sur la motion des amis de M. Rocard. Un petit quitus, vite fait, pour faire bonne mesure. Et puis rendez-vous l'après-midi.

En guise d'après-midi, soixante-cinq minutes de discours ou d'interventions entre 19 h 10 et 20 h 15. L'essentiel de ce gâteau verbal, qui ressemblait à s'y méprendre à de la politique, tombait dans l'assiette de M. Michel Pezet, premier secrétaire de la Fédération et président du conseil régional. A M. Gaston Defferre, maire de Marseille, ministre d'Etat et ombre de lui-même au cours de cette journée, une gentille part. A quelques autres, les miettes.

Voilà pour la partie « visible ». On n'aurait garde d'oublier la part du « tangible » : une brève et violente bagarre au moment de l'arrivé de M. Defferre et d'un groupe de députés du département dans le Centre culturel Marcel-Pagnol qui accueillait le congrès. Gros bras d'un service d'ordre plus bête ou plus discipliné que nature (le maire de Marseille, dépourvu de carte, se vit un instant interdire l'entrée et n'évita pas d'être bousculé) contre gros bras venus d'ailleurs.

MICHEL KAJMAN.

(Lire la suite page 7.)

LA VISITE EN FRANCE DE M. MIKHAIL GORBATCHEV

Opération séduction

par JACQUES AMALRIC

Pourquoi M. Gorbatchev vient-il en visite officielle en France ? Pourquoi a-t-il choisi Paris pour sa première « sortie » en Occident en tant que secrétaire général du PC soviétique ?

On doit, à quarante-huit heures de son arrivée, se poser ces deux questions – et quelques autres... Les pérégrinations des dirigeants soviétiques – tout comme celles des dirigeants occidentaux, mais plus encore – ne sont pas dues à des lubies, à des passions soudaines ou à des caprices. Elles sont le résultat de froids calculs qui répondent à une logique. Pour comprendre cette logique, il faut avoir à l'esprit le problème numéro un du successeur de Tchernenko en politique étrangère : M. Mitterrand est trop mal vu à Moscou pour qu'on cherche une explication d'ordre subjectif au déplacement du nouveau secrétaire général soviétique.

Ayant perdu la bataille des euromissiles – en grande partie, justement, du fait du président de la République, – M. Gorbatchev se bat aujourd'hui sur un deuxième *front encore plus crucial de son* point de vue : celui de l'initiative de défense stratégique (IDS) du président Reagan, qu'on appelle la « guerre des étoiles ». L'enjeu est infiniment plus important pour l'URSS que ne le fut l'implantation en Europe occidentale des Pershing-2 et des missiles de croisière. Ces deux armes « intermédiaires », au demeurant, ne constituaient qu'une réponse du camp occidental à la mise en place par l'URSS, depuis une dizaine d'années, des SS 20.

Avec la « guerre des étoiles », les dirigeants soviétiques se trouvent confrontés à une tout autre situation. Certes, le bouclier stratégique dont il est question risque fort de n'être jamais vraiment étanche, et sa mise en place prendra dans la meilleure des hypothèses entre vingt et trente ans. *Mais ce projet* hasardeux, est d'une nature sans précédent : il vise dans l'absolu à protéger un camp et non plus à détruire l'autre. Il constitue une nouveauté à un autre égard : jusqu'à présent, on réagissait en Occident aux initiatives soviétiques plus qu'on ne les anticipait. Si le projet est poursuivi, il fera date non seulement parce qu'il contraindra le Kremlin à de lourds sacrifices pour tenir son rang dans cette reprise de la course aux armements – la structure de la société soviétique le permet, – mais aussi parce qu'il constitue la première tentative américaine depuis Truman pour reprendre l'initiative et ne plus en rester à « l'endiguement » *containment*, ou à la riposte.

L'enjeu est considérable pour un Gorbatchev dont l'autorité morale, en URSS, repose sur la promesse implicite d'améliorer sensiblement les performances d'un système à bout de souffle et pratiquement impossible à réformer en profondeur sous peine de suicide politique.

(Lire la suite page 2.)

Jours tranquilles à bord du « Greenpeace »



De notre envoyé spécial

A bord du *Greenpeace*. – Les petits matins sont blêmes, même en plein Pacifique. Quand le jour se lève sur l'océan, le *Greenpeace* est encore en veilleuse, pont désert, couloirs vides, salle à manger à l'abandon. Au salon, où une fuite de tuyauterie a obligé à regrouper les fauteuils, on se croirait dans une discothèque après le départ du dernier client – et avant l'arrivée de la première femme de ménage. Un mécanicien en fin de quart, vautré sur deux fauteuils, se passe un film sur cassette pour lui tout seul.

Tous les autres dorment. Seuls veillent encore le mécanicien de garde à la salle des machines et, bien sûr, l'officier de quart et l'homme – ou la femme – à la barre. Jonathan Castle, le « captain », assure le quart de quatre heures à huit heures du matin. Mais on le voit toujours sur la passerelle le soir aussi, comme s'il fuyait la lumière du jour et préférait assurer lui-même les veilles difficiles.

A la barre avec lui, alternativement, Jeanne O'Gorman, la brune Irlandaise embarquée comme matelot, et Laura Mitrani, la petite blonde Espagnole qui est médecin du bord. Pendant que l'une tient la barre, juchée sur une cale de bois pour pouvoir lire les cadrans, l'autre prépare le thé sur un plateau. Le « captain », souverain, scrute l'horizon, consulte l'écran radar, puis disparaît dans la salle des cartes. Il envisage sans doute quelque nouveau moyen d'identifier l'escorte, ce navire accrocheur qui suit le *Greenpeace* depuis Panama, à bonne distance (entre 15 et 20 kilomètres).

Aux cuisines, désertes, les seuls bruits du petit matin sont l'eau de la bouilloire qui frémit sur le feu en permanence et les louches qui s'entrechoquent au rythme du tangage. Les premiers « clients » ne paraîtront pas avant 7 heures, alors qu'il fait déjà grand jour. En revanche, le ciel hermétiquement plombé – pratiquement depuis Panama – ne laisse filtrer le soleil que très rarement et la température, qui atteignait couramment les 35 degrés dans la mer des Caraïbes, est redescendue à une vingtaine de degrés à l'approche de l'équateur.

Bien que la moitié de l'équipage soit britannique, il n'y a pas de breakfast à l'anglaise, copieux et cérémonieux. Il est plutôt du genre « éclaté », chacun se préparant son frichti à son heure, sur un coin de table. Les seules obligations à bord du *Greenpeace* sont les corvées (vaisselle, ménage, entretien des toilettes) et les séances de quart à la barre, ramenées de quatre à une heure pour les passagers (journalistes, photographes et observateurs invités).

ROGER CANS.

(Lire la suite page 5.)



étranger

LA VISITE EN FRANCE DE M. GORBATCHEV

Opération séduction

(Suite de la première page.)

Mais comment faire échec à l'IDS ? La réponse apportée à cette question n'est pas nouvelle : au delà de la volonté de relever le défi de la *« guerre des étoiles »* en cas d'obstination américaine, elle *consiste à exploiter* une fois de plus les divisions qui peuvent exister à ce sujet entre Européens de l'Ouest et Américains.

Dès lors qu'on retient cette explication, le choix de la France comme *banc d'essai de ces grandes ma*nœuvres ne fait guère de doute. Où aller, sinon à Paris ? En Grande-*Bretagne ? M. Gorbatchev* a déjà fait le voyage, alors qu'il n'était que le numéro deux du Kremlin. Le dé*placement* fut *même couronné* de succès, mais il ne s'agissait alors pour le dirigeant soviétique que de se faire connaître. Tant qu'y régnera Mme Thatcher, Londres ne sera guère l'endroit où trouver un allié « objectif » dans la lutte contre l'IDS. Bonn n'est pas plus indiqué pour une telle mission, pour des raisons historiques d'abord, mais aussi tant qu'y gouvernera un chancelier Kohl constamment hésitant.

La France, en revanche, présentait un avantage majeur : M. Mitterrand a fait connaître depuis longtemps ses réticences à l'égard de la « guerre des étoiles ». Le voyage pouvait être aisément organisé, le président de la République ayant re*nouvelé auprès de M. Gorbatchev*, au moment des funérailles de Tchernenko, l'invitation à se rendre à Paris qu'il avait faite à ce dernier lors de son voyage à Moscou de juin 1984. M. Gorbatchev oubliant un moment le rôle joué par M. Mitterrand dans la bataille des euro*missiles, saisit la* balle *au* bond et décida de faire le voyage à Paris dans l'espoir de séduire non pas le président de la République, mais l'opinion publique occidentale. Il n'est pas question, pour lui, de perdre auprès d'elle une seconde bataille. Encore fallait-il ouvrir ce front *avant sa rencontre* avec M. Reagan, les 19 et 20 novembre à Genève, et exploiter au maximum d'ici là les fameux « malentendus transatlantiques ».

Car le voyage à Paris ne constitue qu'un volet de cette opération *séduction déclenchée depuis l'été.* On en connaît certaines des autres facettes : moratoire sur les essais *nucléaires décrété unilatéralement* à compter du 6 août dernier, proposition de création d'une agence inter*nationale* qui serait chargée de la « gestion » de l'espace, coups de chapeau prudents au projet Eurêka, au nom d'une certaine idée de l'Europe, gestes d'ouverture insistants à l'égard de la Chine, etc.

Plus « rusé » que ses prédécesseurs

Beaucoup plus *« rusé » que ses* prédécesseurs, pour reprendre l'expression d'un responsable français *qui suit de près tous ces dossiers,* M. Gorbatchev ne ménage pas ses efforts : à preuve, les dernières pro*positions de réduction* des armements présentées vendredi dernier par M. Chevardnadze à M. Reagan. *On n'en connaît* pas encore les détails, mais il est probable que le secrétaire général se fera un plaisir de les dévoiler à M. Mitterrand. Le principe en est une réduction drastique des arsenaux nucléaires des deux super-grands (de l'ordre de 50 %), à condition que les Etats-Unis acceptent de mettre un terme non pas aux recherches (invérifiables) sur l'IDS, mais aux essais de nouveaux armements et, bien sûr, à leur production. Question annexe : M. Gorbatchev évoquera-t-il à ce moment-là la prise en compte de la force française de dissuasion ?

A Paris, on ne se fait guère d'illusions en haut lieu. C'est pourquoi, même si le numéro un soviétique « omet » pour des raisons tactiques de réitérer ses exigences à ce sujet, on est bien décidé à rappeler de toute façon la position française. M. Gorbatchev aura alors tout loisir de faire remarquer que l'ampleur des réductions qu'il propose va dans le sens maintes fois souhaité par M. Mitterrand : celui d'une réduction massive des arsenaux des deux grands...

Un communiqué commun ?

L'idéal, pour M. Gorbatchev, serait de consigner tout cela dans un communiqué ou mieux une déclaration rédigée dans la « langue de bois » qui a servi pendant près de quinze ans à concélébrer l'entente et la coopération franco-soviétiques. *L'ennui c'est que* M. Mitterrand a mis un terme à ce genre de rites. Va-t-il, pour com*plaire à son hôte, accepter de faire* une entorse aux règles qu'il a lui-même édictées ? Personne ne paraît *le souhaiter à Paris. On ajoute* pourtant : *« Ce n'est pas parce que M. Gorbatchev est en France que nous allons renier notre position sur l'IDS. »* Or cette position reste hostile au projet de « guerre des *étoiles », même si elle est beaucoup* plus nuancée que ne le souhaiterait M. Gorbatchev, puisque Paris est *favorable à la poursuite de la re*cherche dans ce domaine et qu'il n'est opposé à l'envoi dans l'espace *que d'armes destructrices, par op*position aux armes spatiales « neutres », comme les satellites mili*taires d'observation.*

M. Mitterrand acceptera-t-il finalement de coucher tout cela sur le *papier ? C'est l'un des enjeux de la* visite de M. Gorbatchev. Le secrétaire général aimerait aussi que *Paris réaffirme son attachement au* maintien du traité sur la limitation des missiles antibalistiques (ABM). *Il déploiera de grands efforts pour* parvenir à ses fins. On lui prête aussi l'intention d'aborder la question de la limitation des exportations technologiques en direction de l'URSS, c'est-à-dire le problème du Cocom, ce comité dominé par les Etats-Unis et dont les membres de l'Alliance doivent obtenir le feu vert pour la livraison aux pays de l'Est de matériels ultra-modernes susceptibles de favoriser leur effort militaire.

Que pèse, face à de telles « convergences » franco-soviétiques, la question des droits de l'homme ? Bien peu, pour M. Gorbatchev, qui aimerait la passer par profits et pertes. Beaucoup, pour M. Mitterrand, qu'une partie de son opinion publique attend sur le terrain miné des « exigences morales » après l'affaire du *Rainbow-Warrior*. Le numéro un soviétique aura sans doute l'adresse de ne pas souffler mot de ce triste épisode, même s'il espère en engranger quelques bénéfices. Il a d'ailleurs chargé sa presse d'enfoncer le clou. C'est l'agence Tass qui écrivait samedi dernier que *« le scandale politique se poursuit en France »*, où *« l'opinion publique démocratique du pays exige une enquête détaillée sur les circonstances du sabotage »*.

JACQUES AMALRIC.

A Paris

Manifestation de solidarité avec les juifs soviétiques

La manifestation organisée par le Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF), le dimanche 29 septembre, à Paris, pour protester contre le sort des juifs en Union soviétique, a réuni entre dix mille et quinze mille personnes. Le cortège a défilé de la place de la Bastille à la place de la République, où M. Théo Klein, président du CRIF, a lancé un appel à Mikhaïl Gorbatchev, chef de l'Etat et du parti soviétiques. *« Libérez les milliers de refuzniks qui souhaitent aller vivre là où ils pourront être aussi fiers d'être juifs que vous l'être d'être russe ou que M. Chevardnadze, votre ministre des affaires étrangères, l'est d'être géorgien »*, a demandé M. Klein, au nom des manifestants.

Des mères de refuzniks (candidats à l'émigration, auxquels les autorités soviétiques refusent l'autorisation de quitter le territoire) ont témoigné du combat qu'elles mènent, parfois depuis plus de dix ans. Elles marchaient en tête de la *manifestation*, suivies par des animateurs du Mouvement contre le racisme en France. M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme, représentait cette organisation, qui a pris l'initiative d'une soirée culturelle, à la salle de la Mutualité, le 3 octobre, avec pour slogan : *« Eh ! Gorbatchev, les juifs d'URSS sont aussi nos potes ! »*

M. Jean Pierre-Bloch, président de la LICRA (Ligue contre le racisme et l'antisémitisme), était aussi présent, avec les écrivains Marek Halter et André Glucksmann, les chanteurs Gérard Lenormand et Enrico Macias, M. Bernard Kouchner, animateur de Médecins du monde, les grands rabbins de France et de Paris, MM. René-*Samuel Sirat et Alain Goldmann*, et Mme Marie-Claire Mendès-France.

Venaient ensuite de nombreux hommes politiques, parmi lesquels Mme Simone Veil, présidente du groupe libéral de l'Assemblée européenne ; M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain ; M. Michel Noir, l'un des délégués nationaux du RPR ; M. Lionel Stoleru, membre du bureau politique du PR ; des députés (notamment *MM. Claude-Gérard Marcus, RPR*, et Georges Mesmin, UDF-CDS) et des élus municipaux de Paris. Mme Nicole Fontaine, présente en sa double qualité de représentante à l'Assemblée européenne et d'ancienne secrétaire générale de l'enseignement catholique, représentait, aussi, le CDS, dont la fédération parisienne avait déployé une large banderole, la seule marquée du sigle d'un parti politique.

Le poing et la rose du PS apparaissaient, il est vrai, sur la petite banderole de Socialisme et judaïsme, *mais le Parti socialiste* avait décidé de ne participer à aucune des manifestations provo*quées par la visite de M. Gorbat*chev en France (*le Monde* du 28 septembre). Les députés socialistes *présents* – MM. Laurent Cathala (Val-de-Marne), Alain Richard (Val-d'Oise), Alain Billon et Serge Blisko (Paris) – ne représentaient donc qu'eux-mêmes. Aucun membre connu du Parti communiste n'était, conformément à la décision du bureau politique (*le Monde* du 21 septembre), présent à cette manifestation, dont le sevice d'ordre maintenait à distance, en queue du cortège, une trentaine d'anarchistes de la coordination libertaire étudiante.

Dans un entretien avec « le Figaro »

M. REAGAN ESTIME QUE LA VISITE DE M. GORBATCHEV EN FRANCE PEUT ÊTRE « TRÈS UTILE »

Le voyage que doit effectuer en France M. Mikhaïl Gorbatchev à partir du 2 octobre prochain peut être *« très utile »*, notamment pour le prochain sommet américano-soviétique de Genève, les 19 et 20 novembre, estime le président Reagan, dans un entretien publié, lundi 30 septembre, par *le Figaro*.

« Il est particulièrement important, ajoute le président américain, *que M. Gorbatchev prenne conscience que notre alliance reste puissante et que l'Union soviétique s'efforce – comme nous sommes prêts à le faire – de rechercher (...) des relations plus concrètes. »*

M. Reagan se déclare convaincu que cela *« sera exposé de façon claire »* au secrétaire général du Parti communiste d'Union soviétique au cours de sa visite en France. *« De mes nombreuses rencontres avec le président Mitterrand*, ajoute-t-il, *je sais qu'il est un redoutable défenseur de ses opinions et qu'il est partisan d'un Occident fort, uni et sans faille, et qu'il n'a aucune illusion sur la nature du système soviétique. »*

L'URSS, affirme le président Reagan, *« a longtemps tenté de diviser les alliés occidentaux et de créer un clivage entre les gouvernements et leur population »*. Ils n'y sont jamais parvenus, explique-t-il, parce que les démocraties occidentales partagent *« des valeurs communes et une vision identique de l'avenir »*.

Les Etats-Unis, affirme *enfin* le président Reagan, ne voient *« aucune rivalité »* entre leur initiative de défense stratégique et le projet Eurêka (projet de communauté technologique européenne lancé par la France). *« Nous sommes prêts*, ajoute-t-il, *à accepter avec plaisir la participation de nos alliés, y compris la France, que cela concerne les bureaux d'études ou les entreprises. »*

APRÈS LES RÉACTIONS AMÉRICAINES AUX PROPOSITIONS SOVIÉTIQUES

Les conditions d'un marchandage sur les armements nucléaires semblent s'esquisser

De notre correspondant

Washington. – A coup de sous-entendus et de nuances, les dirigeants américains ont laissé entrevoir, dimanche 29 septembre, le cadre dans lequel pourrait être recherché un compromis avec l'URSS sur la question des armes antimissiles.

Interrogés *séparément* au cours d'émissions télévisées consacrées à la nouvelle proposition soviétique en matière de désarmement, tant le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, que le secrétaire adjoint à la défense, M. Richard Perle, ont en effet montré une circonspection notable en abordant le terrain des essais auxquels devrait donner lieu le développement de l'Initiative de défense stratégique (IDS).

Alors que M. Reagan avait, dans sa conférence de presse du 17 septembre, explicitement déclaré qu'il poursuivrait en tout état de cause non seulement les recherches, mais aussi les essais demandés par l'IDS, M. Perle s'est contenté d'affirmer qu'*« en aucune manière* [le président] *ne donnera son accord à des limitations sur la recherche »*. Il ne pouvait s'agir là d'une simple imprécision de la part de l'homme qui incarne, au sein de l'administration, la *fermeté* vis-à-vis de Moscou. Quelques instants plus tard, M. Shultz confirmait cette direction puisqu'il estimait que ce problème des essais pouvait être réglé dans le cadre du traité ABM de 1972 sur les armes antibalistiques – un traité respecté par les Etats-Unis, et qui, a-t-il dit, *« n'interdit pas certaines sortes d'essais »*. Les Etats-Unis n'auraient mieux su laisser entendre qu'ils sont prêts à envisager un marchandage sur une interprétation commune du traité leur permettant d'aller plus loin que les simples recherches en laboratoire (dont M. Gorbatchev a déjà admis qu'il ne pouvait s'y opposer), mais moins loin que *M.* Reagan dit le vouloir.

En attendant, toutefois, la véritable négociation, aussi bien MM. Shultz et Perle que, la veille, M. Reagan ont insisté à la fois sur la bonne volonté *des Etats-Unis et* leur refus de renoncer à l'IDS. Aux Soviétiques qui avaient, dans la lettre de *M. Gorbatchev remise vendredi* dernier au président américain par M. Chevardnadze, proposé une réduction commune de 50 % (1) des stocks d'armes nucléaires offensives à la condition que Washington en reste là sur la « guerre des étoiles » il a, dans ce cadre, été répondu oui... pour la réduction. M. Shultz a d'ailleurs déclaré : *« Il est clair que les Soviétiques veulent que nous abandonnions* [l'IDS] *et il aussi clair que le président ne le fera pas. »*

Nombre de commentateurs américains commencent en fait à douter que ce refus soit total et éternel. Mais la route vers un éventuel accord sera certainement longue. Cette semaine, quand les Soviétiques auront dévoilé, à Genève, le détail de leur proposition, on commencera par un examen complexe de la manière dont Moscou procéderait à cette réduction de 50 % des arsenaux nucléaires. Si l'URSS devait, dans l'affaire, conserver l'important avantage qu'elle a dans le domaine des ICBM, les missiles lourds basés à *terre*, *MM. Shultz et* Perle ont déjà laissé prévoir que la réponse américaine serait négative. On est, *en un mot, entré* dans le vif du sujet.

BERNARD GUETTA.

(1) Et non pas de 40 %, contrairement à ce que qu'avait laissé croire vendredi soir, les premières fuites maintenant démenties de sources diplomatiques et officielles américaines.

LE CONFLIT DU SAHARA

• Madrid expulse les représentants du Front Polisario
• Les six marins espagnols ont été libérés

De notre correspondant

Madrid. – Le gouvernement espagnol a réagit *rapidement* après la libération, samedi 28 septembre, des six marins espagnols détenus par le Front Polisario. Ceux-ci étaient à peine descendus d'avion, dimanche soir, à la base militaire de Malaga (Andalousie), au terme d'une « odyssée saharienne » de huit jours, que le chef de la diplomatie espagnole, M. Francesco Fernandez Ordenez, annonçait la décision du gouvernement de fermer le bureau du Front Polisario à Madrid et d'expulser ses représentants.

La rapidité et la fermeté de cette décision illustrent l'importance que Madrid a accordée au mitraillage de deux bateaux espagnols, le 20 septembre, au large des côtes de l'ancien Sahara espagnol, et à la mort, au cours de cette attaque, de Guilhermo Batista, le contremaître *du chalutier Junquito et* du caporal José Castro, du patrouilleur militaire *Tagomago*, qui se portait au secours du bâtiment de pêche (*le Monde* du 24 septembre).

D'autres incidents s'étaient produits dans le passé, faisant également des victimes, mais la responsabilité du Polisario n'avait pu être établie à chaque fois. Cette fois-ci, alors que le caporal Castro a eu le triste privilège d'être la première victime espagnole du conflit qui oppose les Sahraouis aux troupes marocaines depuis le retrait de l'Espagne de son ancien territoire africain en 1975, Madrid ne pouvait que réagir vigoureusement. La quasi-certitude que l'attaque du *Junquito* a été une erreur de la part du Polisario n'a pas infléchi l'attitude des autorités espagnoles, pas plus que les déclarations des six marins du *Junquito*, libérés samedi matin, affirmant qu'ils *« n'en voulaient pas au Polisario »*. Ce d'autant moins que, de son côté, le « numéro deux » du Front Polisario, M. Bachir Mustapha Sayed, a indiqué clairement, dimanche 29 septembre à Alger, que si un navire militaire espagnol venait à se représenter *« dans les eaux territoriales du Sahara occidental »*, les forces de la RASD n'hésiteraient pas à ouvrir le feu, considérant que la présence de bâtiments de guerre espagnols est *« une provocation et un casus belli »* et signifie que Madrid *« se range militairement aux côtés de l'agresseur marocain »*.

Les autorités espagnoles étudieront, mercredi en conseil des ministres, toutes les conséquences de cet incident, qui a provoqué l'indigna*tion générale. De ce point de vue*, la réaction immédiate du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez a *été* approuvée *par* l'opposition, dont la presse parlait ces jours derniers de *« honte nationale »*. Conscient des enjeux et des risques pour sa politique maghrébine, le gouvernement a bien pris soin, dans son communiqué, de remercier les gouvernements d'Algérie, de Mauritanie et du Maroc pour l'aide qu'ils ont apportée à la libération des six marins retenus par le Front Polisario.

Si l'expulsion de tous les représen*tants et membres du mouvement* sahraoui ne peut que réjouir Rabat, on peut, en revanche, s'attendre à des grincements côté algérien. Déjà, samedi, le quotidien *El Moudjahid* dénonçait les attaques espagnoles d'une *« extrême virulence »* contre le Front Polisario, condamnant un *« vocabulaire qui dépasse la bienséance diplomatique »*.

L'Espagne, de son côté, tout en se montrant intransigeante dans cette affaire, entend tout faire pour, d'une part, ne pas se laisser entraîner dans un quelconque *« bourbier saharien »*, d'autre part, éviter que soient réduits à néant ses patients efforts diplomatiques visant à maintenir un délicat équilibre dans ses relations avec Alger et Rabat. La décision que doit prendre Madrid à propos d'une demande d'asile politique formulée par vingt-sept Sahraouis réfugiés depuis une quinzaine de jours dans les enclaves espagnoles de Ceuta et de Melilla, en territoire marocain, pourrait bien, de ce point de vue, avoir valeur de test.

(Intérim.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 523-06-81
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cinquante ans à compter du
10 décembre 1944.

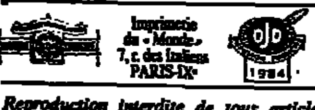
Capital social :
500.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du *Monde* »,
MM. André Fontaine, *gérant*,
et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur :
Bernard Wouts.

Rédacteur en chef :
Daniel Vernet.

Corédacteur en chef :
Claude Sales.



Reproduction interdite de tous articles sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par messageries)				
I. – BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
II. – SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 800 F

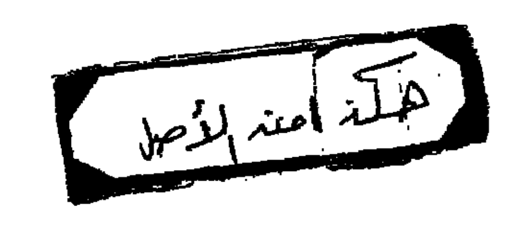
Par voie aérienne : tarif sur demande.

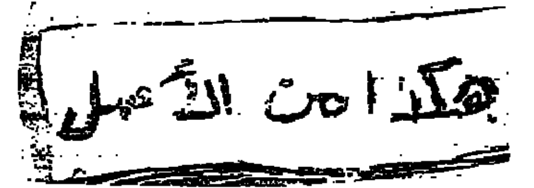
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 $; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 120 pes. ; E.-U., 1 $; G.-B., 55 p. ; Grèce, 90 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 30 f. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 9 kr. ; Suisse, 1,60 f. ; Yougoslavie, 110 nd.





EUROPE

Grande-Bretagne

LES ÉMEUTES DE BRIXTON

« De la misère plein la tête »

Les violentes émeutes de Brixton ont été déclenchées, samedi 28 septembre au soir, par une bavure policière. Le matin, des policiers s'étaient présentés au domicile de Mme Sherry Groce, une mère de famille « de couleur ». Ils recherchaient son fils Michaël. Mme Groce, en leur ouvrant la porte, a pris peur et s'est enfuie dans sa chambre. Un des policiers a alors fait feu sur elle et l'a touchée dans le dos.

La rumeur de sa mort a couru dans Brixton et est à l'origine des émeutes de samedi soir. Deux cents personnes auraient été arrêtées. On compte une cinquantaine de blessés.

De notre correspondant

Londres. – Les premiers incidents ont débuté samedi 28 septembre, en fin d'après-midi, autour du commissariat central de Brixton. Par petits groupes, des manifestants ont encerclé le bâtiment en criant aux policiers : *« Venez vous expliquer. ! »* A ce moment circulait encore dans le quartier la fausse nouvelle de la mort de Mme Sherry Groce, victime de la « tragique erreur » du matin.

Alors que les forces de l'ordre étaient occupées à protéger le commissariat, ailleurs, dans Brixton Road, des bandes de jeunes gens ont commencé à renverser des voitures en stationnement et à s'en prendre aux vitrines des magasins. Quand les policiers ont réussi à refouler les manifestants, ils n'ont fait malgré eux que répandre la violence dans toutes les rues adjacentes en poursuivant les contestataires et en dispersant tout attroupement. Une station-service a été attaquée, et le carburant a servi à remplir des bouteilles de lait transformées en cocktails Molotov. Au crépuscule, les premiers incendies ont éclaté. Un immeuble de quatre étages s'est rapidement embrasé ; il allait s'écrouler complètement quelques heures plus tard.

A la nuit tombée, dans Stockwell Park Road, des poubelles enflammées sont lancées en direction des patrouilles de police qui avancent prudemment derrière des boucliers de plastique transparent.

Un ghetto

Non loin de là, M. Samuel Winston, qui est d'origine jamaïquaine comme beaucoup d'habitants de Brixton, balaie devant sa porte les éclats de verre qui jonchent le trottoir. Il est 23 heures. L'émeute semble à peine diminuer d'intensité. En proie à sourde rage, il grommelle et ne cesse de répéter à chaque coup de balai : *« Ce n'est qu'un début, c'est affreux (...) ça va s'arrêter puis ça va repartir... »*

Au bout de la rue, on aperçoit, à la lumière des feux, des silhouettes en train de dévaliser un magasin de matériel électrique. *« Regardez,* s'exclame M. Winston, *il y a même des Blancs ».* S'agit-il de provocateurs plus ou moins organisés, comme certains ont pu le faire remarquer lors des troubles qui ont eu lieu il y a quatre ans ? *« Peut-être,* répond-il, *mais je ne crois pas ; dans des quartiers comme celui-ci, la tentation est trop grande pour n'importe qui. Voilà tout. Il y a pas à chercher plus loin. Aujourd'hui, les hooligans sont partout, il me semble. »* Et d'ajouter, après un silence : *« Partout où il y a de la misère »...* Autre silence ... *« De la misère plein la tête, surtout. »*

« Et oui, Brixton est un ghetto, le plus célèbre, mais des ghettos y en a beaucoup dans ce pays », fait remarquer un homme qui se qualifie lui-même d' *« observateur ».* La trentaine, une volumineuse chevelure coiffée à la Bob Marley, il déambule en swinguant nonchalamment au pourtour de ce qu'il appelle la « merde ». Méfiant, il déclare s'appeler « John Who » « Jean qui », discrétion oblige... *« Vous savez que plusieurs de vos confrères se sont fait tabasser ce soir par nos petits cons »,* note-t-il avec un rien de provocation.

John Who a envie de parler ; lui aussi a vu les saccages et les pillages. *« Ils font ça parce qu'ils en ont l'occasion, parce qu'ils n'ont rien à perdre et parce qu'il ne leur paraît pas certain qu'ils n'ont rien à gagner. C'est simple... »* Après réflexion, il ajoute : *« Alors, bien sûr, vous pouvez dire aussi qu'il y a le chômage, la drogue, les logements dégueulasses, notre absence de racines ici... Oui, nous avons sans doute plus de raisons que d'autres de nous sentir exclus. Mais ce n'est pas seulement le privilège des Noirs ou des chômeurs de la troisième génération. »*

Sa désinvolture n'est qu'apparente. Il a fait partie d'un de ces groupes créés à Brixton après les émeutes de 1981 pour tenter d'apaiser les tensions. *« Il y avait là dit-il, des gens pleins de bonne volonté. Il y avait des policiers, qui étaient en quelque sorte contraints de se montrer compréhensifs. Ils sont là pour réprimer ou pour faire preuve de paternalisme, mais c'est tout. Et puis, il y avait des gens, des organisations de bienfaisance, politiques ou autres, pleins de compassion, mais qui ne nous comprennent pas vraiment. Et puis, enfin, j'ai été accusé d'être un vendu, un informateur. Alors, ça m'a fait « chier » et je me suis dit que tout cela ne servait pas à grand-chose. La preuve... »*

F. C.

AU CONGRÈS DE BOURNEMOUTH

Le leader travailliste, M. Kinnock joue son va-tout contre l'aile gauche de son parti

De notre correspondant

Londres. – L'histoire du mouvement syndical et travailliste semble se répéter. Les préparatifs du quatre-vingt-quatrième congrès annuel du Labour – qui s'est ouvert lundi 30 septembre à Bournemouth – ont donné lieu à des discussions qui, au fond, ne sont guère différentes de celles de l'année dernière : un affrontement entre durs et modérés. La gauche militante a pris une nouvelle fois l'initiative et l'avantage contre la direction du parti, plutôt centriste, et c'est encore l'intraitable président du syndicat des mineurs, M. Arthur Scargill, qui a mené l'assaut.

M. Kinnock, le leader du parti depuis deux ans, a décidé de mettre en jeu son autorité tout en sachant qu'elle n'a jamais été réellement assurée. A l'encontre des conseils de prudence prodigués par les membres du comité exécutif national réunis le dimanche 29 septembre, M. Kinnock a maintenu sa volonté d'intervenir personnellement le mercredi 2 octobre dans la discussion d'une motion présentée par l'Union nationale des mineurs (NUM) et à laquelle il est fermement opposé. Ce texte, approuvé par la Confédération des syndicats (*Le Monde* du 5 septembre), implique qu'un futur gouvernement travailliste s'engage à « rembourser » la NUM pour les pertes financières (évaluées à près de 1 milliard de livres) subies par cette organisation durant un an de grève. Ces pertes correspondent à des amendes et séquestration de fonds décidées en vertu des nouvelles lois sur les syndicats.

M. Scargill ne désarme pas malgré la défaite retentissante qui lui a été infligée à la fin du conflit dans les houillères par Mme Thatcher et par ses propres troupes. M. Kinnock a fait savoir que l'exigence de la NUM était inadmissible et a laissé entendre que le Parti travailliste ne pouvait être plus longtemps tenu responsable de ce qu'il tient pour les « excès » de M. Scargill.

A moins d'un compromis, M. Kinnock s'apprête donc à jouer son va-tout. Il devrait demander, mercredi, le rejet ou un profond amendement de la motion présentée par la NUM. Le leader travailliste n'ignore pas que l'échec de sa contre-offensive peut signifier pour lui un terrible désaveu, et il semble ne pas écarter l'hypothèse de sa démission. Mais il estime que l'importance de l'enjeu peut entraîner parmi les congressistes un renversement de tendance, alors que les derniers décomptes des intentions de vote, lui sont pour l'instant défavorables.

M. Kinnock désire crever l'abcès qui mine l'opposition travailliste depuis deux ans et l'empêche de contrecarrer les progrès enregistrés depuis quelques mois par la « troisième force », c'est-à-dire l'Alliance formée par les libéraux et les sociaux-démocrates. souvent accusé par l'aile droite du Parti travailliste de n'avoir pas essayé plus tôt de donner un coup d'arrêt au « jusqu'au-boutisme » de l'extrême gauche, il est désormais convaincu que le « sérieux », soit une relative modération, doit prévaloir dans les résolutions de son parti.

Les sondages d'opinion lui donnent apparemment raison, de même que les résultats des élections locales ou législatives partielles qui, cette année, ont montré que la majeure partie de l'électorat britannique souhaite être gouvernée au centre. Une enquête qui vient d'être réalisée par la BBC indique une nouvelle fois que les Britanniques ayant l'intention de voter travailliste aux prochaines élections jugent (à 4 contre 1) « néfaste » pour le parti l'attitude de M. Scargill. Tandis que les mineurs en mars, puis les cheminots en août ont dénoncé l'intransigeance de leur direction syndicale et renoncé à la grève, M. Kinnock veut faire entendre le réalisme de la base contre le rigorisme des éléments les plus militants qui s'imposent dans les délégations au congrès.

M. Kinnock n'est cependant pas du tout sûr de gagner. Les membres de l'exécutif du parti n'ont pas manqué de le lui rappeler dimanche, et, craignant un échec, ils ont tenté une ultime médiation. Des émissaires ont été envoyés dimanche soir auprès de M. Scargill pour l'inviter à retirer ou modifier sa motion. M. Scargill ne semblait cependant pas disposé à répondre à ce vœu.

FRANCIS CORNU.

RFA

Violents affrontements à Francfort après la mort d'un manifestant antinazi

Haut lieu de l'autonomie et de la « scène alternative », comme on dit en République fédérale, Francfort a vécu, samedi 28 et dimanche 29 septembre, des scènes de violence comme elle n'en avait plus connues depuis les affrontements qui, régulièrement, pendant plusieurs années, avaient opposé sa police aux manifestants protestant contre l'agrandissement de l'aéroport international.

Le calme était revenu, ce lundi, après une nuit d'émeute durant laquelle des groupes de manifestants s'étaient répandus dans la ville, brisant des vitrines (plus de cinq cents, selon la police), dévalisant certains magasins de luxe et s'opposant aux forces de l'ordre, équipées de camions-pompe, qui ont procédé à environ deux cents interpellations. Mais d'autres manifestations étaient prévues pour ce lundi 30 septembre, à l'appel, notamment, des Verts.

Cette flambée de violence, qui s'est répercutée également à Hambourg, Munich, Fribourg et Berlin-Ouest, fait suite à la mort de Günter Sare (trente-six ans), écrasé par un camion de la police, samedi soir, alors qu'il participait à une manifestation antinazie à Francfort. Plusieurs groupes de gauche et d'extrême gauche avaient décidé de protester contre la tenue d'une réunion du NPD, le parti néo-nazi, et l'incident s'est produit alors que la police tentait de s'interposer entre les deux groupes.

Günter Sare – militant bien connu des milieux d'extrême gauche de Francfort depuis son rôle à la fin des années 60 dans le rapprochement ouvriers-étudiants – a été renversé par le puissant jet d'eau d'un camion-pompe, puis écrasé par le camion qui roulait, semble-t-il, trop vite pour pouvoir s'arrêter à temps. Deux jeunes manifestants étaient morts dans des circonstances similaires : à Hambourg, en 1980, et à Berlin-Ouest, en 1981.

Cet incident prend une importance toute particulière dans la région de Hesse où le gouvernement de Wiesbaden, dirigé par un social-démocrate, M. Börner, mène depuis des mois des négociations difficiles avec les Verts. En effet, à deux reprises, les élections régionales n'ont pu dégager de majorité dans ce Land, et le SPD, premier parti, se trouve donc contraint, s'il veut continuer de gouverner, de trouver un arrangement avec les Verts. Le porte-parole des Verts au Parlement régional, M. Georg Dick, a déclaré, dimanche, que le second tour des négociations, qui devait débuter ce lundi, allait être différé jusqu'à ce que les responsabilités ait été clairement établies. L'incident relance, d'autre part, le débat au sein du parti Vert entre les « fondamentalistes », hostiles à tout compromis avec les sociaux-démocrates, qui accusent « *la police du SPD* », et les « réalistes », qui étaient parvenus avec difficulté à faire accepter dans le mouvement l'idée d'une coalition avec un parti traditionnel.

Pologne

Votez... pour la libération des prisonniers politiques

Le général Jaruzelski a explicitement fait dépendre, dans une interview publiée dimanche 29 septembre par *le Wehington Post,* une éventuelle amnistie pour les prisonniers politiques d'une bonne participation de la population polonaise aux élections législatives prévues pour la mi-octobre. Les élections, a déclaré le premier secrétaire du parti, *«seront d'une grande importance sur l'éventuelle décision d'annoncer une nouvelle amnistie. En d'autres termes, meilleurs seront les résultats des élections, plus il apparaîtra que la stabilité et la normalité ont atteint un niveau élevé et plus il sera envisageable d'annoncer une amnistie».* Le général Jaruzelski a tenu ces propos à l'occasion de son séjour à New-York, pour l'Assemblée générale de l'ONU *(le Monde* daté 29-30 septembre).

Les autorités de Varsovie ont depuis longtemps indiqué qu'elles considéreraient les futures élections législatives comme un test du soutien de la population au régime (il s'agit du taux de participation au vote et non des résultats, qui sont sans signification, tous les candidats figurant sur des listes établies sous le contrôle du pouvoir). Cependant, jamais jusqu'à présent un dirigeant polonais n'avait fait comprendre en des termes si directs que ceux qui refuseraient de voter pourraient apparaître comme responsables du maintien en prison des détenus politiques (au nombre de deux cent cinquante à trois cent cinquante, selon les estimations). En même temps, le général Jaruzelski s'est dit *«déçu»* de l'attitude de l'Eglise, qui n'a pas appelé à voter. Il a indiqué qu'il jugerait satisfaisant un taux de participation de 75 à 80 % (lors des élections locales de juin 1984, le chiffre officiel de participation était de 75 %, tandis que l'opposition, affirmant que ce chiffre était truqué, faisait état d'un taux de 60 %).

Réagissant le jour même aux déclarations du général Jaruzelski, M. Lech Walesa a déclaré : *«C'est tout simplement un vulgaire chantage»,* et *«une énorme gaffe».* Par ailleurs, M. Walesa a dénoncé l'arrestation, samedi, d'un ancien dirigeant syndical de la région de Szczecin, M. Stanislaw Wadolowski, victime selon lui d'une provocation policière. Un inconnu aurait en effet réussi à pénétrer dans son appartement et à déposer un stencil sur le rebord d'une fenêtre, aussitôt avant l'irruption de policiers qui auraient alors «découvert» le stencil, censé destiné à reproduire un tract «anti-Etat».

A TRAVERS LE MONDE

Hongkong

• PREMIÈRES ÉLECTIONS. – Pour la première fois en cent quarante années sous la domination britannique, Hongkong possède un conseil législatif formé de représentants élus. A peine 0,5 % de la population de la colonie britannique (5,5 millions d'habitants) ont voté jeudi 27 septembre pour désigner des membres du futur conseil législatif. En dépit de cette très faible participation, les responsables gouvernementaux considèrent la tenue de ce premier scrutin comme un grand pas en direction d'un gouvernement représentatif.

Vietnam

• INONDATIONS. – Plus de 300 000 hectares de rizières ont été ravagés par les récentes inondations qui ont frappé le nord et le centre du Vietnam. Les deux régions les plus touchées sont celles de Ha Nam Ninh et Thanh Hoa (sud d'Hanoi), où des dizaines de villages sont submergés, parfois sous 2 à 3 mètres d'eau, après la rupture de digues.

AMÉRIQUES

Canada

M. Johnson a été élu président du Parti québécois avec près de 60 % des voix

De nos envoyés spéciaux

Montréal. — A vaincre sans péril... Au terme d'une campagne sans passion, menée depuis plus de trois mois, M. Pierre-Marc Johnson a été élu, dimanche 29 septembre, au poste de président du Parti québécois. Il a recueilli 58,5 % des suffrages exprimés. Ministre de la justice dans le gouvernement de M. René Lévesque, M. Johnson était le grand favori de cette course à la direction dans laquelle, pour la première fois, tous les militants du parti avaient le droit de vote.

Attendue pour le nouveau premier ministre — qui doit prendre ses fonctions mardi, — cette victoire est moins évidente pour le parti lui-même en raison des chiffres de la participation au scrutin. Quatre-vingt onze mille militants seulement ont participé au vote sur les cent soixante-huit mille que compte le parti, soit 57 %. Le taux de participation est, il est vrai, plus élevé si l'on tient compte du fait qu'environ trente mille adhérents ne semblent pas avoir reçu leur convocation à temps.

Avec un bel ensemble, les cinq candidats vaincus se sont ralliés au nouveau chef du parti, à commencer par Mme Pauline Marois, arrivée en deuxième position avec 20 % des suffrages, devant M. Jean Garon (16,2 %), les trois autres concurrents ne recueillant au total qu'environ 5 % des voix. Révélation de cet affrontement, Mme Marois, qui occupe le poste de ministre de la main-d'œuvre, a repris les grands thèmes de sa campagne, insistant sur la recherche du plein-emploi, la participation des jeunes à la construction de l'avenir, l'égalité entre les hommes et les femmes au sein du parti et dans le partage du pouvoir. S'adressant à la masse des militants, elle a souligné la vitalité du Parti québécois et « *sa capacité d'innover* » avant de déclarer à l'intention du nouveau président qu'il devra tenir compte des idées avancées ces dernières semaines par les autres candidats : « *Un chef ne fait pas le parti*, a-t-elle lancé, *c'est le parti qui fait le chef.* »

« Une nouvelle équipe »

Avec cette habileté qui le caractérise, M. Pierre-Marc Johnson a repris la balle au bond en affirmant qu'« *une nouvelle équipe* » s'est forgée au cours des derniers mois, qui propose aux Québécois de regarder « *les défis de l'avenir avec lucidité, courage et détermination* ». Ces défis, M. Johnson les voit en priorité dans les domaines économique et technologique où le Québec doit « *faire preuve d'excellence* » pour sortir du marasme et « *entrer dans la course* », avec, et parfois contre, ses voisins.

Conscient lui aussi du désarroi d'une jeunesse particulièrement touchée par le chômage, le nouveau président du parti s'est engagé à lui donner la place qui devrait être la sienne et à tenir compte de ses idées pour « inspirer » l'action gouvernementale.

Au-delà des militants, M. Johnson, créant une certaine surprise, s'est adressé à l'ensemble de la population du Québec, et paticulièrement au trois plus importantes minorités ethniques (espagnole, grecque et italienne) en prononçant quelques mots dans leurs langues respectives. La communauté anglophone, la deuxième en nombre de la province (environ 15 % de la population), n'a pas été oubliée même si, suprême habileté, elle a été interpellée en dernier : une façon de lui rappeler qu'aux yeux du Parti québécois, elle est une minorité au même titre que les autres.

Le thème de l'indépendance a occupé aussi peu de place dans le discours de M. Johnson qu'il en avait eue durant sa campagne. Le nouveau président restait fidèle, ainsi, à l'orientation définie en juin dernier lors d'un congrès spécial du parti qui avait décidé de mettre temporairement entre parenthèses la question de la souveraineté . L'indépendance reste, malgré tout, l'objectif ultime du parti, comme a tenu à le souligner Mme Marois en assurant que sa formation « *gardait le cap pour faire du Québec un pays complet et reconnu* ».

La première tâche du nouveau premier ministre sera de former son gouvernement, mais surtout de consolider l'unité du parti en vue des prochaines élections dont il devrait rapidement fixer la date. La campagne politique qui vient de se dérouler devrait avoir donné un élan nouveau à un parti marqué par l'usure d'un pouvoir exercé sans partage depuis neuf ans. Dans la nouvelle bataille qui s'annonce, M. Johnson bénéficiera aussi d'une meilleure image que celle de son adversaire, M. Bourassa, le chef du Parti libéral et ancien ministre, que les sondages donnent aujourd'hui largement gagnant.

MANUEL LUCBERT et BERTRAND DE LA GRANGE

LES DERNIERS COMMANDEMENTS DE M. LÉVESQUE

(De notre envoyé spécial.)

Montréal. — Premier ministre démissionnaire, M. René Lévesque n'a pas assisté, dimanche 29 septembre, à la victoire de M. Pierre-Marc Johnson, célébrée à Montréal par plusieurs centaines de militants. Il est resté tranquillement chez lui, d'où il a suivi le dépouillement des résultats à la télévision.

Faut-il voir dans cette absence le signe d'une bouderie, d'une amertume ? Pour une part sans doute. Du moins les choses sont-elles claires : sans René Lévesque, ce père à la fois abusif et attachant, c'est un Parti québécois nouveau, ouvert à des mutations indispensables mais à travers lesquelles il risque de perdre un peu de son âme, qui est en train de naître. Le départ de René Lévesque, accoucheur infatigable du peuple québecois, marque bien en ce sens la dernière mort de la révolution tranquille née dans le tumulte des années 60.

Ce souffle de l'Histoire qui passe et qui tranche dans le destin d'une communauté humaine, les militants rassemblés dans la soirée de vendredi à Montréal pour rendre un vibrant hommage à leur chef bien-aimé l'avaient bien senti planer au-dessus de leurs têtes. Un poète a comparé le tribun désormais privé de public à « *l'arme de dissuasion* » du Québec ; une ancienne collaboratrice fit du Premier ministre un éloge touchant à l'idolâtrie. D'une touchante naïveté, le dithyrambe avait au moins le mérite de la sincérité. René Lévesque ne s'y est pourtant pas laissé prendre et, avec sa franchise coutumière, ne l'a pas envoyé dire : d'un coup de patte il a fait comprendre qu'il appréciait modérément « *la nécrologie abusivement hyperbolique et parfois impudique* » dont il était l'objet.

Avant de s'effacer, le fondateur du Parti québécois se devait de rappeler à son successeur les principaux articles des tables de la Loi. Il le fit avec une netteté telle qu'elle prenait presque valeur d'avertissement. Ces commandements majeurs sont au nombre de deux. Le premier : ne jamais perdre l'objectif d'aider le peuple québécois à devenir « *un pays complet et reconnu* » quels que soient le rythme et le cheminement pour l'atteindre. Le second : « *Garder la maison propre* », une allusion à l'œuvre d'assainissement de la vie publique accomplie par le Parti québécois sous sa férule et qui restera l'un de ses grands mérites.

M. L.

L'homme des compromis

Son père, Daniel Johnson, fut premier ministre de 1966 jusqu'à sa mort, en 1968, à la suite d'une crise cardiaque. Son frère, qui porte le prénom du père, siège dans l'opposition libérale à l'Assemblée nationale du Québec. Depuis sa tendre enfance, Pierre-Marc Johnson fréquente la classe politique tout en menant des études brillantes. En droit d'abord, pour être avocat, *comme son père*. Puis en *médecine*.

Il vient à peine de finir ses études de médecine lorsqu'il se présente aux élections générales du 15 novembre 1976. Le Parti québécois, où il milite depuis 1971, est porté au pouvoir contre toute attente. Les Québécois ont « osé » voter pour un parti qui prône la séparation de la province francophone. C'est l'euphorie dans les milieux indépendantistes et l'affolement chez les fédéralistes, en particulier dans la minorité anglophone du Québec.

En fait, le gouvernement dirigé par René Lévesque ne veut rien précipiter. En attendant l'organisation d'un référendum sur la souveraineté-association qu'il perdra en 1980, le gouvernement veut redonner confiance aux Québécois et rétablir un environnement francophone. Les ministres sont plus réformistes que révolutionnaires, et M. Johnson fait partie des plus modérés.

Quelques mois après l'arrivée au pouvoir du Parti québécois, *Pierre-Marc Johnson accède au* gouvernement à l'occasion d'un remaniement ministériel, en juillet 1977. A trente ans, il devient ministre du travail, un poste très difficile, dont il s'acquitte bien. Depuis quelques années, la violence et les grèves illégales étaient monnaie courante. Le nouveau ministre fait preuve de fermeté avec les syndicats qui l'accusent d'être « *le ministre du patronat* ». Mais il fait aussi adopter des lois facilitant la syndicalisation dans les entreprises. Un coup à droite, un coup à gauche...

C'est désormais l'image de marque de Pierre-Marc Johnson qui préfère le compromis à l'*affrontement. Il va cultiver cette* image au cours des années dans les différents postes qu'il occupe *jusqu'à sa nomination, en mars* 1984, au ministère de la justice et des affaires intergouvernementales. Cela ne l'empêche pas d'avoir des ennemis, en particulier au sein de son propre parti. On lui reproche de trop ménager la chèvre et le chou, de penser un peu trop à la succession de M. Lévesque — même s'il se garde bien de le dire, — en bref d'être opportuniste.



Dessin de SZLAKMANN.

La crise, qui a déchiré le Parti québécois au cours de l'automne dernier, aurait pu lui être fatale. Il a su manœuvrer habilement pour convaincre le premier ministre que le Parti québécois risquait de perdre les prochaines élections s'il remettait de nouveau sur le tapis le projet d'indépendance. *Le congrès spécial du 19 janvier* lui a donné raison, même s'il a fallu payer le prix d'une scission du parti avec le départ des « orthodoxes », qui ont créé une nouvelle formation indépendantiste.

A trente-neuf ans, M. Johnson *a déjà occupé* les fonctions les plus importantes au sein du gouvernement. Dans les années 60, son père voulait « *l'égalité ou l'indépendance* » pour le Québec. Vingt ans plus tard, le fils veut prouver que l'indépendance n'est peut-être plus nécessaire pour permettre à la société québécoise de s'affirmer. Son ambition à la tête du gouvernement sera de devenir l'artisan d'un « *nouveau compromis historique* » avec le Canada anglais.

B. L. G.

Panama

M. del Valle succède à M. Barletta à la présidence

M. Eric del Valle, premier vice-président désigné samedi 28 septembre par l'Assemblée législative pour succéder à M. Barletta, président démissionnaire, a déclaré ce lundi 30 septembre que Panama affrontait « *l'une des périodes les plus difficiles de son histoire* ». M. Barletta a lié sa démission à des « *problèmes politiques* » et a affirmé qu'il y aurait eu un coup d'Etat s'il n'avait pas renoncé.

Un « coup de palais »

« Nicky » n'aura tenu que onze mois. Elu à la présidence de Panama le 6 mai 1984, officiellement intronisé le 11 octobre suivant, Nicolas Ardito Barletta a dû remettre sa démission, le vendredi 27 septembre. Ce n'est pas vraiment un coup d'Etat, bien que des rumeurs de putsch militaire circulaient avec insistance depuis quelques jours sur les rives du canal. C'est plutôt un « coup de palais » à la panaméenne, dans lequel les militaires de la Force de défense jouent effectivement un rôle important. Mais, en l'occurrence, ils ne heurtent pas les sentiments de la majorité de la population. Au contraire.

« Nicky » était de plus en plus isolé, critiqué, rendu responsable de l'aggravation de la situation économique alors que cet ancien haut fonctionnaire de la Banque mondiale avait précisément été « choisi » pour redresser la barre et rendre confiance aux investisseurs et aux financiers internationaux devenus circonspects. Coup de semonce révélateur : en août, le général Manuel Antonio Noriega, commandant en chef de la Force de défense (l'ancienne garde nationale de l'ancien « homme fort » Omar Torrijos, qui a régné douze ans sur Panama) avait publiquement affirmé que le gouvernement Barletta était « *incompétent et inefficace* ». Le sursis aura été plus long que prévu et illustre l'embarras des responsables panaméens, militaires et civils, pour retrouver une nouvelle équipe dirigeante et un nouveau président capables de faire face efficacement à la montée des périls.

Les règles sont respectées. L'Assemblée législative, réunie de toute urgence, a désigné le premier vice-président, Eric del Valle, pour succéder à M. Barletta. Mais c'est une solution qui ne peut être que provisoire. *Le candidat civil* « idéal » a un profil complexe : il doit avoir l'aval des militaires, celui de la coalition politique composite qui soutenait « Nicky » en mai 1984, plaire aux milieux d'affaires et aux Américains, et ne pas susciter de protestations trop virulentes dans les rangs d'une opposition qui continue de dénoncer la « fraude » de mai. En somme, l'homme introuvable...

Le leader démocrate-chrétien Ricardo Arias Calderon, le plus ardent à rappeler la victoire « douteuse » de « Nicky » à l'élection présidentielle, n'est d'ailleurs pas sans arguments solides pour étayer sa thèse. Débordant de bonne volonté et personnellement honnête, M. Barletta n'a cependant pas réussi à faire oublier aux Panaméens cette « faute de parcours » initiale. Un élément qui explique que sa chute, voulue par ses partisans, n'ait provoqué aucune réaction de rue.

Le plan d'austérité de M. Barletta était cohérent. Il a été mis en pièces par les poussées parallèles de la rue et des groupes de pression politiques. La réduction des dépenses du secteur public a été insuffisante. L'appareil bureaucratique de l'Etat, gonflé par le « cleintélisme » traditionnel des partis politiques, est à la fois trop lourd et peu performant. Les hausses d'impôts ont suscité des colères qu'il a fallu apaiser. La lourde dette extérieure de plus de 3 milliards de dollars reste un casse-tête, sans solution à moyen terme. C'est l'image même de Panama, plate-forme financière internationale, qui est menacée alors que la récession aggrave un chômage porteur de sévères tensions sociales. *Dans ce contexte déjà très difficile*, l'assassinat, le 15 septembre — dans des conditions encore mal définies — de l'ancien ministre adjoint de la santé, Hugo Spadafora (très mêlé aux conflits d'Amérique centrale) a sans doute contribué à accélérer une crise latente depuis plusieurs semaines.

MARCEL NIEDERGANG.

El Salvador

La guérilla renouvelle son offre de négociation au gouvernement

San Salvador, *(AFP)*. — La guérilla salvadorienne a proposé au gouvernement Duarte la suppression des importations d'armes et de munitions et la mise en place d'un gouvernement provisoire, dans un document remis au Parti de conciliation nationale (PCN), une des plus ancienne formation politiques de la droite salvadorienne.

Ce document est cosigné par M. Guillermo Ungo, président du Front démocratique révolutionnaire (FDR), aile politique du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN), et par M. Shafik Handal, l'un des commandants militaires de ce dernier parti et membre du Parti communiste.

Le FMLN affirme qu'il est prêt à se soumettre à un contrôle sur la fourniture des armements, si de son côté l'armée renonce aux armes en provenance de l'étranger. D'autre part, les cosignataires demandent l'ouverture de « *négociations sans préalables qui permettent une issue politique honorable au conflit* ». Le FDR-FMLN souhaite que « *le peuple puisse orienter librement son avenir grâce aux premières élections démocratiques de son histoire* ».

PROCHE-ORIENT

Israël

La proposition jordanienne de « négociations directes » reçoit un accueil mitigé

De notre correspondant

Jérusalem. — Les commentaires suscités en Israël par le discours du roi Hussein de Jordanie à la tribune de l'ONU illustrent à merveille cette « *diplomatie à deux voies* », rançon depuis un an d'une « *union nationale* » contre nature. Pour M. Shimon Pérès et ses amis, les propos du souverain méritent un accueil favorable. Peut-être annoncent-ils même un « *tournant positif* ». Les chefs du Likoud, eux, n'y voient qu'un « *verbiage* » dénué d'intérêt. Ici, un « *oui... mais* » ; là, un non sans appel.

Lors du conseil des ministres dominical, M. Pérès a exprimé une satisfaction prudente. Il est satisfait parce que le roi Hussein « *a pour la première fois parlé de négociations directes et immédiates avec Israël* », exauçant ainsi une exigence importante de Jérusalem. En conséquence, ajoute aussitôt M. Pérès, « *toute autre forme de discussion est inutile et entraînerait seulement des polémiques et des retards sans fin* ». Autrement dit : Israël reste hostile à la proposition jordanienne d'une conférence internationale associant l'URSS au processus de paix.

M. Pérès se réjouit aussi de la façon dont le roi envisage « *la paix et la coopération parmi les Etats du Proche-Orient* ». L'appel du roi Hussein à la réconciliation de « *tous les enfants d'Abraham* » récoltant enfin, « *après quarante ans de haine, les fruits de la paix* », ne pouvait que plaire aux dirigeants travaillistes.

Mais M. Pérès se montre prudent. « *Le discours du roi*, dit-il, *sera jugé à ses résultats et non à l'écho qu'il aura reçu. Un effet positif serait l'ouverture de négociations directes entre Israël et une délégation jordano-palestinienne. Faute d'un tel progrès on en resterait au statu quo.* » Et il rappelle deux principes fondamentaux d'Israël : le rejet de tout contact avec l'OLP (« *le regain de l'activité terroriste n'a fait qu'accroître cette opposition... La violence est la violence. Aucun mouvement de libération ne peut justifier le meurtre d'innocents* »), et l'hostilité catégorique au projet de livraisons d'armes américaines à la Jordanie (« *Nul discours ne saurait justifier une telle transaction* ») ; ce reproche, bien sûr, vise plus l'administration Reagan que le roi Hussein.

La réaction balancée de M. Pérès traduit outre une réelle circonspection, un certain embarras. Même s'il croit le souverain sincère dans son désir de paix, il n'est pas dupe de son entreprise de séduction auprès de la Maison Blanche et du Congrès. Désireux d'amadouer les parlementaires américains dont l'aval conditionne la fourniture d'armements à Amman — avions, missiles et blindés — le roi se devait de prononcer à l'ONU un discours « *ouvert et positif* ».

Le débat en cours aux Etats-Unis sur les livraisons d'armes à la Jordanie limitait d'avance la liberté de réaction de M. Pérès. Le premier ministre ne pouvait en effet applaudir trop fort certains propos du roi — à supposer qu'il en ait eu l'intention — sans dévaluer du même coup les arguments qu'Israël utilise actuellement pour dissuader le Congrès de satisfaire Amman. M. Pérès espérait, dit-on à Jérusalem, que le roi Hussein renoncerait publiquement et sans équivoque à l'état de belligérance avec Israël. C'était sans doute un peu trop exiger du souverain.

De toute façon, le « *négativisme* » prévisible du Likoud ôtait sans doute à M. Pérès la moindre velléité d'enthousiasme. A cet égard, M. Shamir et ses amis, fidèles à eux-mêmes, n'ont pas déçu. Retenant du discours ce qui les arrange, ils l'ont réduit ou presque à néant. Pour le ministre des affaires étrangères qui se trouve à New-York, « *le texte ne contient rien de nouveau* ». Aux yeux de M. Arens qui assure son intérim à Jérusalem, « *l'allocution marque une régression* ». Et M. Sharon exhorte le souverain à « *liquider les postes de commandement de l'OLP à Amman* ».

M. Pérès ne juge sans doute pas le discours d'Hussein assez net ni assez prometteur pour en prendre prétexte et rompre l'unité nationale. Partie remise ? Une chose est sûre : si M. Pérès veut vraiment sortir de l'impasse, il devra répondre assez vite à une question incontournable ; Israël est-il prêt à négocier directement avec une délégation jordano-palestinienne en vue d'un compromis territorial en échange de la paix ?

J.-P. LANGELLIER.

AFRIQUE

République sud-africaine

LE PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT COMPARE M. FABIUS A HITLER ET A STALINE

Faisant référence, dimanche 29 septembre, à Pretoria, aux sanctions économiques décidées par le gouvernement français, M. Louis Nel, porte-parole du gouvernement sud-africain, a déclaré, dans une interview à l'AFP : *« Les tentatives de détruire l'économie sud-africaine sont la chose la plus odieuse depuis l'époque d'Hitler et Staline. Si elles réussissent, on mentionnera le nom de votre premier ministre* (M. Laurent Fabius) *en même temps que ceux d'Hitler et Staline. »* La presse sud-africaine a, d'autre part, publié, ce week-end, un appel lancé par quatre-vingt-douze hommes d'affaires sud-africains en faveur de l'accélération des réformes politiques.

De son côté, M. Harry Oppenheimer, ex-président des holdings Anglo-American et De Beers, affirme, dans un entretien publié par *le Figaro-Magazine*, qu'il doit y avoir un partage rapide du pouvoir en Afrique du Sud et le démantèlement du *« vieux système d'apartheid »*. Il demande également le *« départ de tout le gouvernement »* de M. Pieter Botha.

De nouvelles violences se sont produites ce week-end faisant dix morts. Sept morts et au moins une douzaine de blessés ont été dénombrés dans la cité noire de Lamontville (banlieue de Durban) à la suite de combats entre les habitants et un groupe de plusieurs centaines de guerriers zoulous conduits par l'un des plus proches collaborateurs de M. Gatsha Buthelezi, chef du parti Inkatha (mouvement politico-militaire zoulou). La police, de son côté, a abattu deux personnes, à Dordrecht et Kwasekhele (province du Cap). — *(AFP, Reuter, AP.)*

L'AFFAIRE GREENPEACE

Jours tranquilles à bord

(Suite de la première page.)

Les seuls rendez-vous fixes de toute la communauté sont les repas de midi (sonnant) et du soir (18 heures), ce dernier étant le véritable repas cuisiné. Une bonne moitié de l'équipage est végétarienne ou « bio » — certains même mangent avec des baguettes pour ne pas avoir de métal dans la bouche. L'autre moitié est du genre « bouffe-tout ». Seuls les Latins du bord comme Santiago, le bosco, espagnol, ou Franck, le matelot français, préfèrent parfois se faire un petit plat à part pour ne pas ingurgiter le riz à l'ananas, assaisonné de petits pois et de raisins secs, ou les croquettes au tofu japonais avec soja germé et flocons d'avoine.

Ton, le chef mécanicien hollandais, qui a séjourné en France, rêve parfois d'une tartine beurrée au roquefort et arrosée d'un coup de rouge. Luigi, le confrère du *Corriere della Sera*, a craqué : un soir, il a décidé de remplacer les Anglaises aux fourneaux, et il a préparé, seul, pour trente-deux personnes, des spaghettis tout simples, à la tomate fraîche et au parmesan râpé à la main : applaudissements nourris... dans l'assistance reconnaissante.

L'amateur à la barre

La cuisine greenpeacienne est paradoxale. Alors qu'elle se veut légère et frugale, elle est lourde et indigeste. Car, à force de vouloir mélanger des « produits sains », on aboutit à des pâtées aussi pesantes que compliquées, dont l'effet sur les estomacs sensibles au mal de mer est immédiat. Le chef de l'expédition, Gerhard Leipold, l'austère physicien allemand, et Dorothee Piermont, le député des Verts allemands, ne s'en sont toujours pas remis.

Les après-midi se passent dans la torpeur. Sieste pour les uns, bricolage pour les autres. Seule la cabine du radio devient vibrionnante. Elle grouille alors de journalistes impatients de transmettre leurs articles en temps utile pour l'Europe, l'œil rivé au signal lumineux qui indique la qualité de la liaison par satellite. Dès que le bateau fait une embardée, la communication est interrompue.

Le radio passe son temps à monter sur la passerelle pour demander à l'homme de quart — souvent amateur — de bien tenir son cap. Moyennant quoi le télex peut recommencer à crépiter et les interviews au téléphone reprendre avec Londres, Amsterdam, Hambourg, Paris, Milan, Copenhague, voire New-York ou Sydney.

Les soirées, plutôt longuettes, se concentrent à la salle à manger et au salon. On joue au Monopoly, aux dominos, aux échecs — mais pas aux cartes. Seul Tony, le cinéaste anglais de Greenpeace, a apporté un jeu, mais c'est pour faire des réussites, donc seul. On s'échange des livres, on puise dans la bibliothèque du bord, abondante et variée (en anglais), on bavarde en écoutant de la musique sur bande, tous les genres. Et, immanquablement, la soirée se termine — pour ceux qui restent — par un film sur cassette.

Les écolo-pacifistes, pour se distraire, ne reculent devant aucune entorse à l'idéologie : *la Guerre des étoiles, L'empire contre-attaque*, des films policiers musclés avec Clint Eastwood et les inévitables James Bond. *« C'est pour les longues soirées en Antarctique »*, dit-on comme pour s'excuser.

L'idéologie, de toute façon, reste discrète à bord, si l'on excepte les affiches et auto-collants placardés partout, et les tee-shirts revendicatifs, on ne baigne pas dans l'endoctrinement. En quinze jours de navigation, il n'y a eu qu'une soirée de discussion organisée autour des essais nucléaires, où chacun racontait ses campagnes. D'autres sont prévues (déchets nucléaires, Antarctique, etc.), mais à dose homéopathique. Quant aux conciliabules tactiques ou stratégiques, ils restent naturellement plus discrets encore. Il n'y a eu jusqu'ici qu'une seule réunion réservée aux militants de Greenpeace, tous debout sur la passerelle, pendant la traversée du canal de Panama. Les discussions politiques ou idéologiques se font plutôt en tête à tête, c'est-à-dire non plus seulement en anglais, la langue commune, mais aussi en français, en allemand, en hollandais ou en espagnol. Les journalistes cherchent à percer le secret de chacun, à remonter les itinéraires individuels. Et les militants, à leur tour, interviewent leurs invités entre quat z'yeux pour savoir à qui ils ont affaire, avec qui ils sont condamnés à cohabiter pendant cinq ou six semaines.

ROGER CANS.

LES RÉACTIONS EN FRANCE

M. POPEREN : une tornade

Invité du « Grand Jury RTL-*le Monde* » dimanche soir 29 septembre, M. Jean Poperen, membre du secrétariat national du PS, a parlé de l'affaire Greenpeace comme d'une « *tornade* » qui « *a contrarié et un peu obscurci (...) un ciel de rentrée qui était incontestablement plus favorable* [aux socialistes] ». Pour M. Poperen, les propos du général Imbot sur « *une véritable opération maligne de déstabilisation* » et de « *destruction* » des services secrets français ne relancent pas d'« *interrogations* » ni d'« *incertitudes* » sur l'affaire elle-même, mais ils permettent de mesurer les « *insuffisances* » de ces services.

« *Ce qui me frappe et me préoccupe,* a-t-il ajouté, *c'est qu'un tel constat, avec une telle force (...), soit dressé plus de quatre ans après que nous eumes pris la responsabilité des affaires.* » Le député du Rhône a alors expliqué la difficulté pour la gauche à « *maîtriser, en tant que pouvoir politique, un certain nombre de grandes structures* », dès lors qu'elle ne voulait ni « *à-coups* », ni « *drames* », ni « *ruptures* ».

Après s'être félicité du rôle de la presse dans cette affaire, le numéro deux du PS a estimé que M. Barre en jugeant « *tout cela détestable* » faisait montre de « *la sérénité de l'amnésie* ».

M. PISANI : esprit carnassier

M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, qui était l'invité du « Club de la presse » d'Europe 1, dimanche soir 29 septembre, a déclaré que « *l'appétit carnassier de la presse ne* [lui] *apparaissait pas correspondre à l'esprit de l'opinion* ». « *L'affaire Greenpeace est une affaire importante* », a-t-il constaté, avant d'affirmer : « *Je ne suis pas sûr que l'opinion ne sente pas que trop, c'est trop, et que, à poursuivre constamment sur cette piste, on ne finisse pas par mettre en cause des choses que je dirais presque essentielles ou presque sacrées.* »

Il faut, a-t-il observé, « *donner un répit* » aux responsables — gouvernement et militaires — « *pour qu'ils mettent de l'ordre et disent en définitive quelle est la conclusion de leur enquête* ».

Interrogé sur son attitude lors de l'affaire Ben Barka, alors qu'il était membre du gouvernement, M. Pisani a répondu : « *J'étais engagé dans je ne sais quel moment de la construction de la politique agricole commune, je ne me suis pas posé la question* » de la démission.

● *M. JOXE : « Une bête de télévision ».* — Interrogé dimanche soir 29 septembre sur TF 1, M. Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, a jugé que le général Imbot est « *une bête de télévision* ». « *Il a dit ce qu'il voulait dire* », a-t-il indiqué avant d'ajouter : « *Je suis moins doué que lui, mais je fais comme lui, je dis ce que je veux dire.* »

Après avoir affirmé que dans l'affaire Greenpeace, son rôle et celui de ses services ont été « *conformes à la loi, aux décisions et aux directives* » du président de la République et du premier ministre, M. Joxe a avoué que, à propos de ses relations avec M. Charles Hernu, ancien ministre de la défense, « *certains se sont souvent trompés, d'autres ont été trompés, d'autres ont voulu tromper* ». « *Je constate aujourd'hui qu'ils ont échoué* », a-t-il affirmé.

M. BARRE : détestable pour la France

Invité dimanche 29 septembre du « *Forum de RMC* », M. Raymond Barre a rompu le silence qu'il s'était imposé depuis les débuts de l'affaire Greenpeace. Il a expliqué : « *Cette affaire a été détestable pour la France, détestable par sa nature, détestable par la manière étrange dont elle a été traitée par le pouvoir ; le pouvoir tout entier s'est enlisé dans les sables mouvants de l'équivoque et dans les manœuvres qui ne peuvent qu'entretenir la suspicion et le doute. Quoi qu'il se passe, quels que soient les propos tenus, quelles que soient les déclarations, dès le lendemain, la suspicion apparaît (...) Dans cette épreuve qui affecte notre pays, n'oublions pas, où que nous soyons, quelles que soient nos responsabilités, n'oublions pas l'intérêt national et la patrie.* »

● *LE GÉNÉRAL BIGEARD : « une manœuvre ».* — Pour le général Marcel Bigeard, député apparenté UDF de Meurthe-et-Moselle, l'intervention télévisée du général Imbot constitue « *certainement une manœuvre pour étouffer l'affaire* » du sabotage du *Rainbow-Warrior*.

DANS LA PRESSE PARISIENNE

Les fuites, le complot... et les interrogations

Le souhait des socialistes que l'affaire Greenpeace soit enfin close et que l'on tourne pudiquement la page sur cette « bavure » militaire, embrouillée de mensonges, n'est guère entendu. Par la presse d'abord, qui ne cesse de s'interroger sur les responsabilités aux sommets de l'Etat : qui savait, quoi et depuis quand ? continue-t-on de se demander, après que le premier ministre eut désigné comme responsable politique le seul Charles Hernu, ancien ministre de la défense. Par l'armée ensuite, si l'on en croit l'intervention de l'un de ses plus anciens officiers, le général René Imbot, nouveau chef de la DGSE, apparu dans une tenue et sur un ton fort martiaux, vendredi soir, sur le petit écran : en dénonçant, sans plus de précision, « *une véritable opération maligne de déstabilisation* » et de « *destruction de nos services secrets* », le général a, évidemment, relancé les commentaires.

Sur la première question, c'est au tour de l'hebdomadaire *le Point* du 30 septembre d'apporter sa contribution. Selon notre confrère, il y eut, « *dans la deuxième quinzaine du mois de mai* », une réunion à l'Élysée, dans le bureau de M. Jean-Louis Bianco, secrétaire général de la présidence, du « groupe Pacifique ». Les participants auraient été, outre M. Bianco, le général Jean Saulnier, alors chef d'état-major particulier du président de la République, l'amiral Pierre Lacoste, alors patron de la DGSE, et M. Hubert Védrine, conseiller diplomatique de M. Mitterrand.

Qu'a voulu dire le général Imbot ?

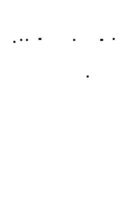
La campagne de Greenpeace contre les prochains essais nucléaires aurait été à l'ordre du jour, l'amiral Lacoste ayant, selon *le Point*, fait état du rapport de Christine Cabon, *alias* « Frédérique Bonlieu », la « taupe » infiltrée dans le mouvement écologiste. Ce rapport, ajoute notre confrère, « *confirme ce que craignaient les marins : étant donné la taille du* Rainbow-Warrior, *il ne sera pas aisé de le maintenir à distance. Il est alors décidé, dans le bureau de Jean-Louis Bianco, d'étudier les mesures appropriées à cette nouvelle situation* ».

Le Nouvel Observateur du 27 septembre propose pour sa part un autre scénario, qui pourrait être complémentaire de celui du *Point*, selon lequel aucun « *ultime feu vert* » n'aurait été « *sollicité en haut lieu* » pour le sabotage : « *Il s'agit, pour les services français, d'une opération de routine*, écrit Kathleen Evin. *Pas de risque, en principe, de blesser ni de tuer quiconque. Or seuls les scénarios à haut risque remontent pour approbation jusqu'à l'autorité politique.* »

« *Personne n'imagine que Charles Hernu ait pu mentir à François Mitterrand* », titre *le Nouvel Observateur*, qui croit plutôt que la version à laquelle s'est accroché l'ancien ministre de la défense, « *jusqu'au bout, était vraisemblablement celle à laquelle il croyait* ». Ses « *amis politiques* », ajoute Kathleen Evin, « *ne l'accusent pas officiellement d'avoir menti. Mais ils lui reprochent de s'être laissé « phagocyter par des militaires dont il voulait à tout prix apparaître comme le chef vénéré et respecté* ».

Reste la seconte interrogation : qu'a voulu dire le général Imbot ? « *Le général soulève plus de problèmes qu'il n'en résout* », répond Max Clos dans l'éditorial du *Figaro du 30 septembre*. « *Qui complotait ? Qui sont les « branches pourries » ? Pour le compte de qui travaillaient-elles ? Au service de formations politiques françaises ? D'une puissance étrangère ?* demande Max Clos. *Il n'est pas acceptable que le pouvoir civil fasse porter en public des accusations aussi graves sans les justifier.* » Estimant que cette sortie fracassante « *ressemble fâcheusement à une magouille politicienne* », l'éditorialiste du *Figaro* conclut : « *Le premier ministre croit-il vraiment que les choses peuvent en rester là ? Il aurait tort.* »

A l'inverse, Max Gallo, directeur général de la rédaction du *Matin de Paris*, prend très au sérieux les accusations du général Imbot. « *Nous savons qu'une information reçue au début de 1985 indiquait que la DGSE allait être la cible d'un service étranger*, assure l'ancien porte-parole du gouvernement. (...) *Bien des faits qui entourent la mission en Nouvelle-Zélande conduisent à se poser la question d'une trahison interne.* » Parmi ces « *faits* », selon Max Gallo, « *les conditions mêmes dans lesquelles ont été livrés aux journaux les éléments qui ont éclairé l'opération* ». Les « fuites » seraient donc, selon *le Matin*, partie intégrante d'un complot étranger...



politique

LES ÉLECTIONS RÉGIONALES EN NOUVELLE-CALÉDONIE

Les anti-indépendantistes majoritaires mais frustrés

On peut toujours trouver de bonnes raisons à une défaite. Et à Nouméa, M. Jacques Lafleur n'y a pas manqué : seuls le *« trucage »* du découpage de M. Pisani et la *« terreur »* exercée par les indépendantistes dans les tribus canaques expliquent, selon lui, le résultat du vote. Mais le coup de massue a tout de même été rude. Il n'était qu'à entendre les applaudissements glacés réservés à M. Lafleur par ses invités, à voir le visage décomposé du député RPCR et — peut-être — futur président de la région de Nouméa, désormais enclave tricolore dans un territoire contrôlé par le FLNKS, pour évaluer l'ampleur de la déception des anti-indépendantistes.

M. Jacques Blanc, envoyé spécial du Parti républicain, avait beau s'évertuer à expliquer que *« par une présentation optique, on veut faire croire à l'existence d'une majorité FLNKS dans ce territoire »*, tous les participants à la soirée électorale du RPCR semblaient bien être eux-mêmes victimes d'une *« présentation optique »*. Et si M. Bernard Pons, ancien secétaire général du RPR, assurait que *« ce résultat est plein d'espoir pour l'avenir »*, d'autres, comme M. Didier Bariani, délégué du Parti radical, admettaient que *« tous les ingrédients sont désormais réunis pour que cela se passe mal »*.

Après la rituelle mise en accusation du découpage — *« on a donné la majorité à une minorité »* accusait M. Lafleur, tandis que M. Pons dénonçait *« une opération de Marseille à l'échelle calédonienne »*, il fallut bien envisager l'avenir.

Le ton des dirigeants du RPR s'est subitement adouci. M. Jacques Toubon puis M. Jacques Chirac — [avec déjà un léger bémol — avaient promis dès la victoire aux législatives l'organisation d'un scrutin d'autodétermination et le vote, dans la foulée, d'un nouveau statut. M. Lafleur, pour sa part, laissait entendre qu'en cas de perte de la région Centre — ce qui s'est produit — le RPCR pourrait bien sinon boycotter le Congrès, du moins opposer une certaine *« force d'inertie »* à la mise en place des nouvelles institutions.

M. Pons s'est d'abord opposé à ce boycottage. A ses amis calédoniens, il a fait valoir que la très large majorité en face des anti-indépendatistes, leur majorité au Congrès et la présidence de la région Sud constituaient *« trois atouts extraordinaires qui leur permettront de jouer les institutions »*.

Mieux encore, M. Pons a tenu à l'égard des nouveaux présidents indépendantistes un langage d'une surprenante modération : *« Tout va dépendre de la manière dont ils vont respecter les institutions*, a-t-il expliqué. *Je ne veux pas aujourd'hui leur faire un procès d'intention. Nous allons voir si dans les trois régions le FLNKS respectera la légalité républicaine, jouera le jeu des institutions et respectera la forte minorité anti-indépendantiste... Si oui, on pourra discuter, vivre et mettre enfin le territoire sur les rails. Si non, nous devrons faire preuve d'une très grande fermeté »*. Pour bien enfoncer le clou, M. Pons a appelé les respondables politiques, *« à quelque tendance qu'ils appartiennent, à plus de modération et à plus de raison »*. On est bien loin des dénonciations enflammées des *« terroristes »* et des *« violeurs »*...

Les ouvertures, bien sûr, n'empêchent pas M. Pons de continuer officiellement de promettre un scrutin d'autodétermination dès après la victoire. Mais cette promesse chaque jour semble s'échapper un peu plus dans le lointain. Et les représentants de l'UDF présents sur place sont, à ce propos, nettement moins chauds que leurs collègues du RPR.

A l'inverse, les indépendantistes apparaissent encouragés par les résultats. *« Pour nous, le référendum est fait*, explique M. Yeiwéné Yeiwéné, numéro deux du FLNKS. *Quatre-vingts pour cent du peuple canaque s'est prononcé pour l'indépendance. Dans ces conditions, pas question de participer à un référendum organisé par la droite. »*

Au reste, les indépendantistes n'ont pas été longs à prendre acte du changement de ton des dirigeants du RPR : *« La campagne est finie*, ajoute M. Yeiwéné. *Le RPCR va bien devoir tenir compte des réalités. M. Mitterrand aussi avait été élu sur un programme socialiste. On a vu ce que c'est devenu. »* Plus nettement que jamais, M. Jean-Marie Tjibaou affirmait toutefois sur les ondes de la première radio libre canaque : *« La détermination de notre peuple à acquérir l'indépendance est désormais acquise. Il n'y aura pas de retour. »* Rien n'est réglé en Calédonie.

DANIEL SCHNEIDERMANN.

La bipolarisation consacrée

L'avenir est d'autant plus incertain que la situation électorale s'est clarifiée. La cohabitation forcée fera-t-elle prévaloir la raison ?

Dans l'ensemble de la Nouvelle-Calédonie, la participation a battu tous les records : 80.62 %. Il y a eu 6 175 électeurs de plus qu'au dernier pointage, en février dernier. Cette mobilisation a surtout bénéficié au parti du député RPR, M. Jacques Lafleur, le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR) qui a obtenu 51,99 % des suffrages exprimés sur l'ensemble du territoire, soit 11,75 points de plus qu'aux élections territoriales de 1979. Les partisans locaux de M. Jean-Marie Le Pen ont conservé, à 219 voix près, les suffrages ralliés *lors de de l'élection européenne* de 1984 (5 263 voix contre 5 044). Au total, le score global des « nationaux » (RPCR, apparentés et FN) représente 43 469 voix, soit 60.84 % des suffrages exprimés, alors que celui des indépendantistes (FLNKS plus Libération kanake socialiste, LKS) en représente 25 139, soit 35,18 %, à peine davantage (+ 0,75 point) que le score réalisé en 1979 par le Front indépendantiste.

A lui seul, le FLNKS totalise 28,75 % des suffrages. Il remporte ses plus beaux succès aux îles Loyauté, aux îles Belep et sur la côte est à Pouébo (93.70 %), Hienghène, la ville dont son chef, M. Tjibaou est *le maire* (80,70 %), Ponérihouen (68,10 %). Il réussit aussi à faire élire son député, M. Pidjot, dans le Sud, et, par la même occasion, remporte à Thio une victoire symbolique à l'issue du scrutin municipal organisé en même temps, enlevant au Front national cette municipalité au sein de laquelle il disposera de quatorze sièges sur vingt-trois (1).

Les succès du FLNKS dans le Nord et aux îles Loyauté étaient attendus ; ils s'inscrivaient dans la logique des consultations antérieures. Sa victoire dans la région Centre était moins assurée. Bien que le Front national se soit retiré pour ne pas le gêner, le RPCR y est devancé de 431 voix par le FLNKS, dont le succès a été acquis à la fin du dépouillement par les votes des communautés canaques de Thio et de Canala. La liste conduite par le successeur d'Eloi Machoro au poste de ministre de la sécurité du FLNKS, M. Léopold Jorédié, a recueilli à Thio 54,96 % des suffrages et 64,62 % à Canala. Dur revers pour le sénateur RPR, ancien *président* du gouvernement territorial, M. Dick Ukeiwé, qui conduisait la liste du RPCR et se retrouve minoritaire.

La « troisième force » mort-née

Le bilan du scrutin dans cette région Centre met en relief un autre enseignement de la consultation : l'échec de l'opération « troisième force » en laquelle M. Edgard Pisani avait placé de gros espoirs. Le maire de Bourail, M. Aïfa, qui aspirait à incarner, entre le FLNKS et le RPCR, une voix médiane favorable à la démarche du gouvernement vers l'indépendance-association, sort du scrutin totalement marginalisé. Les trois listes de l'Organisation politique d'alliances d'Opao (OPAO), qu'il parrainait, n'ont recueilli au total que 3,24 % des suffrages exprimés, soit 16,55 points de moins que les voix qu'il avait obtenues en 1979 avant de s'allier aux indépendantistes au sein de l'Assemblée territoriale. M. Aïfa ne siégera même pas au conseil de sa propre région.

De même, la formation indépendantiste modérée de M. Nidoish Naisseline, le mouvement de Libération kanaque socialiste (LKS) est écrasé par le FLNKS qu'il espérait concurrencer. Seul M. Naisseline obtient un siège dans l'île de Maré dont il est le grand chef coutumier, alors qu'après avoir accepté — contrairement au FLNKS — de participer aux élections de novembre 1984 le LKS avait eu six élus. La « troisième force » est mort-née.

L'attraction des extrêmes dans chaque camp accentue la bipolarisation politique du territoire. Elle risque de compliquer davantage le déroulement du processus enclenché par la mise en œuvre du nouveau statut. Le RPCR disposera de la majorité absolue au Congrès du territoire ; mais cette instance doit jouer, en principe, un rôle moindre dans le nouveau système institutionnel. Le FLNKS, en revanche, disposera, de trois représentants au conseil exécutif installé auprès du haut commissaire, contre deux seulement au RPCR (le président de la région Sud et le président du Congrès). Des conflits de compétence en perspective... Le rôle d'arbitre — ou plutôt de gendarme — imparti au haut commissaire de la République, en charge de l'exécutif territorial, sera donc déterminant.

Radicalisation ou négociation ?

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, l'avenir de la Nouvelle-Calédonie devient d'autant plus incertain que la situation électorale s'est clarifiée. L'écart qui sépare le score des « nationaux » de celui des indépendantistes (18330 voix) ne laisse guère en l'état actuel des choses, de perspectives de victoire électorale au FLNKS à l'issue du futur référendem d'autodétermination sur l'accession du territoire à l'indépendance, dont l'organisation est prévue, en principe, avant la fin de 1987. Si le gouvernement se bornait simplement à écarter de ce scrutin les fonctionnaires résidant dans le territoire depuis moins de trois ans, comme il l'envisage, cet écart ne serait pas détruit (2). Conforté dans la légitimité historique de sa revendication de souveraineté, le FLNKS va donc être tenté de relancer le débat sur la composition du corps électoral. Certains de ses dirigeants menacent déjà de boycotter le référendum s'ils n'obtiennent pas satisfaction.

Le RPCR aura beau jeu de s'en tenir aux règles démocratiques et constitutionnelles. En revanche, les dirigeants du courant « national » ne pourront plus nier la représentativitéq du FLNKS ni prétendre, comme ils l'avaient fait jusqu'ici, que le mouvement indépendantiste se résumerait à une poignée de « *terroristes* ». Si la majorité parlementaire change en France en mars 1986, elle se trouvera opposée à une légitimité indépendantiste qu'il lui sera difficile de violer, à supposer que toutes ses composantes s'accordent pour défaire le « *subtil* » équilibre édifié par M. Pisani. Elle pourra difficilement revenir sur ce nouveau partage des pouvoirs, sauf à prendre le risque de nouvelles violences.

Tel qu'il résulte du scrutin de dimanche, le rapport de forces comporte ainsi autant de germes de radicalisation que de contraintes, pour les uns comme pour les autres. Si les passions ne l'avaient si souvent emporté sur la raison, on se prendrait presque à espérer que cette cohabitation imposée finisse par faire prévaloir, de part et d'autre, l'esprit de négociation.

ALAIN ROLLAT.

(1) Les indépendantistes rassemblent au total 71,95 % des suffrages exprimés dans la région des îles Loyauté, 65,32 % des suffrages du Nord, 52,05 % des suffrages du Centre, mais 10,74 % seulement des suffrages exprimés dans le Sud.

(2) Le nombre des électeurs inscrits résidant dans le territoire depuis moins de trois ans était évalué, en janvier dernier, à 5 500 personnes, dont 3 500 fonctionnaires civils et militaires. A supposer que les quelque 3 000 nouveaux inscrits de la région Sud appartiennent à cette catégorie d'électeurs, l'écart entre les indépendantistes et les nationaux reste nettement à l'avantage de ces derniers.

OCÉAN PACIFIQUE
NORD
Habitants : 21 512
Electeurs inscrits : 15 157
Élus : 6 FLNKS, 2 RPCR, 1 app. RPCR
ILES LOYAUTÉ
Habitants : 15 510
Electeurs inscrits : 11 806
Élus : 4 FLNKS, 2 RPCR, 1 LKS
CENTRE
Habitants : 23 248
Electeurs inscrits : 14 260
Élus : 5 FLNKS, 4 RPCR
SUD
Habitants : 85 699
Électeurs inscrits : 48 683
Élus : 17 RPCR, 3 FN, 1 FLNKS
Wala, Ile Belep, Ouegoa, Poum, Pouébo, Koumac, Kaala-Gomen, Hienghène, Touho, Poindimié, Voh, Koné, Ponérihouen, Pouembout, Houaïlou, Poya, Canala, Bourail, Thio, Moindou, Farino, Sarraméa, La Foa, Boulouparis, Païta, Dumbéa, NOUMÉA, Mont-Dore, Yaté, Ile Ouvéa, Fayaoué, ILES LOYAUTÉ, Ile Lifou, Wé, Tiga, Ile Maré, Tadine, Ile des Pins (Kunie), Vao, GRANDE TERRE
0 25 50 km
Majorité acquise aux indépendantistes
: Majorité acquise aux anti-indépendantistes

LES RÉSULTATS

	RÉGION NORD			RÉGION CENTRE			RÉGION SUD			RÉGION DES ILES LOYAUTÉS			TOTAL		
Inscrits	15 157			14 260			48 683			11 806			89 906		
Votants	12 462			12 061			37 975			9 985			72 483		
Abstentions (%)	17,78			15,42			21,99			15,42			19,37		
Suffrages exprimés	12 386			11 951			37 689			9 415			71 441		
	VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS	VOIX	%	ÉLUS
RCPR	2 890	23,33	2	5 003	41,86	4	26 615	70,61	17	2 640	28,04	2	37 148	51,99	25
FLNKS	7 383	59,60	6	5 434	45,46	5	2 820	7,48	1	4 908	52,12	4	20 545	28,75	16
LKS	709	5,72	–	788	6,59	–	1 230	3,26	–	1 867	19,83	1	4 594	6,43	1
OPAO	346	2,79	–	726	6,07	–	1 245	3,30	–	–	–	–	2 317	3,24	–
FN	–	–	–	–	–	–	5 263	13,96	3	–	–	–	5 263	7,36	3
RPC	1 058	8,54	1	–	–	–	–	–	–	–	–	–	1 058	1,48	1
Calédonie nouvelle	–	–	–	–	–	–	516	1,46	–	–	–	–	516	0,72	–

Dans chacune des quatre régions, les élections ont eu lieu au scrutin de liste, à la représentation proportionnelle, suivant la règle de la plus forte moyenne. Les listes qui n'avaient pas obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés n'ont pas été admises à la répartition des sièges. Seules trois formations étaient réprésentées dans chacune des régions : le RPCR, le FLNKS et le LKS.

A BOURAIL

« Les Blancs contre les Noirs »

De notre correspondant

Bourail. — M. Jean-Pierre Aïfa n'a pas la déception très démonstrative. Assis à son bureau, mitoyen à la grande salle de la mairie de Bourail, où la rumeur gronde, il griffonne au crayon des séries de chiffres, additionnant à toute vitesse les résultats qu'annonce la radio. Il vient de comprendre que la liste centriste qu'il mène n'obtiendra pas de siège dans la région Centre. Il sait qu'il sera, du même coup, écarté pour longtemps de la vie politique. Car, outre le scrutin régional, « Taïeb » Aïfa a vu ce dimanche soir son électorat municipal se réduire à une faible minorité ; sur un peu plus de 2000 inscrits, seuls 295 électeurs lui sont restés fidèles. A peine 15 %... Lui qui avait rallié 37 % des suffrages lors des dernières municipales...

Les membres locaux du RPCR ne cachent pas leur jubilation. Son ennemi juré, Justin Guillemard — ancien président du Front calédonien et aujourd'hui second élu du RPCR dans la région Centre — jauge du regard le maire de Bourail. Les deux hommes se ressemblent presque. Tous deux ont le teint mat — l'un a du sang canaque et l'autre du sang arabe — et arborent une petite barbe grise.

Un peu plus tard, alors que tonnent les hourras des Bouraillais saluant la victoire — locale — avant la défaite régionale du RPCR, celui qu'on surnomme le « Calife » a regagné son bureau en compagnie d'une poignée d'amis. Comparant les résultats par communes avec la répartition ethnique par bureaux de vote, il constate : *« Cette fois-ci, c'est vraiment le vote des Blancs contre celui des Noirs ; partout on s'aperçoit que les votes RPCR correspondent exactement à la proportion d'électeurs européens dans chaque commune. Il est en train de se passer ce que nous avons toujours craint : le vote de la radicalisation qui précède immanquablement l'affrontement. Le fait que partout les centristes aient été laminés en est la preuve. »* C'est la conséquence, à ses yeux, de ce qu'il appelle la *« politique du bâton »* menée par le FLNKS avec ses pressions sur le terrain, et de la *« politique du mensonge »*, assenée par le RPCR avec ses promesses d'un salut qui viendrait du soutien de l'éventuelle majorité métropolitaine en mars 1986.

« On n'a pas voulu d'Aïfa dans la région Centre, maintenant, messieurs du RPCR, allez donc mener le dialogue avec le FLNKS ! » Faisant écho au maire de Bourail, un représentant de l'Union calédonienne confessait après le dépouillement : *« C'est vrai, nous regrettons Aïfa ; maintenant, pour nous, les vrais problèmes commencent. »*

FRÉDÉRIC FILLOUX.

M. Pisani : deux vérités

M. Edgard Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, a notamment déclaré, dimanche soir, au « Grand Jury RTL-*le Monde* » : *« Deux vérités apparaissent : la première, c'est que les anti-indépendantistes sont majoritaires. La seconde, c'est que les Canaques votent à plus de 80 % indépendantiste. On est loin de la littérature que nous avons pu lire et des déclarations que nous avons pu entendre, au gré desquelles les indépendantistes étaient représentés par une poignée d'excités animés depuis Moscou ou depuis ailleurs. (...)*

» Le débat politique peut s'imaginer suivant deux scénarios. Le premier, deux forces, et, entre elles, un médiateur qui arbitre, qui se prononce de temps en temps d'un côté, de temps en temps d'un autre. Le second, c'est celui dans lequel les forces sont clairement caractérisées, et se trouvent confrontées au choix existentiel. A chacune d'entre elles de savoir si elle entend jouer seule ou si elle entend engager le débat. Mais imaginer Nouméa comme une espèce d'enclave indépendante du reste du territoire et directement rattachée politiquement à la métropole me paraît totalement inimaginable. En d'autres termes, imaginer une partition créant entre la région Sud et la région Centre une frontière, c'est-à-dire un changement de souveraineté, une non-circulation des biens et des services, un contrôle des hommes aux postes-frontières, me paraît folie. »

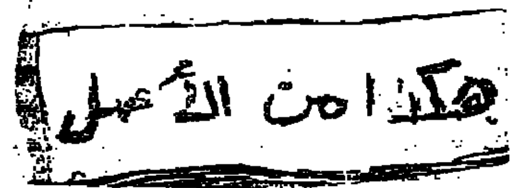
LES SCRUTINS PRÉCÉDENTS

Élection territoriale de 1979

Inscr., 68 279 ; vot., 50 524 ; suff. expr., 50 084 ; abst., 26,01 % ; RPCR, 20 153 (40,24 %), 15 sièges ; Front indépendantiste, 17 241 (34,43 %), 14 sièges ; FNSC (Fédération pour une nouvelle société calédonienne, centriste), 8 925 (17,82 %), 7 sièges ; PS, 1 345 (2,69 %).

Élection territoriale de 1984

Le 18 novembre 1984, au terme du scrutin territorial boycotté par le FLNKS qui marqua le début du mouvement insurrectionnel, les résultats avaient été les suivants : Inscr., 79 271 ; vot., 39 735 ; abst., 49,87 % ; suffr. expr., 39 296 ; RPCR, 27 851 (70,87 %), 34 sièges ; LKS, 2 879 (7,33 %), 6 sièges ; FN, 2 379 (6,05 %), 1 siège ; ULO (centriste), 1 748 (4,45 %), 1 siège. Sept autres listes se partageaient les 11,29 % des suffrages restants sans pouvoir participer à la répartition des sièges.



LA PRÉPARATION DU CONGRÈS DE TOULOUSE

M. Michel Rocard représente un tiers du PS

Au terme des congrès des fédérations du PS, ultime étape avant le congrès national prévu à Toulouse du 11 au 13 octobre, la « motion 2 » déposée par M. Michel Rocard et ses amis obtiendra entre 27 et 29 % des votes des militants.

Ce score dépasse toutes les prévisions. Avant l'ouverture de la procédure de vote dans les sections du PS, M. Rocard était habituellement crédité de 20 à 25 % d'intentions de vote. Encore les majoritaires du parti espéraient-ils que l'ancien ministre de l'agriculture ne réunirait pas sur son nom un quart des militants du PS, le chiffre de 25 % étant avancé à titre de précaution, afin de minimiser à l'avance la poussée prévisible de M. Rocard. C'est, à l'évidence, par un souci tactique symétrique – valoriser leurs résultats – que certains rocardiens disaient viser 18 % des suffrages. Les courants du PS ne s'étaient plus comptés depuis le congrès de Metz, en 1979. Cette année-là, M. Rocard avait obtenu 21,25 % des mandats.

M. Rocard, interrogé dimanche 29 septembre sur RTL, a estimé que cette progression est *« tout à fait étonnante »*. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, s'est déclaré, lui, *« un peu déçu »* de la tendance nationale. La motion dont il est le principale signataire, qui regroupe les mitterrandistes, le CERES de M. Chevènement et les amis de M. Mauroy, totalise 71 % des votes des militants.

M. Pierre Mauroy, de son côté, pense qu'il faudra *« tenir compte »* de ce score. *« Le premier ministre et le président de la République ne seront pas insensibles »* à ces résultats, a-t-il dit. *« Si Michel, demain, doit être un bon candidat à l'élection présidentielle, ce qui n'est pas le sujet aujourd'hui, je lui demande d'être un bon militant pour gagner les élections de 1986 »*, a conclu le maire de Lille.

M. Jean Poperen, numéro deux du PS, invité, dimanche, du « Grand Jury RTL-*le Monde* », a affirmé, sous forme de boutade : *« c'est 30 % de trop ! »*, avant de préciser : *« 30 %, c'est l'ordre de grandeur de ce courant dans le socialisme français, et cela depuis déjà pas mal de temps. »* A ses yeux, des divergences *« très sérieuses »* existent entre les signataires de la motion Jospin et M. Rocard. *« Ce que nous écartons*, a-t-il dit, *c'est la possibilité d'entrer dans le jeu des alliances force à force, c'est-à-dire d'admettre dès maintenant que nous pourrions redevenir ce qu'a été la SFIO à une certaine époque : l'appoint d'une majorité de droite. »*

Enfin, M. Edgar Pisani, ministre chargé de la Nouvelle-Calédonie, a déclaré, dimanche, au « Club de la presse » d'Europe 1 : *« Je crois* que Michel Rocard *est un très bon candidat à la présidence de la République (...). J'ai cru à un moment donné qu'il prenait le risque de rompre avec le Parti socialiste. Cela m'a donné le frisson (...). Je constate que le Parti socialiste lui donne un tel pourcentage de voix que l'idée d'en partir a sans doute disparu de son esprit, si elle a jamais existé. »*

(1) Au congrès de Bourg-en-Bresse, en 1983 deux courants s'étaient comptés : le CERES (15 %) et les néo-rocardiens de M. Richard (5 %).

Le déclin de la « maison » Defferre

(Suite de la première page.)

Des taxis marseillais mécontents ? Des séides chargés d'exprimer une sensibilité, un sous-courant ? Allez savoir.

Au passage, le député René Olmeta était serré d'assez près et jeté par terre avec suffisamment de conviction pour perdre un moment connaissance. A ses collègues Philippe Sanmarco ou Marius Masse et à quelques autres, horions et gracieusetés extraites du manuel du parfait karatéka n'étaient pas refusés pendant les quelques longues minutes de cette entrée en matière symbolique.

Dans tout cela assez d'invectives et de haine pour apercevoir que les limites de la gesticulation marseillaise de bon aloi étaient dépassées.

M. Defferre eut beau expliquer, après avoir repris ses esprits, que son costume n'était pas même froissé et quelques autres eurent beau essayer de démontrer que rien n'avait eu lieu, l'événement prenait force de symbole. De la journée et de l'état profond des relations entre un certain nombre de caciques ou de seconds couteaux du PS des Bouches-du-Rhône et leurs troupes, quand ils en ont.

Palabres

Quel congrès ? Quel Parti socialiste ? Celui des fortes et belles paroles et de la rhétorique sans faille déployée en fin de journée par le premier secrétaire fédéral ? Celui de la contre-offensive politique argumentée, appelée brièvement de ses vœux par M. Defferre avant les applaudissements de conclusion ?

On apercevait tant et tant de petits PS entre les interminables séances de palabres des chefs, commencées bien avant le congrès et qui, à Marseille, restent vouées à un solide avenir. Ou pendant la longue tragi-comédie que le courant A se joua à lui-même à huis clos.

Citons pêle-mêle : pour mémoire, le PS rocardien sûr de son bon droit et de sa vertu, bien que son étiage n'ait guère varié dans les Bouches-du-Rhône, mais rendu plus fort d'heure en heure par les pourcentages crachés par les bulletins d'information. Le PS « pezétiste » qui avait « fait » la salle et qui sut faire résonner aux oreilles de M. Defferre les brutales variations de l'applaudimètre. Le PS du maire de Marseille, encore. Assiégé par l'usure et la solitude politiques croissantes, son illustre patron n'a peut-être pas dit son dernier mot.

Mais il a – c'était visible pendant la triste pièce de dimanche – perdu l'essentiel : l'initiative et la force des contre-attaques-fructueuses, face à son dévorant *challenger* Michel Pezet. S'il a pu placer des hommes à lui au nouveau comité directeur hypertrophié (186 membres titulaires au lieu de 135 précédemment, il ne pourra probablement « survivre » qu'au prix d'une alliance avec le courant B.

Ne pas plier

Sauver les meubles, retrouver l'étincelle des alliances habiles tout en laissant monter la peu résistible vague Pezet, ne pas plier : telle paraît être désormais toute l'entreprise du vieux lion blessé Defferre. Il la mène de petits comités en conseils restreints, de négociations en menaces d'éclats, de silences résignés en petites phrases, rêvant ou convaincu que la maison Defferre n'est pas en train de chuter en un ralenti irréversible.

Avec quel succès ? Les subtils et fluctuants dosages du nouveau comité directeur (186 titulaires dont 115 « A », 49 « B » – Mauroy – 5 « E » – CERES – et 17 rocardiens) dont sortiront les instances départementales du PS et, plus tard, les listes de candidats qui le diront.

Mais, au sein du courant « A », il fallut à M. Defferre encaisser dimanche un nouveau coup. Par 264 voix contre 58, à bulletin secret, les délégués refusaient le dosage Marseille-département (respectivement 60 % et 40 %) qui avait été suggéré en guise de traduction du fragile compromis entre le maire de Marseille et le premier secrétaire fédéral. Les délégués exigeaient un équilibre strict au sein du comité directeur. Satisfaction leur fut – presque – donnée : 59 membres pour Marseille et 56 pour le reste du département. La vérité de ce dosage, encore peu lisible puisque les noms des membres du nouveau comité directeur n'ont même pas été encore diffusés, est ailleurs : quel rapport de forces entre « pezétistes » et partisans fidèles du maire de Marseille, au sein du courant A ?

Cette instable cuisine de clans et d'espérances – mourantes ou naissantes – de places et d'influences une fois concoctée, il ne restait plus qu'à parler un peu pour donner corps à la fiction d'un congrès. Ce qui fut fait. Assis côte à côte à la tribune, on pouvait voir un Gaston Defferre blême, las et fermé. Tandis qu'à côté de lui, calme, sûr de lui et efficace, veillait à ses propres lendemains, au milieu de tant d'amis, un Michel Pezet serein. Implacable.

MICHEL KAJMAN

Candidat des socialistes ?

Revoilà M. Rocard ! Non que son départ du gouvernement, en pleine nuit, au mois d'avril dernier, l'ait écarté de la scène publique. Au contraire. La manœuvre avait plutôt pour but de stopper un processus d'affaiblissement. C'est fait : dans les sondages, M. Rocard est de nouveau en tête. Mais il revient aussi dans le jeu du Parti socialiste, dont il semblait devoir s'écarter. Le résultat obtenu par le texte qu'il soumettait aux militants est un succès pour lui, un échec pour les mitterrandistes en même temps qu'un signe de leur recul. Mais c'est peut-être, surtout, une victoire pour le PS. Il faut certes prendre la mesure du succès de M. Rocard. La « motion 2 » a vraisemblablement bénéficié d'un phénomène classique de vote protestataire, puisque se prononcer pour la motion rocardienne était, pour les déçus et les mécontents de tous poils à l'intérieur du PS (la constitution des listes électorales est l'un des facteurs de mécontentement), la seule manière de « sanctionner » la direction.

Conscients de cet avantage, les rocardiens ont adopté un « profil bas », lors des débats dans les sections, afin de ratisser le plus large possible. Ils ont ainsi, le plus souvent, gommé de leur discours les thèmes les moins porteurs, comme celui de la « reconnaissance des erreurs », qui ne passe pas très bien dans le parti, et, en pleine affaire Greenpeace, semble plutôt malvenu.

Mais la question de la synthèse au congrès de Toulouse se pose désormais en termes nouveaux. Après avoir fait la démonstration de sa force, M. Rocard peut avoir intérêt a faire avancer son « identification » au parti, comme le lui a demandé M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, lors de l'émission de TF 1 « Questions à domicile ».

Car son succès, paradoxalement, lie M. Rocard à un parti qu'il n'a cessé de critiquer. Il n'y a, en la matière, qu'un seul critère : si M. Rocard a une chance raisonnable d'être désigné comme candidat du PS à l'élection présidentielle, il ne partira pas. Or, l'intérêt du pouvoir n'est évidemment pas de se séparer de M. Rocard. D'où les déclarations – ô combien conciliantes – de MM. Jospin et Mauroy. Si M. Rocard, dans sa démarche présidentielle, hésitait encore à jouer vraiment le jeu du PS, les chiffres qu'il a obtenus dimanche devraient peser lourd dans la balance.

Même si tous les membres du courant A (mitterrandistes) sont loin d'être aussi bien disposés que l'est leur permier secrétaire, M. Rocard doit se sentir des ailes. D'autant qu'un autre présidentiable éventuel, M. Mauroy, sort affaibli de cette consultation des militants. En outre, le manque de cohésion du courant « mitterrandiste » renforce, par contrecoup, l'importance du pôle d'attraction que constitue désormais M. Rocard. Enfin, dans l'opinion, l'ancien ministre de l'agriculture est probablement le seul gagnant socialiste de l'affaire Greenpeace, puisque celle-ci affaiblit l'image de M. Laurent Fabius.

Le terrain, en somme, s'est dégagé d'une manière inespérée devant M. Rocard. A charge pour ce dernier de cesser de proclamer, comme le lui demande M. Jospin : *« Je suis socialiste, donc je me soigne ! »*

JEAN-LOUIS ADRÉANI.

Une poussée nationale

Le score définitif de M. Rocard ne peut-être encore établi, puisque tous les congrès fédéraux n'ont pas eu lieu. Néanmoins, il apparaît, dès maintenant, que les rocardiens, forts d'une poussée nationale, ont conquis les fédérations des Côtes-du-Nord, de la Sarthe, du Vaucluse. Il a frôlé la majorité dans le Val-d'Oise, fief de M. Alain Richard, dont le courant dit des « néo-rocardiens » a rejoint M. Rocard. Le Gers pourrait également tomber dans leur besace.

A l'inverse, la majorité du parti reconquiert la fédération de Savoie. Le vote de la fédération de Paris marque une quasi-stabilité des rocardiens. En revanche, dans le Nord et le Pas-de-Calais, fiefs de M. Mauroy, M. Rocard obtient respectivement 26,27 % des voix (contre 9,16 % pour le congrès de Metz de 1979) et 22,25 % (contre 11,1 % en 1979).

La poussée rocardienne a plusieurs conséquences sur la composition de l'appareil du parti. Il est possible que le courant A (mitterrandiste) ne détienne plus la majorité absolue des sièges au comité directeur, composé à la proportionnelle des motions. Les trois courants (mitterrandiste, mauroyiste, CERES) signataires de la motion 1 devront se partager environ 71 % des sièges. La répartition de ces 71 % devrait donner lieu à de rudes négociations, puisque l'influence exacte des trois courants signataires de la motion n'a pas été mesurée dans les congrès fédéraux. Les mitterrandistes estiment que M. Mauroy a considérablement chuté.

Autre problème en suspens : la composition des listes électorales. L'accord du 6 juillet donne 18,5 % des sièges éligibles aux rocardiens, soit beaucoup moins que ce qu'a obtenu leur motion. Bien que le groupe parlementaire ne soit pas composé à la proportionnelle, il peut y avoir en germe une difficulté supplémentaire, d'autant que l'application de cet accord, sur le terrain, est déjà très délicate.

Propos et débats

M. Marchais : un présidentialisme étouffant

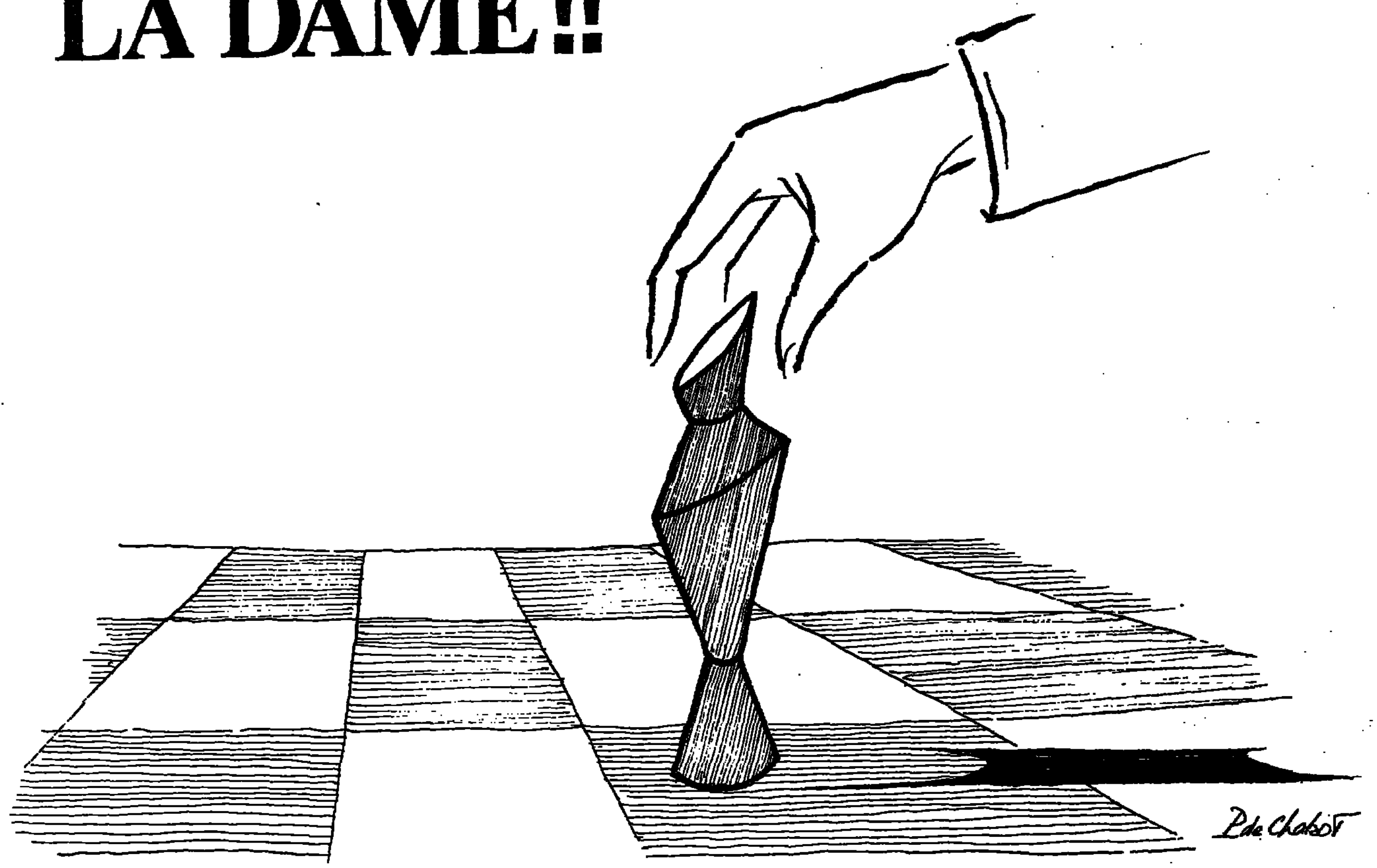
M. Georges Marchais a déclaré, le samedi 28 septembre, que « la démocratie est bafouée *[en France]* au profit d'un présidentialisme étouffant et d'une politique-spectacle livrée au marketing ». *Selon le secrétaire général du PCF, qui inaugurait les nouveaux locaux de l'école des cadres de son parti à Draveil (Essonne),* « rarement celles et ceux qui ne sont pas liés au pouvoir ou au patronat auront été si peu écoutés », *tandis que* « certains, à droite et au parti socialiste (...), déjà revenus sur tout ce qui s'est fait de bon en 1981, veulent maintenant retourner bien plus loin en arrière ». *Quant au patrimoine, a ajouté M. Marchais, on l'invoque* « lorsqu'il s'agit d'excuser l'emploi de la force contre des écologistes et des pacifistes, mais on l'oublie dès lors qu'il s'agit de se soumettre à l'Europe des affairistes, d'accepter que la RFA accède à l'arme atomique, de contribuer aux projets de « guerre des étoiles » de Reagan ».

M. Barre : le président doit se remettre en question

Réaffirmant son hostilité à une éventuelle cohabitation, M. Raymond Barre a tenu à préciser dimanche, au « Forum » de RMC, qu'il n'avait « jamais dit qu'il fallait chasser le président de la République » *mais qu'il* « appartient au président de la République de tirer les conséquences d'une élection perdue » *et qu'il* « appartient à une nouvelle majorité de ne pas gouverner avec lui ». *Il a ajouté :* « Lorsqu'un président de la République, dans une consultation nationale, se trouve en face d'une situation où il peut se poser la question de confiance du pays à son égard, je crois qu'il doit se remettre en question. » *Selon lui,* « il est difficile de dire que c'est l'Assemblée nationale qui a été désavouée, que c'est le gouvernement qui a perdu les élections et que ce n'est pas le président de la République ».

M. Barre s'est défendu de faire de M. Mitterrand « la cible prioritaire des barristes ». *Il a affirmé qu'il était* « tout à fait opposé au culte de la personnalité », *qu'il n'y avait pas de* « barriste » *et qu'il n'y aurait pas de* « listes barristes » *aux élections législatives.*

A L'OPPOSITION DE PLACER LA DAME !!



1986 : DES FEMMES DE L'OPPOSITION ONT PROPOSÉ LEUR CANDIDATURE DANS TOUTE LA FRANCE. TOUTES SOUTIENNENT LES CANDIDATES RPR OU UDF ET DEMANDENT A TOUTES ORGANISATIONS ET PERSONNES CONVAINCUES DE LA NÉCESSAIRE MIXITÉ DE LA VIE POLITIQUE EN FRANCE D'UNIR LEURS EFFORTS AFIN QU'EN 1986 L'OPPOSITION GAGNE AVEC LES FEMMES.

MONIQUE PELLETIER, Présidente de DIALOGUE • **MAGDELEINE ANGLADE**, Parlementaire européen • **NICOLE CHOURAQUI**, Parlementaire européen • **ANNE-MARIE DUPUY**, Parlementaire européen • **NICOLE FONTAINE**, Parlementaire européen • **FLORENCE d'HARCOURT**, Député • **SIMONE MARTIN**, Parlementaire européen • **HÉLÈNE MISSOFFE**, Député • **LOUISE MOREAU**, Député • **CHRISTIANE SCRIVENER**, Parlementaire européen • **SIMONE VEIL**, Parlementaire européen • **LAURENCE DOUVIN**, Présidente de FEMMES LIBERTÉS • **CHRISTIANE PAPON**, Présidente de FEMMES AVENIR • **COLETTE RONXIN**, Déléguée Générale de FEMMES DÉMOCRATES.

Béatrice ABOLLIVIER	Bretagne
Danièle ALLEAUME	Centre
Monique BADENES	Ile-de-France
Janine BARDOU	Languedoc-Roussillon
Michou BEAUFORT	Provence-Côte d'Azur
Susan BECKER	Centre
Nicole BERTROU	Languedoc-Roussillon
Raymonde BESTAUX	Haute-Normandie
Gisèle BOISSENOT	Rhône-Alpes
Christiane BONNAUD	Poitou-Charentes
Jeanine BONVOISIN	Haute-Normandie
Christine BOUTIN	Ile-de-France
Colette BOXER	Ile-de-France
Françoise BRUNET	Aquitaine
Christina BRAIN du BOISBERRANGER	Bourgogne
Nicole BUCHET	Poitou-Charentes
Christiane CALAIS	Ile-de-France
Marie-Alberte CARLES	Lorraine
Marie-Thérèse CASANOVA	Basse-Normandie
Jeanine CAYET	Ile-de-France
Catherine CHAPELLE	Ile-de-France
Simone CHARBONNEAU	Poitou-Charentes
Chantal DELMAS	Ile-de-France
Evelyne DUPUET	Aquitaine
Lucette ESCUDIER	Midi-Pyrénées
Gisèle FAVRE	Paris
Marie-Dominique FOLLIE	Haute-Normandie
Paulette FONTANIE	Aquitaine
Ariane FOURNIER	Ile-de-France
Marie-Thérèse FRANÇOIS-PONCET	Aquitaine
Elisabeth du FRESQUET	Paris
Marie-Andrée GAGNIERE	Provence-Côte d'Azur
Chantal GANNE	Ile-de-France
Madeleine GEORGES	Rhône-Alpes
Anne-Aymone GISCARD d'ESTAING	Auvergne
Jacqueline GRAND	Provence-Côte d'Azur
Claude du GRANRUT	Picardie
Muriel GUEDE	Paris
Monique GUERIN	Nord-Pas-de-Calais
Armelle GUINEBERTIERE	Poitou-Charentes
Maud GUYONNET	Aquitaine
Jacqueline HAUCHART	Nord-Pas-de-Calais
Andree HEYMONET	Provence-Côte d'Azur
Bernadette ISAAC	Rhône-Alpes
Christiane JUBERT	Champagne-Ardennes
Marie JUDLIN	Lorraine
Françoise KOLHER-CHEVROT	Ile-de-France
Nicole LACHEVRE	Aquitaine
Claudine LAFAYE	Auvergne
Alix de la BRETESCHE	Bretagne
Elizabeth LE LIEPVRE	Ile-de-France
Janine LUCAS	Poitou-Charentes
Armelle LISION	Poitou-Charentes
Annie MAGNAN	Provence-Côte d'Azur
Solange MARCHAL	Paris
Anouk MARTINI	Ile-de-France
France MATHIEU	Picardie
Martine MENARD	Pays de la Loire
Madeleine MEUNIER-QUINSAC	Ile-de-France
Marie-Ange MOGINOT-TERRASSE	Aquitaine
Nicole MONIER	Ile-de-France
Colette MOREAU	Rhône-Alpes
Micheline MUR	Aquitaine
Jacqueline NEBOUT	Paris
Anne-Marie NIVELLE	Poitou-Charentes
Nicole NOE	Aquitaine
Anne d'ORNANO	Basse-Normandie
Jacqueline PANIS	Lorraine
Monique PAPON	Pays de la Loire
Jeanne PORCHER	Paris
Brigitte POREE	Ile-de-France
Geneviève PREVOST	Picardie
Josette RENNESSON	Centre
Marie-Jeanne ROSATI	Bourgogne
Monique SAUNOIS	Ile-de-France
Françoise SOLDANO	Rhône-Alpes
Monique STIKER	Nord-Pas-de-Calais
Aymardine de TALHOUET-ROY	Poitou-Charentes
Katherine TRAISSAC	Aquitaine
Danielle de VALENCE	Ile-de-France
Françoise de VEYRINAS	Midi-Pyrénées

11 octobre 1985 - 20 h. GRANDE RÉUNION DÉBAT

animée par Robert NAMIAS

3, avenue Ceinture - 95880 ENGHIEN-LES-BAINS.

Renseignements et inscriptions :

DIALOGUE, 110 bis, av. de Suffren 75015 PARIS, tél. 734.80.95.

JE SOUTIENS CETTE CAMPAGNE

NOM ____________________

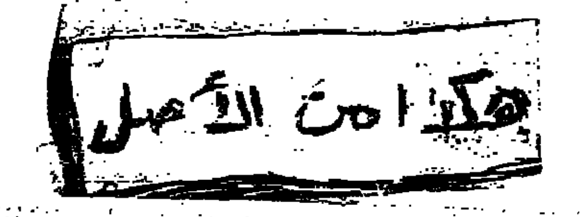
ADRESSE ____________________

ci-joint chèque de ____________ F (signature) ____________

J'AUTORISE DIALOGUE à faire connaître mon soutien public OUI ☐ NON ☐

DIALOGUE, 110 bis, avenue de Suffren 75015 PARIS

هكذا من الأصل



société

FAMINE

La longue marche des maires

Après des relais nombreux, essentiellement à partir du sud de la France, la longue marche des maires pour *« vaincre la famine »* a pris, samedi 28 septembre, un nouvel essor avec le départ pour Paris de trois maires rhône-alpins, MM. Albert Duvillard (Toussieu), Bernard Tenet (Communay) et Jean Tourres (Beaumont-en-Diois). Avec l'aide logistique du mouvement Survie 85, les maires-marcheurs remontent vers la capitale au rythme d'une vingtaine de kilomètres par jour. Leurs étapes : les mairies. Leur but : poursuivre la sensibilisation des élus pour obtenir que la lutte contre les causes de la famine devienne une *« priorité nationale »*.

Plus de huit mille maires et cinq cents parlementaires de diverses tendances politiques ont déjà signé un texte appelant à un *« sursaut collectif »* contre le *« génocide silencieux »* de la faim.

★ Survie 85, 25, rue Jonquoy, 75014 Paris. Tél. : (16-1) 539-08-62.

RELIGION

Jean-Paul II : ne pas briser l'élan du concile

Rome. – Au cours de la prière de l'angélus, dimanche 29 septembre, à Rome, Jean-Paul II a précisé les enjeux du prochain synode extraordinaire des évêques (25 novembre-8 décembre). Assurant que son pontificat reposait sur la *« conviction profonde »* de l'importance du concile, il a déclaré *« que la signification et les thèmes de Vatican II ne devaient pas être déformés, que les forces timides ne devaient pas freiner le magnifique élan du renouveau et de la vie »*. Evoquant la mémoire de son prédécesseur Jean-Paul Ier, mort il y a sept ans, le 28 septembre, Jean-Paul II a rappelé que le but du prochain synode était bien d'*« approfondir la connaissance des enseignements de Vatican II »* et d'encourager *« une application plus fidèle de ses orientations »*. – *(UPI.)*

Les évêques français et le Liban

Lors de sa dernière réunion, le Conseil permanent de l'épiscopat français a adopté un *« plan d'action »* pour le Liban. *« Si l'aide matérielle, culturelle et spirituelle des chrétiens de France au Liban est déjà importante,* a-t-il déclaré dans un communiqué, *elle doit être encore développée et coordonnée (...). L'Eglise en France est résolue à prendre pleinement ses responsabilités historiques envers les chrétiens du Proche-Orient, et notamment ceux du Liban. Les chrétiens du Liban ont le droit sacré de demeurer dans leur pays et d'y vivre libres et en paix avec tous les autres fils de la patrie libanaise. Ils doivent pouvoir compter sur la France et sur l'Eglise en France. »*

MÉDECINE

Dictature de la césarienne

Les Entretiens de Bichat qui ont lieu du 27 septembre au 5 octobre sont l'occasion pour les médecins français de se réunir chaque année en formation continue et d'échanger l'état de leurs travaux sur l'ensemble de la pathologie. Le droit d'accoucher sans césarienne sera l'une des questions soulevées lors de ces Entretiens.

« L'obstétrique va-t-elle mourir de césarienne ? » Sous ce titre provocateur, le professeur Yves Malinas (La Tronche) dresse aux Entretiens de Bichat un constat accablant et jette un cri d'alarme dont on en vient à se demander – car il n'est pas le premier – s'il pourra un jour être entendu...

Sur cent grossesses, vingt se terminent en France par une césarienne *« dans les meilleurs services »* et ce nombre monte à quarante dans d'autres, soit au train où l'on y va, *« près d'un accouchement sur deux »*...

Il est des établissements, révèle le professeur Malinas, *« où l'on n'a quelque chance d'accoucher spontanément que si l'expulsion se produit avant que ce que l'on appelle pompeusement l'« équipe obstétricale » ait pu être réunie... »*

Et il est rétrospectivement et la plupart du temps, presque impossible de déterminer les motifs exacts pour lesquels ces césariennes ont été pratiquées...

Or, la mortalité après césarienne est de deux à quinze fois supérieure à celle de l'accouchement, ses suites sont émaillées de complications une fois sur quatre et les accidents opératoires se multiplient avec la répétition de ces interventions sur une même patiente.

Les suites de la césarienne ne peuvent, en outre, pas être comparées à celles d'un accouchement : il s'agit d'une intervention chirurgicale exigeant, s'il s'agissait d'une opération gynécologique, deux mois de convalescence... Et cela chez une femme dont l'avenir se trouve ainsi hypothéqué, chez qui la ménopause est plus hémorragique et les hystérectomies (ou ablation nécessaire de l'utérus) quatre fois plus fréquentes aux alentours de la quarantaine.

L'enfant ne tire même pas bénéfice de cette brutalité de la nature, car la détresse respiratoire est dix fois plus fréquente chez celui que l'on tire ainsi brutalement de son aquarium maternel. *« Les multiples contacts que nous avons à travers toute la France avec des obstétriciens de tous âges nous font craindre que cette situation soit irréversible et que l'obstétrique la plus élémentaire (la plus « normale » et la plus « naturelle ») disparaisse peu à peu de l'enseignement.. »*

Il est permis de se demander si ces césariennes sont parfois justifiées, si elles permettent de sauver des mères et des enfants. *« Même pas »*, dit M. Malinas, en citant à l'appui de ses dires une comparaison entre les résultats obtenus à la maternité de Dublin et à celle de Boston en l'espace de vingt ans. Au départ, en 1962, 4 % des accouchements se faisaient dans l'un et l'autre service par césarienne. A l'arrivée, en 1982, leur nombre avait passé à 5 % à Dublin et 20 % (soit quatre fois plus) à Boston. Or, les taux de mortalité ou de morbidité périnatale, de la mère ou de l'enfant, avaient évolué de façon identique dans les deux services.

Ce plaidoyer suffira-t-il à convaincre les accoucheurs ? Faudra-t-il que l'opinion publique s'en mêle ? Mais on connaît son faible poids dans le jeu des décisions médicales...

Ou le « Comité d'évaluation des techniques médicales », dont le professeur Émile Papiernik a proposé au gouvernement la création, mettra-t-il dans la balance tout le poids d'une autorité qu'il n'a pas encore pour inverser des comportements irresponsables et dangereux ?

Dr ESCOFFIER LAMBIOTTE.

Une importante découverte sur la vascularisation des tumeurs malignes

Avec la découverte, par une équipe de chercheurs de la Harvard Medical School, dirigée par le docteur Bert Vallee, d'une substance humaine capable de susciter la création de vaisseaux sanguins, un pas important vient sans doute d'être franchi dans la compréhension des mécanismes qui président à l'apparition et au développement d'un cancer (1). Il s'agit en outre de la découverte d'une des toutes premières substance capable de provoquer la croissance d'un organe humain.

Pour survivre et se développer, les tumeurs cancéreuses ont besoin de sang. Pour ce faire, elles génèrent sans arrêt l'apparition de petits vaisseaux sanguins les irriguant. Depuis longtemps, les chercheurs s'interrogeaient sur les mécanismes de cette vascularisation. Leur hypothèse était qu'un message chimique, appelant à la création de vaisseaux sanguins, était adressé par les cellules cancéreuses. C'est en quelque sorte la « teneur » de ce message qui vient d'être découverte : il s'agit d'une protéine de cent-vingt-trois acides aminés, l'angiogénine. Mieux encore, l'équipe du docteur Vallee a réussi à isoler et à cloner le gène qui code pour cette protéine. Enfin, en administrant de l'angiogénine *in vivo* à un lapin, les chercheurs ont provoqué l'apparition de nouveaux vaisseaux sanguins.

Les conséquences de cette découverte devraient être importantes dans le traitement du cancer si, en bloquant, d'une manière ou d'une autre cette substance protéique, on pouvait stopper le développement d'une tumeur cancéreuse.

On n'en est pas encore là. Aucun essai thérapeutique n'a encore été testé. Le docteur Vallee lui-même ne cache pas qu'il reste beaucoup à faire et à comprendre : *« Comment ce message est-il fabriqué ? Comment est-il envoyé ? C'est assez pour nous occuper pendant longtemps »*, a-t-il déclaré.

FRANCK NOUCHI.

(1) Ces travaux seront publiés dans un prochain numéro de la revue *Biochemistry*.

IL A ÉPOUSÉ, A NIMES, VÉRONIQUE AUDEMARD D'ALANÇON

Auguste Mourousi, empereur des médias

De notre envoyé spécial

Nîmes. – Ce fut, comme qui dirait, un conte de faits. La citrouille déguisée en Mercedes 600, merci fée Benz, filait grand train vers la mairie de Nîmes, vulgairement appelée maison Cacharel. Dieu, le joli mariage ! Comment, à ce moment grandiose, ne pas écraser sur les robustes épaules de notre voisine, une crémière Instamatic, citation non sponsorisée, une larme où l'émotion le cédait à peine au pastis. Une fois pour toutes, merci à la fée Ricard qui tint centre de presse.

Avoir dans sa vie professionnelle couronné Bokassa, et, avec quelque désinvolture, marié Mourousi, que demander de plus ? De Berengo, palais impérial, aux Bodegas, ces bars flamenco-gardois où Nîmes pousse l'espagnolade jusqu'à se croire andalouse, la boucle est bouclée. Caïman ici, crocodiles là. Comme ces quatre sauriens empaillés accrochés au plafond de la mairie de Nîmes. Toute une symbolique, en somme. Mais il faudrait avoir l'esprit bien tordu pour imaginer que le marieur, M. Jean Bousquet, le marié Yves Mourousi et ses deux témoins, Bernard Tapie, le repreneur, et Dominique Baudis, maire de Toulouse, appartiennent à la race des grands prédateurs.

Chassons cette vilaine pensée. Pour n'en retenir que ce qui fut vendredi un beau mariage civil et un somptueux exercice de sudation. *« Yves Mourousi, acceptez-vous de prendre pour épouse... »*. Bien sûr qu'il accepta, le bougre. Il n'aurait plus manqué que cela ! Des semaines qu'on le promettait, ce grand mariage à grand spectacle, la fête à Moumou, célibataire endurci saisi par l'amour.

Des semaines qu'on attendait de la vérifier enfin, l'exquise nouvelle d'un coup de foudre cathodique, l'illustre Mourousi séduit par une illustre inconnue. Un conte de faits, répétons-le, un mariage de journalistes, entre journalistes, pour journalistes. Comme l'illustration à jamais vérifiée que les gens de presse sont un peu comme les gendarmes, à patrouiller souvent par deux.

Douce romance des rédactions qui nous laisse avec nos pauvres petits mots en panne de superlatifs. Comment dire l'émotion qui fut devant semblable nouvelle ? Yves Mourousi, le vrai, le seul, l'unique, le bonjour, Yves Mourousi, celui-là même qui a survécu à tant de présidents de chaînes et tant de régimes. Yves Mourousi et son grand numéro à deux voix avec le camarade Marchais... Yves Mourousi qui fit danser Béjart aux Tuileries, chanter Hallyday sur le « Clemenceau », qui offrit le Bolchoï à la douce Mimi, Mireille Mathieu. Yves Mourousi qui imposa à Valéry Giscard d'Estaing de faire arriver le Tour de France sur les Champs-Élysées. Yves Mourousi qui, tout comme je vous cause, câbla un certain François Mitterrand, Mourousi amoureux.

Amoureux comme vous et moi, comme dans un de ces romans de la collection « Harlequin » que dévore Mme Christine Villemin. Amoureux d'une obscure, d'une sans-grade, d'une charmante consœur chroniqueuse à TAM, revue plaisante et néanmoins virile, destinée à l'édification des chambrées et au soutien moral des troupes. La star du journalisme et la stagiaire, le thème était beau comme l'antique.

> *La noce baroque et insensée a klaxonné pendant trois jours et trois nuits dans Nîmes, fiesta dans la féria*

Cela devait se fêter. Et se fêter bien. Un peu dans la démesure, certes. Mais quand on aime, n'est-ce pas... Et même tellement dans la démesure que ces épousailles en carton-pâte, greffées sur la féria des vendanges à Nîmes, y prirent l'allure d'une grande fête mégalomane et rilogote. Trop, c'est parfois bien. Yves Mourousi et Véronique Audemard d'Alançon se sont offert, et ont offert aux Nîmois ravis – sauf ceux qui ne l'étaient pas – des noces à tout casser, une somptueuse et païenne ribouldingue. Comme un grand canular rose, un mariage princier et médiatique en principauté de télévision. Irracontable, et d'ailleurs pas envie.

Trop, c'est bien

Trop, c'est très, très bien. Le maire de Nîmes, cité plutôt austère et assez peu porté sur la bagatelle, sauf en période de férias, ne manque pas, dans l'allocution aux époux, de célébrer le culte des « vainqueurs », une idée tout à fait mourousienne.

Et le prêtre rocker, Bruno Petit, venu relever au pied levé le bon Père Bruckberger, prévu à l'origine mais, dit-on, révulsé par ce mariage peu catholique, y alla lui aussi de ce refrain. Après un prêche emberlificoté sur le débat, vieux comme le péché, de la poutre et de la paille – à quoi donc faisait-il référence, le saint homme ? – le père Bruno Petit n'hésita pas à enfourcher le dada de la modernité : *« Vous êtes des vainqueurs, des phares ; vous serez obligés de renoncer à la médiocrité. »*

Les vainqueurs ne pouvaient donc pas commencer par s'offrir de médiocres noces, un de ces piteux cortèges matrimoniaux et klaxonnants qui désespèrent nos vies de citadins. La noce Mourousi, baroque et insensée, a, elle, klaxonné pendant trois jours et trois nuits dans Nîmes, une fiesta dans la féria.

Qui payait ? La question est vulgaire. Et le marié, tout rouge de colère, a menacé de papier bleu tous ceux – les malpensants, les médiocres, les jaloux, les vaincus en somme – qui avaient osé penser et dire que ces épousaillent étaient, comme un vulgaire Tour de France, sponsorisé d'un bout à l'autre.

Parrainage

Sponsoring ? Qui croirait chose pareille ? Parlons plutôt d'un amical et massif parrainage. Et nous ne serons fâchés ni avec le marié, ni avec la brigade de lutte contre le franglais, qui milite y compris dans ce journal. D'ailleurs le marié, saisi par la charité, fit savoir, dans le credo prononcé à l'église, qu'il *« priait pour tous ceux qui doutent encore de notre acte de foi »*.

A tout sceptique, pardon. A tout absent, miséricorde. A dire vrai, ils furent un certain nombre, une foultitude d'invités de marque, absents. Pour cause d'absence. Comme si ce mariage sentait par trop le soufre. Ou, dirait si bien Bernard Tapie, comme si un Yves Mourousi ne sert que si l'on en use. A la télévision, à sa place.

Les ingrats. Les politiques avaient choisi d'être ailleurs. Quel que soit leur parti, quels que soient les liens d'amitié, de reconnaissance ou de nécessité. Et il fallut des patiences de greffier pour débusquer les deux ou trois braves à avoir osé : M. Alain Peyrefitte et Mme Georgina Dufoix, venue en voisine. Les stars du show-business et du sport, les princes et les princesses, les grands aussi s'étaient défilés massivement.

C'est ainsi. Devant le seul parterre des amis parisiens, essentiellement des échappés de chez Castel et de chez Régine, Yves Mourousi a vite eu sa revanche. La sortie de la messe, la remontée du boulevard Victor-Hugo, devant des milliers de curieux amicaux et bon enfant, la prise de la Maison-Carrée par la noce en folie furent plus qu'une fête, une impressionnante – et vaguement inquiétante – démonstration de popularité. C'est donc ça un vainqueur.

Yves Mourousi pouvait bien, après, dans les arènes, se prendre une *bronca* plutôt rituelle par les afficionados ulcérés de constater ce rapt de féria. Il n'empêche. Auguste Mourousi, empereur des médias, avait, lui, marché dans Nîmes sous une pluie de riz et de pétales de rose. La foule était ravie. La mariée était belle. Le ciel restait bleu. Les fanfares jouaient. Que demander de plus à une vie de vainqueur?

Allez, vraiment, tous nos vœux.

PIERRE GEORGES.

● *Lancement d'un nouveau satellite de communications.* – Le satellite de télécommunications Intelsat V-A a été lancé, samedi 28 septembre, par une fusée américaine Atlas-Centaur. Une fois placé sur l'orbite géostationnaire, au-dessus de l'océan Indien, cet engin permettra de relayer simultanément jusqu'à quinze mille communications téléphoniques et trois chaînes de télévision, pour le compte de l'organisation internationale de télécommunications par satellites.

LE SÉISME AU MEXIQUE

Résistance et corruption

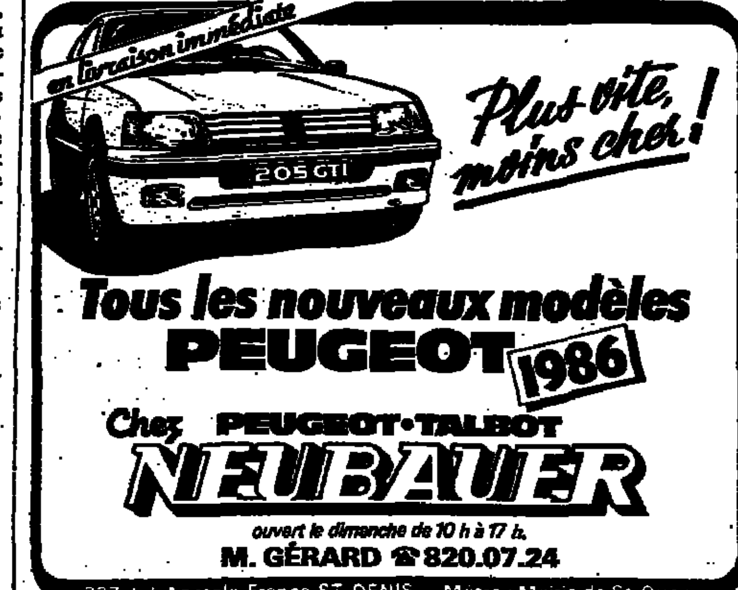
Après l'horreur, les drames, les deuils, les dévouements et les miracles, on peut, à Mexico, commencer de se poser des questions et dresser des bilans. Douze jours après le terrible séisme qui a dévasté la capitale mexicaine, une première observation s'impose : les bâtiments qui ont le plus souffert du tremblement de terre, ceux où l'on dénombre le plus grand nombre de victimes, sont des ministères, des hôpitaux publics, des ensembles résidentiels populaires construits par l'État.

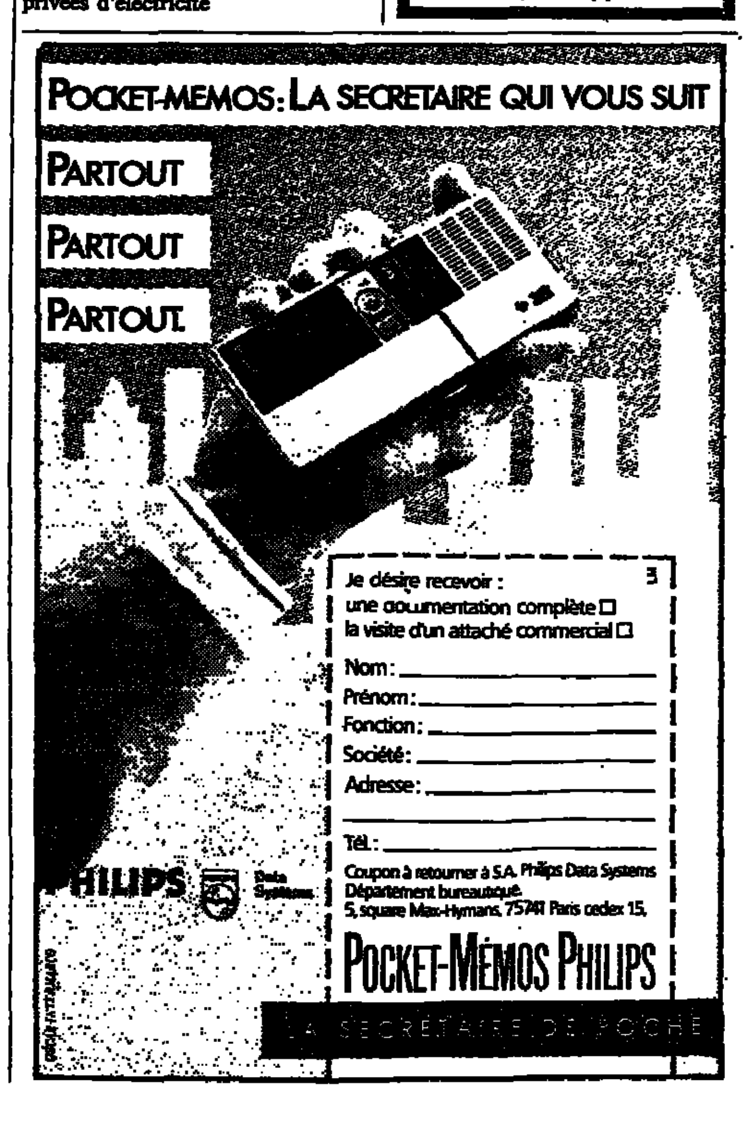
En revanche, les gratte-ciel de verre et d'acier du paseo de la Reforma appartenant à des entreprises privées ont résisté. En conséquence, on peut estimer – et certains observateurs ont déjà franchi le pas – que le non-respect des critères de construction dans un pays où le risque de séisme est permanent est un facteur important dans la recherche des responsabilités. Ces critères de construction antisismique sont en principe les plus sévères du monde. Mais il semble bien que des entrepreneurs des entreprises d'État ou liés à l'État mexicain ne les ont pas respectés, ou les ont délibérément ignorés.

Selon *The Economist* de Londres, pas un seul gratte-ciel privé de Mexico ne s'est effondré. En revanche, deux hôpitaux publics, quatre ministères et plus de deux cents écoles se sont écroulés. Le gouvernement affronte une situation délicate du fait de la disparition totale des documents et des archives des ministères du commerce et de l'industrie, de la marine et des pêches. Mais il risque aussi de devoir répondre à ceux qui vont désigner la corruption traditionnelle dans les affaires, publiques ou privées, comme l'une des causes probables du nombre élevé de victimes du séisme.

M. N.

● *Gloria a tué seize personnes.* – Le cyclone tropical Gloria a tué seize personnes en passant le long de la côte nord-est des Etats-Unis, de la Caroline-du-Nord au New-Hampshire, au cours de la journée du 27 septembre. L'estimation des dégâts matériels varie de 38 à 56 millions de dollars (312 à 460 millions de francs). Trois millions et demi de personnes ont été privées d'électricité







SOCIÉTÉ

« C'EST DU FASCISME ET C'EST SUPER »

Un jeune Arabe poignardé à Lyon par un des « videurs » d'une boîte de nuit

De notre correspondant régional

Lyon. – Il y avait un témoin. Une jeune étudiante en droit qui a tout vu ou presque : ses déclarations vont sans doute peser très lourd. Cette jeune fille a vu mourir un homme dans ses bras : Noredine Mechta, vingt-trois ans, a été poignardé dans le dos. Un meurtre commis dans la nuit du samedi 28 au dimanche 29 septembre en plein centre de Lyon. Les mobiles racistes de trois « videurs » d'une boîte de nuit – en l'occurrence la péniche « Le Mistral » amarrée sur les quais de la Saône – ne semblent pas faire de doute. Dès dimanche après-midi, un rassemblement d'une cinquantaine de jeunes a eu lieu devant l'hôtel de police de Lyon. Une preuve de l'émotion soulevée par cette affaire. Une nouvelle manifestation était prévue lundi matin place des Terreaux pour réclamer *« toute la vérité »*.

Le premier incident avait eu lieu vers 1 h 30 du matin : le refus de laisser entrer deux clients à l'intérieur de l'établissement. Particularité – puisque, décidément, il faut que cela en soit une pour la plupart des établissements lyonnais de ce type : ils sont arabes. Détails : parmi les clients refoulés se trouve un des chanteurs du groupe « beur » Carte de Séjour. Un groupe à la notoriété affirmée et dont la présence aurait sans doute été très appréciée à bord de la péniche.

Quinze minutes plus tard, le jeune Karim parvient, malgré un barrage vigilant, à pénétrer dans la boîte de nuit. En prétextant l'oubli d'un blouson à l'intérieur. Colère des « gros bras » et premier – grave – incident. Retrouvé, le jeune homme est copieusement rossé avant d'être... jeté à l'eau. Il nage, tente de remonter sur le quai. Un des « videurs » l'en empêche. A coups de pied dans le visage et en « expliquant » : *« Tu vas voir comme je les dresse les crouilles »*. Karim parvient à sortir de l'eau. Il alerte un de ses amis, Noredine, avant de rentrer se changer.

Noredine, s'approche, demande des explications. La suite : un cauchemar, l'horreur. Le ton est monté très vite. *« Fils de pute, sale Arabe »*. Le jeune homme, de plus en plus menacé par trois « videurs » prend la fuite. Certains témoins affirment qu'il avait un marteau à la main et qu'il *« faisait des moulinets »* pour éviter le contact. Deux de ses poursuivants sont – et c'est là qu'intervient le témoignage précis et accablant de la jeune étudiante – armés. L'un d'un poignard, l'autre d'un « nunchaku », une arme orientale, double fléau relié par une chaîne. Après une course poursuite de 300 mètres, Noredine est pris au piège. La jeune étudiante, qui pressent le pire, suit en courant et en criant : *« Arrêtez, je suis témoin »*. Elle est stoppée et menacée à l'entrée d'un immeuble et voit les trois hommes se concerter derrière une porte vitrée.

« Contents d'eux »

« Qu'est ce que vous lui avez fait ? » Quelques instants plus tard, un des « justiciers » répond : *« Tu peux aller le chercher ton copain. T'as qu'à regarder son dos et tu comprendras »*. Noredine arrive en titubant, s'écroule dans les bras de la jeune fille. Il est mort avant son admission à l'hôpital, la poitrine perforée... D'autres témoins, scandalisés, interviennent : *« C'est du fascisme »*. Réponse de l'un du trio : *« Oui, c'est du fascisme et c'est super »*.

« Super » et bien assumé. Après le crime, les trois hommes sont, tout simplement – *« en ayant l'air contents d'eux »* dira un témoin – revenus vers la péniche. Ils seront interpellés très vite. Ils n'opposeront aucune résistance. L'un d'eux aurait reconnu les faits pendant les premiers interrogatoires...

Les autorités policières se montrent très préoccupées par les développements que pourrait prendre cette affaire « techniquement » terminée. On apprenait en fin de soirée que l'enquête ne se limiterait pas aux seuls faits. Les policiers – qui devraient être relayés lundi après-midi par un juge d'instruction – sont notamment curieux de connaître les « pratiques commerciales » de la société Le Transit, exploitante de la péniche « Le Mistral ». Les « Jeunes Arabes de Lyon », qui ont rédigé un communiqué dimanche soir, ont d'ores et déjà promis de témoigner : *« Depuis trois ans, au « West-Side »* (le lieu précédemment exploité par les mêmes dirigeants) *les jeunes Arabes sont refoulés systématiquement »*. Quant aux trois auteurs du meurtre, les jeunes Arabes de Lyon les connaissent très bien : *« De vrais fascistes, c'est sûr »*. Aujourd'hui, ils réclament que soit « posée » la question de la responsabilité de l'employeur des trois « videurs », dont deux sont frères.

CLAUDE REGENT.

● *Collision sur un passage à niveau dans le Loir-et-Cher : deux morts.* – Deux personnes ont été tuées et trois autres blessées dimanche 29 septembre lors d'une collision entre une voiture et un train de marchandises à un passage à niveau, près de Montrichard (Loir-et-Cher).

L'automobile de M. Jean-Pierre Fumel, quarante et un ans, vraisemblablement ébloui dans le soleil, a percuté les barrières automatiques du passage à niveau de Chissay, au moment où allait passer un convoi de marchandises. M. Fumel n'a pu parvenir à faire sortir sa femme et ses quatre enfants de sa voiture qui a été broyée et traînée sur 300 mètres. Mme Fumel et sa fille, Sophie, sept ans, sont mortes. Les trois autres enfants ont été blessés.

A PROPOS DE LA QUERELLE ENTRE M. PEYREFITTE ET M. JOSPIN

M. Robert Badinter rappelle le devoir de réserve

M. Robert Badinter, ministre de la justice, a indiqué, samedi 28 septembre dans un communiqué, qu'il avait pris connaissance avec surprise du communiqué publié la veille par M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, dans lequel celui-ci lui demande, ainsi qu'à M. Maurice Faure, *« de dire publiquement s'ils ont eu connaissance d'un acte quelconque de sa part qui puisse être contraire à son honneur de ministre et d'homme »* (*le Monde* daté 29-30 septembre).

Le garde des sceaux rappelle *« qu'aucun ministre de la justice ne saurait faire état d'éléments figurant dans une procédure judiciaire quelle qu'elle soit, et dont il aurait eu connaissance dans le cadre de ses fonctions, étant lié à cet égard par un évident devoir de réserve »*. *« Il appartient*, conclut le texte, *à tout justiciable, dans le cadre d'un procès, de faire verser selon les règles légales ces éléments aux débats si les magistrats le jugent nécessaire. »*

Vendredi, M. Alain Peyrefitte, ancien garde des sceaux, avait annoncé qu'il engageait une action en justice contre M. Lionel Jospin pour ses propos tenus jeudi, lors de l'émission de TF 1 « Questions à domicile », concernant l'affaire Boulin. M. Jospin, selon M. Peyrefitte, avait laissé entendre que l'ancien garde des sceaux aurait dû démissionner après la mort de M. Robert Boulin.

● *Suicide d'un détenu à la prison du Havre.* – Un détenu d'origine antillaise, Frantz Palerme, vingt-neuf ans, a été trouvé pendu dans sa cellule, vendredi 27 septembre, à la maison d'arrêt du Havre. Il purgeait une peine de prison pour vol et devait être libéré dans une quinzaine de jours. La famille du détenu a contesté la thèse du suicide retenue par la direction de la maison d'arrêt, affirmant que des traces suspectes avaient été relevées sur le corps.

INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France entre le lundi 30 septembre à 6 heure et le mardi 1er octobre à 24 heures.

Situation générale :

L'anticyclone qui protégeait la France du flux perturbé atlantique se décalera lentement vers l'Est au cours des prochaines quarante-huit heures, permettant ainsi à deux *fronts froids* peu actifs de pénétrer sur le nord-ouest du pays.

Mardi : Encore une belle journée, très chaude pour la saison malgré l'approche des nuages. Le matin, des brouillards se formeront sur le centre-est et le nord-est du pays. Quelques brumes matinales affecteront également le Sud-Ouest et le Languedoc-Roussillon.

Dans la journée, un temps chaud et bien ensoleillé persistera sur la moitié sud-est du pays, qui ne sera pas affectée par les entrées nuageuses liées à la perturbation océanique.

Sur l'Ouest, par contre, des passages nuageux situés le matin sur la Bretagne gagneront progressivement dans la journée le nord du Massif Central et les Vosges, laissant la place toutefois à de larges éclaircies.

Les températures maximales se maintiendront au-dessus des normales saisonnières sur l'ensemble du pays, atteignant du nord au sud 25 à 30 degrés, 20 à 22 degrés sur les côtes de la Manche.

Les vents de sud dominant demeureront faibles à modérés, excepté dans la région toulousaine, où un vent d'autan modéré à assez fort pourra s'établir.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 29 septembre, le second, le *minimum* de la nuit du 29 au 30 septembre) : Ajaccio, 26 et 13 degrés ; Biarritz, 25 et 14 ; Bordeaux, 30 et 12 ; Bréhat, 24 et 14 ; Brest, 20 et 14 ; Cannes, 27 et 16 ; Cherbourg, 24 et 13 ; Clermont-Ferrand, 29 et 10 ; Dijon, 25 et 9 ; Dinard, 29 et 13 ; Embrun, 28 et 12 ; Grenoble-St-M.-H., 27 et 9 ; Grenoble-St-Geoirs, 27 et 9 ; La Rochelle, 26 et 15 ; Lille, 22 et 10 ; Limoges, 29 et 16 ; Lorient, 24 et 14 ; Lyon, 26 et 9 ; Marseille-Marignane, 31 et 14 ; Nancy, 23 et 7 ; Nantes, 30 et 15 ; Nice-Côte d'Azur, 25 et 18 ; Nice-Ville 26 (maxi) ; Paris-Montsouris, 27 et 13 ; Paris-Orly, 27 et 10 ; Pau, 29 et 14 ; Perpignan, 33 et 18 ; Rennes, 29 et 13 ; Rouen, 25 et 12 ; Saint-Etienne, 28 et 8 ; Strasbourg, 23 et 7 ; Toulouse, 31 et 13 ; Tours, 29 et 10.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 28 et 17 degrés ; Genève, 24 et 9 ; Lisbonne, 33 et 21 ; Londres, 24 et 12 ; Madrid, 30 et 12 ; Rome, 29 et 15 ; Stockholm, 9 et –2.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du dimanche 29 septembre :

DES DÉCRETS

● Modifiant le décret du 28 mai 1979 relatif aux interventions des caisses de crédit agricole mutuel en faveur des bénéficiaires qui ne peuvent être sociétaires.

● Relatif à la couverture des accidents du travail des élèves et étudiants.

UN ARRÊTÉ

● Portant création du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique et du culturisme.

BREF

L'ART ET LA MISÈRE. – L'Association de femmes uruguayennes Lourdes Pintos (AMULP) qui, en quatre mois, a créé à Montevideo et en province quatre centres comportant garderie, dispensaire et cantine pour les enfants de deux à cinq ans, organise jusqu'au 6 octobre une exposition d'une *soixantaine de toiles et gravures* d'Amérique latine et d'Europe.

La délégation de Paris du Secours catholique, d'autre part, présente *du 4 au 8 octobre* à la mairie du seizième arrondissement deux cents œuvres de peintres, graveurs et sculpteurs parmi lesquels Carzou, Gilida, Piga, Janssen, Decaris, Richard, Gall, Rigaud, etc. Le produit de cette exposition-vente sera intégralement *distribué aux parisiens* les plus démunis.

★ **Exposition Lourdes Pintos, 14, rue de Trévise, 75009 Paris, de 11 heures à 20 heures.**

★ **Mairie du seizième arrondissement, 71, avenue Henri-Martin, de 11 heures à 18 heures.**

CONTINENT PERDU. – Où était l'Atlantide ? Quelles étaient les connaissances des Atlantes ? Pourquoi ce continent a-t-il disparu ? Qu'en reste-t-il aujourd'hui ? C'est pour tenter de *répondre à ces questions* en faisant une synthèse aussi complète que possible des travaux et des connaissances actuelles que le Centre culturel de l'ordre de la Rose-Croix AMORC organise les 5 et 6 octobre deux journées d'étude et de réflexion : « L'Atlantide, une quête toujours recommencée ».

★ **Inscriptions et renseignements, Centre culturel de l'ordre de la Rose-Croix AMORC, animation culturelle, 199 *bis*, rue Saint-Martin, 75003 Paris. Tél. : (1) 271-99-17.**

JEU GAGNANT N° 6 — LOTO SPORTIF

	Equipe 1	Equipe 2			Equipe 1	Equipe 2	
1	MARSEILLE	MONACO	1 X 2	9	LAVAL	STRASBOURG	X N 2
2	AUXERRE	LENS	1 X 2	10	LE HAVRE	METZ	1 X 2
3	NICE	RENNES	X N 2	11	TOURS	SETE	1 X 2
4	BREST	NANTES	1 N X	12	LYON	GUEUGNON	X N 2
5	NANCY	TOULON	X N 2	13	LE PUY	NIMES	1 X 2
6	PARIS-S.G.	SOCHAUX	X N 2	14	LORIENT	QUIMPER	X N 2
7	LILLE	TOULOUSE	X N 2	15	SEDAN	BEAUVAIS	X N 2
8	BORDEAUX	BASTIA	1 X 2	16	CAEN	VALENCIENNES	X N 2

Tirage des "7 Numéros de la Chance" du Vendredi 27 Sept. 1985 : 4 5 6 7 10 11 15

NATIONAL LOTO N° 39 — TIRAGE DU SAMEDI 28 SEPTEMBRE 1985

1 11 15 19 37 43 — 40 NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAINS TIRAGES : MERCREDI 2 OCTOBRE 1985 ET SAMEDI 5 OCTOBRE 1985

VALIDATION : JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI POUR LES 2 TIRAGES DE LA SEMAINE

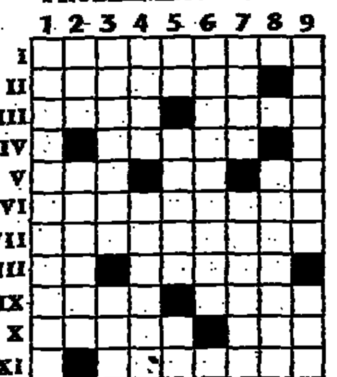
	NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
6 BONS Nos	8	929 885,00 F
5 BONS Nos + complémentaire	52	66 760,00 F
5 BONS Nos	1 717	6 350,00 F
4 BONS Nos	85 707	125,00 F
3 BONS Nos	1 571 124	10,00 F

BONUS DU SAMEDI 115 620

3 BONS NUMEROS + COMPLEMENTAIRE : 10,00 F X 2 = 20,00 F

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4064



HORIZONTALEMENT

I. Ce n'est pas à lui qu'on fera croire que l'argent n'a pas d'odeur. – II. Auteur de copies. – III. A envoyé *« promener »* plus d'un Anglais. Maréchal qui monta la garde. – IV. Recto ou verso, selon le genre. – V. Rudiments de sténographie. Romains. En vogue. – VI. Piano pour les basses. – VII. Us et coutumes administratifs. – VIII. Mot creux. L'œuf du chef. – IX. César se glorifiait d'en être issu. Équilibre ou déséquilibre. – X. Possessif. Précurseur du collectivisme russe. – XI. Le dernier niveau du primaire.

VERTICALEMENT

1. Malgré l'admiration portée à cette femme, elle ne saurait vous accueillir à bras ouverts. – 2. Indication ou objurgation. Son baptême de l'air lui fut fatal. – 3. Plus d'un a trouvé un soulagement dans son cabinet. Les poulets tendres le sont agréablement. – 4. Coup de dés. Dans le potager ou le potage. – 5. Négation. Classement excluant l'honneur du podium. En sextuplant. – 6. Avec aménité. – 7. Théâtre d'évolutions de vedettes américaines. Tronque le bout de la baguette. – 8. Emploi à temps partiel. – 9. S'opposent aux fumets. En fin de carrière.

Solution du problème n° 4063

Horizontalement

I. Respiration. Cet. – II. Ecouvillon. Pô. – III. Saï. Este. Corsé. – IV. Tire. Émeraudes. – V. Ale. Marchandise. – VI. Uléma. Ac. Tirets. – VII. Ré. Etna. Vire. – VIII. As. Na ! Ruée. Rr. – IX. Faitout. Arica. – X. Émigrant. Guêpes. – XI. Uélé. Ici. Se. – XII. Ruer. Talent. CIA. – XIII. Tuilerie. Avals. – XIV. Lésée. Et. Cru. Os. – XV. Ases. Oseraie. Te.

Verticalement

1. Restaurateur. La. – 2. Écailles. Meutes. – 3. Soirée. Fileuse. – 4. Pu. Ménageries. – 5. Ive. Ma. Air. Le. – 6. Ris. Tarte. – 7. Altération. Ares. – 8. Tlemcen. Utilité. – 9. Io. Eh ! Art. CEE. – 10. On. Rat. Gin. Ça. – 11. Caniveau. Tari. – 12. Poudrières. Vue. – 13. Cordier. Ipéca. – 14. Sesterce. Ilot. – 15. Thèses. Rascasse.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 2 OCTOBRE

« Cité d'artistes et jardins du vieux Montmartre », 15 heures, sortie métro Lamarck-Caulaincourt.

« Jardins et hôtels de la rue Saint-Jacques, 14 h 30, façade du Panthéon (Paris pittoresque et insolite).

« Jardins, cours et cimetière de Charonne, vestiges du château de Bagnolet », 14 h 30, métro Philippe-Auguste.

« La Sainte-Chapelle et ses vitraux », 15 heures, entrée (M.-C. Lasnier).

« Le Marais, la place des Vosges illuminés », 21 heures, métro Pont-Marie.

« Montmartre, quartier d'artistes », 14 h 30, métro Abbesses.

« Hôtels et jardins du Marais, place des Vosges », 14 h 30, métro Saint-Paul.

« Le réservoir de Montsouris », 14 h 30, 115, rue de la Tombe-Issoire, métro Porte-d'Orléans (La France et son passé).

« Exposition : les Grands Boulevards », 15 heures, musée Carnavalet.

« Le village de Belleville ; au pied des tours de béton des vestiges subsistent encore », 15 heures, square Place-des-Fêtes (Paris et son histoire).

CONFÉRENCES

16 h 15 : « Victor Hugo sans masque », maison Victor Hugo, 6, place des Vosges (M. Brumfeld).

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل



sports

ENDURANCE

Florac : la longue chevauchée

De notre envoyé spécial

Florac. – Trois jeunes femmes, Magali Chambaud sur *Ibrahim*, Odile Dalle sur *Katia* et Françoise Rimbaud sur *Kamir*, ont terminé au sprint le dixième raid équestre d'endurance de Florac (Lozère). Un sprint tellement serré après 160 kilomètres de course, que le jury n'a pas pu – ou pas voulu – les départager.

« Surtout ne parlez pas que des trois premières », supplie *Denis* Letartre, actuel leader du championnat de France d'endurance à cheval. Habitué de la prestigieuse Tevis Cup disputée dans les canyons de Californie, une course d'endurance qui a servi de modèle à celle de Florac, il emprunte leur devise aux cavaliers américains *« To finish is to win »* (Finir, c'est gagner). Pour lui, les vingt-quatre chevaux qui ont franchi la ligne d'arrivée ont le même mérite. Y compris ceux qui n'ont rallié Florac qu'après 2 heures du matin, soit avec six heures de retard sur les premiers. Disputée, samedi 28 septembre, par une chaleur torride, la course a entraîné une impitoyable sélection parmi l'élite française de l'endurance.

Issus des qualifications régionales, ils étaient cinquante-trois à prendre le départ vers 5 heures du matin, sur la place du Château, à Florac. A l'heure du petit déjeuner, ils avaient déjà avalé les 45 kilomètres qui les séparaient du premier des quatre points de contrôle vétérinaire. Le mont Aigoual était gravi et redescendu avant 11 heures du matin ; près de 2 000 mètres de dénivelé en 80 kilomètres ! *« Ils sont partis trop vite »*, estimait alors Christiane Chazel, organisatrice de l'épreuve. Impression vite confirmée : le soleil transformait peu à peu le peloton en un chapelet de processionnaires.

Le troisième contrôle, celui de Nissoulogres, après 115 kilomètres de course, allait sonner le glas de bien des espérances. Pour arriver là, les concurrents avaient dû traverser tout le causse Méjean, pelé comme un vieux paillasson par la sécheresse, plonger au fond des gorges du Tarn pour remonter aussitôt par un raidillon vertigineux sur le causse de Sauveterre.

Le veto du vétérinaire

Au contrôle, le comité d'accueil est composé d'une escouade de vétérinaires. Stéthoscope aux oreilles, ils procèdent *« à chaud »* à un premier examen des rythmes cardiaque et respiratoire, puis à un second, après une demi-heure de repos. A la moindre anomalie, le cheval ne sera pas autorisé à repartir. Véritable arbitre des courses d'endurance, *« le vétérinaire doit avoir un esprit de décision juste, ferme, rapide. Il ne doit tenir compte que d'un facteur, la bonne condition du cheval »*, dit l'un d'eux, Jack Bégaud. Cavalier d'endurance lui-même, champion d'Europe par équipes cette année en Autriche, il estime que *« le dernier mot doit toujours rester au vétérinaire, seul responsable juridique du devenir du cheval »*. La contestation est souvent, il est vrai, à la hauteur de la déception du cavalier.

Les chevaux qui sont restés à Nissoulogres et aux autres points de contrôle souffraient, selon Jack Bégaud, *« essentiellement de boiterie et d'insuffisance de récupération due à la vitesse excessive du début de course »*. Rien de grave : la plupart avait recouvré tous leurs moyens le lendemain matin pour l'ultime test vétérinaire. Les malheureux accidents des années 70 ont servi de leçon. Grâce aux travaux de certains chercheurs vétérinaires, notamment ceux de Maisons-Alfort, la résistance des chevaux à l'effort prolongé est désormais mieux connue et maîtrisée. Les cavaliers disposent de paramètres précis pour juger de l'état de leurs montures et pour les préparer. Les chevaux *« coureurs de fond »* ne s'usent pas plus vite que les *« sprinters »* : les vainqueurs de Florac ont entre neuf et onze ans. Un cheval comme *Hussard de Cazes* en était à sa huitième participation consécutive. Seul un caillou traîtreusement placé sur son passage l'a privé d'une huitième arrivée.

L'endurance à cheval connaît un essor considérable. *« On dénombre 6 000 cavaliers pratiquants et 1 000 licenciés »*, déclare Jean-Marie Landat, président du Comité national des raids équestres d'endurance (CNREE), pour qui le détonateur a été le championnat d'Europe à Florac en 1984. *« En un an nous avons enregistré une augmentation de 70 % des adhésions »*, dit-il. Il envisage donc avec beaucoup d'optimisme l'organisation, l'an prochain, du premier championnat du monde sur le parcours mascotte de Lozère.

Pour Jack Bégaud, la motivation des amateurs d'endurance est de même nature que celle qui pousse les Français à aller transpirer dans des marathons, des triathlons ou des raids cyclotouristes. Plus impertinent, un cavalier ajoute : *« Prolongement de la randonnée équestre, l'endurance est un débouché pour tous les déçus de l'équitation. Si 40 % des débutants abandonnent le cheval dans la première année, c'est parce qu'ils s'ennuient dans les clubs hippiques traditionnels. »*

A Florac, personne ne s'est ennuyé. Ni les cavaliers, souvent obligés de courir à pied dans la caillasse pour ménager leur monture, ni les équipes d'assistance des concurrents, pour qui le raid équestre s'apparente à un véritable rallye automobile.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

L'endurance est à la mode.
Mais, à Florac, pour les 160 kilomètres équestres, les montures, plus fragiles, ont eu besoin de plus de soins que les hommes à Millau pour les 100 kilomètres

Millau : 100 000 mètres à pied

De notre envoyé spécial

Millau. – Pour la première fois dans l'histoire des 100 kilomètres de Millau, épreuve créée en 1972 par l'Aveyronnais Serge Cottereau, deux concurrents se sont partagés la victoire samedi soir après 7 h 8 mn et 48 s de course.

Ensemble à partir du 80e kilomètre, Bruno Scelsi, trente et un ans, champion de France de la distance, et Bernard Rosetti, trente-six ans, n'ont pas voulu se séparer

Samedi, 13 heures. La quête narcissique du dépassement de soi commmence pour 1 305 concurrents. Ils disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour retourner à Millau et figurer au classement. L'épreuve est convoitée parce qu'elle fut la première du genre organisée en France et parce que son profil de montagnes russes martyrise les organismes plus qu'aucun des onze autres 100 kilomètres inscrits au calendrier national. C'est pour ces raisons qu'on va voir Bernard Rosetti pleurer, sept heures plus tard, devant le téléphone qui le lie à ses proches, à Hayange, en Alsace. Il est assis. Il a trop mal pour se tenir debout. Il leur raconte comment, sans la solidarité de Bruno Scelsi, il n'aurait sans doute pas vu le bout de l'enfer.

40° à l'ombre

La nuit vient de tomber sur Millau. Quelques heures auparavant le soleil brûlait encore le bitume du côté de Saint-Affrique, point le plus éloigné du lieu commun au départ et à l'arrivée.

Mètre après mètre, il avait réussi à grignoter l'avantage de deux minutes qu'avait creusé à mi-parcours Bruno Scelsi, le nouveau roi de la spécialité, révélé cette année. A l'instant de la jonction ce dernier avait semblé lui frôler la surchauffe par 40 degrés à l'ombre. Mais l'impression était fausse. *« Vous savez, nous avons de l'endurance »*, dira-t-il au terme de l'épopée à deux écrits à 14 kilomètres/heure de moyenne.

Le maître mot de ces insatiables dévoreurs de kilomètres est lâché. Il court les pelotons et tisse la trame de tous les livres de Serge Cottereau, le grand prêtre de la distance magique. L'endurance est la qualité qui permet de prolonger très longtemps un effort d'intensité modérée.

Bernard Rosetti n'aurait jamais connu une aussi belle journée si, depuis deux mois et demi, il n'avait parcouru chaque jour que Dieu fait 40 kilomètres en restant en équilibre d'oxygène, c'est-à-dire sans gêne respiratoire : *« 70 % de mon temps d'entraînement est consacré à cette forme de travail. Une fois par semaine j'y ajoute un semi-marathon à 17 kilomètres à l'heure de moyenne. Pour le reste je cherche à améliorer ma résistance afin d'être en mesure de répondre à une accélération. Je travaille alors en dette d'oxygène, à un rythme cardiaque plus rapide. Cela consiste, une fois par semaine aussi, en une série de cinq 1 500 mètres entrecoupés de dix minutes de repos, et je la fais suivre d'une série en même nombre de 400 mètres. »*

Les héroïques

L'esprit de la méthode est assez simple pour que d'année en année le serpentin coloré des athlètes s'allonge aux bords du Tarn. Les téméraires étaient 68 en 1972. Décrit alors comme une distance pour coureurs héroïques, le 100 kilomètres s'est progressivement banalisé. Sans la grève de la SNCF, la participation record de 1 480 participants remontant à 1981 eût été franchement dépassée.

Partis à 1 305, ils sont arrivés à 840, chacun à son allure. Celle adoptée par l'écrivain Jacques Lanzmann, le plus célèbre des nouveaux adeptes, l'a amené au bout du ruban de macadam après 17 heures et 45 minutes de trotte. Les 100 kilomètres sont le domaine de prédilection pour les plus de trente ans. *« Cela se comprend aisément,* dit Serge Cottereau. *L'endurance se conserve longtemps, contrairement aux qualités de vitesse et de détente. »*

A cet égard, la trajectoire de Bernard Rosetti paraît éloquente. Il est arrivé sur le circuit il y a seulement trois ans, après une modeste carrière de footballeur et quelques étés consacrés à l'athlétisme traditionnel. Sans prétentions démesurées. Cette réussite soudaine et spectaculaire (il a déjà gagné deux autres fois cette année) s'opère au prix d'un régime de vie spartiate pour ce chauffeur de poids lourd.

Ses jambes le portent à son lieu de travail et le ramènent quotidiennement. La composition de chacun de ses repas est préméditée car il sait qu'entre deux sujets de même valeur et également entraînés le meilleur sera celui qui est le mieux alimenté.

Quatre minutes par kilomètre

Bernard Rosetti est un ascète. Il ne s'abandonne à aucune fantaisie. En course, son accompagnateur Michel Thomas, monté sur une bicyclette chargée d'une malette de boissons et d'un chronomètre, joue un rôle considérable. Il ne se contente pas de suivre. Il encourage, il exhorte, mais surtout il veille au grain de l'allure : *« On se fixe une base de quatre minutes pour chaque kilomètres »*, dit-il. Lorsque la fatigue entame la lucidité de Bernard Rosetti, cet ange gardien bat énergiquement le rappel à l'ordre.

La solitude du coureur de fond n'est qu'apparente. Sous la canicule, le « gregario » du futur vainqueur a distillé à bon escient les quantités de boisson indispensables : 4 litres d'eau minérale, 1 litre d'eau mélangé à du miel en guise d'apport glucidique, 1,5 litre de Coca-Cola dégazéifié et mélangé à du Perrier également sans bulles, enfin, 1 demi-litre de Perrier seul, alternent.

En retour de la stricte et impitoyable observation de ces règles, le coureur alsacien a reçu pour prix un écusson souvenir, comme tout le monde. Il est là, héros anonyme, affalé sur une chaise, sans personne pour lui faire des ronds de jambe. Un homme s'approche enfin, Yves Jambel, le maire d'Hayange. Son unique sponsor. Il a financé son déplacement dans l'Aveyron.

LLIBERT TARRAGO.

SPORTS ÉQUESTRES

Cabale pour un cheval

Le bureau fédéral de la Fédération équestre française (FEF) se réunit, ce lundi 30 septembre, pour régler la succession de M. Marcel Rozier, l'entraîneur national de sauts d'obstacles, dont le contrat qui arrivait à expiration le 1er septembre avait été prorogé d'un mois. Sur la sellette depuis l'échec du championnat d'Europe de Dinard qu'il s'était empressé de mettre sur le dos des cavaliers français (*le Monde* du 15 août) M. Marcel Rozier se voit aujourd'hui reprocher d'avoir profité de sa fonction pour réussir une belle opération commerciale avec *Junipérus*, le cheval monté par Hubert Bourdy.

Propriété du club hippique de Forbach, *Junipérus*, un bel alezan de sept ans, avait été repéré en 1981 par M. Marcel Rozier à la recherche de chevaux pour les Jeux olympiques de Los Angeles. Un contrat de location pour trois ans (100000 francs par an) était alors signé avec la FEF. *Junipérus* rejoignait l'écurie fédérale au haras des Grandchamps, à Bois-le-Roi (Seine-et-Marne), dirigé par M. Marcel Rozier. Confié à Christophe Cuyer, puis à Hubert Bourdy, le cheval faisait preuve de belles qualités puisqu'il se retrouvait, avec son cavalier, premier réserviste pour les Jeux.

Profitant de cette plus-value sportive, le club de Forbach mettait alors le cheval à la vente en fixant la barre à 2 millions de francs. Dans l'attente d'un acquéreur, *Junipérus* restait à la disposition de Hubert Bourdy. Avec ce dernier, il sera encore réserviste à Dinard puis remportera à la mi-août, avec une équipe de France rajeunie, la Coupe des nations au CSIO de Rotterdam. Une semaine plus tard, M. Marcel Rozier et M. Bruyninck, l'un des propriétaires du haras des Grandchamps, proposent au club de Forbach d'acheter le cheval. La négociation, rondement menée, se conclue à 600 000 F. Quelques temps plus tard, *Junipérus* est revendu, par l'intermédiaire d'un marchand de chevaux belge, M. François Mathy, au cavalier californien Hap Hansen pour un prix qui aurait au moins doublé entre-temps.

La transaction commerciale ne prête pas à la moindre contestation. Directeur de haras, M. Marcel Rozier fait aussi commerce de chevaux. La colère des responsables du club de Forbach et de Hubert Bourdy résulte plutôt du sentiment d'avoir été abusés. Les premiers auraient transigé à 600 000 F avec la promesse que le cheval resterait confié à Hubert Bourdy. Ce dernier aurait fait part en début de saison à M. Marcel Rozier de son désir d'acheter *Junipérus* dès que son prix redeviendrait raisonnable. L'entraîneur national aurait précipité les négociations pour prendre de court ses interlocuteurs.

Au-delà des péripéties de la transaction, l'intérêt de M. Marcel Rozier était ici contraire à celui de chargé par la Fédération de préparer les meilleurs chevaux et cavaliers pour l'équipe de France. S'il a privilégié son intérêt financier, sans doute est-ce parce qu'il n'avait plus guère d'illusions sur ses chances de demeurer en place. Mais son successeur pourra-t-il se dispenser de porter lui aussi une double casquette ? Avec l'affaire *Junipérus*, le bureau fédéral se trouve confronté à un vrai problème : celui de garantir l'indépendance financière de son entraîneur national.

G. A.

MOTOCYCLISME

RECORD POUR... COLUCHE

Coluche a battu le record du monde du kilomètre, départ lancé, en réussissant 13 secondes 9 (252 km/h) sur une Yamaha 750. La tentative avait lieu, dimanche 29 septembre, sur un tronçon d'autoroute au sud de l'Italie.

TENNIS

Le retour de Tulasne

Eliminé au premier tour du dernier tournoi de Roland-Garros par le Suédois Mats Vilander, futur vainqueur, le Français Thierry Tulasne a pris une belle revanche : il a dominé le troisième joueur mondial, le 29 septembre, en finale du tournoi de Barcelone, doté de 275 000 dollars.

Acquise en cinq sets (0-6, 6-2, 3-6, 6-4, 6-0) contre un joueur qu'il n'avait jamais réussi à inquiéter lors des quatre rencontres précédentes, cette victoire marque sans doute le retour au premier plan de celui qui fut l'enfant prodige du tennis français.

Sacré champion du monde junior en 1980, Tulasne, alors âgé de dix-sept ans, semblait promis à une belle carrière. Dans les mois qui suivirent, il battit en effet les Américains Gérulaitis et Tanner, qui étaient dans les dix premiers mondiaux et il enleva son premier tournoi du grand prix à Bastad (Suède). Persuadé d'être le futur numéro un mondial, Tulasne ne prit pas cependant les moyens de ses ambitions. Et ce fut la chute libre. A la fin de l'année dernière, il se retrouva à la cinquante-deuxième place mondiale. Il décida alors de modifier son jeu, basé sur le « lift » à outrance, en améliorant son service et sa volée. Il retrouva de la sorte une agressivité qui lui permit de reprendre le chemin de la victoire. En juin, il remporta le tournoi de Bologne, puis, début septembre, celui de Palerme, en battant le numéro neuf mondial, Joakim Nyström.

Avant de revenir en équipe de France de coupe Davis contre la Yougoslavie, Tulasne a été irrésistible à Barcelone, sortant, notamment, le Suédois Jarryd, septième mondial, et Henri Leconte, deuxième Français, pour affronter Wilander, qui a jeté sa raquette au sol dans un moment de découragement, très inhabituel, tellement il était dérouté par le jeu du Français. Tulasne, qui a battu en l'espace de quelques semaines, trois des dix meilleurs mondiaux, semble donc de retour au plus haut niveau. Et cet « ancien » n'a jamais que vingt-deux ans.

CYCLISME

Un espoir nommé Pensec

Décidément, rien ne va plus pour Bernard Hinault, qui a échoué dans le trophée Baracchi, une semaine après avoir abandonné dans le Grand Prix des Nations. Au cours de cette épreuve par équipe de deux coureurs, organisée samedi 28 septembre sur 97 km contre la montre entre Borgo-Valsugana et Trente (Italie), le vainqueur du Tour de France, associé à l'Américain Greg Lemon, avait pourtant pris un départ prometteur, puisque les deux partenaires du groupe La Vie claire se trouvaient en tête au 25e kilomètre. Mais il rétrogradait ensuite, au point de terminer à la huitième place, avec un retard de 5 mn 9 s sur Francesco Moser et Hans Oersted. Les deux recormen du monde de l'heure ont d'ailleurs obtenu une victoire logique, dans une course où s'expriment principalement les qualités de rouleur.

Tandis que Bernard Hinault, saturé d'efforts, met un terme à sa saison routière et que Greg Lemon offre, lui aussi, l'image du champion fatigué, les jeunes Français affirment leur présence. Jean-François Bernard, l'un des leaders de la nouvelle génération, épaulé par le Suisse Wiss, se classe troisième du trophée Baracchi, et le Breton Ronan Pensec, un néo-professionnel de l'année, a remporté dimanche 29 septembre à Nantes l'Etoile des espoirs, qui est, comme son nom l'indique, une épreuve de prospection. Enfin un succès pour Peugeot.

J. A.

JUDO

Les Français au tapis à Séoul

La promesse de prime à la performance a été un médiocre stimulant pour les judokas français : ils ont quitté Séoul, où se sont disputés les championnats du monde du 26 au 29 septembre, avec une seule médaille, de bronze, gagnée par Fabien Canu, qui avait déjà été le seul à monter sur le podium aux derniers championnats du monde à Moscou en 1983.

Après les trois places de troisième aux Jeux de Los Angeles, auxquels ne participaient pas les pays de l'Est, la direction technique de la fédération a estimé qu'il s'agissait d'un *« phénomène très inquiétant »*. L'entraînement « à la carte » des combattants va sans doute être remis en cause.

Avec quatre médailles d'or les Japonais, qui ont trouvé une nouvelle « super-vedette » avec le mi-lourd Hitoshi Sugai, ont fait aussi bien que lors des dernières confrontations mondiales. La Corée du Sud, avec deux titres et deux places de finalistes, a confirmé ses énormes progrès. Enfin, l'URSS, avec un titre et cinq médailles de bronze, reste la puissance occidentale la plus forte. Mais la vedette de ces championnats est revenue à l'Autrichien Peter Seisenbacher (– 86 kilos), qui a brillamment confirmé son titre olympique.

LES RÉSULTATS

Basket-ball

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Troisième journée)

*Villeurbanne b. Vichy 90-86
Monaco b. RCF Paris 83-76
*Le Mans b. Challans 93-90
*Antibes b. Limoges 100-83
*Orthez b. Stade Français 115-82
*Avignon b. Caen 108-77

Classement. – 1. Villeurbanne et Monaco, 6 pts ; 3. Avignon, Orthez, Antibes et Le mans, 5.

Boxe

CHAMPIONNAT DU MONDE
(Poids plumes)

L'Irlandais Barry McGuigan a conservé son titre en battant l'Américain Bernard Taylor par abandon à l'appel du neuvième round, samedi 28 septembre à Belfast.

Football

COUPE DU MONDE
(Eliminatoires)

GROUPE 4

RDA b. Yougoslavie 2-1

Classement. – 1. Bulgarie (7 matches), 11 pts (différence de buts : + 9) ; 2. Yougoslavie (7 matches), 9 pts (+ 1) ; 3. RDA (7 matches), 8 pts (+ 6) ; 4. France (6 matches), 7 pts (+ 3) ; 5. Luxembourg (7 matches), 0 pts.

CHAMPIONNAT DE FRANCE

Deuxième division
(Douzième journée)

GROUPE A

Saint-Etienne b. *Alès 3-1
*Le Puy et Nîmes 3-3
*Tours et Sète 2-2
Thonon b. *Béziers 1-0
*Lyon b. Gueugnon 2-1
*Montpellier b. Martigues 6-0
*Montceau et Red Star 2-2
*Istres et Cannes 2-2
*Grenoble et Chaumont 0-0

Classement. – 1. Alès, 17 pts ; 2. Le Puy et Saint-Etienne, 16 ; 4. Thonon et Sète, 15 ; 6. Nîmes, 13.

GROUPE B

RC Paris b. *Angers 2-1
*Guingamp b. Orléans 2-1
*Lorient b. Quimper 2-1
*Abbeville et Reims 0-0
*Mulhouse b. Niort 2-0
*Limoges b. Dunkerque 5-2
*Caen b. Valenciennes 3-0
Rouen b. *Besançon 3-1
*Sedan b. Beauvais 2-1

Classement. – 1. RC Paris, 22 pts ; 2. Guingamp, 20 ; 3. Reims, Mulhouse et Quimper, 15 ; 6. Limoges, 14.

Golf

CHAMPIONNAT DU MONDE DE MATCH-PLAY

L'Espagnol Sévériano Ballesteros a remporté, dimanche 29 septembre à Wentworth (Angleterre), le championnat du monde de golf en match-play en battant en finale l'Allemand de l'ouest Bernhard Langer.

Handball

COUPES D'EUROPE DES CLUBS CHAMPIONS

Les joueurs de Gagny ont été tenus en échec par les Autrichiens de Graz (22-22) tandis que les joueuses de Gagny ont battu les Néerlandaise d'Amsterdam (19-11).

Hockey sur glace

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Deuxième journée)

*Megève b. Villard-de-Lans 15-2
*Chamonix b. Tours 7-3
*Briançon b. Rouen 6-2
Amiens b. *Grenoble 5-2
Saint-Gervais b. *Viry-Châtillon . 7-2
Français-Volants b. *Gap 6-5

Classement. – 1. Amiens, Saint-Gervais et Français-Volants, 4 pts ; 4. Chamonix, 3 ; 5. Megève, Rouen, Gap et Briançon, 2.

Rugby

CHAMPIONNAT DE FRANCE
(Troisième journée)

POULE 1

*Mont-de-Marsan b. Boucau ... 9-6
*Romans b. Brive 30-12
Toulouse b. *Graulhet 18-13
*Bagnères b. Lombez-Samatan 40-12
Béziers b. *Narbonne 20-12

Classement. – 1. Toulouse, 9 pts ; 2. Béziers, 8 ; 3. Bagnères et Romans, 7.

POULE 2

*Toulon b. Hyères 24-18
*Oloron b. Biarritz 18-12
Pau b. *Bayonne 22-13
*La Voulte et Valence 9-9
*Lavelanet b. Castres 22-21

Classement. – 1. Toulon, 9 pts ; 2. Biarritz, Oloron et Pau, 7.

POULE 3

*Agen b. Hagetmau 15-6
Aurillac b. *Le Creusot 21-3
*Montauban b. Lourdes 16-12
*Tyrosse b. Dax 18-15
Nîmes b. *Tulle 10-6

Classement. – 1. Agen, 9 pts ; 2. Aurillac, Hagetmau et Nîmes, 7.

POULE 4

*Nice b. Carcassonne 21-10
Montferrand b. *Grenoble 19-11
*RCF b. Bourgoin 22-12
*Tarbes b. Marmande 33-16
Perpignan b. *Bègles-Bordeaux 12-10

Classement. – 1. Racing-CF et Tarbes, 9 pts ; 3. Montferrand, Nice et Perpignan, 7.

Tennis

TOURNOI DE SAN-FRANCISCO
(260 000 dollars)

Demi-finales. – Edberg (Suè.) b. Annacone (E-U), 6-2, 3-6, 6-1 ; Krick (E-U) b. Green (E-U), 6-2, 6-1.

Finale. – Edberg b. Krick, 6-4, 6-2.

Voile

MINI-TRANSAT

Yves Parlier (Aquitaine) a remporté, dimanche 29 septembre à Santa-Cruz-de-Teneriffe (Canaries), la première étape de la Mini-transat réservée aux bateaux dont la longueur ne dépasse pas 6,50 mètres.

Volley-ball

CHAMPIONNATS D'EUROPE AUX PAYS-BAS

Pour son premier match, dimanche 29 septembre à Den Bosch, l'équipe de France masculine a battu la Bulgarie 3 sets à 0 (15-11, 15-8, 15-1). En revanche, à Enschede, l'équipe féminine a été dominée par la RFA 3 sets à 1 (16-14, 15-8, 13-15, 15-11).

LE CARNET DU Monde

Naissances

– M. et Mme André CAEN-JAUDEL, Mme GAILLARD,

ont la joie de faire part de la naissance de leur petite-fille,

Diane,

sœur d'Alexandre et fille de Me Didier Gaillard et de Mme, née Danièle Caen-Jaudel.

Paris, le 2 septembre 1985.

– Bob et Aake HIENSCH-WILSCHUT, Flore, Annick et Robert Jan,

ont la grande joie d'annoncer la naissance de leur fille et sœur,

Sophie Caroline.

Versailles, le 25 septembre 1985.
Paris, ambassade des Pays-Bas.

Décès

– M. Pierre Bertrand,
M. et Mme Claude Bertrand
et leurs enfants,
M. Jean-Jacques Bertrand
et ses enfants,
M. Henri Peron
et ses enfants,
M. et Mme Guy Baudais
et leurs enfants,
Leurs parents et amis,

font part du décès, survenu le 27 septembre 1985, de

Mme Pierre BERTRAND,
née Thérèse Beausseant.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 2 octobre, à 16 heures, en l'église Saint-Ferdinand des Ternes, où l'on se réunira.

La famille ne reçoit pas.

Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jacqueline Bruneau,
M. et Mme Denis Hautin-Guiraut,
Solen et Maé,
M. et Mme Jean-Noël Martin,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Henriette BRUNEAU,
née Veron,

survenu dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 25 septembre 1985.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Dominique, le mercredi 2 octobre, à 14 heures, 18, rue de la Tombe-Issoire, à Paris-14e.

16, rue Vandrezanne,
75013 Paris.
47, rue Henri-Barbusse,
75005 Paris.
6, rue Charles-Bertheau,
75013 Paris.

– M. et Mme Simon Djourno
et leurs enfants,
M. et Mme Marcel Djourno
et leurs enfants,
Mlle Simone Bénichou,
M. Bernard Bénichou,
Toute la famille,
Ses amis et ses alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme veuve Georges DJOURNO,
née Andrée Lévy,

leur mère, belle-mère, grand-mère, tante et parente,
survenu le 28 septembre 1985, à son domicile, 4, rue Pasteur, à Levallois (Hauts-de-Seine).

Les obsèques auront lieu mercredi 2 octobre, à 14 h 15, au cimetière de Montmartre.

Ni fleurs ni couronnes.

– **Frédéric JEARSAIN,**
Élève de 1re S
du lycée Marseilleveyre,

a décidé, à dix-sept ans, de renoncer à la vie.

Après cinq semaines de souffrance, il s'est éteint entouré de l'amour des siens.

« Marchez à pas très doux
Vous marchez sur mes rêves. »
(Yeats.)

« Le Jardin des Hespérides »,
Villa no 47,
13009 Marseille.

– Mme Jean Lamonin,
son épouse,
M. et Mme Christian Lamonin
et leurs enfants,
Mlle Monique Lamonin,
M. et Mme Mohamed Aït Aattout
et leurs enfants,
ses enfants et petits-enfants,
M. et Mme Pierre Lamonin
et leurs enfants,
Et toute la famille,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Jean LAMONIN,

décédé le 27 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses auront lieu le mercredi 2 octobre, à 14 h 15, en l'église Saint-Louis de Garches (Hauts-de-Seine).

2326, avenue du Grand-Défends,
83700 Saint-Raphaël.
22, rue des Célestins,
78000 Versailles.

– Paris. Oran.

Mme Claude Elghosi,
née Marcelle Obadia, et ses enfants,
Le docteur et Mme André Obadia
et leurs enfants,
M. et Mme René Siksik,
née Denise Obadia, et leurs enfants,
Mme Félix Amar
et ses enfants,
Mme Maurice Benichou
et ses enfants,
Le docteur et Mme Jean Bouchara
et leurs enfants,
M. et Mme Raymond Girardot,
Les familles Obadia, Chouraqui,
Parentes et alliées,

ont la douleur de faire part du décès de

Mme Sam OBADIA,
née Marthe Bouchara,

survenu le vendredi 27 septembre 1985 à Paris.

La levée du corps aura lieu mercredi 2 octobre, à 9 h 30, au domicile, 9, rue du Docteur-Heulin, à Paris-17e.

L'inhumation aura lieu le jeudi 3 octobre, à 11 h 30, au cimetière Lagoubran, à Toulon (Var).

– On nous prie d'annoncer le décès de

M. Gerardus Hendricus VISSER,
docteur en chimie
à la Shell française de 1953 à 1965,

survenu le 24 septembre 1985, à Bilthoven (Pays-Bas), à l'âge de quatre-vingts ans.

De la part de
Mme G. Visser-Boezaardt,
son épouse,
Et de ses enfants et petits-enfants, Emma et Max Brugman, Jaap et Marian, Jan Visser, Sabine et Barbara, Marianne Visser,
Willy Visser.

Haydnlaan 44,
NL 3723 KJ Bilthoven.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de texte une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Anniversaires

– Le foyer La Maison célébrera son cinquantième anniversaire le samedi 26 octobre 1985, 36, rue du Montparnasse, à Paris-6e. A 16 heures, messe d'action de grâce suivie d'une rencontre amicale. Les anciennes étudiantes sont cordialement invitées.

S'inscrire avant le 15 octobre à La Maison, 36, rue du Montparnasse, 75006 Paris (Tél. : 222-28-50).

Soutenances de thèses

DOCTORATS D'ÉTAT

– Université Paris-X Nanterre, mercredi 9 octobre, à 14 heures, salle 614, M. Bruno Henriet : « Incertitude et déstabilisation de l'emploi. Analyse des relations entreprise-travail dans le contexte français.

ÉCHECS

Championnat du monde (10e partie)

Vertige

Lorsqu'au 21e coup, Kasparov sacrifia un pion sur b5, la plupart des grands maîtres, assistant samedi à Moscou à la 10e partie du championnat du monde, y virent un geste de désespoir. Karpov, maître de l'aile dame, tenait le challenger. Mais les superbes répliques : 23... Fç6 et 25... Da8 démontrèrent que ce sacrifice était bel et bien calculé et le champion du monde dut rendre le pion au 26e coup.

La suite n'en fut pas moins vertigineuse, Kasparov donnant la qualité (tour contre cavalier) pour un pion et forçant, avec un cavalier imprenable, la nullité par répétition de coups sous les applaudissements de la salle Tchaïkovski pleine à craquer.

Ainsi se terminait une des plus belles parties du match où, comme le dit Averbach : *« l'art de la défense démontré par Kasparov entrera sans nul doute dans les annales de la Sicilienne ».* Hommage indirect à la qualité du jeu de Karpov qui mène 5,5 à 4,5. Onzième partie mardi.

Blancs : KARPOV
Noirs : KASPAROV
Dixième partie
Défense sicilienne
Système de Scheveningue

1. é4	ç5	20. Ta3	Da5
2. Cf3	d6	21. Tb3	b5
3. d4	çxd4	22. axb5	axb5
4. Cxd4	Cf6	23. Cxb5	Fç6
5. Cç3	a6	24. Ff3	Tab8
6. Fé2	é6	25. ç4	Da8
7. 0-0	Fé7	26. Fg5	Fxé4
8. f4	0-0	27. Fxé4	Cxé4
9. Rh1	Dç7	28. Fxé7	Txé7
10. a4	Cç6	29. Ta3	Dç6
11. Fé3	Té8	30. b4	h5
12. Fg1	Tb8	31. Ca7	Txa7
13. Dd2	é5	32. Txa7	Txb4
14. Cb3	Ca5	33. Df3	Txç4
15. Cxa5	Dxa5	34. Dxh5	Cf2+
16. Fa7	Ta8	35. Rg1	Ch3+
17. Fé3	Db4	36. Rh1	Cf2+
18. Dd3	Fé6	37. Rg1	Nulle
19. f5	Fd7		

culture

Simone Signoret disparaît

Les grands rôles de la vie

Simone Signoret est morte des suites d'un cancer, ce lundi 30 septembre, à 7 h 30, dans sa maison de campagne, dans l'Eure. . Elle était âgée de soixante-quatre ans.

Simone Signoret venait d'achever pour FR 3 le tournage, sous la direction de Marcel Bluwal, d'une série en quatre épisodes, « Paris 38 », où elle incarne une directrice de music-hall avant la guerre. Cette série sera diffusée dans le courant de l'année prochaine.

Il est difficile de parler de Simone Signoret, de substituer le point de vue du critique, de l'historien, à sa propre voix, sa propre expérience. Elle avait tout dit, tout raconté d'elle dans un livre paru en 1976, *La nostalgie n'est plus ce qu'elle était.* Livre qui n'était pas un recueil de souvenirs arrangés pour la mode des « mémoires d'acteurs » qui a fleuri, dans l'édition, ces dernières années. Livre de bilan, de réflexion, de sincérité, qu'elle avait écrit elle-même et qui fut suivi, en 1979, d'un autre *Le lendemain, elle était souriante,* parce que, après la parution du premier , une émission de France-Inter avait mis en doute qu'elle en fut l'auteur. Elle avait, alors, intenté un procès qu'elle gagna mais ces circonstances nous valurent la confirmation d'un autre talent, un talent qui allait magistralement s'affirmer avec son roman, paru cette année, *Adieu Volodia* (Fayard éd.). Célèbre, populaire, Simone Signoret ne fut pas une star ; elle n'en avait ni le tempérament, ni le goût, elle ne pouvait pas vivre en représentation à côté de ce qu'elle était, dans le monde contemporain. Elle *ne fut* pas, non plus, un mythe car cela aurait été renoncer à son identité, à sa vérité, à son humanité, tout ce à quoi elle tenait par-dessus tout. Elle fut une grande actrice dans le monde réel.

Les années d'apprentissage

Simone Kaminker naquit, le 25 mars 1921, à Wiesbaden, en Rhénanie où son père, français issu *d'une famille* juive, appartenait aux troupes d'occupation en Allemagne. Elle revint, avec ses parents, à Paris, à l'âge de deux ans, fit des études classiques et se trouva, après la défaite de 1940, chargée de sa mère et de ses frères, son père ayant rejoint les Français libres de Londres.

Elle avait eu, comme camarade de lycée, Corinne Luchaire, devenue une jeune vedette de cinéma à la fin des années 30. Ce qui lui permit d'être engagée, en septembre 1940 à 1 400 F par mois comme assistante de la secrétaire personnelle du futur directeur de ce grand journal du soir et de la collaboration qui devait s'appeler *les Nouveaux Temps.* Son ancienne condisciple était, en effet, la fille de Julien Luchaire. A ce poste et dans ce journal, elle dit, elle-même qu'elle apprit beaucoup de choses. Au printemps 1941, elle quitta *les Nouveaux Temps* et Julien Luchaire, décidée à faire du cinéma. Elle venait de découvrir l'univers du café de Flore, de s'y faire des amis. Jusqu'à la libération, elle vécut des années d'apprentissage. Années difficiles du fait de sa condition de demi-juive. Elle entra dans le cinéma comme figurante (on s'amusera plus tard, à rechercher ses silhouettes dans *le Prince charmant* et *Boléro,* de Jean Boyer, *les Visiteurs du soir,* de Marcel Carné, *Adieu Léonard,* de Jacques Prévert, etc.) sans la carte du COIC que délivrait la Propangeda Staffel. Elle garda toujours ses papiers d'identité au nom de Kaminker, mais prit, seulement, le nom de sa mère, Signoret, entretenant la fiction d'une parenté avec Gabriel Signoret, comédien célèbre, mort en 1937.

Dans la bande du Flore, elle avait rencontré Yves Allégret, frère du cinéaste Marc Allégret qui, lorsqu'il devint réalisateur, à son tour, lui donna son premier « vrai rôle » dans *les Démons de l'aube* (1946). Cette année-là, naissait sa fille Catherine, destinée plus tard à devenir actrice elle aussi. Yves Allégret et Simone Signoret ne se marièrent pourtant qu'en 1948, alors que *« le meilleur de leur temps était passé ».* Simone Signoret était, alors, sur le chemin de la célébrité. Un rôle de prostituée dans *Macadam,* de Marcel Blistène (supervisé par Jacques Feyder retour d'exil) l'avait fait remarquer, aux côtés de Françoise Rosay.

« Casque d'or », l'adieu de la passion

Après un premier contact avec le cinéma anglais, *les Guerriers dans l'ombre,* (de Charles Crichton), elle avait été lancé par *Dédé d'Anvers* (scénario de Jacques Sigurd) où Yves Allégret renouait avec le romantisme portuaire et le réalisme poétique de Prévert et Carné. Un autre personnage de prostituée qu'elle sut, avec intelligence, écarter du stéréotype depuis longtemps cher au cinéma français. Sa composition de « garce froide » dans *Manèges,* de Sigurd et Allégret, en 1949, lui donna l'envergure d'une actrice américaine façon Barbara Stanwyck. Ici devait se clore, sur un étonnant coup d'éclat, la première période de sa carrière.

En 1949, en effet, Simone Signoret avait rencontré Yves Montand à Saint-Paul-de-Vence. Ils s'éprirent l'un de l'autre. Elle quitta Yves Allégret pour lui. Ils se marièrent à Saint-Paul-de-Vence en 1951. Qu'il ait été « l'homme de sa vie » comme on le dit dans les romans, c'est incontestable et c'est très beau. Ils ont fait route commune, partageant les espoirs et les difficultés, les engagements idéologiques « à gauche » ; ils ont fait, chacun de leur côté, une carrière exemplaire, riche d'expériences diverses et, de leur rez-de-chaussée de la place Dauphine à leur maison de campagne d'Autheuil (à quatre-vingt-dix kilomètres de Paris), ils ont bâti une existence étroitement liée aux événements et aux problèmes du monde contemporain. Ils ont parfois joué ensemble mais su mener leur vie professionnelle respective de façon autonome, tout en préservant leur vie privée des indiscrétions qui pourtant n'ont pas manqué de chercher à les atteindre. On n'en dira pas davantage.

Dans les années 50, après son mariage avec Montand, Simone Signoret flotte un peu dans deux ou trois films avant de s'imposer, définitivement cette fois, en 1952, avec *Casque d'or* de Jacques Becker. Sa beauté épanouie, radieuse, son autorité, sa sensibilité firent éclater, sous la direction d'un élève de Renoir, le folklore douteux de la fille de trottoir de 1900 mêlée à une bande d'« apaches » des fortifs, au profit de la vérité psychologique et du comportement. *Casque d'or* fut un échec commercial en France — avant d'être reconnu comme un des chefs-d'œuvre de Becker — *mais* valut à Simone Signoret le prix de l'Académie Award à Londres. On ne revoit jamais sans une intense émotion ses amours avec Manda-Reggiani et la scène où, à une fenêtre d'un logement sordide, elle vient assister — dernier adieu, dernier hommage de la passion — à l'exécution de l'ouvrier menuisier montant à la guillotine.


TONY FRANCK-SYGMA

La voix des tragédies sourdes

Après *Casque d'or,* Simone Signoret ne tourna plus que des films importants : *Thérèse Raquin,* de Marcel Carné (1953), *les Diaboliques,* de Clouzot (1954), *la Mort en ce jardin,* de Bunuel (1956), *les Sorcières de Salem,* de Raymond Rouleau (1957, d'après la pièce d'Arthur Miller qui avait marqué ses débuts au théâtre avec Montand) et, en Angleterre, *les Chemins de la haute ville,* de Jack Clayton (1958) pour lequel elle obtint au Festival de Cannes 1959 le prix de la meilleure interprétation féminine, l'Académy Award en 1959 et un Oscar à Hollywood en 1960.

A ce sommet de sa carrière, pour avoir, au moment de la guerrre d'Algérie, été l'une des signatures du manifeste des 121 sur le droit à l'insoumission, elle resta pourtant deux ans sans tourner. Puis, elle repartit, en flèche, en 1960, avec *les Mauvais Coups,* de François Leterrier, d'après un roman de Roger Vailland. Tournant d'une maturité qui s'accomplit dans le vedettariat international jusqu'en 1968. *Adua et ses compagnes,* d'Antonio Pietrangeli, *le Verdict,* de Peter Glenville, *le Jour et l'Heure* et *Paris brûle-t-il,* de René Clément, *Compartiment tueurs,* de Costa Gavras (un ami des Montand, qu'ils ont aidé à démarrer), *la Nef des fous,* de Stanley Kramer, *le Diable à trois,* de Curtis Harrington, *M 15 demande protection* et *la Mouette,* de Siney Lumet. Parallèlement à ces films, Simone Signoret joua au théâtre, à Paris, *les Petits Renards,* de Lillian Hellman (pièce qu'elle avait traduite elle-même et que William Wyler avait porté à l'écran en *1941* avec Bette Davis) et *Macbeth,* de Shakespeare, en anglais, à Londres. En 1968, elle fit aussi — ce qu'oublient toujours les biographies — d'admirables débuts à la télévision française avec *la Femme juive,* de Brecht, dans une mise en scène d'Alain d'Hénaut. Elle reparut à la télévision, en 1970, dans *Un otage,* de Brendan Behan (réalisation Marcel Cravenne).

Un hommage à Simone Signoret ne saurait, aujourd'hui, ignorer cette *Femme juive qui passa, à l'époque,* presque inaperçue sur la deuxième chaine.

Les années 1970 allaient marquer une sorte d'installation de l'actrice dans des rôles de femmes vieillies, obstinées, fermées sur des secrets, des mystères. Jusque-là, elle avait évolué dans le domaine des passions, les déchirements du cœur et des sens. Sa transformation physique l'amènera, désormais, à un jeu plus intériorisé passant, essentiellement par ses yeux traversés d'éclairs ou de nuances fugitives et sa voix exprimant des tragédies sourdes. En 1969, un petit rôle accepté par amitié dans *l'Américain,* de Marcel Bozuffi, fit apparaitre ce nouveau personnage qui deviendra dominant après *l'Aveu,* de Costa Gavras (1970), où Montand et elle firent revivre le calvaire d'Artur London et de sa famille à l'époque des purges staliniennes de Prague.

Une femme de tête et de cœur

En 1971, elle retrouve Serge Reggiani, son partenaire de *Casque d'or* dans *Compte à rebours,* de Roger Pigaut, puis entra dans l'univers de Simenon avec *le Chat et la Veuve Couderc,* de Pierre Granier-Deferre. Suivirent alors, *les Granges brûlées,* de Jean Chapot, *Rude journée pour la reine,* de René Allio, *la Chair de l'Orchidée,* de Patrice Chéreau, *Police Python 357,* d'Alain Corneau et *la Vie devant soi,* de Moshe Misrahi (d'après le roman d'Emile Ajar) qui lui valut le César de la meilleure actrice 1978. Incarnations subtiles de femmes apparemment monolithiques, qui lui firent, à tort, une réputation de « monstre sacré ». En réalité, elle tirait d'elle-même tout son être profond, avec autant de pudeur que de volonté à se reconstruire autrement. Ses derniers grands rôles, ceux qui correspondaient le mieux à sa nature, furent ceux de *Madame le juge* dans la série télévisée tournée en 1976 et diffusée en 1978 et de *Judith Therpauve* dans le film de Patrice Chéreau (1978) malheureusement mal compris, mal reçu et qui était bien autre chose que la chronique d'un journal de province en difficultés. Chéreau a, en fait, réussi là, le portrait intime d'une Simone Signoret inconnue, transformée ensuite banalement en grand-mère confitures dans *l'Adolescente,* de Jeanne Moreau, et en matrone bougonne vivant son premier amour par l'intermédiaire des petites annonces, dans *Chère inconnue,* de Moshe Misrahi. Elle n'avait plus là que du métier devant lesquels les critiques s'inclinèrent avec respect. Cela n'a d'ailleurs pas grande importance. Elle fut grande jusqu'au bout et le public n'a jamais cessé de l'aimer parce qu'elle lui a donné, d'elle, les images successives d'une femme s'acceptant à tous les âges de sa vie, regardant la réalité en face, une femme de tête, une femme de cœur.

JACQUES SICLIER.

MORT DE L'INVENTEUR DU PHOTO-JOURNALISME

Les tendres malices d'André Kertesz

Le photographe André Kertesz est mort à New-York le 27 septembre. Il était âgé de quatre-vingt-onze ans. D'origine hongroise, il s'était établi à Paris en 1925, puis à New-York en 1936.

Ses premières photos sont pleines d'espace, de joie, de liberté. La photo n'est pas encore un métier, encore moins un art : c'est un jeu, un sport, un autre rythme pour gambader, une nouvelle trouvaille pour attirer les jeunes filles et les enfants. C'est ainsi que le jeune Kertesz la pratique, auprès de son frère, son ami, son compagnon. Ensemble ils battent la campagne aux alentours de Budapest, où ils sont nés : pour atteindre les villages de Duna-Haraszti ou de Tisza-Szalka ils doivent faire un heure et demie de tortillard, puis louer une voiture à cheval.

Les deux frères se baignent nus dans les rivières, dans les établissements de bains tout en bois, ils singent les vieux hommes emmitouflés dans une serviette ; Eugène fait la grenouille pour sauter dans la rue sur les épaules des vierges, et, pour son frère rêveur qui lui casse les pieds avec son appareil toujours présent, il prend des poses insensées, il se métamorphose en Pan, en Icare, en statue ou en peinture abstraite. C'est un modèle épatant.

Sur l'épaule d'Elisabeth

Il y a tout juste un mois, à Buenos- Aires, où il était venu retrouver son frère Eugène pour une rétrospective qu'il lui avait dédiée, le vieux Kertesz, âgé de quatre-vingt-onze ans, déclarait face aux caméras de la télévision argentine, mélangeant toutes les langues à la fois sans en parler vraiment aucune : *« My best amigo c'est mon frère. »*

Eugène était à l'hôpital, André lui rendait visite tous les jours. Il disait que lui aussi avait pris froid, qu'il devait rentrer à l'hôtel prendre un bain chaud. Finalement c'est André qui est parti le premier : on l'a trouvé mort samedi matin, dans son appartement new-yorkais.

André Kertesz est né la même année que Jacques-Henri Lartigue : en 1894. Mais, *moins précoce que* Lartigue, qui prend sa première photo à l'âge de six ans, Kertesz prend la sienne à dix-sept ans, et la bousille en voulant la développer dans l'armoire de famille. En 1912, il est peut-être besoin de le rappeler, Henri Cartier-Bresson a quatre ans : on comprend pourquoi, chaque fois qu'il retrouvait à Paris ou à New-York son vieil ami Kertesz, il s'agenouillait devant lui, dans un simulacre facétieux, pour lui faire bénir son appareil. C'est Kertesz le véritable *inventeur* du photo-journalisme, et il y a là, à ce point de sa biographie, un détail intéressant : il l'a inventé avant même de prendre des photos.


Moi et Elizabeth, Paris 1931

Comme il l'a raconté à Agathe Gaillard dans le très joli petit livre d'entretiens qu'elle lui a consacré aux Editions Belfond, toutes ses photos des années de jeunesse, de la vie rurale hongroise, il les avait déjà prises mentalement, comme un cinéaste pour ses repérages, durant ses promenades. Il avait découvert le charme et la puissance des images en fouillant les almanachs illustrés d'un grenier. *« J'ai pensé que c'est avec des photos que je raconterai les histoires »,* dira-t-il. Mais s'il est un enfant extrêmement fier, il ne veut pas quémander un appareil : *« Alors j'ai rêvé, pendant des années, aux photos que je ferai. J'ai regardé la vie autour de moi, comme si je devais la photographier. »* Il bouillonne devant les paysages et les *mouvements* des êtres, *mais* il patiente. Il attend de recevoir ses premiers honoraires, un oncle lui a trouvé un emploi à la Bourse de Budapest. C'est là qu'il fera la connaissance d'Elisabeth Sali, à la fin de la guerre, qui restera sa compagne, *jusqu'à sa mort, en 1977.*

Une jeune fille est entrée dans le paysage : une longue tresse noire soulève le chapeau cloche pour serpenter sur la robe à rayures ; elle promène un chevalet modeste ; sur la place des villages elle s'agenouille pour poser son carnet de croquis, les enfants se massent autour d'elle, André s'éloigne un peu pour les photographier. *Il a maintenant un appareil,* un Ica format 4,5 × 6 centimètres, avec un seul objectif et une seule vitesse d'obturation, perché sur les trois jambes fines d'un pied articulé. Et comme il a photographié son frère Eugène, André Kertesz va aussi toute sa vie témoigner de son amour pour Elisabeth, photographiant sa main posée sur son épaule, puis, quand elle aura disparu, rephotographiant au Polaroïd cette photo ancienne pour pouvoir poser sur la photo nouvelle, qu'il photographiera à son tour, une couronne d'épines.

Kertesz est un photographe de la commémoration, de ceux qu'il a aimés, de la lumière, et de cette modernité qu'il n'a cessé de convoiter et de précéder pour communiquer avec les générations nouvelles, lançant des photos presque vides quand les autres les faisaient combles, et décidant de voir le monde depuis sa fenêtre quand les autres le parcouraient.

Malheureusement, la vie entière de Kertesz a souffert de décalages : vivant à New-York quand il aimait Paris, marié à une femme qui ouvrait et détruisait les lettres de celle qu'il aimait (la photographe Rogi André, Elisabeth ne l'ayant pas tout de suite suivi à Paris), ayant affaire à des hommes d'argent quand il était du côté des artistes, frustré par l'incompréhension et rencontrant la reconnaissance quand il ne pouvait plus la partager ; enfin, ayant tout préparé pour mourir à Paris (il avait fait don de ses négatifs à la France), *et nous abandonnant* à New-York. Tous les amis de cet homme généreux et malicieux sont bien tristes. Ses photos nous restent, comme des propositions de fidélité et de renouvellement.

HERVÉ GUIBERT.

THÉATRE

« Le Journal de Katherine Mansfield »

Elle ne dort pas. La nuit, pour cette femme, s'étire, trop lourde. Alors elle parle. Mots qui chuchotent et pleurent, phrases en catimini qui tentent de chasser la peur et n'y parviennent pas. Katherine Mansfield va mourir. Quelques jours encore, quelques semaines peut-être.

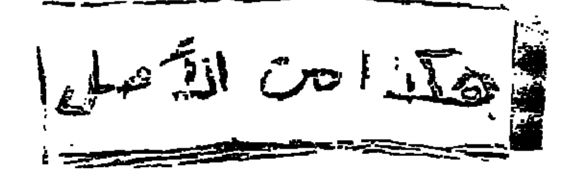
Choisis par Victor Viala et dits par Sylvie Favre, ces extraits du *Journal de Katherine Mansfield,* par touches légères, expriment une douleur lancinante et le talent d'un écrivain qui disparut avant d'avoir achevé son œuvre. Mais ils n'ont pas de dimension théâtrale, et il faut tendre l'oreille pour en saisir le frémissement. *C'est un effort qu'il est* difficile de soutenir longtemps : Katherine Mansfield reste une femme fantôme, une apparition qui disparaît avec l'aube. — C. Ba.

★ Théâtre Essaïon, 21 heures.

EN BREF

● *Mort de Florence Brière.* — Nous apprenons la mort de l'actrice Florence Brière. Elle était née en 1895. Elle avait créé de nombreuses pièces, dont *Quoat-Quoat,* d'Audiberti, mise en scène par André Reybaz, avec qui elle avait joué aussi *Peer Gynt,* d'Ibsen. Ses derniers rôles, tout récemment, lui avaient été confiés par Bruno Bayen et Jean-Claude Fall.

● *Incendie à Bois-d'Arcy.* — Quelques centaines de bobines ont été détruites par un incendie, dans la nuit du 27 au 28 septembre, aux Archives du film à Bois-d'Arcy. Selon le conservateur en chef, M. Schmitt, certains des films flammes disparus *« étaient déjà dans un état critique de décomposition »,* et « a priori *aucun élément capital du patrimoine cinématographique n'a été détruit* ». Il semblerait qu'un court-circuit soit à l'origine de l'incendie qui s'est déclaré dans une des cent quatre-vingts cellules de conservation.



SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

AU SECOURS, ELLE ME VEUT : Daunou (261-69-14), 21 h.
LIBERTANGO : Plaisance (320-00-06), 20 h 30.
LE JARDIN DES SUPPLICES : Huchette (326-38-99), 21 h 30.
LES VOISINS DU DESSUS : Renaissance (208-18-50), 20 h 30.
KNEE PLAYS : Bobigny, Maison de la culture (831-11-45), 20 h 30.
MADAME DE SÉVIGNÉ : Tourtour (887-82-48), 18 h 30.
BAJAZET : Carré Silvia Monfort (531-28-34), 20 h 30.
LES GENS D'EN FACE : Montparnasse (320-89-90), 20 h 45.
IL EST NIAIS LE DIVIN ENFANT : Taï (278-10-79), 18 h 30.
L'ÉTERNEL MARI : Marais (278-03-53), 20 h 30.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : La Vera Storia, de L. Berio et I. Calvino.
SALLE FAVART (296-06-11), 19 h 30 : la Belle Hélène.
BEAUBOURG (277-12-33), *Débats/Rencontres/Musée*, 21 h : Place Andromède. Théâtre poétique, par J. Sandras ; *Cinéma-Vidéo : nouveaux films BPI* : 17 h 30) : Street Wise, de M. Bell, M.E. Mark, C. Mc Call ; à 16 h : la Plaine aux busards, de L. Charbonnier ; A. Perthuis ; les Nuits de la dame blanche, de L. Charbonnier ; à 19 h : Bienvenue en Uruguay, de G. Aner ; *Le cinéma indien à travers ses stars* (salle Garance) ; 17 h 30 : les Joueurs d'échecs, de S. Ray ; 20 h 30 : Guide, de V. Anand ; *Cinéma pour Raymond Mason* : le Petit Télégraphiste ; *Théâtre* 20 h 30 : Qu'ils crèvent, les artistes, de T. Kantor.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : *Concerts* : 20 h 30 : Ivo Pogorelich, piano (Bach, Beethoven, Chopin).

Les autres salles

☞ **COMÉDIE CAUMARTIN** (742-43-41), 21 h, Reviens dormir à l'Elysée.
☞ **COMÉDIE DE PARIS** (281-00-11), 20 h 30 : Balise de toi.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut.
☞ **DIX HEURES** (606-07-48), 20 h 30 : Femmes.
☞ **FONTAINE** (874-74-40), 21 h : Rififoin dans les labours.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon ; 21 h 30 : le Jardin des supplices.
☞ **LUCERNAIRE** (544-57-34), I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : Organe adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : Diabolo's 1929-1939 ; 21 h 45 : Dodo-Fi.
☞ **MARAIS** (278-03-53), 20 h 30 : l'Eternel Mari (à partir du 30).
☞ **MATHURINS** (265-90-00), Petite Salle, 21 h : les Mystères du confessionnal.
NOUVEAUTÉS (770-52-76), 20 h 30, Gigi.
RENAISSANCE (208-18-50), les Voisins du dessus.
☞ **TAI TH. D'ESSAI** (278-10-79), I : 20 h 30 : l'Ecume des jours ; II. 20 h 30 : Huis clos ; 22 h 30 : Il est niais le divin enfant.
☞ **THÉÂTRE D'EDGAR** (322-11-02), 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h, sam. 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

La danse

☞ **DIX-HUIT THÉÂTRE** (226-47-47) (D. soir) 20 h 30 ; L. de Silveira

Le music-hall

☞ **CAVEAU DES OUBLIETTES** (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (260-44-41), 22 h 30 et 24 h : M. Garay, L. Rizzo, Cabrerita, J. et S. Rey.

Les concerts

Eglise Saint-Roch, 20 h 30 : Chœur du conservatoire, orchestre français d'oratorio (Mozart, Vivaldi, Telemann).
Théâtre de Paris, 20 h 30 : N. Hansen (Mozart, Schubert, Grieg...).
Théâtre des Mathurins, 20 h 30 : M. Argerich, E. Wulfson, A. Golovine, A. Baranchitch et D. Ferchtman (Beethoven, Isaye, Scriabine, Tchaikovski).

Jazz, pop, rock, folk

BAISER SALÉ (233-37-71), 23 h : Soul Train.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : M. Saury.
LUCERNAIRE (544-57-34) : J. Erdos.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), 22 heures : Betina.
MÉRIDIEN (758-12-30), 22 h : C. Bolling.
MONTANA (548-93-08) à 22 h, R. Urtreger, A. Callaz.
MONTGOLFIER (554-95-00) à 22 h : J. Montebruno.

Lundi 30 septembre

OLYMPIA (742-25-49), à 20 h 30 : China Crisis.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : New Jazz Bandar.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : M. Roques, A. Jean-Marie, A. Cullaz, R. Portier.
LA PINTE (326-26-15), à 22 h : M. Sorri.
SUNSET (261-46-60), 23 h : T. Kibwe, A. Ginapic, J. Gregg, C. Henderson.

XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)

Sorbonne, Amphi Richelieu, 18 h 30 : H. Billaut (Debussy).

Festival d'automne

(296-12-27)

Centre G.-Pompidou, 20 h 30 : Qu'ils crèvent les artistes.

En région parisienne

☞ **SAINT-CLOUD**, Festival (602-70-40), 20 h 45 : J. Chouquet.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, 9e Festival international du film d'art : films en compétition ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : le Fils puni, de P. Collin.

Les exclusivités

ALAMO BAY (A., v.o.) Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46).
AMAZONIA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).
L'AMOUR PROPRE (Fr.) (*) : George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88).
LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
BABY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).
LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (359-89-22).
BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Espace gaîté, 14e (327-95-94).
BRAS DE FER (Fr.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
BRAZIL (Brit., v.o.) : Parnassiens, 14e (320-30-19).
BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : George V, 8e (562-41-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).
CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Rialto, 19e (607-87-61).
CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (245-66-00).
CONTES CLANDESTINS (Fr.) : Républic, 11e (805-51-33)) ; Denfert, 14e (321-41-01).
DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40). – V.f. : UGC Boulevard, 9e (574-95-40).
DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Nations, 12e (343-04-67) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).
LA DÉCHIRURE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
DUST (Fr.-Belg.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).
EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).
LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

LES FILMS NOUVEAUX

LA FEMME PERVERTIE (**), film italien de Joe d'Amato. – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).
MAD MAX AU-DELA DU DOME DU TONNERRE, film américain de George Miller et George Ogilvie (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).
LE MYSTÈRE ALEXINA, film français de René Feret : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).
LE VAUTOUR, film israélien de Yaki Yosha, v.o. : Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

ESCALIER C (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).
LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69).
GOULAG (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76).
GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).
L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE (Fr.) : Saint-André des Arts, 6e (326-48-18.
LES JOURS ET LES NUITS DE CHINA BLUE (A., v.o.) (**) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).
KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).
LEGEND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Images, 18e (522-47-94).
LIFE FORCE (A., v.o.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).
MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).
LE NEVEU DE BEETHOVEN (Fr.-All., v.angl.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (562-41-46) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76). – V.f. : Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Montparnasse, 14e (335-30-40).
NOSTALGHIA (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; Républic, 11e (805-51-33).
NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).
NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Bonaparte, 6e (326-12-12).
ORINOKO (Ven.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (326-84-65).
PALE RIDER (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).
PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06), Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
PERFECT (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ermitage, 8e (563-16-16). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94).
POLICE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
PROFS (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74 ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; George V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 18e (241-77-99).
RAN (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-97-77) ; Olympic



SPECTACLES

Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial Panorama, 13e (707-28-04) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (579-33-00) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27). – V.f. : Murat, 16e (651-99-75) ; Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Images, 18e (522-47-94).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Ermitage, 8e (563-16-16) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04) (h. sp.).

STRANGER KISS (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; UGC Marbeuf, 8e (561-95-94).

SUBWAY (Fr.) : Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61) (h. sp.).

TOUCHE ! (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40)

TRISTESSE ET BEAUTÉ (Fr.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60)

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-33-00) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

Les grandes reprises

A.K. (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Épée de bois, 5e (337-57-47).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-it., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

2001 : ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (329-79-89).

Dr FOLAMOUR (A., v.o.) : Action Rive gauche, 5e (329-44-40).

DOUX OISEAUX DE JEUNESSE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

L'ÉVADÉ D'ALCATRAZ (A., v.f.) : Gaîté-Boulevard, 2e (233-67-06).

FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34).

LA FILLE DE RYAN (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LE FLEUVE (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (329-79-89).

GEANT (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38).

GEORGIA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

HISTOIRES EXTRAORDINAIRES (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

L'HOMME AU PISTOLET D'OR (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA 8e FEMME DE BARBE-BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) (2 salles) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

IL ETAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION, (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85) (h. sp.).

LAURA (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (607-87-61).

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE (It., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44).

METROPOLIS (All.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

MEURTRE DANS UN JARDIN ANGLAIS (A., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MOMIE (A., v.o.), St-Germain Studio, 5e (633-63-20).

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34) ; Calypso, 17e (380-30-11).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE ROI LEAR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

THIS IS ARMY (A., v.o.) : Péniche des arts, 15e (527-77-55).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) (Lubitsch) : Action La Fayette, 9e (329-79-89).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

UNDERFIRE (A., v.f.) : Club, 9e (770-81-47).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

VIVE LES FEMMES (Fr.) : Club, 9e (770-81-47).

YENTL (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

COMMUNICATION

A VOIR

Les mots et la mort

Condamné à mort le 21 mai 1948, Caryl Chessman est conduit à la chambre à gaz le 2 mai 1960. Ce jeune homme toujours bien mis, visage à la Ventura, est souvent apparu, trop souvent peut-être, à la une de l'actualité avant de mourir. Avec son premier livre, *Cellule 2455, couloir de la mort*, il révèle à l'Amérique la réalité des quartiers de condamnés à mort. D'autres suivent. C'est le succès. Puis le rejet. La société américaine ne tolère pas longtemps la vérité qu'il lui assène. La machine carcérale lui interdit d'écrire. Alors il écrit sur du papier hygiénique, sur les murs, sur son corps, avec du sang mêlé à l'encre... Ecrire pour ne pas mourir. Réduit au silence, il disparaîtra dans la chambre à gaz.

C'est cette implacable partie d'échecs jouée par Chessman entre les mots et la mort que Jean-Christophe Rosé nous raconte, à l'aide d'images d'archives et d'un reportage effectué dans les pénitenciers du Missouri et de San-Quentin en décembre 1983. Pour tout commentaire, des extraits des œuvres de Chessman et un écrit original de Jacques Derrida.

La caméra n'en finit pas de parcourir ce couloir de la mort qualifié d'« abattoir social » par Chessman. Même peints en rouge, bleu ou jaune, les barreaux restent des barreaux. Les serrures aussi. Des mains dépassent, rythment la musique qui s'échappe d'un transistor nasillard, au fond du couloir des lumières clignotent entre deux rangées de grilles : un arbre de Noël.

Mieux que n'importe quel discours, ces images-chocs représentent un vibrant plaidoyer contre la peine de mort : *« Une vague noire épaisse et sans appel a tôt fait de vous engloutir. »* La même vague nauséeuse submerge, à la vue de cet essai bouleversant.

MURIELLE SZAC-JACQUELIN.

★ « Caryl Chessman, l'écriture contre la mort », mardi 1er octobre, TF 1, 22 h 10.

Deux ans sous le signe du « Shagma »

Bien sûr, vous ne vous êtes aperçus de rien. Vous n'avez pas vu Bob et Rébecca quitter la plage pour disparaître dans les entrailles de la Terre, à la recherche du « Shagma ». Vous ne savez pas que — tel le joueur de flûte du célèbre conte — ils entraînent derrière eux des millions de jeunes téléspectateurs et, sans doute, vos propres enfants. Alors, autant vous prévenir : l'aventure des « Mondes engloutis » a commencé sur A2 et, d'épisode en rediffusion, elle va durer deux ans. Bientôt vous verrez la chair de votre chair rêver du ventre douillettement protecteur du « Shagma », ne jurer que par le « Shagma », réclamer les tee-shirts, assiettes, peluches ou chewing-gum à l'effigie des héros souterrains.

Alors, malgré votre cartésianisme d'adulte, il faudra bien vous rendre à l'évidence : le monde des « Strates » existe bel et bien avec ses légendes singulières, ses étranges personnages surgis de nulle part jusque dans votre salon. On ne confine pas un dessin animé au petit écran : entre chaque épisode, il envahit la vie quotidienne, essaime comme une culture miniature. C'est, pour lui, une double nécessité : tisser des liens permanents avec ses spectateurs et asseoir sa rentabilité économique. La mobilisation des éditeurs et des fabricants de jouets, autant que celle du ministère de la culture, a permis que la coûteuse production des « Mondes engloutis » naisse en France au lieu de s'exiler comme d'habitude au Japon et aux États-Unis.

Personne ne s'en plaindra. Les mondes dans lesquels on entraîne vos enfants n'ont rien, cette fois, des approximations sommaires, des univers gadgétisés qui hantent trop souvent le petit écran. Avec les équipes de France Animation, le réalisateur Michel Gauthier a soigné pendant de longs mois le moindre mouvement des personnages, le moindre détail des décors. Pour avoir travaillé sur ce grand succès que fut « Ulysse 31 », l'auteur, Nina Wolmark, sait que tous les voyages sont d'abord des aventures de l'âme, et que le dessin animé peut retrouver cette fonction mythique que la télévision a trop souvent ignorée. Avec sa foisonnante richesse, son humour et sa poésie, la légende des « Mondes engloutis » mérite bien deux ans d'immersion.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

★ « Les mondes engloutis », A2, les mardi et jeudi à 18 h 10. Rediffusion le samedi à 18 heures.

Lundi 30 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

Suite au décès de Simone Signoret, les programmes de TF 1 et de FR 3 seront très certainement modifiés. A l'heure où nous mettons sous presse, les titres des films diffusés par les deux chaînes en hommage à l'actrice, ne sont pas encore connus.

20 h 35 Cinéma : Un moment d'égarement.
Film français de C. Berri (1977), avec J.-P. Marielle, V. Lanoux, C. Dejoux, A. Soral, M. Sarcey (rediff.).
Au cours de vacances sur la Côte d'Azur, une adolescente devient la maîtresse d'un quadragénaire, ami de son père. Cette comédie évite toute situation scabreuse, peint le désarroi masculin devant les conflits des générations et les nouvelles mœurs amoureuses.

21 h 55 Etoiles et toiles.
Magazine de Martine Jouando et Frédéric Mitterrand.
Autour de Joseph H. Lewis, réalisateur américain auquel la Cinémathèque française a rendu hommage en juin dernier. Entretien avec le réalisateur soviétique Leonid Trauberg.

22 h 50 Journal.
23 h 5 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Série : V.
Réalisation R.T. Heffron, avec J. Parrish, M. Donaven.
Quatrième épisode. *Des extra-terrestres se sont silencieusement posés sur nos grandes cités, d'une courtoisie irréprochable... Suspense efficace, trucages parfaits pour cette grande série de science-fiction.*

22 h 10 Série documentaire : Japon, le rêve et l'histoire.
Réal. Jean Antoine. No 4 : L'ouverture du Meiji (1868-1910).
Quatrième volet d'une grande série en cinq numéros sur la civilisation japonaise ; en 1868, un empereur de quinze ans monte sur le trône et le Japon oublie ses traditions féodales pour s'ouvrir au monde occidental. Les hommes passent un veston sur leur kimono, les femmes découvrent les robes à crinoline, tandis que l'Empire du Soleil Levant s'industrialise.

23 h Journal.
23 h 25 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : La guerre est finie.
Film français d'A. Resnais (1966), avec Y. Montand, I. Thulin, L. Badie, J. Bouise, G. Bujold (N. Rediff.).
Un réfugié espagnol, communiste luttant contre le régime franquiste, rentre en France après une mission à Madrid. Il vit trois jours décisifs qui l'amènent à réfléchir sur son action. D'après un scénario de Jorge Semprun, Resnais a réalisé un film politique d'une grande lucidité, confrontant les pratiques révolutionnaires du passé et du présent. Montand s'y est investi totalement.

22 h 35 Journal.
23 h 10 Fragments du bout du monde.
Le Parc d'Armorique : les îles de Molène et d'Ouessant.
23 h 40 Coup de cœur.
Un vieux jeune père gaga.
23 h 25 Prélude à la nuit.
Mazurka, de H. Vieuxtemps, interprétée au piano par Jeannine Vieuxtemps.

FR3 PARIS ILE-DE-FRANCE

16 h, Première séance ; 16 h 15, Cinéma (cycle Marilyn Monroe) : Certains l'aiment chaud, film de B. Wilder ; 17 h 45, La mémoire aux images (no 3) ; 18 h, Un, deux, trois sports ; 18 h 55, Hello moineau ! 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, Feuilleton : Un journaliste un peu trop voyant.

CANAL PLUS

20 h 35, Détective comme Bogart, film de R. Day ; 22 h 35, Documentaire : le Tour du Colorado ; 23 h 35, Football australien ; 1 h 35, Frère de sang, film de F. Henenlotter.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 La véridique histoire des diables de Loudun.
21 h 30 Musique : latitudes, musiques traditionnelles ; Rencontres nationales, « Temps libre et tradition vivante ».
22 h 30 La nuit sur un plateau, en direct du théâtre de la Bastille.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert : (Festival estival de Paris) : *Concerto grosso*, de Haendel ; *Concerto pour clavecin en ré majeur. Cantate BWV 35, Concerto pour clavecin en fa mineur BWV 1056, Sinfonia en sol mineur*, de Bach, par la Grande Ecurie et la Chambre du Roy, dir. J. Schroeder, sol. Zaepffel, haute-contre, Y. Le Gaillard, clavecin.
23 h Les soirées de France-Musique : Rome, Naples, Florence ; œuvres d'Allegri, Liszt, Frescobaldi, Puccini, Berlioz, Respighi.

Mardi 1er octobre

PREMIÈRE CHAINE TF 1

10 h 45 ANTIOPE 1.
11 h 15 La Une chez vous.
11 h 30 Les jours heureux.
12 h 2 Tournez... manège.
13 h Journal.
13 h 50 Série : la Lumière des justes.
14 h 45 Transcontinental.
Le Nil, le Mississippi et le Danube.
16 h 10 Reprise : contre-enquête.
Diff. le 25 septembre.
17 h 10 La maison de TF 1.
17 h 30 La chance aux chansons.
18 h Salut les petits loups.
18 h 30 Mini-journal pour les jeunes.
Le magazine d'informations des juniors souffle sa première bougie.
18 h 45 Feuilleton : Huit, ça suffit.
19 h 15 Jeu : Anagram.
19 h 40 Cocoricocoboy
20 h Journal.
20 h 30 D'accord pas d'accord (INC).
20 h 35 Les grands écrans de TF 1 : le Crime de Pierre Lacaze.
De J. Delannoy, d'après le roman de J. Laborde, avec R. Hanin, M.-F. Pisier, P. Rollin, (rediffusion).
Un meurtre et un viol. Un homme qui se laisse arrêter pour sauver son fils que tout accuse. Un jeune homme qui, incapable de supporter le sacrifice de son père, se constitue prisonnier, alors qu'il n'est peut-être pas coupable... Seconde et dernière partie d'un téléfilm à intrigue policière sur fond de conflits familiaux.
22 h 5 L'INA présente : Caryl Chesman.
(Lire « A voir » ci-contre.)
23 h 5 Journal.
23 h 20 C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

6 h 45 Télématin.
11 h 30 Les rendez-vous d'Antenne 2.
11 h 35 Les carnets de l'aventure.
La descente des rapides de la Murray en Australie.
12 h Journal et météo.
12 h 10 Jeu : L'académie des neuf.
12 h 45 Journal.
13 h 30 Feuilleton : Histoires à suivre.
14 h Aujourd'hui la vie.
Elle au printemps, lui en hiver. Les amours de très jeunes femmes pour des hommes qui pourraient être leur père.
15 h Série : Le Christ s'est arrêté à Eboli.
Réal. F. Rosi, avec G. M. Volonte, L. Massari... (2e épisode.)
16 h C'est encore mieux l'après-midi !
17 h 25 Récré A 2.
18 h 25 Derby.
18 h 30 C'est la vie.
La vie quotidienne des aveugles.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : La trappe.
20 h Journal.

20 h 30 Loto sportif.
20 h 35 Les dossiers de l'écran : La politique est un métier.
Téléfilm de Maurice Frydland, avec N. Châtelet, J.-C. Bouillon, Caroline Sihol.
Un médecin de province accepte un jour d'être candidat aux élections municipales : c'est pour lui le début d'une carrière politique fulgurante qui le conduit jusqu'aux couloirs d'un ministère, puis, très vite, à la ruine. La politique n'est pas un métier d'avenir...
21 h 45 Débat : Profession : homme politique.
Avec Mme Edith Cresson, ministre du commerce extérieur, MM. Michel Debré, ancien premier ministre, Dominique Baudis, maire de Toulouse, Dominique Strauss-Kahn, secrétaire national du PS, Michel Giraud, président du conseil régional d'Ile-de-France, Roland Cayrol, chargé de recherches à Sciences-Po, et d'autres...
23 h 25 Journal.
23 h 50 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

17 h Télévision régionale.
Programmes autonomes des douze régions. Sauf à 17 h où l'on verra « La révolte des Haïdouks », à 18 h 55 « Hello, moineau ! » », à 19 h 40 « Un journaliste un peu trop voyant ».
19 h 55 Dessin animé : Il était une fois l'homme.
20 h 5 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).
Orientation scolaire suivez le guide.
20 h 35 Cinéma : la Java des ombres.
Film français de R. Goupil (1983), avec T. Karyo, F. Camus, A. Alvaro, J.-P. Aumont, D. Sandre, A. Meurisse.
Un ancien militant de mai 68, devenu terroriste, sort de prison et tombe dans une manipulation politico-policière, en voulant venger l'un de ses amis. Dans ce récit de fiction, Romain Goupil a repris ses préoccupations idéologiques de Mourir à trente ans. *Il a une manière bien à lui de filmer avec fièvre la fatalité, le malheur des idéalistes paumés, les décors urbains piégés.*
22 h 10 Journal.
22 h 40 Emissions régionales.
23 h 40 Coup de cœur.
L'aumônier des mourants à l'hôpital Cochin à Paris.
23 h 30 Prélude à la nuit.
Ouverture de Guillaume Tell, *de Rossini, interprétée par The Bamberg Symphony Orchestre sous la direction d'Yoichiro Omachi.*

CANAL PLUS

7 h, Gym à gym ; 7 h 10, Cabou Cadin (et à 11 h 55, à 16 h 55) ; 7 h 35, Top 50 ; 8 h 30, Rue Carnot ; 9 h, La Vie est belle, film de F. Capra ; 11 h, Série : Soyez bon si vous le pouvez ; 12 h 30, Direct ; 14 h, Meurtres sous contrôle, film de L. Cohen ; 15 h 30, Fog, film de J. Carpenter ; 17 h 45, 4 C + ; 18 h 25, Top 50 ; 19 h, Maxitête (et à 20 h et 20 h 30) ; 19 h 3, Zénith ; 19 h 40, Tout s'achète ; 20 h 5, Jeu : Les affaires sont les affaires ; 20 h 35, Le Bon Plaisir, film de F. Girod ; 22 h 30, La Guerre des étoiles, film de G. Lucas ; 0 h 25, Les Comancheros, film de M. Curtiz ; 2 h, Série : Soyez bons si vous le pouvez.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h, Culture matin ; 8 h 15, Les enjeux internationaux ; 8 h 30, Les chemins de la connaissance : Une Jérusalem en Languedoc ; (et à 10 h 50 : Ezra Pound) ; 9 h 5, La matinée des autres : Les rituels de pluie ; 10 h 30, Musique : miroirs (et à 17 h) ; 11 h 10, L'école des parents et des éducateurs : mariages sans frontières ; 11 h 30, Feuilleton : Le parfum de la dame en noir, de Gaston Leroux ; 12 h, Panorama : Radio passions ; à 12 h 45, le Club de la presse ; 13 h 40, Instantané, magazine musical ; 14 h, Un livre, des voix : Le témoin de poussière de Michel Breitman ; 14 h 30, Les nouvelles du crime : Une blonde coupable sur les bords ; 15 h 30, Mardis du cinéma : Les enfants du paradis ; 17 h 10, Le pays d'ici : Autun ; 18 h, Subjectif ; 19 h 30, Perspectives scientifiques : Les mousses ; 20 h, Musique, mode d'emploi : Cours d'interprétation au 5e Festival de piano de La Roque-d'Anthéron, journée Frédéric Gevers.
20 h 30 Le journal du corps : organisation des secours en France.
21 h 30 Diagonales, ou l'actualité de la chanson française et étrangère. Rencontre avec William Sheller, le Québécois Michel Lemieux.
22 h 30 Nuits magnétiques.
0 h 5 Du jour au lendemain : De poste à poste, la belle étoile.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 10, L'imprévu, magazine d'actualité musicale ; 9 h 5, Le matin des musiciens : le couronnement de Poppée, ou la folle journée ; œuvres de Rossini, Frescobaldi, Monteverdi, Castello ; 12 h 10, Le temps du jazz : le Blues urbain ; 12 h 30, Concert : (festival d'orgues) : œuvres de Mozart, Brahms, Bach par C. Albrecht, œuvres de Franck, Mendelssohn, Reubke par J. Dalitz ; 14 h 2, Repères contemporains : jeunes compositeurs du Conservatoire de Paris et de Marseille ; 14 h 30, Les enfants d'Orphée : 15 h, Les après-midi de France-Musique : musiciens « nationalistes » ; œuvres de Saint-Saëns, Franck, Fauré, Castillon : 18 h 2, Acousmathèque ; 18 h 30, Jazz d'aujourd'hui : lecture au laser ; 19 h 10, Magazine international ; 20 h 4, Sonates de Scarlatti, par Scott Ross ; 20 h 20, Avant-concert.
20 h 30 Concert-Musica 85 (en direct du Parc des expositions à Strasbourg) : *Momente, Europa*, version 1985 de Stockhausen par les Chœurs de la Norddeutsche Rundfunk de Hambourg et l'Ensemble XX Jahrhundert de Vienne, dir. P. Burwick, sol. N. Shade, soprano.
23 h Les soirées de France-Musique : Manifestes médiévaux ; à 24 h : Chanteurs de demain.

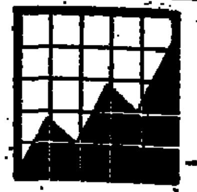
هكذا من الأصل

	La ligne*	La ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

NOUS AVONS UN POSTE DE

DIRECTEUR COMMERCIAL

à pourvoir
POUR DIRIGER
UNE CENTAINE D'INSPECTEURS
ET DE
REPRÉSENTANTS EN TITRE
VENDANT
DES PRODUITS DE CONSOMMATION

Activité exclusivement en France.
Langues étrangères non nécessaires.

CRITÈRES DÉCISIFS :

- Forte personnalité ;
- Entraîneur d'hommes, ayant déjà fait ses preuves en gravissant les échelons, grâce à son travail acharné et à son dévouement à une équipe.

DOMICILE RÉGION PARISIENNE

Première lettre détaillée à PRAIRIAL
47, rue des Tournelles, 75003 PARIS
sous référence n° 2 850
DISCRÉTION ASSURÉE.

Directeur commercial
premier plan
directement rattaché au PDG

SOCIÉTÉ DE PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION, marque renommée, CA 150 millions, rattachée à un grand groupe, recherche son Directeur Commercial.

Cette direction fonctionne en centre de profits et implique pour son "patron", d'être responsable :
- de la stratégie commerciale,
- de la dynamisation de la force de ventes et des structures.

La réussite dans ce poste implique une solide expérience (10 à 15 ans) dans la direction d'équipes de ventes et dans le marketing.

Rémunération motivante et participation aux objectifs en fonction de la valeur et de l'expérience du candidat ainsi que du niveau des responsabilités à assumer.
Poste : région parisienne.

Ecrire sous référ. AK 184 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris



MANAGER
pour diriger PME

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FRANÇAISE (2.800 personnes, CA 1,4 milliard) rattachée à un des premiers groupes mondiaux dans son domaine recherche un Manager pour lui confier la Direction et le Développement d'une de ses filiales (55 personnes, 30 millions de CA).

Homme de terrain, animateur et gestionnaire, il sera responsable d'un centre de profits à dominante commerciale et bénéficiera d'une large autonomie.
Son action visera une organisation plus performante, une optimisation des résultats en définissant la politique de développement de la société et en la considérant sous forme de budgets d'investissement et d'exploitation.
Ce poste conviendrait à un candidat ayant le profil de Chef d'entreprise et disposant d'une formation supérieure (école d'ingénieur ou de commerce) ou de niveau équivalent.

Réelles perspectives d'avenir au sein du Groupe pour cadre de premier plan ayant des qualités marquées d'opérationnel et une expérience dans le domaine des produits industriels.
Poste : ville importante ouest France.

Ecrire sous réf. LT 179 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

RHONE-ALPES

Organisme financier recherche Directeur Général Futur Partenaire

400 000 F +

HAY
RHONE-ALPES

Le Dirigeant d'un organisme financier implanté en Rhône-Alpes recherche un collaborateur de haut niveau qu'il souhaite, à terme, associer au capital de l'affaire.

En tant que Directeur Général, il assure la Direction de l'Exploitation, définit une politique de gestion et coordonne sa mise en œuvre auprès d'une équipe de 10 professionnels. Il participe aux études et montages d'opérations financières importantes et développe les relations commerciales tant auprès de la clientèle privée qu'auprès des institutionnels.

Cette offre s'adresse à un professionnel de formation supérieure (grande école de commerce ou 3e cycle universitaire). Il justifie de 8 à 10 années d'expérience dans l'activité boursière et connaît bien la gestion de patrimoine. Il a déjà exercé des responsabilités de manager. La maîtrise de l'anglais est nécessaire.

Merci d'adresser une lettre de motivation et votre CV détaillé, sous réf. 833, à Jöelle KHUAT DUY qui vous garantit toute confidentialité dans le traitement de votre candidature.

HAY Managers 94, rue Servient - 69003 LYON

MEDIA BK

Futur directeur financier

Nous sommes une importante société française de mécanique (1,2 milliard de CA - 2.000 personnes) filiale d'un groupe international avec lequel nous intervenons dans le monde entier.

Le Directeur Financier de notre groupe français, qui occupe également des fonctions de Direction Générale, est appelé à participer à certaines activités de la société mère internationale et recherche son successeur qui devrait être opérationnel dans trois ans environ.
La fonction recouvre la comptabilité analytique, le contrôle budgétaire et de gestion, ainsi que les finances, la trésorerie et la comptabilité générale. Les effectifs de cette direction sont de l'ordre de 30.

Le candidat, d'une trentaine d'années, devra impérativement posséder une formation supérieure, grande école plus DECS ou expertise comptable et une expérience de 5 à 7 ans acquise en entreprise et/ou en cabinet, avec, si possible, une pratique des méthodes financières des groupes anglo-saxons.
Il aura à assumer, dans un premier temps, la responsabilité de la comptabilité générale, puis progressivement de l'ensemble des autres activités.
Anglais courant indispensable.

Poste : région parisienne ouest.
La rémunération sera à la hauteur de son potentiel et de ses qualités de manager.

Ecrire sous réf. FP 189 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec

4, rue Massenet 75116 Paris

etap

Directeur financier

400000+

NOUS SOMMES LA DIVISION D'UNE SOCIETE INDUSTRIELLE DE PREMIER PLAN DANS LE DOMAINE DES TECHNOLOGIES AVANCEES.

Notre développement rapide repose en grande partie sur la croissance forte de notre marché (20% en moyenne par an) et sur la qualité de nos structures et des hommes qui les composent. Dans cet ensemble, la Direction Financière joue un rôle particulièrement important par sa position d'observation, d'arbitrage et de conseil des indices de prospérité de notre organisation. Responsable du chiffre d'affaires de 1 milliard de francs, ce cadre est à la fois un dirigeant et un coordinateur des Directions financières dépendant de notre Division. A ce titre, il contrôle et présente les résultats financiers, définit et fait appliquer les règles et méthodes financières. Enfin, il participe activement à la définition des grands programmes informatiques. Ce rôle convient à un professionnel du contrôle financier, maîtrisant parfaitement les techniques du "control" anglo-saxon. Une expérience réussie en milieu industriel, une formation solide (Grandes Ecoles d'ingénieurs, HEC... + DECS) et la pratique courante de l'anglais sont également indispensables pour envisager cette fonction. Ce poste peut être basé à AIX-EN-PROVENCE ou à PARIS.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence 516.85M à notre conseil, 61 boulevard Haussmann - 75008 Paris.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Directeur Industriel

Tissage

La société "Les Tissages Roannais" (CA : 220 MF) filiale de D.M.C. fabrique et commercialise du tissé-teint coton et connait un développement important grâce à sa créativité, et à la qualité de ses produits et de ses services. Notre Directeur Général recherche un interlocuteur de poids pour gérer l'ensemble de la production répartie sur 3 sites. Ce nouveau DIRECTEUR INDUSTRIEL aura pour mission de coordonner les activités des unités de fabrication, d'assurer l'interface entre le commercial et la technique, d'établir les plans d'investissements et de veiller à leurs réalisations. Il mettra en place des objectifs de progrès et gèrera 300 personnes environ. Chargé de négocier les achats matières, il sera responsable de la rentabilité et de la productivité des usines. Il supervisera l'administration du personnel et assurera les relations sociales. Nous désirons intégrer un spécialiste du tissage, possédant une formation d'ingénieur et une solide expérience de la fonction. Excellent négociateur, ouvert au dialogue, c'est un homme de terrain pragmatique et méthodique. Accessible à la nouveauté, il doit être à même d'exploiter le savoir-faire technique sans négliger les critères de rentabilité.

Le poste est basé à Roanne ou éventuellement à Lyon.

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous référence M.360.AU

jpv

Jean Paul VELLA - 106, Bd Haussmann 75008 Paris

COTEBA INTERNATIONAL

a acquis une réputation de leader dans la gestion de projets Bâtiment, mais aussi dans les secteurs Industriel, Informatique et Bancaire.

Nous participons, par exemple, aux projets :
- groupement du système Interbancaire de Télécompensation ;
- table de change B.N.P. ;
- groupement Carte Bleue - Carte Verte ;
- réseaux Transcam Crédit Agricole ;
- usine de retraitement de LA HAGUE ;
- centrale nucléaire de COREE.

Nous avons créé un nouveau métier et avons mis en place une méthodologie et des outils de management de projets les plus performants du marché.

Devant le développement de notre activité dans les secteur Industriel, Informatique et Bancaire, nous recherchons un

DIRECTEUR DE PROJET
diplômé d'une Grande Ecole

Bilingue anglais.

Après une formation interne, il accèdera à un poste d'initiatives et de responsabilités, avec un plan de carrière très intéressant.

Adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous double enveloppe avec la mention «confidentiel» à
COTEBA INTERNATIONAL, Direction générale,
92-98, bd Victor Hugo, 92115 CLICHY.

CONTESSE

ENTREPRISE DE MICRO-MECANIQUE N° 1 de la CEE dans sa spécialité, nous sommes une société de 700 personnes qui recherche un

DIRECTEUR DU PERSONNEL

De formation supérieure, il a acquis une expérience en milieu industriel de plusieurs années dans les divers aspects de cette fonction.

Rattaché à la Direction Générale, il couvrira toutes les missions classiques du poste et plus particulièrement le recrutement, la formation, la politique salariale, la gestion du climat, la négociation avec les partenaires sociaux et la communication interne à l'entreprise.

Ce poste est basé à BESANÇON.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prét. sous réf. 81022 à CONTESSE PUBLICITE, 5, place du Corbeau, 67000 STRASBOURG, qui trans.

CONTESSE

à plein régime

Diététique et Santé (Gerblé, Milical, Nergi-Sport...) a acquis en 12 ans la place de leader sur le marché en plein développement de la diététique adulte. Elle emploie 180 personnes et réalise un CA de plus de 100 millions de francs.
Elle continue sa croissance et recherche son

DIRECTEUR DE LA PRODUCTION

Responsable de la totalité de la fonction, il gère la production de plus de 200 références sur 8 lignes de fabrication, aussi bien des petites séries fabriquées artisanalement que des productions laissant une plus grande place à l'automatisation. Il sait adapter et développer en permanence un outil performant pour répondre aux besoins très diversifiés d'une clientèle exigeante.

Il anime et dirige 120 personnes.
Ingénieur à fort potentiel d'évolution, il a déjà prouvé ses compétences de responsable de production.
Organisateur de talent et gestionnaire rigoureux, il désire s'investir sur le long terme et gagner sa place au sein de l'équipe dirigeante d'une entreprise jeune qui réussit.
Le poste est basé à Revel, à mi-chemin entre Carcassonne et Toulouse.
Merci de nous adresser C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 509 271 M (à mentionner sur l'enveloppe)



BKC
PARIS-NEW YORK

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
115, rue du Bac - 75007 Paris





emplois internationaux (et départements d'Outre-Mer) — **emplois internationaux** (et départements d'Outre-Mer) — **emplois internationaux** (et départements d'Outre-Mer)



SEMA METRA CONSEIL

recherche

dans le cadre du développement de ses activités internationales

des Experts comptables et financiers (réf. 1)

ayant une forte expérience (2-5 ans) dans la gestion des Projets Agricoles intégrés.

des Agro-Economistes confirmés (réf. 2)

rompus à l'évaluation de projets Agricoles et Agro-Industriels (5-7 ans d'expérience).

Une rémunération stimulante et de réelles perspectives de carrière seront offertes aux candidats retenus.

Adresser CV + photographie récente en précisant la référence choisie à

SEMA METRA CONSEIL - 70, rue Cortambert 75016 Paris

Het Ministerie van Buitenlandse Zaken

vraagt t.b.v. hoofdafdeling Vertalingen, bureau Frans

Franstalige vertaler (v/m)
voor 36 uur per week
vac.nr. 5-2595/2507

Functie-informatie: vertalen in het Frans van hoofdzakelijk nederlandse teksten over een grote verscheidenheid van onderwerpen.

Vereist: moedertaal Frans; universitaire of een hiermee vergelijkbare (taal) opleiding; een goed gevoel voor nuanceringen (zowel in de moedertaal als in het Nederlands); een goede leesvaardigheid in het Engels of Duits; een goede kennis van Nederland, zijn volk, geschiedenis en maatschappelijke structuur.

Standplaats: 's-Gravenhage.

Salaris: max. f 5221,- per maand (bij volledige werkweek).

Bij kandidaten van gelijke geschiktheid wordt de voorkeur gegeven aan een vrouw.

Bovengenoemd (bruto) salaris is in het algemeen afhankelijk van leeftijd, opleiding en ervaring en is exclusief 7,5% vakantie-uitkering.

Schriftelijke sollicitaties onder vermelding van het vacaturenummer (in linkerbovenhoek van brief en enveloppe) en uw huisadres met postcode, inzenden voor 14 oktober 1985 en richten aan de Rijks Psychologische Dienst, Postbus 20013, 2500 EA 's-Gravenhage, Pays-Bas.
Een mededeling van ontvangst van uw sollicitatiebrief wordt u door het Ministerie toegezonden.

EXPERT COMPTABLE

22 500 000 CFA — **CAMEROUN**
Commissariat aux comptes - Audit

Une Société française d'expertise comptable, spécialisée en commissariat aux comptes et en audit contractuel, recherche UN EXPERT COMPTABLE pour prendre la direction de sa filiale camerounaise. Il sera chargé de développer la clientèle du Cabinet sur le Cameroun mais aussi sur le Congo et le Gabon. Il assurera la gestion complète de sa structure et les relations avec les administrations. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, expert comptable ou mémorialiste, possédera une expérience lui ayant permis d'effectuer des missions en Afrique. Ecrire sous référence 770/M à :

GRH conseils
3, avenue de Ségur 75007 PARIS. Discrétion assurée.

AFCOREM

La DIVISION FORMATION PERMANENTE du groupe ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON
recherche

20 cadres

commerciaux ou ingénieurs

désireux de suivre un cycle intensif de perfectionnement à l'ensemble des techniques du commerce international.
Durée de la formation : 580 heures.
Dates : 14 oct. 85-4 février 86.
Stage ouvrant droit à rémunération par l'Etat au titre du F.N.E. *ou congé formation.*

Renseignements et inscriptions : Groupe ESC Lyon, division Formation permanente, Nicole LEVÊQUE, *B.P. 174, 69132 ÉCULLY Cedex. Tél. : (7) 833-81-22.*

Banque Internationale Basée à Tunis

recherche

ANALYSTE DE CRÉDIT CONFIRMÉ

Fonction :
Analyse technique et financière de dossiers de crédit. L'étude des risques pays et celle de secteurs d'activité industrielle ou commerciale suivi des affaires déjà réalisées.

Profil :
- Diplômé de l'enseignement supérieur (Grande Ecole Commerciale ou diplôme économique, MBA apprécié).
- 5 ans d'expérience minimum dans la profession acquise de préférence dans un département international.
- Parfaite maîtrise de la langue anglaise.

Envoyer curriculum vitae + photo à :
TUNIS INTERNATIONAL BANK
18, avenue des Etats-Unis, TUNIS.



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

IMPORTANT ORGANISME RÉGIONAL DE SERVICES RECHERCHE

SON DIRECTEUR FINANCIER ET COMPTABLE

Responsable d'une équipe de 17 personnes, vous superviserez l'ensemble de la Production Comptable et Budgétaire selon les règles et procédures propres à notre Organisme.

D'autre part, grâce à votre parfaite maîtrise de la Gestion Comptable et du Droit Administratif, vous jouerez un rôle de Conseil auprès des Directions quant aux prévisions et à la réalisation des budgets.

Vous gérerez la trésorerie et prendrez les mesures nécessaires à l'optimisation du rendement financier.
Vous assurerez le suivi des questions juridiques concernant en particulier, nos relations contractuelles.

La diversité et la complexité du poste exigent des compétences techniques prouvées mais, également, une grande capacité d'analyse et d'ouverture aux problèmes posés ainsi qu'une solide culture économique générale. Des qualités d'animation et d'encadrement d'une équipe compétente sont nécessaires.

La formation initiale pourrait être du type Ecole Supérieure de Commerce confortée par un D.E.C.S.
En outre, une expérience similaire à celle du poste proposé, d'environ 10 ans, sera un complément apprécié.

POSTE BASÉ À LYON.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite + C.V. + prétentions, sous référence 28718/LM, à HAVAS CONTACT, 11, rue du Président-Carnot, 69002 LYON, qui transmettra.

HAVAS CONTACT

CHIMIE
DIRECTEUR TECHNIQUE

L'un des centres de production de principes actifs d'un important groupe pharmaceutique recherche son



Rattaché au Directeur Général, il devra dynamiser et coordonner l'activité des départements production et développement.

Ce poste conviendrait à un Ingénieur Chimiste, diplômé d'une grande école, titulaire d'un doctorat, et ayant une dizaine d'années d'expérience en production chimique.

La réussite dans ce poste, implique un sens affiné des relations humaines, des dispositions particulières d'animateur, et une autorité sans faille.

. *Lieu de travail :* **Province** - *Rémunération :* **300.000 F.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo sous référence 386 M à RSCG CARRIERES - 48, rue St Ferdinand 75017 PARIS qui transmettra.

Filiale française d'un puissant groupe multinational, leader sur le marché des Biens d'Equipement, recherche

SON DIRECTEUR SAV

Ingénieur Supélec, AM, Centrale, ENSI

Agé de 40 ans environ, une expérience réussie dans une fonction similaire lui est indispensable.

Il possède une parfaite connaissance de l'anglais.

La gestion informatisée, l'organisation, les méthodes lui sont familières. Interlocuteur direct du Président, son sens de la Communication et du commandement doivent être excellents pour que les Centres de S.A.V. deviennent très rapidement des centres de profit (14 centres régionaux). Plus de 250 personnes seront placées sous son autorité.

Basé en Région Parisienne, le poste le conduira à effectuer de nombreux mais brefs déplacements.

Si vous pensez correspondre à ce profil, adressez votre C.V., photo et prétentions *à notre conseil COHEN COMM - 43, rue Crozatier - 75012 PARIS - qui est* chargé d'étudier confidentiellement ce recrutement

bleu

Directeur commercial VPC
300.000 F

Editions professionnelles - Un groupe européen spécialisé dans l'édition d'ouvrages professionnels et techniques vendus en VPC recherche le directeur commercial de sa filiale française. Basé à Paris et sous l'autorité du directeur général il aura l'entière responsabilité du développement et de la gestion commerciale de l'entité française : conception, planification, contrôle des actions commerciales, coordination des moyens de vente, édition de documents publipromotionnels, gestion des fichiers (échange, location...) statistiques, relations publiques etc... Il participera très étroitement à la création de nouveaux produits et sera aidé dans sa tâche par une petite équipe. Ce poste, de haut niveau, s'adresse à un candidat de 32 ans minimum, alliant imagination et rigueur, de formation supérieure et ayant une parfaite maîtrise des techniques commerciales et marketing de la VPC qu'il aura acquises en tant que directeur des ventes, responsable marketing, ou chef de produits. La connaissance de l'édition constituerait un atout. La pratique de l'anglais ou de l'allemand est souhaitée. La rémunération annuelle pourra atteindre ou dépasser 300.000 francs, si les compétences du candidat retenu le justifient. Ecrire à H. MICHERON, en précisant la référence A/R 9117

PA

3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Pour Société travaillant en Arabie saoudite

recherchons :

- **OFFICIERS DU MATÉRIEL,** mécaniciens ayant très bonnes connaissances engins blindés français. *Connaissance langue anglaise.*
- **SOUS-OFFICIERS MÉCANICIENS,** spécialistes CT2 autos, engins blindés, CT2 tourelles, CT2 appro, CT2 optique ou optroniquen, radaristes, électromécaniciens, hydrauliciens, dieselistes.

Adr. C.V., s/nº 7871, *le Monde* Pub., Service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75427 PARIS Cedex 09.



emplois régionaux

Société Expertise Comptable
ALPES DU SUD
7 bureaux, crée le poste de Contrôleur interne

recherche

EXPERT-COMPTABLE

mémorialiste.

Ecrire Jean RAUCH,
10, rue de Villebois, 05000 GAP.

VOTRE AFFAIRE DANS L'AUTOMOBILE

Nous vous proposons de diriger un centre mis à votre disposition par :

FRANCE RÉGLAGE MOBILE
SPECIALISE DANS LA MISE AU POINT AUTOMOBILE A DOMICILE

Pour réussir dans votre projet vous devez posséder des connaissances et le goût de la mécanique automobile, un sens commercial affirmé et un esprit de gestion rigoureux (formation assurée).

Pour recevoir un dossier d'information, écrivez sous références M.S. à

FRANCE RÉGLAGE MOBILE
8, avenue du MIDI
63800 COURNON-D'AUVERGNE.

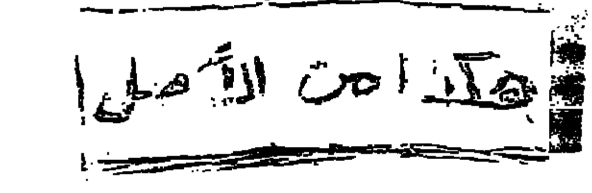
Nous faisons partie d'un groupement national en constant et régulier développement et recherchons

RESPONSABLE D'EXPLOITATION TRANSPORT ROUTIER

(Département 26)

Véritable patron sachant gérer, organiser, diriger, nous souhaitons rencontrer un candidat ayant une expérience d'au moins 5 ans pour maîtriser l'exploitation, il est exigé une très bonne aptitude au commandement. Notre image de marque est excellente, fondée sur le dynamisme.

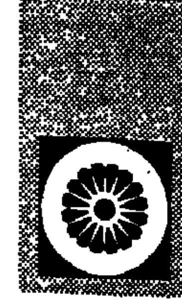
Adresser candidature lettre avec C.V., réf., photo, prétentions, disponibilité, en précisant *sur l'enveloppe la* réf. 7859, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75427 Paris-9e.





emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)

emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)
emplois internationaux (et départements d'Outre Mer)



Le Groupe PM LABINAL c'est : 7 300 collaborateurs, 20 usines en France, 12 filiales à l'étranger un C.A. de 2,2 milliards de Francs.

LA COMPAGNIE FRANCAISE TELMA, Numéro 1 européen des ralentisseurs réalise 60% de son C.A. hors de France.

INGENIEUR ASSISTANCE TECHNIQUE EXPORT
EUROPE DU NORD

5 à 7 ans d'expérience d'ingénieur technico-commercial (si possible dans le secteur Automobile ou Poids Lourds) une formation AM, ESTACA, ENSI, ENI... : c'est votre formation de base.
Nous vous confierons le suivi technique de nos produits auprès des services études et APV des constructeurs européens de véhicules et l'entretien des liaisons avec nos agents locaux TELMA. L'anglais est une nécessité, l'Allemand sera très apprécié. Le poste basé à CERGY (95) implique de fréquents déplacements à l'étranger.



Merci d'adresser votre candidature (CV, photo et prét.) à PM LABINAL Direction des Affaires Sociales, 5, avenue Newton, 78390 Bois d'Arcy.

CONTESSE

Chef service comptable et analytique

Importante Société Africaine spécialisée dans le Textile recherche, son Chef service comptable et analytique.

Rattaché à la Direction Générale, vous serez chargé :

- d'assurer la comptabilité générale et analytique
- d'élaborer avec les services les budgets, les tableaux de bord et leur contrôle.
Vous disposerez de moyens informatiques importants.
- d'assurer la gestion des services paie et sociaux ainsi que des services généraux.
De formation ESC + DECS vous avez une expérience minimum de 5 ans.
De réelles possibilités d'évolution sont envisageables.
Ce poste est basé en Afrique francophone.

Nous vous offrons des conditions de rémunération intéressantes ainsi que les avantages liés à l'expatriation.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la rémunération souhaitée sous réf. 508M à CURRICULUM, 4, rue Tronchet 75008 PARIS qui transmettra en toute confidentialité.

The Analyst-programmer who thinks big should find out more about Apple!

Apple invented the Personal Computer. Or rather: two bright young men invented the Apple, as they found that computers should come into popular reach. And Apple most certainly did reach (almost) everyone, changing the world quite a bit while it did. Today, Personal Computers are staple equipment in almost every company, organization, school or private study.

Much as we believe in our own product, Apple computers are not the only ones we use. With our European operations being as big and dynamic as they are, we installed Management Information Systems on minicomputers to match that scale. Development in our markets is fast, so we are in the process of moving ahead to the next generation of our MIS systems.

We seek an experienced Analyst-programmer for our European MIS Department.

This professional will assist in the innovation of the department by performing:
- data base administration,
- quality assurance,
- analysis and design work,
- (occasional) programming.

For these tasks he or she should be experienced in BASIC programming and have a good knowledge of distribution and financial systems. We expect some four years experience in data processing and exposure to software quality assurance for at least one year.

To the right candidate Apple offers a challenging and diverse position with lots of international exposure and an excellent remuneration package. So, if you think big, why not consider Apple!

For further information, please call Mr. A. Leutscher in the Netherlands, telephone (0)3404-86911, or send your application to the attention of Mr. A. Leutscher, Human Resources Manager at Apple Computer B.V., P.O. Box 7, 3712 ZG Huis Ter Heide, The Netherlands.

Apple Computer



emplois régionaux

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Madame ou Monsieur Tourisme

Votre métier, c'est le tourisme. Mais c'est aussi votre passion. Voilà pourquoi, votre BTS ou votre licence en poche, vous n'avez cessé d'élargir vos compétences et après quelques années d'expérience, vous êtes aussi à l'aise en matière de gestion et d'animation qu'en matière de commercialisation.

Nous vous proposons de transmettre vos connaissances et votre passion à des adultes stagiaires que vous formerez à votre métier pour qu'à leur tour, ils puissent développer le tourisme en Bretagne, à Auray-Kervalh.

C'est donc en qualité de Formateur A.F.P.A. que vous intègrerez notre Centre de Formation Professionnelle à Auray-Kervalh pour un contrat à durée déterminée d'un an. Salaire 178.000 Frs (Permis B et deux langues dont anglais obligatoire).

afpa

Si cette offre vous intéresse, adressez votre C.V. détaillé à Mr le Directeur AFPA - Kervalh Brech - R.N. 165 - B.P. 44 56406 AURAY CEDEX.

Mars

NOTRE RESPONSABLE CLIENTS NATIONAUX recherche SON ASSISTANT

pour assurer et coordonner après analyse, la réalisation des objectifs de la Société en termes C.A., distribution, actions promotionnelles, accord Centrale dans le cadre des politiques société.

Nous souhaitons rencontrer un candidat : rompu aux techniques de vente en grande distribution avec expérience d'encadrement vente régionale de 3 à 5 ans indispensable, de formation commerciale supérieure, de grande mobilité géographique (poste basé à Haguenau).

La rémunération offerte est à la hauteur de vos ambitions.

Merci d'adresser lettre de candidature avec c.v. et photo sous réf. SG à MARS ALIMENTAIRE S.A. Service du Personnel BP 36 - 67501 HAGUENAU CEDEX.

AXIAL publicité

y Banjo bonitos Mars Treets BOUNTY Raider Milky Way Banjo bonitos Mars Treets BOUNTY

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
15 000 personnes
recherche pour une de ses Divisions de PROVINCE

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Formation supérieure (type ESC ou équivalent).
Titulaire du D.E.C.S.

Ayant une première expérience de comptabilité en milieu industriel.

Pratique de l'utilisation de l'outil informatique appréciée.

Adresser C.V. et rémunération souhaitée sous réf. 16917 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

X, ENSTA, SUPAERO
Après-demain, la direction d'une unité de production

Pour un ingénieur âgé d'environ 35 ans, ayant acquis une solide expérience industrielle dans un contexte alliant mécanique de précision, automatismes et fiabilité, notre opportunité est exceptionnelle : prendre très rapidement la responsabilité d'un service de fabrication dans un domaine technologique véritablement de pointe et diriger ensuite, si vous êtes bien celui que nous recherchons, l'une de nos unités de production (500 personnes). En échange, nous vous demandons engagement personnel et grande disponibilité à ce poste qui est à pourvoir dans une ville industrielle de la côte ouest.

Si vous pensez avoir le profil de la personne (H/F) que nous recherchons, merci de faire parvenir votre dossier de candidature en précisant la référence 522M à

jlp
j.l parichon
38 rue de Lisbonne - 75008 Paris - Tél. : 563.03.10

SOURCES





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



Jeunes Ingénieurs H/F

MATRA TRANSPORT filiale du Groupe MATRA, conçoit et réalise des systèmes de transports automatiques (VAL, ARAMIS). *Son développement rapide l'amène à créer pour son établissement* de Lille des postes de jeunes ingénieurs :

Ingénieur Bureau d'Etudes

Sous l'autorité du responsable bureau d'études et *en liaison fonctionnelle* avec l'ingénieur d'affaires génie civil, il animera une petite équipe (dessinateurs, projeteurs) chargée d'effectuer des études de voie et de *génie civil*. Il sera responsable de l'élaboration des dossiers d'exécution et contrôlera l'ensemble des dossiers techniques remis à l'extérieur (suivi des calculs et des plans guide). En fonction des besoins, il lui appartiendra de déterminer les études et les applications particulières à faire réaliser par le département informatique et CAO. Ce poste intéresse un ingénieur de formation génie civil (INSA, EUDIL, Mines ...) débutant ou possédant une courte expérience en bureau d'études ou bureau de contrôle. Une spécialisation en calculs de structures et/ou de bonnes notions en systèmes CAO constituent des atouts supplémentaires. La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Réf. A/4768M

Ingénieur Electricien

Rattaché au chef du service « courants faibles ». il sera responsable, après une période d'intégration, de l'étude et du suivi des installations de systèmes courants faibles (automatismes, video, sonorisation, *téléphonie* et transmissions par fibres optiques) de la nouvelle ligne du métro de Lille. Il interviendra à toutes les étapes des opérations : conception, étude et réalisation des appels d'offres, suivi du montage sur site, mise en service. Cette mission, qui nécessite autonomie et esprit de décision, intéresse un jeune ingénieur débutant, de formation électrotechnique (HEI, ESME, ENSEM...), désireux de s'orienter rapidement vers de nouveaux projets. Une bonne connaissance de l'anglais est très souhaitable.

Réf.A/4769M

Ingénieur Travaux

Rattaché à l'ingénieur d'affaires génie civil, sa fonction consistera à préparer et à suivre les chantiers de pose de voie et d'installations dans le cadre de la ligne 1 bis du métro de Lille. Responsable de la coordination des travaux, il assurera la liaison entre le bureau d'études chargé de la conception et l'entreprise sous-traitante chargée de la mise en oeuvre sur chantier. Il animera, sur le terrain, une équipe de deux à trois techniciens qui l'assisteront dans le contrôle des travaux. Ce poste s'adresse à un ingénieur généraliste (Centrale, AM, INSA...) ayant de bonnes notions de travaux publics. Il sera débutant ou possédera une courte expérience de la conduite de sous-traitants dans le domaine du génie civil.Les qualités de rigueur, l'aptitude à la relation et l'assurance personnelle seront déterminantes pour la réussite dans ce poste. Cette fonction devrait évoluer rapidement vers de nouveaux projets. *La connaissance de l'anglais serait appréciée.*

Réf.A/4770M

La rémunération proposée sera motivante, le Groupe MATRA garantissant par ailleurs de larges possibilités d'évolution. Ecrire à Françoise ORANGE en précisant la référence du poste choisi.

PA

19, Résidence Flandre - 59170 CROIX - Tél.(20) 72.52.25

MATRA TRANSPORT

PARFRANCE ANNONCES



SODETEG

RENNES
TOULOUSE

Parmi les tout premiers de l'ingénierie française, nous assurons la maîtrise d'œuvre d'importants projets d'investissement dans le *domaine industriel (microélectronique*, mécanique de précision. chimie fine. alimentaire...) et dans le secteur tertiaire (marchés publics, collectivites locales...).

Nos Directions Regionales représentent les différents secteurs du Groupe Sodéteg. La réflexion industrielle globale qu'elles appportent à nos clients suppose à la fois maitrise des *processus industriels*, innovation technologique et rigueur dans la gestion de l'investissement.

C'est pour développer ce type d'approche que nous recherchons pour Rennes et Toulouse :

INGÉNIEURS CHARGÉS D'AFFAIRES

Interlocuteurs privilégiés du client. vous assurerez la direction complète du projet. tant sur le plan technique *(conception, organisation, suivi de réalisation)* que dans la gestion des contrats dont vous êtes responsables.

Nous recherchons des ingénieurs possédant une expérience de notre métier. *acquise dans* un environnement industriel. montrant un intérêt marqué pour les contacts professionnels, diversifiés et l'animation d'équipes techniques.

La rémunération proposée, motivante. sera fonction de l'intérêt des candidatures.

Merci d'écrire à Ch. SANCHEZ – sous réf. 1006 LM – SODÉTEG – 9, avenue Réaumur – 92350 Le Plessis-Robinson.



THOMSON
INDUSTRIE ET INGÉNIERIE

HAVAS CONTACT

Responsable de Teinture Linge de Maison

DMC DESCAMPS

Leader du tissu-éponge, DESCAMPS se tourne résolument vers l'avenir. Bénéficiant d'importants investissements (45 MF) notre outil industriel est en passe de devenir l'un des plus moderne d'Europe. Nous recherchons pour notre unité de TEINTURE située à Moislains, un responsable capable de gérer la production, de veiller à optimiser la qualité et soucieux de rentabiliser au mieux cette activité. Contribuant largement à la préparation et au choix des investissements à réaliser dans ce domaine, il met au point de nouvelles formules et améliore l'existant en relation avec les fournisseurs et le service achat. Nous confierons ce poste à un ingénieur ayant une spécialisation en chimie-teinture ou justifiant d'une expérience dans ce domaine et possédant des qualités d'organisateur et de meneur d'hommes. La connaissance de l'anglais et/ou de l'allemand est appréciée.

Poste basé dans la Somme.

Envoyer votre CV détaillé, photo et dernier salaire sous référence M.360.AR



Jean Paul VELLA - 106, Bd Haussmann 75008 Paris

PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INF
INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERPECTIVES INFORMATIQUE NO
NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTIVES INFORMATIQUE NOUVELLES PERSPECTI

JEUNES INGENIEURS INFORMATICIENS

MARSEILLE
LYON

Un grand groupe chimique français, de renommée et d'activité internationale, vous offre un des tous premiers environnements informatiques, bénéficiant d'un réseau de télécommunications interne, opérationnel.

Jeunes diplômés d'une grande école d'ingénieurs (X, Mines, Centrale, ENSAM,...) l'*informatique est pour* vous une voie privilégiée pour dominer le fonctionnement d'une entreprise et un tremplin vers des fonctions de manager.

Nous vous offrons un premier poste de CHEF DE PROJET, responsable à part entière de l'informatisation d'une des grandes fonctions de l'entreprise et de son implantation dans l'ensemble des sites industriels de notre société.

- Près de MARSEILLE (Réf. 22128/M) : gestion technique de l'entretien. Une première expérience industrielle dans ce domaine sera un avantage.
- Près de LYON (Réf. 22129/M) : gestion administrative des données industrielles. Une «culture» informatique (option d'études, stages, première expérience, ...) sera un atout.

Vous serez formés à nos outils, tant sur les gros systèmes de télétraitement que sur les micro-ordinateurs, et à l'utilisation de notre réseau X 25 privé.

Si vous vous sentez une âme d'entrepreneur, écrivez sous la référence choisie à notre Conseil (lettre man., CV, prétentions) : Ch. DEFECHE. Sélé-CEGOS INFORMATIQUE 204. Rond Point du Pont de Sèvres - Tour Chenonceaux 92516 BOULOGNE Cedex.



sélé CEGOS INFORMATIQUE

Curriculum

Important groupe industriel recherche

LE FUTUR N° 1 DES RELATIONS SOCIALES

sur un site de production de 1600 personnes

Cette Société de 3500 personnes réalise un C.A. de 3,5 milliards de francs; elle est intégrée à un groupe industriel de plus de 11000 personnes.

Déjà n° 1 français dans sa spécialité, elle prévoit une augmentation sensible de la production appuyée par des investissements. Elle recherche, pour son premier site de production, celui qui remplacera son actuel Responsable des Affaires Sociales qui va prendre sa retraite.

Sous l'autorité directe du patron du site et en relation fonctionnelle avec le Secrétaire *Général et le Directeur des Affaires Sociales du Groupe, il travaillera progressivement en* "doubles commandes" avec le titulaire du poste puis, au départ de ce dernier, prendra en charge l'ensemble de la fonction, dirigeant, animant et contrôlant une équipe directe de 20 personnes (70 personnes sous son autorité).

Un effort particulier portera sur le développement de la formation (interne et externe) et sur la communication.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel confirmé de la Fonction Personnel justifiant d'une expérience réussie en milieu industriel. Il maîtrise l'ensemble des domaines d'intervention de la fonction. Homme de conseil et de dialogue mais aussi animateur et homme de communication, il est attiré par ce poste de responsabilités.

L'entreprise est située sur le littoral Nord. La rémunération est de nature à motiver un candidat de valeur.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle sous réf. M 10/1535 A à:

EGOR S.A.
8, rue de Berri - 75008 PARIS

egor
PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

UN INGENIEUR METHODES

RESPONSABLE DE LA PARTIE MECANO - SOUDAGE

L'ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE

Etablissement industriel spécialisé *dans les blindés — dépendant du Ministère de la* Défense — recherche un Ingénieur Méthodes Responsable de la partie mécano-soudage.

MISSION :

Rattaché au chef du bureau d'industrialisation, il assurera le suivi de la mise en fabrication des matériels nouveaux et plus particulièrement, des problèmes liés aux blindages.

Il aura également pour mission l'évaluation de nouveaux procédés de soudage ainsi que des études d'automatisation.

Il travaillera en liaison avec les ateliers, les différents bureaux techniques et le service qualité contrôle.

PROFIL :

Conviendrait à un jeune ingénieur débutant ou ayant quelques années d'expérience en mécano-soudure (formation complémentaire assurée si nécessaire).

Les candidats de nationalité française, enverront CV détaillé, lettre manuscrite à :

ATELIER DE CONSTRUCTION DE ROANNE
BP 504 — 42328 ROANNE cedex.

are
GIAT

MEDIA 84

Centre Ouest

Comptabilité, Administration
Services généraux

UN POSTE DE RESPONSABLE

Un grand régisseur français recherche le Chef du service comptable de sa direction régionale du Centre-Ouest (190 personnes). Sous la responsabilité du Directeur Financier, il s'agit d'encadrer une équipe *de 3 personnes afin d'assurer le bon fonctionnement* de la comptabilité, de la gestion de trésorerie, de la fiscalité... en s'aidant d'un outil informatique performant.

Ce poste demande, outre la formation comptable, une *connaissance des lois sociales notamment pour les* problèmes de personnel que vous serez amené à traiter. La polyvalence de ces fonctions nécessite une maturité et une adaptation rapide aux situations.

Quoique sensibles aux diplômes (DECS, DUT...) c'est avant tout votre expérience qui guidera notre choix...

Merci de faire parvenir votre candidature
(CV, lettre manuscrite et prétentions)
sous référence 85.37.332 à Pascale GALAMPOIX
qui l'étudiera en toute discrétion

Dominique Leligois Conseils





BLACK & DECKER

Le N° 1 MONDIAL de l'Outillage Electroportatif recherche pour son usine de BREZINS - 38590 - située entre GRENOBLE et LYON

2 INGENIEURS METHODES

l'un pour les activités d'USINAGE (Réf. 510)
l'autre pour les activités d'ASSEMBLAGE (Réf. 511)

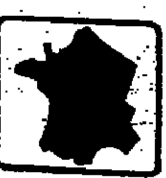
De formation AM, INSA, ENI..., ils se verront confier les recherches, développement et suivi d'applications de procédés de fabrication adaptés à la production de grande série dans un environnement industriel en constante évolution technique et technologique.

Nous recherchons des candidats convaincus de Qualité, animés d'esprit d'équipe qui pourront concrétiser leur intérêt pour la technique dans le contexte d'une usine performante, innovatrice, utilisant les concepts modernes de gestion de fabrication (KAN BAN, Robotique...).

Une première réelle expérience acquise de préférence dans un environnement de grande série, une connaissance des automatismes modernes et des techniques de prédétermination des temps (MTS, BTE) seront fortement appréciées.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature en précisant la référence (avec C.V. et prétentions) à : **BLACK & DECKER**, *à l'attention de G.Beau, B.P. 0633, 69239 LYON CEDEX 02*

Pierre Lichau S.A.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



CAO ELECTRONIQUE

Dans le cadre du développement de son activité CAO électronique - CAE systems - notre Division Système souhaite intégrer des hommes et des femmes ayant une bonne connaissance de l'anglais et, dans l'idéal, une expérience en CAO électronique.

INGENIEUR COMMERCIAL
CONFIRME

INGENIEUR D'APPLICATION
DEBUTANT ou CONFIRME

Merci d'adresser votre dossier de candidature - Direction du Personnel - B.P. 13 - 91941 Les Ulis Cedex.

Tektronix®

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.66

TRELLEBORG

Plus important producteur suédois de caoutchouc industriel (4 500 personnes, 2 MF de C.A.), a réussi son développement grâce à la diversification de ses produits, son avance technologique et l'implantation internationale du groupe (20 filiales).

Pour notre plus importante division, fabriquant et commercialisant une vaste gamme de produits pour l'industrie minière, les carrières, les cimenteries, nous recherchons notre :

Responsable de Division Mining
270 - 300 000 F +

Dépendant directement du P.-D.G., votre mission sera de :
- gérer, développer notre plus importante division en France (34 millions, 20 personnes),
- animer un réseau commercial direct et indirect en France et en Afrique.

VOS ATOUTS :
- une expérience réussie d'encadrement commercial dans la vente de produits techniques pour l'industrie (comprenant la gestion d'un centre de profit),
- une bonne formation de base (commerciale ou technique) ; la connaissance du traitement des minéraux serait un atout,
- une bonne maîtrise de l'anglais,
- une profonde envie d'entreprendre et d'aller de l'avant.

NOTRE PROPOSITION :
- une formation approfondie à nos produits en Suède et dans nos autres filiales,
- une gamme de produits réputés pour leur qualité et leur avance technologique,
- les moyens d'un groupe international important (surtout R et D),
- une filiale à taille humaine où esprit d'équipe et initiative vont de pair,
- une rémunération stimulante (fixe + primes), voiture de société, statut cadre,
- de larges possibilités d'évolution au sein du groupe.

Vous êtes intéressé, adressez C.V., photo et rémunération actuelle chez MERCURI URVAL, 14 bis, rue Daru, 75008 Paris en précisant la référence 45993 sur la lettre et sur l'enveloppe.

Mercuri Urval

Une société française réalisant des produits industriels dans le domaine de la transformation des matières plastiques, filiale d'un groupe de tout premier plan, offre trois postes formateurs et évolutifs.

• Ingénieur
industrialisation et progrès techniques

Rattaché au Directeur industriel de la société, et au sein d'une de ses usines, il initiera, étudiera et réalisera toutes actions visant à l'amélioration de la productivité et de la qualité : mise au point des fabrications, organisation du travail, modifications de l'outil industriel, automatisation...
Ce poste qui implique rigueur, imagination et initiative conviendrait à un ingénieur grande école (mécanicien ou chimiste avec de solides connaissances en mécanique) *ayant de préférence 2 à 3 ans d'expérience* dans la transformation des matières plastiques ou éventuellement débutant si stages intéressants.
Poste : ville sud-ouest. **référence CM 186 AM**

• Ingénieur de production
débutant

Directement rattaché au Directeur d'une usine, il collaborera avec ce dernier sur l'ensemble des problèmes de production, entretien, logistique.
Ce poste qui implique dynamisme, qualités d'animateur, goût pour les responsabilités opérationnelles sur le terrain, conviendrait à un ingénieur AM, IDN, ECL... débutant.
Poste : ville ouest France. **référence DN 187 AM**

• Ingénieur recherche développement
débutant

Au sein d'un Centre de Recherche et collaborateur direct du Responsable de ce centre, il se verra confier des responsabilités de mise au point de produits nouveaux, assistance aux usines, liaison avec les licenciés.
Ce poste qui implique créativité, réalisme et capacités de contact, conviendrait à un ingénieur mécanicien (formation complémentaire plasturgie appréciée).
Connaissance de l'anglais nécessaire.
Poste ville centre France. **référence EO 188 AM**

Ecrire en précisant la référence.
Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris

Cadre comptable
futur responsable d'un service comptable étoffé

SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE, leader sur son marché (1600 personnes, *chiffre d'affaires supérieur à 1 milliard*) **filiale d'un puissant groupe international, recherche un Cadre Comptable de fort potentiel.**

Il devra prendre en charge progressivement la totalité de la comptabilité générale, y compris la trésorerie et les problèmes fiscaux.
L'équipe en place est composée de 15 personnes et bénéficie de moyens informatiques performants.
Le candidat possédera une formation ESC + DECS ou équivalent, une première expérience si possible dans une société anglo-saxone et devra impérativement maîtriser la langue anglaise.
Gestionnaire rigoureux, il possédera des qualités certaines pour animer efficacement son équipe.
Rémunération élevée tenant compte du potentiel.

Poste : région parisienne ouest.

Ecrire sous réf. HR 190 AM
Discrétion absolue

Membre de Syntec



4, rue Massenet 75116 Paris



emplois régionaux

AUDITEURS

CHALLENGE CHEZ UN GRAND DE L'AUDIT ET DU CONSEIL,
MEMBRE D'UN DES HUIT GRANDS RESEAUX INTERNATIONAUX.

LYON

avec une expérience de 5 à 7 ans en Cabinet d'Audit, nous vous confierons des responsabilités élevées ainsi que la participation active à la gestion d'un département en tant que

DIRECTEURS DE MISSION

LYON et MARSEILLE

professionnels de l'Audit avec une expérience de 3 ou 4 ans vous prendrez en charge la fonction de

CHEFS DE MISSION

Notre organisation internationale comptant 700 professionnels en France vous garantit de bénéficier d'une formation permanente pluridisciplinaire, de méthodes de travail rigoureuses ainsi que d'une rémunération motivante à la hauteur de vos ambitions.

Pour nous rencontrer adressez lettre manuscrite, CV et photo à Janine VALLET, 16, rue du Professeur Depéret, 69811 TASSIN Cedex.

CONTESSE

FRANCE CONSTRUCTION
leader de la promotion privée
recherche pour
sa filiale de Cergy-Pontoise

UN RESPONSABLE DE MONTAGE D'OPÉRATIONS IMMOBILIÈRES

devant assurer :
- les études préalables, sociales et techniques ;
- le dépôt de permis de construire ;
- les démarches auprès des collectivités locales et les administrations.

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (T.P. ou autres), *ayant* 1 ou 2 ans d'expérience.
Envoyer C.V. et prétentions sous réf. BD à Construction Nord 2, chemin des *Bourgognes* 95020 Cergy-Pontoise.

ROCKWOOL - ISOLATION S.A.

Deuxième fabricant européen de matériaux isolants recherche dans le cadre de son développement pour son usine de ST ELOY-LES—MINES (63)

INGENIEUR ACHETEUR HF

En collaboration avec le chef du service achats, il sera chargé principalement de gérer les approvisionnements matières premières qui lui seront confiés dans le respect d'un bon rapport qualité/prix.
Ce poste s'adresse à de jeunes diplômés d'écoles d'ingénieurs. Une première expérience (2 ans) en usine serait souhaitable. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire. Possibilité d'évoluer vers un poste de chef de département.

Envoyer CV, photo et *prétentions* à ROCKWOOL ISOLATION S.A. Direction du Personnel - 48-50 rue Albert 75013 PARIS.



JOURCQ

LA CHAMBRE SYNDICALE DES BANQUES POPULAIRES
dans le cadre de sa mission de Conseil et d'Assistance aux Etablissements du Groupe (29.000 personnes) recherche un

Juriste de Banque

Vous aurez pour mission d'assister nos 38 Banques Populaires dans le domaine juridique (consultations, études, examens de contrats).
Possédant une Maîtrise en Droit Privé, vous avez 5 à 8 ans d'expérience en droit et contentieux bancaires.
Ce poste implique une large autonomie et nécessite une forte motivation.
Vos capacités rédactionnelles et votre esprit d'analyse seront appréciés.
Adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. JB 1 à Catherine VAYNE.

Banque Populaire Chambre Syndicale des Banques Populaires
131, Avenue de Wagram 75847 PARIS CEDEX 17.

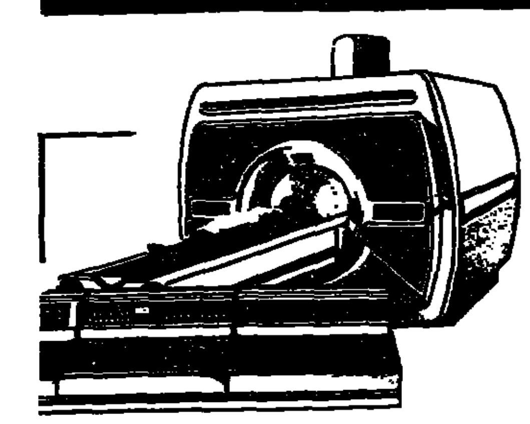
POUR UN RESEAU DE TOUT PREMIER PLAN, DE SOCIETES DE TRANSPORTS NATIONAUX ET INTERNATIONAUX - TERRESTRES - AERIENS - MARITIMES, RECHERCHONS :

ADJOINT
DIRECTEUR GENERAL

Cette opportunité s'adresse à une forte personnalité de 35 ans environ, de formation HEC, ESSEC ou ESCP qui peut justifier d'une expérience réussie de Dirigeant dans la profession.
Basé à Paris, le poste requiert une grande mobilité nationale et internationale.

Pour un premier contact, nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature s/réf. 15772 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 qui vous garantit l'entière confidentialité.





THOMSON-CGR

GESTIONNAIRES, GÉREZ VOTRE CARRIÈRE !

*Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'**imagerie médicale**.*
Nous créons, réalisons et commercialisons des équipements de haute technologie au service de la santé.

Au sein de la Direction du contrôle de gestion ou d'une Direction opérationnelle, nous offrons des possibilités d'évolution multiples à des

CONTRÔLEUR DE GESTION

Vous êtes responsable • pour un ensemble de filiales :
*– de l'**analyse** des résultats.*
*– de l'**assistance** aux problèmes d'organisation et de fiabilité des systèmes d'informations.*
*– de **missions d'audit** de gestion ;*
• pour l'ensemble de nos activités :
– vous assurez l'analyse d'un ou deux paramètres stratégiques.
– vous participez à la mise en place des procédures de suivi correspondantes. (Réf. 1/M)

CONTRÔLEUR BUDGÉTAIRE

*Au sein d'une **Direction Commerciale** (France ou Export), rattaché au Contrôleur de Gestion :*

– vous êtes chargé de la réalisation et du suivi du budget de l'établissement du compte d'exploitation.
– de la consolidation des éléments de gestion.
– des tableaux de bord de la direction. (Réf. 2/M)

Des déplacements de courtes durées sont à prévoir.
*Vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans une société industrielle ou commerciale de préférence en **milieu international**.*
Des perspectives d'évolution vous sont largement ouvertes tant en France : Contrôleur de Gestion d'une Direction Opérationnelle, qu'à l'étranger : Responsable Administratif et Financier de filiale industrielle et/ou commerciale.

RESPONSABLE DU REPORTING

*Rattaché au Contrôleur de Gestion de nos filiales, vous êtes responsable de la consolidation des informations de gestion sur un **réseau de micro-ordinateurs**.*

Nous souhaitons confier ce poste à un débutant à fort potentiel que nous orienterons après cette première contribution, vers un poste de Contrôleur de Gestion. (Réf. 3/M)

ASSISTANT DE GESTION

*Rattaché au Directeur **industriel**, vous êtes chargé de la consolidation des tableaux de bord des unités de production en France et à l'étranger.*

*Ce poste comporte de courts déplacements et convient à un **Ingénieur** débutant ou ayant 1 à 2 ans d'expérience, souhaitant évoluer vers des responsabilités en Gestion de Production.* (Réf. 4/M)

*Ces 4 postes s'adressent à des diplômés(es) d'une **Grande École de Commerce**, titulaires d'un **DESS de GESTION ou INGENIEUR** ayant une formation complémentaire en gestion.*

La maîtrise de l'anglais est indispensable. La connaissance de l'allemand et/ou de l'espagnol sera un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre, C.V. et prétentions) en indiquant la référence du poste choisi au Service du Personnel – THOMSON-CGR – 33, avenue du Maine – B.P. 50 – 75755 PARIS CEDEX 15.

THOMSON
ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

HAVAS CONTACT



DIVISION MESURES

Nous sommes l'un des tout premiers industriels français dans le domaine de la Mesure Numérique. Pour assurer notre expansion nous recherchons :

Pour notre SERVICE COMMERCIAL (Paris - Province - Exportation)

TECHNICO-COMMERCIAUX H/F

Vous avez au minimum une formation de niveau DUT/BTS électronique et une expérience positive d'au moins un an de la vente en milieu industriel.
Nous avons des postes à pourvoir :
- en Région Parisienne (réf. A)
- en Région RHONE-ALPES (réf. B)
- *au service EXPORT (ANGLAIS indispensable, ALLEMAND souhaité)* (Réf. C).

AGENT TECHNIQUE ELECTRONICIEN H/F

DUT/BTS électronique de formation, vous avez acquis au cours de quelques années d'expérience une bonne pratique des systèmes logiques à microprocesseurs.
Vous serez chargé de l'assistance technique des vendeurs pour la commercialisation de centrales de mesures et de l'adaptation des produits (principalement logiciels) aux besoins de la clientèle.
Poste basé à PARIS, déplacements en FRANCE et plus rarement à l'ETRANGER. Anglais indispensable (Réf. D).

Pour notre SERVICE ETUDES ET DEVELOPPEMENT (Paris)

INGENIEURS ELECTRONICIENS H/F

Diplômé d'une Grande Ecole (ESE - IRG - ENSET - INSA...) débutant ou exerçant depuis quelques années votre activité dans un Service Etudes (matériel électronique) vous avez de bonnes connaissances en électronique analogique et logique, bas niveau (continu et alternatif), en métrologie et en microprocesseurs.
Selon votre expérience, nous vous confierons les responsabilités *suivantes : (plusieurs postes à pourvoir)*
- CHEFS DE PROJETS (Réf. E)
- INGENIEUR D'ETUDES (Réf. F)

AGENTS TECHNIQUES ELECTRONICIENS H/F

Titulaires de DUT ou BTS électronique ayant des connaissances en analogique et microprocesseurs. (Réf. G).

Pour tous ces postes, nous vous remercions d'adresser CV et prét. ss la réf. correspondante, à l'attention de M. PERNOT AOIP - B.P. 301 - 75624 Paris Cedex 13.

CONTESSE

15 Ingénieurs chantiers

Enfin une entreprise de travaux publics qui recrute des jeunes !

Jeunes ingénieurs, fortes personnalités ou leaders, vous avez peur d'étouffer dans un bureau ?
Colas, 1er Constructeur de routes Français (7,5 Milliards C.A.) vous propose dès votre entrée une pleine liberté d'action.
Autonomes au sein de structures souples et dynamisantes, vous bénéficierez de notre implantation nationale et internationale (17 000 personnes - 150 agences ou filiales) et de notre dynamisme commercial.

Ingénieurs chantiers, vous vivrez tous les jours un métier qui bouge : contacts humains, technique, gestion...
Très rapidement, vous vous verrez confier des responsabilités encore élargies et deviendrez dans vos régions des chefs d'entreprise à part entière.
Confiants en l'avenir, nous offrons aux 15 meilleurs d'entre vous cette opportunité.
Adressez votre dossier de candidature sous réf. RF4 à COLAS,

Service Recrutement Formation, 39 rue du Colisée - 75008 Paris.



SOURCES



FONTAINEBLEAU (77)
recherche

DOCTEUR - INGENIEUR

AYANT DE PREFERENCE
QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

- Formation de base en SCIENCE des MATERIAUX
- Spécialisation souhaitée en verres ou céramiques
- Pour développer de nouveaux produits : conception, procédés d'élaboration et caractérisation fonctionnelle
- Aptitude à travailler en groupe dans un environnement de Recherche et Développement.

Adresser lettre manuscrite, CV et prét. à CORNING EUROPE, Service du Personnel, 7 bis avenue de Valvins, 77211 AVON Cedex.

CONTESSE

Pour la poursuite de son expansion dans le domaine de la simulation

GIRAVIONS DORAND INDUSTRIES

recherche

1) POUR SON SERVICE PRODUCTION

INGENIEUR-ELECTRONICIEN

DIPLOME

Expérience 5 ans minimum. Forte personnalité. Sera chargé de l'industrialisation de nouveaux produits et optimisation des moyens existants.
Réf. SP

2) POUR SON LABORATOIRE D'ETUDES ELECTRONIQUES

INGENIEURS-ELECTRONICIENS

DIPLOMES

ayant au minimum 4 à 5 ans d'expérience en étude et conception de matériel (vidéo, asservissements, microprocesseurs).
Des connaissances en micro informatique seront appréciées.
Réf. LE

3) POUR SON SERVICE TECHNIQUES NOUVELLES

INGENIEUR

DIPLOME

intéressé par la recherche et la réalisation de solutions techniques originales appliquées à la simulation.
Réf. TN

Envoyer CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste à
GIRAVIONS DORAND INDUSTRIES
B.P. 30 - 92151 Suresnes Cedex

P.R.



LA COMPAGNIE CARGILL
FILIALE DE L'UN DES LEADERS DU MARCHE AGRO-ALIMENTAIRE MONDIAL
(effectif des Sociétés françaises du Groupe 750 personnes)
étoffe sa Fonction Personnel en recrutant un :

RESPONSABLE DES RELATIONS HUMAINES

Nous recherchons un diplômé de l'Enseignement Supérieur soucieux de son futur, justifiant d'une expérience réussie, d'au moins cinq ans, de préférence dans une *entreprise à structure décentralisée et à dominante commerciale*.

Le candidat devra maîtriser les domaines suivants : Réglementation du travail et régimes sociaux - Recrutement et gestion des carrières - Formation - Communication interne. Une pratique de la méthode HAY ainsi que l'expérience de la gestion informatisée du Personnel seront appréciées.
L'ANGLAIS COURANT EST INDISPENSABLE.

Rattaché au Secrétaire Général sa mission sera de :
- Proposer et mettre en œuvre une politique de relations humaines performante.
- Assister et conseiller les responsables dans son application et coordonner leurs actions.
- Faire évoluer les outils et moyens en place (gestion par objectifs - entretiens de bilan - enquêtes d'opinion, etc...).

Nous souhaitons nous attacher le concours d'une personne de concertation et d'action.

La taille et les perspectives d'avenir du Groupe permettent d'offrir à ceux qui réussissent de larges possibilités d'évolution.

Le poste est à pourvoir en banlieue Ouest desservie par le R.E.R.

Adresser votre C.V. manuscrit à notre Conseil :
M.R. RIBET - ASFORDIS CONSEIL - Référence FP 86
15, rue d'Athènes - 75009 PARIS.

Pierre Lichau S.A.

L'informatique vous attire? Venez faire avec nous une carrière d'informaticiens

Nous sommes un groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique, de plus de vingt ans d'existence et resté néanmoins à taille humaine. Nous possédons une très bonne réputation dans les grands organismes du secteur public et du secteur privé. Nous recherchons :

Jeunes collaborateurs débutants

*Vous avez plusieurs années d'études supérieures scientifiques ou de gestion. Vous êtes dégagés des obligations militaires et libres rapidement. Vous n'avez pas de connaissances en informatique : **nous vous formerons intégralement** à la technique et à nos méthodes, (et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de notre groupe).*

Adressez lettre avec C.V. détaillé + photo sous réf. 3009 à A.S. Publicite 3, rue de Liège 75009 Paris qui transmettra.

AS PUBLICITE

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

Notre Société de Transport, filiale d'un Groupe Industriel, est implantée en France et C.E.E.
Nous recherchons pour notre Direction Technique située à Paris-Ouest un :

Ingénieur Débutant

A.M. ou équivalent

Il assistera le Directeur pour tous les problèmes d'entretien de matériels roulants ; pour les achats de fournitures, pour les études, projets d'achats et plans d'investissements de matériels de Transports ; pour les études techniques concernant les bâtiments et aménagements.
En relation constante avec les ateliers et succursales, il sera appelé à se déplacer.
La connaissance de l'anglais, et si possible de l'allemand, des capacités d'adaptation à un travail varié sont indispensables pour réussir et évoluer au sein de notre Groupe. En outre, le candidat doit pouvoir justifier son goût pour la technique.
Merci d'adresser votre lettre de candidature et votre C.V., sous référence 85726 M, à notre Conseil Françoise BARSI :

EMPLOI centor
13 bis, rue Henri Monnier
75009 PARIS
AFCOREM

SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS SLIGOS

SLIGOS

SLIGOS (2000 pers. dont 1000 cadres, 730 millions de C.A.) est l'une des premières Sociétés Françaises de Services et d'Ingénierie Informatique.
Pour poursuivre notre TAUX DE CROISSANCE DE 29% PAR AN, nous recherchons un

CHEF COMPTABLE

Rattaché au Directeur Comptable, vous êtes responsable de la comptabilité de nos filiales.
Titulaire du DECS et âgé de 30 ans minimum, vous avez une première expérience réussie dans une fonction similaire, ainsi que dans l'animation d'une équipe de 10 personnes.
La pratique des méthodes anglo-saxonnes sera un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre candidature (C.V., photo et prétentions) à : Nicole CONTE – SLIGOS
26, rue des Pavillons, 92800 PUTEAUX – Tél. 778.14.36.

HAVAS CONTACT

MINISTERE DE LA DEFENSE
SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AERONAUTIQUES

recherche

INGENIEUR

pour affaires de production dans le domaine des moteurs de faible puissance : négociation, élaboration et gestion de marchés, suivi de l'activité industrielle.

Préférence formation aéronautique moteur, expérience professionnelle de quelques années et connaissance de la langue anglaise.

Ecrire avec C.V. au : SERVICE TECHNIQUE DES PROGRAMMES AERONAUTIQUES
Bureau du Personnel
4, avenue de la Porte d'Issy - 75996 PARIS ARMEES.

VALENS CONSEIL

BANQUE PRIVÉE
Quartier Champs-Élysées

recherche
pour sa DIRECTION INTERNATIONALE
un

ANALYSTE CRÉDIT CONFIRMÉ
Classe VII ou VIII, H/F

Le poste :
- analyse et suivi des risques sur les sociétés et groupes de sociétés étrangères et sur les banques étrangères ;
- études sectorielles.

Le candidat :
- expérience de plusieurs années dans une fonction similaire ;
- pratique de l'anglais et de l'allemand ;
- connaissance des principes et des usages comptables allemands et anglo-saxons.

Ce poste de haut niveau s'adresse à un candidat capable d'assurer à la fois une étude critique des prises de risques et un appui aux secteurs géographiques d'exploitation, incluant quelques déplacements à l'étranger.

Envoyer lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et prétentions sous réf. 1267 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS.

Notre société développe et commercialise une gamme de matériels **opto-électroniques** destinés à l'automatisation et la robotique.
Nous recherchons un

INGENIEUR CHERCHEUR

pour lui confier la conduite d'une étude à moyen terme.

Vous venez d'obtenir votre diplôme et souhaitez approfondir votre formation en préparant une thèse sur des applications importantes de l'optronique.

Nous vous proposons de travailler en collaboration avec un laboratoire industriel de premier plan, dans le cadre d'une convention industrielle de formation.

Nous vous remercions d'adresser lettre + C.V. + prétentions sous réf. 9537 à VALENS CONSEIL - BP 359
75064 PARIS Cedex 02.

Il est temps de choisir son camp !...

Il nous paraît opportun de faire aujourd'hui cette recommandation à tous les Ingénieurs Commerciaux confirmés dans l'informatique qui ont du talent et qui réussissent... Car vous aurez de plus en plus besoin de produits qui réussissent au moins autant que vous.

Aujourd'hui, l'informatique est un marché mûr, occupé par des professionnels. DIGITAL y a fortement progressé cette année (CA + 47%)

Le futur se dessine, clairement et sélectivement : il appartient aux constructeurs qui, comme nous, ont bien anticipé les besoins des marchés dans leurs choix stratégiques et continuent d'investir dans la recherche et l'innovation pour proposer les systèmes d'information de demain.

C'est légitime, vous voulez être fiers des solutions que vous proposez à vos clients comme nous voulons l'être de nos Ingénieurs Commerciaux, nos ambassadeurs.

Il est temps que nous fassions connaissance !... Nous attendons votre courrier.

Nous recherchons actuellement des :

Ingénieurs Commerciaux Confirmés

ayant une expérience soit des marchés de gestion soit des marchés techniques et scientifiques ainsi qu'une bonne pratique de l'anglais, à

Lille, Lyon, Nantes, Nice, Paris et Strasbourg.

C'est Marie-Claire SAN QUIRCE qui traitera confidentiellement vos candidatures adressées sous réf. MON 097 à :
DIGITAL EQUIPMENT FRANCE, Service Recrutement, 2, rue Gaston Crémieux - BP 136 - 91004 EVRY Cedex.

Curriculum

N° 2 mondial de l'informatique

Bougez, Vivez... digital

Patron de la maintenance
un tremplin pour demain...

HACHETTE INDUSTRIE – 3 000 personnes, 10 unités de production – est l'activité industrielle et de distribution du Livre du Groupe HACHETTE. D'importants investissements et travaux d'automatisation ont fait de ce secteur l'un des plus performants du Groupe.

Le Directeur de l'une des unités, située en banlieue Sud de Paris – 500 personnes, 252 millions de F de C.A. – cherche un INGENIEUR CONFIRME pour lui confier l'ensemble des services Maintenance, Investissements et Travaux Neufs.

Vous aurez à poursuivre la mutation technologique de cette unité qui a investi 220 MF en 5 ans, principalement dans le renouvellement de son parc machines. Vous développerez des méthodologies propres à accentuer le caractère préventif de la maintenance de nos installations. Dans une industrie à délais réduits, vous devrez aussi pouvoir « déployer » très rapidement vos équipes (60 personnes) pour minimiser les attentes en production. En fait, prévenir le plus souvent, guérir s'il le faut.

Cette fonction majeure s'adresse à un INGENIEUR (Mines, AM, IDN...) à fort potentiel pour évoluer ensuite au niveau du Groupe. Vous avez bien sûr dirigé des équipes importantes et nous apportez une bonne maîtrise de l'électronique et des automatismes.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. + lettre manuscrite, sous réf. 592/LM, au Service Gestion des Cadres du Groupe, 12, rue François-Ier - 75008 PARIS.

HACHETTE



RECHERCHE

ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS HUMAINES

Il aura pour objectif, dans un premier temps, la gestion du personnel y compris : relations sociales, formation, information.

Il participera à l'animation de la hiérarchie et à la mise en œuvre de la politique de communication de l'entreprise.

Âgé d'environ 35-40 ans, de formation supérieure et disposant d'un fort potentiel d'évolution, il aura déjà acquis une très bonne expérience dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

Il aura une très bonne connaissance de l'anglais.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo à Direction des Relations Humaines, Sélection du Reader's Digest – 1 à 7, avenue Louis-Pasteur, 92220 Bagneux. (Réf. M/09)

HAVAS CONTACT

ETUDES ET PRODUCTIONS SCHLUMBERGER

La Société Etudes et Productions Schlumberger conçoit, développe et produit des sytèmes de mesures pour évaluer les gisements d'hydrocarbures (sondes, capteurs, systèmes informatiques d'acquisition et d'interprétation...).
Sa mission est de rendre plus efficaces et performants ces systèmes de mesures de grande précision, en intégrant les techniques les plus modernes.
Le Service Méthodologie axé sur les outils de CAO a pour objectif d'améliorer les méthodes d'études par l'introduction de l'outil informatique dans le cycle de conception électronique et mécanique.
Pour renforcer l'équipe électronique, nous recherchons un :

ingénieur électronicien CAO
Supélec, Télécom, Centrale ou équivalent

Votre solide formation en électronique est complétée par une expérience en simulation logique, ainsi que par la pratique du développement de logiciels (connaissances VMS et/ou UNIX appréciées).
Vous serez chargé de la mise en service d'un système de CAE (Computer-Aided-Engineering) électronique et de son intégration dans nos structures CAO-FAO existantes (simulateurs, testeurs).

A votre compétence technique de haut niveau, vous ajoutez de réelles qualités d'homme de contact pour assurer la formation des ingénieurs et techniciens d'études à ces produits.
Votre maîtrise de la langue anglaise vous permettra de dialoguer avec nos centres d'études aux USA où des missions sont à prévoir.
Merci d'adresser votre dossier de candidature accompagné d'une photographie à la Direction du Personnel,
EPS Schlumberger, 26, rue de la Cavée, 92140 CLAMART.

Schlumberger



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



MERCURE, L'ATOUT USINOR

Mercure, Dieu du Commerce est omniprésent chez USINOR.
Il inspire nos négociateurs d'affaires, et il les inspire bien.

JEUNES HEC, ESSEC, ESCP...

Vendre des aciers chez USINOR, c'est surtout être un MESSAGER rapide.
Tout d'abord ECOUTER : aussi bien des Responsables de Services que des Présidents d'entreprises.
Mais surtout écouter pour saisir les contraintes ainsi que les objectifs, car vendre c'est aussi prévoir les évolutions d'un client.
Puis intégrer, analyser et transmettre ces informations à nos usines et aux services de recherches pour adapter les produits futurs aux besoins de vos clients. En retour apporter à votre client les informations et les solutions qu'il attend de vous.
Ainsi à une fonction vente, vous associez celle de Marketing dans vos prévisions de marchés et vous y ajoutez la relation avec la production, (sacré ecole de Management).
Si vous avez l'enthousiasme, la tenacité et le sens de la négociation à tous niveaux, envoyez nous un message.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV et photo sous réf. M 605



Service Recrutement
N. LE BAGOUSSE
Immeuble Ile de France
92070 Paris la Défense Cedex 33

Innover pour gagner

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.05

Responsable activité connectique

Cette société française (250 millions de francs de chiffre d'affaires, 170 personnes) est spécialisée dans l'importation, la distribution et la fabrication de produits électroniques (composants actifs et passifs, produits pour circuits imprimés). Elle souhaite avoir dans la connectique le même développement qu'elle a connu dans ses autres domaines, grâce à une approche performante et adaptée, et recherche le responsable de cette nouvelle activité. Basé en banlieue sud-ouest et sous l'autorité de la direction générale, il agira au départ en temps que véritable chef de produit pour prendre progressivement le management total de cette activité. Sa mission sera de créer et de développer une activité de distribution de connecteurs ainsi que d'assemblage (limandes) destinée à l'industrie électronique. Il utilisera dans un premier temps la force de vente (22 commerciaux) de la société, qu'il formera et animera puis créera sa propre équipe. Il constituera également une cellule assemblage. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum de formation supérieure en électronique et ayant idéalement une expérience commerciale et technique de 3 à 5 ans acquise chez un fabricant de connectique ou un distributeur. La connaissance de l'anglais est souhaitée. A la rémunération annuelle pouvant atteindre ou dépasser 300.000 francs s'ajoutera une voiture de fonction et d'excellentes perspectives de carrière pourront être proposées à un candidat entreprenant. Ecrire à H. MICHERON en précisant la référence A/R 9109M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

Ingénieurs commerciaux

Informatique graphique

200.000 F - Filiale d'un puissant groupe industriel, nous sommes également l'un des premiers constructeurs mondiaux de péri-informatique graphique. La recherche permanente de nouveaux produits alliée à des investissements considérables explique notre succès dans cette technologie de pointe. Aujourd'hui nous souhaitons renforcer notre équipe de vente par deux ingénieurs qui auront pour mission de promouvoir nos produits auprès d'une clientèle essentiellement technique, de laboratoires et de bureaux d'études. Basés à Paris, ils seront responsables du développement d'un chiffre d'affaires pour l'ensemble de nos produits, sur une zone géographique : l'un couvrira l'est, l'autre l'ouest de la région parisienne. Pour ce poste il est indispensable d'avoir une formation supérieure technique et une expérience réussie de la vente de produits informatiques d'environ trois ans. Nous offrons des possibilités d'évolution rapide vers des postes à responsabilités au sein de la société et du groupe. L'anglais est indispensable. La rémunération proposée pourra être fonction de l'expérience du candidat et comprend fixe plus prime, auxquels s'ajoutent une voiture et les remboursements de frais. Ecrire à B. DAUMARIE en précisant le secteur choisi et la référence S/8035M



3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 747.11.04

Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

MEMBRE DE SYNTEC

RODIER

recherche

jeune cadre

ESC, MAITRISE GESTION ou SCIENCES ECO.

Il sera appelé à seconder le Responsable du Service **"ETUDES - PREVISION"** :

- Exploitation statistique des ventes globales sur outil informatique et analyse micro-informatique des ventes en magasins.
- *Assistance aux Chefs de Produits.*
- Enquêtes terrain...

Merci d'adresser votre candidature à
M. CHERMAT
RODIER
11, bd de la Madeleine - 75001 Paris

Chef comptable

GROUPE PHARMACEUTIQUE FRANCAIS, LEADER DANS SON DOMAINE - C.A. CONSOLIDÉ 350 MILLIONS DE F - 2 USINES - UNE DIZAINE DE FILIALES EN FRANCE ET A L'ETRANGER - EFFECTIF 450 PERSONNES, RECHERCHE CHEF COMPTABLE.

Directement rattaché au Directeur Financier, il devra : assumer la responsabilité opérationnelle des services comptables - coordonner les travaux liés à la sortie des résultats et des bilans - gérer les relations comptabilité-informatique - améliorer les systèmes existants - suivre personnellement tous les problèmes liés à la fiscalité et à la trésorerie - animer et dynamiser une équipe de 12 personnes.

Le candidat retenu aura 32 ans minimum, une solide formation comptable et fiscale (niveau DECS ou équivalent), il aura acquis si possible une expérience d'au moins 5 ans dans des fonctions analogues dans une société industrielle. Excellent praticien de la comptabilité, il devra avoir de bonnes connaissances en matière fiscale et de trésorerie, il sera familiarisé avec l'utilisation de l'informatique. Sa réussite dans ce poste autorise de très intéressantes possibilités d'évolution de carrière au sein de la Direction Financière. Lieu de travail : RUNGIS.

Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé sous réf. 73791/M à Mme CLERE, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

Publival

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

BANQUE FRANCAISE PRIVEE
QUARTIER OPERA
recherche pour DEPARTEMENT FINANCIER
en pleine expansion

GESTIONNAIRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE SICAV FCP

- 2 à 3 ans d'expérience dans ce domaine,
- connaissance de la réglementation,
- niveau classe III ou IV,
- petite équipe jeune,
- possibilités d'évolution.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 17122 à Contesse Publicité 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSE

Au sein de la Direction CONTROLE DE GESTION/ORGANISATION *d'un grand groupe chimique français,* de renommée et d'activité internationales

Chefs de projet en organisation

H/F

Vous avez :

- un diplôme HEC, ESSEC, Sciences Po ou une double formation Ingénieur/Ecole de Gestion,
- une bonne culture juridique (niveau maîtrise) ou comptable (niveau DECS),
- une expérience d'environ 3 ans dans un Cabinet d'Organisation ou dans le service AUDIT d'une entreprise industrielle.

Vous serez apprécié sur votre capacité à :

analyser et comprendre les systèmes d'organisation existants, proposer de nouvelles règles de communication plus efficaces, mais aussi - et surtout - à réussir leur mise en application (rédaction, information et contrôle).

Votre terrain d'intervention s'étend à tous les services de l'entreprise. Néanmoins, l'étude des agents, circuits et traitement de l'information privilégie vos relations avec l'informatique et la gestion.

Votre réussite dans un tel poste requiert de fortes qualités de jugement, de rigueur, de dynamisme et de talent rédactionnel, elle vous ouvre l'accès à des fonctions de tout premier plan dans l'entreprise.

Adresser lettre manuscrite et CV détaillé, sous référence 72071/M à J.P LE MASSON, Sélé-CEGOS, Tour *Chenonceaux, 92516 BOULOGNE CEDEX.*

Publival

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC

ETABLISSEMENT PUBLIC PARIS

recherche

CADRE COMMERCIAL

Pour vendre produits de formation.
30 ans environ.
Formation supérieure, expérience commerciale indispensable, pour renforcer petite équipe.

Le poste exige goût des contacts, grande expérience du téléphone et nécessite *nombreux* déplacements Paris - banlieue

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, photo et prétentions, *sous réf. 9009, Patricia* PETIT 86, rue de Richelieu 75002 PARIS.

EVOLUEZ VERS LE CONTROLE DE GESTION D'UNE PME



Notre société : un des leaders sur le marché du bricolage avec une des progressions du CA les plus fortes. Un groupe de 33 magasins. Chacun d'eux est géré d'une manière autonome tout comme une PME.
Nous vous proposons d'être l'**ADJOINT (GESTIONNAIRE) DU DIRECTEUR D'UNE DE CES AFFAIRES COMMERCIALES.**
Vous suivez les procédures administratives (circuit d'argent, réception, maintenance...) qui garantissent la fiabilité des informations que vous utiliserez. Vous jouez un rôle de contrôleur de gestion en apportant votre avis sur la politique commerciale et sur la manière de rentabiliser votre affaire. Vous êtes le responsable hiérarchique de près de la moitié du personnel du magasin. Agé de 30-35 ans, *vous avez une expérience de gestionnaire, un état d'esprit de patron. Apportez nous vos compétences pour gérer en double une entre*prise performante et solide. Des postes sont à pourvoir en proche banlieue parisienne, en Normandie, dans de grandes villes de l'Ouest, dans le Rhône et dans le Sud.

Merci d'écrire s/réf. MCG 30 à François BERLAND (Paris-Normandie), Patrice DEYGLUN (Ouest), LEROY MERLIN, 45, bd des Bouvets 92000 NANTERRE, Pierre CAILLAT (Rhône-Alpes - Midi), LEROY MERLIN, Centre Commercial Auchan, 84130 LE PONTET.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.05

Mensuel de conseils en gestion de patrimoine
(plus de 100 000 exemplaires)

recherche

RÉDACTEUR

passionné par la Bourse,
les différents autres placements financiers
(immobilier, assurance-vie, placements divers...)
et la gestion patrimoniale dans son ensemble.

Le poste à pourvoir nécessite :

- Une formation universitaire supérieure ou une solide expérience professionnelle dans le domaine des placements ;
- Une grande aisance rédactionnelle ;
- Une ou plusieurs références professionnelles ;
- Une réelle aptitude au travail en équipe.

Env. lettre de candidature motivée avec c.v., photo et prétentions s/nº 7 866 le Monde pub., Service annonces classées, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

هكذا من الأصل

هكذا من الأصل

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Pour faire face au développement de sa filiale chargée de la gestion des portefeuilles de valeurs mobilières, une importante banque française renforce son équipe de gestionnaires et recherche

UN GÉRANT DE PORTEFEUILLES (H/F)

pour son équipe "gestion diversifiée"

chargé de la gestion sous mandat de portefeuilles de clients particuliers et fonds communs de placement. Il participe dans le cadre de l'équipe à l'élaboration de la politique de gestion.

Ce diplômé de l'enseignement supérieur bénéficie d'une expérience de la fonction d'une à deux années. Celle-ci précédée éventuellement de la pratique de l'analyse financière lui permet de bien connaître les différents mécanismes et de posséder une bonne approche de l'ensemble des places boursières.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions sous réf. 1271 à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.



3me Groupe en France de travaux électriques - 9 000 personnes - C.A. : 3 milliards

INGENIEURS DEBUTANTS

Les candidats que nous souhaitons rencontrer pour étoffer nos différents services, seront appelés après formation à devenir **INGENIEURS D'AFFAIRES.**

Formation **électrotechnique** ou **généraliste** (ENSAM...), pour notre Département Equipements Electriques.

Formation à dominante **BTP**, pour nos Départements :
Electrification Rurale
Génie Civil et Assainissement.

Les postes sont à pourvoir sur toute la France.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo à Madame JEUNOT, l'Entreprise Industrielle, 29, rue de Rome, 75008 Paris

CONTESSE

Nous recherchons pour notre Centre Technique du PLESSIS ROBINSON

Ingénieurs électroniciens

Spécialistes des **circuits RADIO** pour prendre en charge l'étude et le développement de nouveaux produits en **RADIOCOMMUNICATIONS.**
2 à 3 années minimum d'expérience exigées dans le domaine précité.
Connaissances souhaitées en microprocesseurs.

Ingénieur électrotechnicien

Au sein du « Service Central Alimentations », il aura pour mission de calculer et développer des circuits analogiques pour convertisseurs d'énergie, régulateurs...
Le profil souhaité est celui d'un ingénieur diplômé grande école ayant plusieurs années d'expérience dans les domaines précités et susceptible d'assumer à terme des responsabilités hiérarchiques.

Merci d'adresser votre candidature à TRT, Direction du Personnel, 5, avenue Réaumur, 92350 Le Plessis-Robinson.

TRT — *L'une des 1ères Stés françaises d'électronique professionnelle*

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 506.10.00

Jeune gestionnaire de trésorerie

Vous terminez vos études (ESCAE, Maîtrise de Gestion, éventuellement BTS de gestion financière et comptable), et vous souhaitez intégrer rapidement une grande entreprise, ou bien vous travaillez depuis 2-3 ans dans une trésorerie de groupe ou dans une banque. Le Groupe HACHETTE (12.000 personnes, 11 milliards de francs de CA) vous offre un poste au sein de sa Trésorerie Centrale, l'une des plus en pointe en francs français sur la place de Paris.

Vous aurez à gérer la trésorerie d'une dizaine de Sociétés du Groupe avec l'aide d'un système informatique centralisé. Prévisions, arbitrages, affectations dépenses/recettes, équilibrage des soldes, contrôle des dates de valeur seront vos soucis quotidiens.

Plus généralement, vous serez le partenaire indispensable des Directeurs des différentes Sociétés pour optimiser leurs actifs investissements.

Ce métier, qui allie technique et intuition, suppose non seulement le goût des chiffres et la rigueur, mais aussi le sens des relations. Il doit même devenir, pour celui qui l'exerce, une sorte de jeu. C'est pourquoi *il est impératif, si vous êtes* débutant, que vous ayez déjà testé vos aptitudes lors d'un stage dans une trésorerie d'entreprise au cours de vos études.

Ecrivez-nous (lettre manuscrite + C.V.) sous Réf. 621 à Gestion des Cadres, 12, rue François-1er 75008 Paris.

HACHETTE

PROCHE BANLIEUE EST — **F 280.000+**

Notre client est une société de distribution qui emploie plus de 400 personnes en France. Nous recrutons pour lui un

responsable financier

qui sera directement rattaché au Directeur Général Adjoint. La personne recrutée supervisera un service comptable de 11 personnes et devra, à terme, encadrer aussi un service informatique de 10 personnes. Il aura à sa charge la comptabilité générale, les déclarations sociales et fiscales, la paie, la gestion de trésorerie, la négociation bancaire et le contrôle budgétaire.

Nous recherchons un cadre confirmé, âgé d'environ 40 ans, possédant de très solides compétences comptables. Il devra aussi faire la preuve d'une très grande familiarité avec l'environnement informatique.

Veuillez envoyez votre C.V. en indiquant un numéro de téléphone à
MARIE JO MARTIAL
Tour Manhattan, 6 Place de l'Iris, 92095 Paris La Défense 2,
sous référence M 5094

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recrute sur concours

10 AGENTS TECHNIQUES DE BUREAU

option dactylographie

Les candidats doivent être âgés de 17 ans à 45 ans au 1-1-85 et remplir les conditions générales d'accès à la fonction publique.

Ecrire : O.P.H.L.M.V.P.
Bureau du Personnel
49, rue du Cardinal-Lemoine
75231 Paris Cedex 05

Date limite de retrait des dossiers :
4 octobre 1985, à 16 h.

ÉDITEUR
cherche pour travaux ponctuels

REWRITERS

avec expérience journalisme ou sciences.
Ecrire à M. BLOND, 9, rue Barbet-de-Jouy, 75007 Paris.

Jeunes diplômé(e)s — Moteur!

ENTREPRENDRE DANS LA MICRO

Vous avez un tempérament de "patron", et vous voulez entreprendre. Pourquoi ne pas le faire d'abord avec nous et bénéficier des ressources d'un grand Constructeur ?

Nous vous confierons des responsabilités opérationnelles réelles : développer notre réseau de vente indirecte en conseillant les chefs d'entreprise qui sont nos partenaires (revendeur, distributeur, ingénierie). Vous participerez ainsi à l'élaboration de leurs plans marketing et communication, financement des ventes, à l'animation de leur force commerciale.

Bien sûr, vous êtes diplômé d'une Grande Ecole (de Commerce ou d'Ingénieurs) ou d'une Université. Après une formation spécifique à nos produits et techniques, notre équipe de PARIS vous accueillera.

Alors, aujourd'hui chez BULL, et demain... partenaire de BULL ?

Adresser votre candidature sous réf. : 701 M à :
Gilbert PASSEKARAILE
Bull Recrutement
78/80 avenue Galliéni
93174 BAGNOLET

Bull 

Audit Opérationnel

LE GROUPE BSN – 1er groupe alimentaire français, 27 Mds de F de C.A. dont 30 % réalisés à l'étranger, plus de 80 sociétés – recherche un auditeur confirmé pour son **SERVICE CENTRAL D'AUDIT.**

Il sera responsable de missions d'audit opérationnel dans les différentes sociétés du groupe tant en France qu'à l'étranger. Interlocuteur des Directions de filiales, il contribuera à l'amélioration de leur gestion et de leur organisation. Il aura un rôle d'animation et de formation de jeunes auditeurs.

En abordant toutes les fonctions de l'entreprise dans des sociétés différentes par leur taille, leur structure, leur marché, il diversifiera ses compétences et acquerra une connaissance approfondie du groupe et de ses hommes. Cette expérience privilégiée lui permettra d'accéder à terme à des responsabilités opérationnelles de haut niveau.

Ce poste sera confié à un diplômé d'études supérieures possédant une expérience de 2 à 4 ans d'audit, et souhaitant faire évoluer sa carrière au sein d'un des tout premiers groupes français. Des connaissances en allemand et/ou en espagnol seront appréciées.



Merci d'adresser votre candidature, sous réf. C1 M en précisant rémunération actuelle à : BSN – Service Recrutement Cadres – 7, rue de Téhéran – 75381 Paris Cedex 08.

HAVAS CONTACT



L'APRÈS-VENTE, UN TREMPLIN POUR VOTRE ÉVOLUTION

SAVEMA, filiale après-vente (600 personnes, 300 MF de chiffre d'affaires) de THOMSON GRAND PUBLIC, recherche :

UN INGÉNIEUR ÉLECTROMÉCANICIEN

Au sein de nos Services Techniques (220 personnes), vous serez responsable du Service Qualité d'une ligne de produits électroménagers dans le domaine du froid, du lavage et de la cuisson.

Votre mission consistera à rassembler, traiter et analyser au moyen de l'informatique les informations relatives à la qualité de nos produits, à collaborer étroitement avec nos usines en participant à l'élaboration des produits nouveaux et en favorisant la résolution des problèmes qualité.

Débutant ou possédant quelques années d'expérience dans le secteur électromécanique (Bureau d'Études, Service Qualité...), vos qualités d'animation et vos capacités à convaincre seront essentielles pour réussir.

Votre évolution se fera au sein de l'entreprise ou du groupe qui propose de réelles opportunités de carrière.

Lieu de travail : Saint-Denis puis Cergy-Pontoise, été 86.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous réf. 81670/LM, à Bruno ERNST – Directeur du Personnel – SAVEMA – 166, rue du Landy – 93200 Saint-Denis.

THOMSON GRAND PUBLIC

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE ENTREPRISE FRANCAISE DU SECTEUR ELECTRONIQUE INFORMATIQUE
recherche pour l'un de ses centres d'études en proche banlieue Sud PARIS

INGENIEUR ELECTRONICIEN SYSTEME

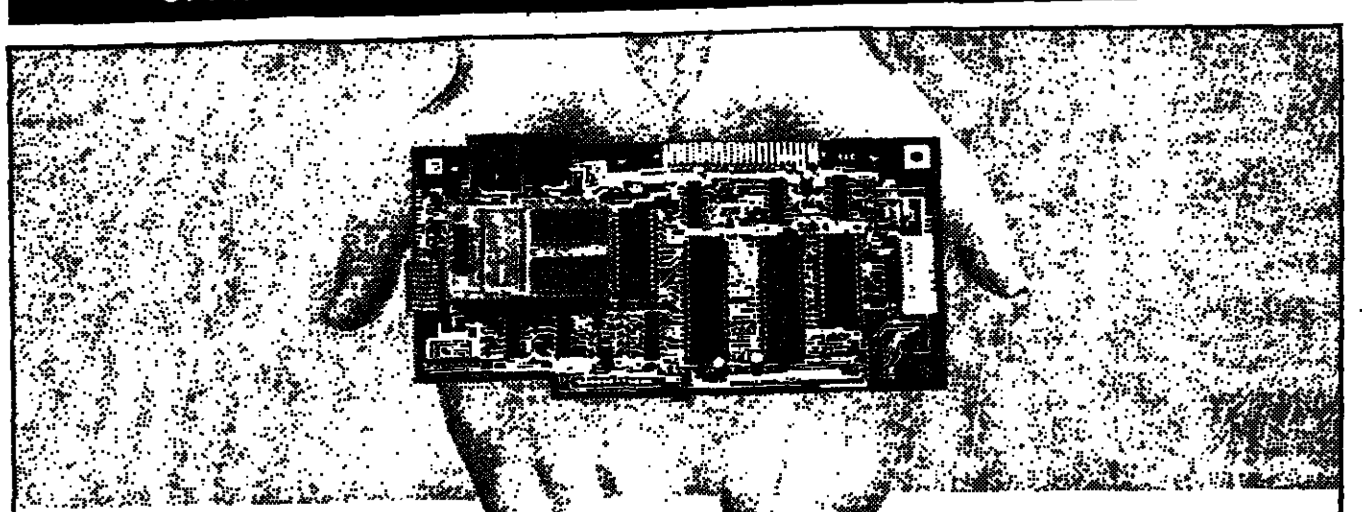
Responsable du développement et de l'évolution d'un produit constitué d'un terminal de paiement, il prend en charge directement les fonctions systèmes (définition des spécifications avec les clients) et la coordination avec l'usine de production. Il coordonne l'action de deux ingénieurs logiciels travaillant sur la même gamme de terminaux.

Exigences : 3 à 5 ans d'expérience dont une partie en ingénieur système. Anglais parlé.

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence AB517 à CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01 qui transmettra.

CONTESSE





L'AVENIR ENTRE VOS MAINS

Vous êtes diplômé d'une grande école ou de l'enseignement supérieur. Vous êtes débutant, ou, vous souhaitez tirer parti d'une première expérience réussie afin de donner une nouvelle orientation positive à votre carrière. Nous vous offrons cette opportunité

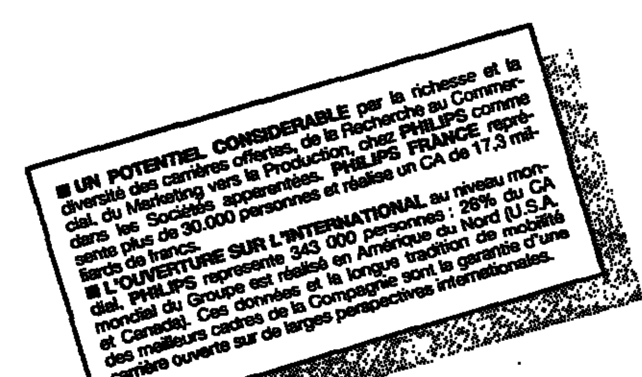
dans la fonction personnel

Des affectations successives dans nos différentes unités seront pour vous l'occasion d'acquérir, dans des structures dynamiques, une expérience diversifiée de la fonction, tout en mettant à l'épreuve vos capacités d'engagement personnel et votre esprit d'entreprise.

Dans un contexte exigeant mais motivant, vous serez rapidement appelé, si vous en avez le potentiel et la volonté, à prendre les responsabilités de plus en plus larges que vous recherchez. L'attention permanente que nous portons à la mobilité de nos cadres est pour les meilleurs la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives.

Merci d'adresser lettre man., C.V. et photo au : 

60, rue Caumartin, 75009 Paris.


■ UN POTENTIEL CONSIDERABLE par la richesse et la diversité des carrières offertes, de la Recherche au Commercial, du Marketing vers la Production, chez PHILIPS comme dans les Sociétés apparentées. PHILIPS FRANCE représente plus de 30.000 personnes et réalise un CA de 17,3 milliards de francs.
■ L'OUVERTURE SUR L'INTERNATIONAL au niveau mondial. PHILIPS représente 343 000 personnes : 26% du CA mondial du Groupe est réalisé en Amérique du Nord (U.S.A. et Canada). Ces données et la longue tradition de mobilité des meilleurs cadres de la Compagnie sont la garantie d'une carrière ouverte sur de larges perspectives internationales.

PHILIPS 

CONTESSE



INTER G

Nous sommes un important groupe d'ingénierie à vocation internationale.

Nous offrons dans notre département Electricité-Energie, deux postes de haut niveau :

ingénieur thermicien
(ECP, MINES...)

Sera chargé des études et réalisations de chaufferies de réseaux de chaleur, de génie climatique, d'économies d'énergie.

ingénieur électricien
(SUPELEC, ENSIEG...)

Ayant solide expérience des réseaux électriques et de distribution dans le domaine industriel.

Ces deux postes basés à GIF-SUR-YVETTE impliquent la connaissance de l'anglais et une disponibilité pour de courts déplacements à l'étranger.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature avec C.V. et photo à INTER G Direction du Personnel - B.P. 26 - 91190 GIF-SUR-YVETTE.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65

Notre cabinet d'Audit et de Conseil à vocation internationale a su en quelques années se constituer une clientèle d'entreprises très diversifiée. Sa volonté de développement l'amène à proposer aujourd'hui d'intéressantes opportunités de carrière à

deux auditeurs « seniors »

Le premier poste, implique la connaissance des méthodes « anglo-saxonnes ».

Le second poste s'adresse à un candidat diplômé CPA voulant à terme tenter une expérience internationale et prendre la responsabilité d'une filiale à l'étranger.

*Envoyer lettre manuscrite + C.V. sous réf. AS à notre Conseil en Recrutement : **D.S.A.***
6 bis, avenue Mac Mahon - 75017 PARIS

VALENS CONSEIL

Rechercher des médicaments pour le « cerveau âgé »



Neuropharmacologue

Doctorat d'état + 1ère expérience de recherche

Dans le cadre de ses nouvelles orientations de recherche, le **Centre de Recherche Delalande** recrute un neuropharmacologue.

Ce poste s'adresse à un pharmacien, médecin ou universitaire, âgé de 30-35 ans possèdant un **doctorat d'état en pharmacologie** ainsi qu'une **première expérience de recherche**.

Intégré au sein du **Département de Recherche Biologique**, il aura à créer sa propre équipe et à l'impliquer dans un projet de recherche d'un nouveau médicament des affections pathologiques liées au vieillissement. Il devra établir et développer des méthodologies pour évaluer les nouvelles molécules.

Imprégné des concepts de pharmacologie moléculaire, il participera au sein d'une équipe pluridisciplinaire à la conception de nouveaux programmes.

Veuillez adresser votre dossier de candidature à Monsieur LANGLOIS.

MEDIA BA

Centre de Recherche
Delalande *10, rue des Carrières - 92500 RUEIL-MALMAISON - FRANCE*



INFORMATIQUE
membre du PJB INTERNATIONAL MANAGEMENT

recherche, dans le cadre du développement de ses activités, un

CONSULTANT

Diplômé d'études supérieures, il a consolidé ses connaissances pendant environ quatre ans en entreprise sur des projets d'informatique de gestion ou dans une SSII. Il s'est familiarisé avec la mise en oeuvre de calculateurs de taille moyenne et de micro ordinateurs.

Le goût des contacts, la rigueur, le sens de l'organisation et de l'obervation, la faculté de s'indentifier aux objectifs de ses clients seront les atouts qui lui permettront de réussir dans nos activités de conseil et assistance en informatique et bureautique.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et prét. à :
PJB INFORMATIQUE, 8, rue Georges Ville, 75116 Paris.

CONTESSE TELEMATIQUE : UTILISEZ VOTRE MINITEL (1) 266.10.65



IUT FC / TC ou équivalent.

Complétée par une première expérience commerciale (2 ans maximum), votre formation vous permet d'aborder avec ambition le monde des affaires et de la finance.
***Notre groupe bancaire** (60 agences) vous propose, après formation, à nos produits et méthodes d'être rattachés à une direction d'agence et de prendre en charge le développement de nos activités auprès des **clientèles "privée" et "entreprises"**.*

Ecrire avec C.V. + photo sous réf. 4685 qui seront transmis par

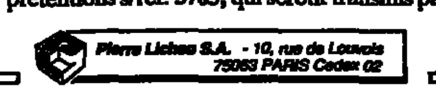
Pierre Lichau S.A. - 10, rue de Louvois 75063 PARIS Cedex 02 — *Réponse assurée.*

BANQUE AMERICAINE
en expansion rapide recrute
pour sa succursale de PARIS

EXPLOITANT(E) CONFIRME(E)

— Expérience bancaire 5 ans minimum.
— Excellente connaissance de l'anglais indispensable.
— Formation supérieure (HEC - ESSEC - ESCP - IEP).

Adresser lettre manuscrite, C.V. + photo + prétentions s/réf. 3703, qui seront transmis par



ATTACHE DE PRESSE HF
BILINGUE FRANCO-ALLEMAND

Notre société distribue en France les produits du grand groupe chimique allemand dont nous sommes filiale à part entière.

Nous recherchons pour notre siège basé en proche banlieue Ouest un(e) attaché(e) de presse, diplômé(e) I.E.P., CELSA ou E.S.C. ayant à son actif 5 ans d'expérience professionnelle acquise de préférence en entreprise. Il-elle sera chargé(e) des relations avec la presse économique financière et spécialisée concernant la vie du Groupe en France et les opérations de Relations Publiques intéressant les différentes Sociétés (Foires, Expositions, Salons) en relation étroite avec la Direction Générale.

Outre une parfaite maîtrise de la langue allemande — écrite et parlée — ce poste demande un réel sens des contacts humains et de la disponibilité pour de brefs déplacements.

BASF

Merci d'adresser C.V., photo et prétentions, s/réf. LM/DG, à Compagnie Française BASF - 140, rue Jules-Guesde - 92303 LEVALLOIS-PERRET

MEDIA BA

HERCULES Déjà leader sur plusieurs marchés dans le monde (24.000 personnes, 100 usines, CA $ 3 milliards), nous sommes fortement implantés en France, notamment dans le domaine des produits pour l'industrie papetière, avec usine de production et laboratoires près de Grenoble, nous diversifions nos activités et créons un poste de

JEUNE INGENIEUR
INDUSTRIES DU PAPIER

Attaché à l'un de nos Responsables Régionaux, vous avez pour mission, après une formation pratique, de développer les applications et les ventes de nos produits auprès d'une clientèle spécialisée.

Vous étudiez votre marché, prévoyez les ventes, réalisez les objectifs, gardez le contact permanent avec vos clients sur le terrain, tant pour réaliser des essais sur ligne de production que des négociations commerciales, assurez la liaison avec usine et laboratoire, ainsi que l'information du marketing Europe.

Une formation d'ingénieur est nécessaire, une première expérience souhaitée. Parler anglais est un atout important dans un groupe multinational où la promotion interne est privilégiée.

Adresser lettre, CV, et rémunération sous réf. 927/M à M. d'Aboville
Résonance, 80 rue Taitbout 75009 Paris

résonance

IMPORTANTE FIDUCIAIRE
recherche pour Paris et Région Parisienne

Auditeur Confirmé
3 à 4 ans de Cabinet

pour missions variées auprès de Sociétés de dimensions nationales et internationales.

Collaborateur Confirmé
3 à 4 ans de Cabinet

pour missions d'expertise comptable de haut niveau.

Envoyer C.V., photo et prétentions à **FIDEX PARIS**
18 Bis rue de Villiers 92300 LEVALLOIS PERRET

SOCIETE DE PRODUITS DE HAUTE TECHNICITE
filiale d'un grand Groupe Industriel Français de dimension internationale, recherche

INGENIEUR TECHNICO CIAL

— Diplômé (e) Grande Ecole ou Universitaire, *niveau minimum 3ème cycle* physique,
— Débutant (e) ou quelques années d'expérience

Pour promotion de céramiques piézoélectriques et monocristaux synthétiques, *en France et à l'étranger.*

Facilité de contacts avec des interlocuteurs d'horizon très différents nécessaires

Anglais indispensable.

Lieu de travail : LA DEFENSE.

Envoyer lettre manuscrite, CV et photo à N. 4829 - PUBLICITES REUNIES 112, Bd Voltaire - 75011 Paris qui transmettra.

هكذا من الأصل

METIER
DIVISION DE LOCKHEED

La gestion des grands projets industriels avec le numéro 1 mondial : Artemis

Présent dans 33 pays, avec un chiffre d'affaires de 80 millions de dollars et 200 personnes en Recherche et Développement, notre logiciel ARTEMIS s'impose dans les grandes entreprises internationales.
En France, notre croissance nous amène à créer un nouveau poste de Responsable pour :

Manager une équipe commerciale

Responsable d'une équipe de support, d'un secteur de marché et d'une base installée, vous serez directement impliqué dans les relations avec les prospects et la négociation des affaires.

Votre expérience commerciale de la vente, au minimum trois ans, de systèmes d'information, de progiciels ou de services au niveau des Grands Comptes, votre diplôme d'une grande école commerciale ou d'ingénieurs, vous permettront de prendre des responsabilités variées.

Votre motivation pour les outils de gestion sophistiqués, type SGBD, sera un atout pour ce poste évolutif dans le cadre de nos structures internationales. La rémunération prévue intéressera les éléments ambitieux.

BJ FORCES INFORMATIQUE vous remercie de lui écrire (CV + photo + prétentions) sous la référence 769/2 M - 24 rue Eugène Flachat - 75017 Paris.

Un département de Bernard Julhiet Psycom



JOURDAN

La Banque Paribas, recherche sur Paris un

Fiscaliste confirmé

Vous souhaitez valoriser vos dix années d'expérience professionnelle dans le domaine de la fiscalité.

Vous possédez une parfaite maîtrise de la fiscalité des entreprises et des capitaux mobiliers.

L'anglais est bien sûr indispensable et un diplôme supérieur en fiscalité serait un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V. + photo), sous la réf. FC/LM, à la **Direction des Relations Humaines de la Banque** PARIBAS - B.P. 141 - 75078 PARIS Cedex 02.

BANQUE PARIBAS

MEDIA BA

ETABLISSEMENT FINANCIER
PARIS 8ème
recherche

REDACTEUR CONFIRME H/F

minimum 30 ans

pour l'étude et la mise en place de prêts immobiliers acquéreurs et de crédits commerciaux.

Nous demandons une formation supérieure en droit (civil ou notarial) et/ou en comptabilité-gestion, 3 à 4 ans d'expérience dans le domaine des crédits immobiliers, et des qualités de dynamisme et de contact.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature avec C.V., photo et prétentions s/réf. 11512 qui seront transmis par :



CABINET JURIDIQUE INTERNATIONAL

recherche

JEUNE JURISTE

(26-28 ans)

Expérience de 2 à 3 ans en droit commercial et fiscalité dans cabinet conseil ou fiduciaire et anglais courant indispensable.

Adresser C.V. à FRESHFIELDS - 69, av. Victor-Hugo, 75116 PARIS.

B.E. PARIS RECHERCHE D'URGENCE

1 CHEF DE CHANTIER

très grande expérience magasins.
Libre de suite.

Adresser c.v. manuscrit à :
ATELIER ESPACE, 27, rue de l'Armorique, 75015 PARIS.

PREVOYANCE COLLECTIVE

RESPONSABLES COMMERCIAUX

NOUS : • nous concevons des régimes de prévoyance de qualité
• notre réseau commercial est performant
• nous recrutons deux chargés de clientèle pour diffuser nos produits de prévoyance collective auprès de Sociétés Commerciales importantes et diversifiées.

VOUS : • vous possédez une formation supérieure de type HEC ou ESSEC.
• accrocheur et persévérant, vous avez le goût du contact.

REJOIGNEZ UN GRAND DE LA PREVOYANCE

Adressez lettre de candidature manuscrite + C.V. + photo + prétentions, sous réf. 508 à SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

Le Campus Universitaire d'Orsay recrute pour le service technique chargé de la maintenance des installations générales (chaufferies et réseau électrique HT/BT, réseau téléphonique, réseaux eau, gaz et divers, voirie) :

UN INGÉNIEUR DIPLOMÉ

qui sera chef du service. Exp. prof. confirm., en électr. notamment. Candid. et C.V. à : M. le Directeur du Svce du Campus, bât. 300, Université Paris-Sud, 91405 ORSAY.

SOCIÉTÉ AÉRONAUTIQUE

CHEF DU BUREAU D'ÉTUDES

ÉLECTRONIQUE/ÉLECTRICITÉ
Formation ingénieur.
Expérience bureau d'études

280.000 +

Ecrire sous réf. 371, SWEERTS, 9, rue du Delta, 75009 PARIS, qui transmettra.

LES NVX CONSTRUCTEURS
recherche

AUDITEUR COMPTABLE

Apporte son assistance à la tenue décentralisée de comptabilités de sociétés civiles immobilières et en assure dans le cadre de procédures comptables.
Comptable confirmé pratiquant la micro-informatique.
Esprit rigoureux, qualité pédagogique et forte capacité de travail, disponible rapidement.
Env. C.V. + lettre manuscrite + photo à Eric Châlon, LES NOUVEAUX CONSTRUCTEURS, Tour Maine Montparnasse, 75755 PARIS Cedex 15.

PRODERA S.A.

Société travaillant dans le domaine des phénomènes vibratoires
recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

(H/F)
de formation scientifique, débutant à 3 ans d'expérience.
• Connaissances nécessaires :
– langage évolué type PASCAL,
– un langage assembleur,
– un système d'exploitation sur mini ou micro calculateur,
– langue anglaise.
• Connaissances appréciées :
– traitement du signal,
– analyse numérique.
• Disponibilité pour déplacements France et étranger.

Envoyer curr. vitae manuscrit et prétentions à :
PRODERA S.A.
36, boulevard de la Bastille, 75012 PARIS.

Pour Important Chantier BATIMENT - PARIS
recherchons

INGÉNIEUR T.C.E. COORDINATEUR

– Diplômé d'une grande école.
– Rompu aux contacts à hauts niveaux.
– Expérience du contrôle des travaux T.C.E. d'importants projets.

Envoyer C.V., photo et prétentions à : SIGLE, 47, rue de La Chapelle, 75018 PARIS.

DU PONT

La France est le premier marché européen du phytosanitaire ; un suivi permanent des évolutions et tendances de ce marché est une nécessité.

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A. a dans ce domaine des ambitions affirmées.

Notre département **AGROCHIMIE** crée un poste d'

ANALYSTE DE MARCHÉ

Responsable de la collecte (panels, enquêtes...), de l'analyse, de la diffusion de toutes les informations concernant le marché français, vous permettez à votre direction de mettre en place les actions adéquates.

Ayant une **formation agronomique supérieure (agri-agro...)**, vous avez une première expérience du marché phytosanitaire.

Connaissant l'outil informatique (IBM-PC...), vous aurez une orientation marketing.

Une bonne maîtrise de l'anglais, une volonté de réussir, vous permettront d'envisager au sein d'une société en expansion, une très intéressante évolution de carrière.

Vous voudrez bien envoyer lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous la référence 79098/LM, à :

DU PONT DE NEMOURS (FRANCE) S.A.
9, rue de Vienne – 75008 PARIS

HAVAS CONTACT

PROPOSER ET NÉGOCIER DES SYSTÈMES AVANCÉS DE TÉLÉCOMMUNICATIONS

JEUNE ESE, ECP

Spécialiste reconnue dans le domaine des Radiocommunications, la Division Télécommunications de THOMSON-CSF étudie et réalise des équipements et des grands systèmes de Télécommunications. Exportatrice de près de la moitié de son C.A. sur les cinq continents, elle est, en France, largement leader dans son domaine.

Ingénieur, débutant ou avec une première expérience, vous souhaitez valoriser votre formation grande école dans un poste à caractère commercial et utilisant vos compétences techniques.

Vous serez chargé de susciter et de répondre aux demandes d'équipement en télécommunications des grandes administrations françaises : élaboration des propositions, négociation des contrats, contrôle de l'exécution des affaires.

Votre double compétence technique et commerciale vous permettra d'évoluer rapidement vers des responsabilités commerciales en France ou à l'export.

Nous vous remercions d'écrire à Dominique BAILLY, Emploi et Carrières des Cadres, THOMSON-CSF, Division Télécommunications, 66, rue du Fossé-Blanc, 92231 GENNEVILLIERS.

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF
DIVISION TÉLÉCOMMUNICATIONS
NOUS RÉINVENTONS LA RADIO

RÉALISER, INNOVER, CRÉER...

*Trois impératifs et un objectif pour le **DÉPARTEMENT RADARS CONTRE-MESURES MISSILES de THOMSON-CSF** : rester à la pointe de l'électronique la plus performante.*

Nous recherchons un

INGÉNIEUR MÉTHODES ATELIER USINAGE

Mission : *• Assurer la mise en route puis la responsabilité hiérarchique et technique du nouvel atelier flexible de tôlerie,*
• Participer ultérieurement à la restructuration des ateliers d'usinage série, et à leur conduite.

Formation : *Ingénieur Mécanicien - Qualités relationnelles souhaitées.*

*Merci d'adresser votre candidature à Madeleine GUIGUES — **THOMSON-CSF**, Service du Personnel, 68, avenue Pierre-Brossolette, 92240 MALAKOFF.*

HAVAS CONTACT

THOMSON-CSF

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recrute sur concours

14 ATTACHÉS ADMINISTRATIFS

Les candidats doivent être âgés de 35 ans ou plus au 1-1-1985 et titulaires d'un diplôme ou titre universitaire exigé pour le concours externe donnant accès à l'ENA. Ils doivent remplir les conditions générales d'accès à la fonction publique.

Ecrire : O.P.H.L.M.V.P.
Bureau du Personnel
49, rue du Cardinal-Lemoine, 75231 Paris cedex 05.

Date limite de retrait des dossiers : 16 OCTOBRE 1985 A 16 H.

TEMPS PARTIEL

RECHERCHONS POUR TOUTES RÉGIONS

DIPLOMÉ(ES) ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Pour animer des conférences-débats en milieu scolaire.
– Bonne présentation.
– Voiture et tél. indispens.
– Formation assurée.

Env. c.v. et photo à OSV, 143, r. de Saussure, Paris-17e.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recrute sur concours

15 ASSISTANTS ADMINISTRATIFS

Les candidats doivent être âgés de moins de 45 ans au 1-1-85, titulaires du BAC de l'enseignement secondaire ou équivalent, et remplir les conditions générales d'accès à la fonction publique.

Ecrire : O.P.H.L.M.V.P.
Bureau du Personnel
49, rue du Cardinal-Lemoine, 75231 Paris Cedex 05.

Date limite de retrait des dossiers : 18 OCTOBRE 1985 A 16 H.

ÉCOLE PRIVÉE BANLIEUE EST sous contrat, recherche

PROF. DE MATHS

2e cycle.
Env. c.v. Ecole Merkez, 16, av. Maurice, 93250 Villemomble.

ORGANISME DE FORMATION spécialisé, en expansion, rech.

ANIMATEURS

PROFESSIONNELS
- plein temps et vacataires - diplômés Grande Ecole ou maîtrise psycho-sociale. Minimum 5 ans de pratique pédagogique avec l'entreprise, dans les domaines suivants : relation humaine, expression, commercial, gestion du personnel, gestion qualité.
Ambiance de travail confraternelle. Rémunération selon qualifications. Veuillez adresser C.V., prétent. et photo à Mme Mallet, CSP, 66, rue La Fayette, 75009 PARIS.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC

recrute sur concours

10 COMMIS

Les candidats doivent être âgés de moins de 45 ans au 1-1-85, titulaires du BEPC ou équivalent, et remplir les conditions générales d'accès à la fonction publique.

ÉCRIRE A : O.P.H.L.M.V.P.
Bureau du Personnel
49, rue du Cardinal-Lemoine, 75231 Paris Cedex 05.

Date limite de retrait des dossiers : 8 OCTOBRE 1985 à 16 h 30.

Ville de Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) recrute d'urgence

ATTACHÉS

pour le secrétariat général, pour le service des aff. économiques et techniques, informatiques. Adresser candidature + c.v. à Monsieur le Maire, hôtel de ville, 80, bd Jean-Jaurès, 92110 Clichy.

Cabinet d'expertise comptable et d'analyse financière recrute

DIPLOMÉ (ES)

ESC., Sciences éco. + DECS
– Ayant une expér. de 3 à 4 ans dans le domaine de la révision et du commissariat aux comptes.
– Ayant une expér. de l'analyse financière, de l'analyse stratégique et de l'économie industrielle.
Postes disponibles à Paris Metz, Nantes, Lille
Envoyer C.V. et prétentions à RÉGIE-PRESSE
ss nº 312.649 M, 7, r. de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07, qui transm.

GENIOUS SYSTEMES rech.

5 INGÉNIEURS

LOGICIEL T.R.
PDP, VAX, SOLAR,
68000, 80/86...
TÉL : 605-35-80.

Société d'Assurances PARIS-8e recherche

PSYCHOLOGUE

– maîtrise exigée ;
– expérience professionnelle nécessaire.
Il lui sera confié progressivement des missions de recrutement et de sélection de personnel ccial de tous niveaux.
Fonction très itinérante.
Voiture indispensable.

Ecrire avec C.V. et prét. à S.R.D.P., nº 7005, 19, rue d'Aumale, 75009 PARIS.

ERLI

Linguistique et informatique recherche

LINGUISTE-DOCUMENTALISTE

Niveau 3e cycle (DEA ou Doctorat) double compétence en linguistique et documentation pour participer à des projets de documentation automatique et compréhension du langage naturel.

Envoyer C.V., photo et prét. à ERLI 72, quai des Carrières 94220 Charenton.

Clinique importante banlieue nord-est recherche

SURVEILLANT (E)

pour service de dialyse.
Très bonne expér. exigée
Téléphone : 830-12-92.

PARIS

CA 80 MF - 16 ÉTABLISSEM.
dans le cadre de la restructuration, de l'informatisation de nos services administratifs et financiers recherchons :

CHEF COMPTABLE

CONFIRMÉ
40 ans minimum. Niveau D.E.C.S. et expér. travaux d'informatisation. Sens du travail en équipe. Disponible immédiatement. Rémunération 180.000 F/AN
Env. C.V., lettre manuscrite et photo à ORBIS-GA, 28, av. Franklin-Roosevelt, 75008 PARIS.

Le secrétariat général d'une organisation internationale en France organise un concours d'aptitude en vue de recruter

UN TRADUCTEUR DE LANGUE MATERNELLE FRANÇAISE

Les candidats doivent justifier d'un diplôme universitaire sanctionnant au moins 3 années d'études supérieures, de bonnes connaissances en anglais et espagnol, et avoir un style clair et précis en français.

Expérience de la traduction souhaitée.

Lettre de candidature, C.V. détaillé + photo devront être adressés sous référence 3052 à INTER PA - B.P. 508. 75066 PARIS Cedex 02, qui transmettra.

AUDIT

vous êtes
SENIOR SUPERVISOR
ou
MANAGER

dans une firme d'Audit
— Vous recherchez un poste à responsabilité dans un grand Cabinet Français, Commissaire aux Comptes d'importants groupes.
— Nous avons un projet pour vous.

Env. lettre de candidature manuscrite, CV, photo et prétentions à Yves GALTIER - FRINAULT FIDUCIAIRE 8, rue Bellini - 75016 PARIS.

Importante Société de MICRO-MÉCANIQUE à BESANCON recherche pour son SERVICE PROJETS ETRANGERS, un

ASSISTANT TECHNIQUE

De formation supérieure, ayant une connaissance parfaite de l'anglais, il collaborera à l'ensemble des activités de transfert de technologie.
Ce poste implique des déplacements internationaux de courte durée 3 à 5 fois par an.
Adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 81019 à CONTESSE PUBLICITE 5, place du Corbeau 67000 Strasbourg, qui transmettra.



ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La Ligne TTC
OFFRES D'EMPLOIS	114,00	135,20
DEMANDES D'EMPLOI	34,00	40,32
IMMOBILIER	76,00	90,13
AUTOMOBILES	76,00	90,13
AGENDA	76,00	90,13
PROP. COMM. CAPITAUX	224,00	265,66

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col*	Le mm/TC
OFFRES D'EMPLOIS	65,00	77,09
DEMANDES D'EMPLOI	19,00	22,53
IMMOBILIER	50,00	59,30
AUTOMOBILES	50,00	59,30
AGENDA	50,00	59,30

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

Cabinet d'AUDIT
(Commissaires aux Comptes 16e arrondissement)
offre à

COLLABORATEURS DÉBUTANTS OU AVEC EXPÉRIENCE

Diplômés de Grandes Ecoles Commerciales
Excellentes opportunités de *formation et d'évolution* professionnelles dans un contexte motivé peu nombreux et très soucieux de la qualité des contacts humains.

Envoyer c.v. sous réf. 85-4 à SCP W&W
11, rue Oswaldo-Cruz, 75016 PARIS. Tél. : 727-70-43 +.

AGENCE DE PUBLICITÉ
Paris-5e
recherche

COMPTABLE A MI-TEMPS

micro-informatique appréciée. Adresser lettre manuscrite + c.v. + photo + prétentions à Cabinet FICOM, 25, avenue de la République, 75011 Paris, qui transmettra, en indiquant sur l'enveloppe référence P.J.

La ville des MUREAUX
(Yvelines) 35 000 habitants
40 km Ouest de Paris
CES, LYCÉE, LEP
RECRUTE DE TTE URGENCE
(RENTRÉE 1985/1986)

1 PROFESSEUR

de FORMATION MUSICALE pr l'école municipale de musique (7 h de trav. hebdomad.).
Diplôme exigé :
C.A. de formation musicale.
Adresser candidature avec c.v. et photo d'identité à Monsieur le Maire, conseiller général des Yvelines, hôtel de ville, 78135 Les Mureaux, Cedex.

VILLE D'ATHIS-MONS
91200 Essonne
29006 habitants

Pour son action de prévention à compter du 1er janvier 1986
RECRUTE :

— UN DIRECTEUR plus de 30 ans, ayant une solide expérience :

— CINQ ÉDUCAT. SPÉCIALISÉS, titulaire *du diplôme d'éducateur,* 4 ans d'expérience exigée.
Envoyer candidatures et c.v. à Monsieur le Maire, 91200 Athis-Mons.

Association de logement social 500 personnes, 80 millions C.A. *recherche*

CHEF COMPTABLE ADJOINT

maîtrisant parfaitement l'ensemble des travaux de comptabilité jusqu'au bilan et comptes de résultats, capable d'organiser, animer et contrôler efficacement et de façon autonome les travaux de 11 personnes
Le choix du titulaire du poste sera opéré sur la compétence l'autorité, l'adaptabilité et la capacité de communication efficace des candidats

Env. C.V. et lettre manuscr. à A.D.E.F.
16, rue du Plâtre, 75004 Paris.

RÉCLAME
La futur est femme !
Votre passé ?
5 ans d'expérience dans une *agence* comme chef de pub porteuse de doc. s'abstenir.
Caractère et indépendance mais être tout de même capable de composer...
Tél. 239-00-77.

Ville de Clichy-la-Garenne
(Haut-de-Seine)
recruta d'urgence

ATTACHÉ (E) DE PRESSE

possédant de bonnes qualités rédactionnelles
Envoyer candidature + C.V. *à M. le Maire de Clichy-la-Garenne.* B.P. 201 92112 Clichy Cedex.

STÉ « LEADER » du TEXAS (USA)
spécialiste en produits de soins médicaux
recherche

UN VENDEUR QUALIFIÉ

Nous demandons une personne motivée pour la France.
Possédant 2 années d'expérience dans la vente (de préférence dans le domaine médical). Déplacements fréquents. Connaissance parfaite de l'anglais. Salaire, plus commission, plus prime. Envoyez c.v. et prétentions à Mme Suzanne Henderson, Tecnol Inc. 7426 Tower Street, Fort-Worth, Texas, 76118 Texas.

Recherchons URGENT

INGÉNIEUR ANALYSTE

connaissances impératives PLI et VSAM. Libre de suite.
Tél. pour R.V. 784-74-62.

ANIMATEUR MICRO-INFORMATIQUE

Connaiss. logiciels, tableur. T.T., SGBD
pour formation utilisateurs.
Ecrire à RÉGIE-PRESSE sous no 312 763 M, 7, rue de Monttessuy, 75332 Paris Cedex 07 qui transmettra.

secrétaires

ÉTABLISSEMENT PUBLIC
recrute sur concours

10 STÉNOS DACTYLOGRAPHES

Les candidats doivent être âgés de moins de 45 ans au 1-1-1985, et remplir les conditions générales d'accès à la fonction publique.

Ecrire à : O.P.H.L.M.V.P.
Bureau du Personnel
49, rue du Cardinal-Lemoine, 75231 Paris Cedex 05.

Date limite de retrait des dossiers : 4 OCTOBRE 1985 A 16 H.

RECHERCHE SECRÉTAIRE DACTYLO
Expér. pour associat. culturelle
Envoyer C.V. à RÉGIE-PRESSE sous no 312.764 M, 7, r. de Monttessuy, 75332 Paris *Cedex 07,* qui transm.

Import. Société Montrouge (entre Pte Châtillon et Pte Orléans) rech. Secrét. de Direct. Confirmée pr Direct. Gle. Adr. C.V. et prét., no 3604, Decq Pub., 10, sq. Var, 20e, q.tr.

représentation offres

Leader du marché mondial des nacelles télescop. rech. pr son sect. Ile-de-France plus.

REPRÉSENTANTS

poss. de gains extra., bonnes réf., exp. préalable exigées. Pr. d'adr. lettre + c.v. à Denka Lift, BP 1724, 7640 KEHL (RFA). T. 19-49-7851-686.

travail à domicile

Artisane effectue tous travx de traitement de texte et dactylographie. Tél. 461-14-22.

villégiature

Courchevel 1850
LOCATION CHALET
12 places. A la semaine ou +
Ecrire ou tél. :
RCM, 355, bd Michelet
13008 Marseille
Téléphone : (91) 71-41-19.

capitaux propositions commerciales

Jeune maison d'édition en développement cherche partenaire financier actif. Ecr. s/no 7.864 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

cours et leçons

Prof. de lettres donnerait cours de la 6e à la terminale. Tél. 541-38-47, vers 21 h.

Leçons de français, prof. spéc. méthode active indiv., groupe. J.-L. GAILLARD. 805-21-44.

Concertiste gde expér. pédagogie donne cours de piano, tous niveaux. Tél. 340-24-73.

formation professionnelle

Formation Professionnelle d'Analyste-Programmeur en 7 mois = 1000 h.

sur 30 micros et gros système IBM. Niveau requis : BAC et assimilés. Assistance au placement
Entretien et sélection sur R.D.V. Crédit étudiant 100 %

Centre agréé par ERICSSON
Centre International d'Etudes et Formation Professionnelle en Informatique

ciefpi
11, r. de la Gare - 94230 CACHAN
Tél. (1) 740.12.22
Mo Arcueil-Cachan - 10' des Halles

PLURIAL

ENSEMBLE CONSTRUISONS L'AVENIR!

COMMENT DEVENIR
ANALYSTE PROGRAMMEUR
AVEC UN NIVEAU BAC GESTION, SCIENTIFIQUE OU EQUIVALENT

IEI vous invite à la JOURNÉE PORTES OUVERTES le jeudi 10 octobre 1985, à 14 h

Renseignements et inscription :
INSTITUT EUROPEEN INFORMATIQUE
41, rue Volta - 75003 PARIS - Tél. 16 1 (4) 274.33.28

CNAM

DEVENEZ TECHNICIEN ou INGÉNIEUR CNAM
(cours du soir ou du jour)

ÉLECTRONIQUE
INFORMATIQUE
ÉCONOMIE-GESTION
ORGANISATION

Centres de LA DÉFENSE - *COURBEVOIE -NEUILLY* PUTEAUX - NANTERRE - RUEIL
Inscriptions CNAM : 14, rue Mars-et-Roty, 92800 Puteaux. Tél. : 506-37-74.
Centre des Mureaux : Inscriptions CNAM, BP 2, 78130 Les Mureaux. Téléphone : 475-01-91.

VERS L'EXPERTISE COMPTABLE



PRÉPARATION AU
decs

AUTRES FORMATIONS:
INFORMATIQUE – DROIT – MARKETING
ecs-INFO Tél. 46.34.21.99

ECS l'école chez soi
Enseignement privé à distance
1, rue Thénard - 75240 Paris cedex 05

DEMANDES D'EMPLOIS

J.F. 37 ans, perf. bilingue anglais, notions hébreu, esp., all., maîtrise DEA sc. humaines. Libre voyager, cherche travail *correspondant.*
BEAULIEU : 357-89-71.

DIRECTEUR FINANCIER, licence informatique cherche poste chef de projet, contrôleur gestion dans PME à redresser Tél. 686-49-81, à 20 h ou *Ecr. s/no 3.038 le Monde Pub.,* service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Fme 30 ans, prof. de français, exp. recherche poste enseignement sup. ou second cycle. Téléphone : 265-17-06.

Etudiants cherchent travaux divers : ménage, garde, leçons, etc. Association protestante interuniversitaire, 33, place Maubert. 326-77-51.

F. 50 ANS
ASS. SOC. D.E.
INFIRMIÈRE D.E.
bilingue
FRANÇAIS-ARABE
cherche vacations sur Paris
Ecr. s/no 7.842 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ORGANISER, GÉRER
FOIRES/EXPOSITIONS
FRANCE/ÉTRANGER
C'EST MON JOB
DEPUIS 10 ANS.
Je suis cadre, j'ai 36 ans et je souhaite rencontrer une entreprise dynamique. 1er contact, écrire no 55513, Projets, 12, rue des Pyramides, 75001 PARIS, qui transmettra.

J.H. sérieux, dégagé O.M., ch. emploi dessinateur cartographe ou se rapprochant. Libre de suite. Eric Bourdillat, 45, pl. de la Gare, 95440 Ecouen. Tél. : 990-04-74.

CHINA TRADER, aggressive chinese lady 10-year, experience in sundries based in Hong-Kong fluent in english, mandarin/cantonese (chinese dialects) looking for challenging assignment, interested parties please write no 7853, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, r. des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 25 ans, vendeur, démonstrateur hi-fi, vidéo, cherche place stable. Libre de suite. Tél. : 205-90-89. Après 18 h.

INFIRMIÈRE D.E.
39 ans, licenciée psycho, bilingue français-anglais, expérience tiers-monde, pédiatrie, *médecine préventive,* cherche emploi dans une équipe motivée. Disponible rapidement.
NUSSLI Sylvia,
11, rue Urbain-V,
84130 LE PONTET.

PROFESSEUR DE DROIT
Docteur d'Etat en Droit, I.E.P. formation continue, *diplômée* de Cambridge, cherche poste dans l'enseignement supérieur ou formation continue uniquement.
Ecrire sous le no 312.755 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

Ingénieur, 15 ans en multinat., cherche poste conseiller promotion/export. 373-57-28.

Doc. textes ou images, rompue tte forme recherches art., litt., pol., hist., excell. réf., ch. tâches en rapport avec expérience. Pourrait réunir matériaux pr élaboration ouvrages, expos ou rédact. catalogues. Ecr. s/no 6803 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

LICENCIÉE D'ALLEMAND + dipl. espag., expér. enseign. + 6 a. exp. entrepr. Ch. activité temps part. Tél. : 709-06-65.

VOUS CHERCHEZ

VOTRE COLLABORATRICE

32 ans, maîtrise de gestion, Sciences po., expérience marketing, gestion commercial, anglais, secrétariat, dynamique, goût des contacts.
Etudie toutes propositions.
Ecr. s/no 3 009 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

DIRECTION GÉNÉRALE
MISSIONS PONCTUELLES

Ancien dirigeant PME 400 personnes

Recherche intérim, missions direction générale, secrétariat général, direction financière, trésorerie, restructuration, succession.
Ferait équipe avec cabinet avocats, experts-comptables, notaires, syndics.

Ecrire s/no 3023, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 PARIS.

MA FORMATION :
Doctorat Chimie-Physique + 2 ans *labo biochimie.*

MON EXPÉRIENCE :
13 ans instrumentation labo + 4 ans microélectronique.

TECHNICO-COMMERCIAL/MARKETING

Ce que je recherche :
Société dynamique prête à me confier un poste de responsabilité.
Région Sud France de préférence.

Téléphoner au (50) 42-30-04.

AFRICAIN
Docteur en gestion
DECS-OGE et fiscal attente résultat. Cherche emploi, stage cabinet. Tél. : 227-91-98.

SECRÉTAIRE-DACTYLO

8 ans expérience, sens des responsabilités, recherche emploi fixe banlieue est (Chelles, Lagny) ou Paris (proche gare de l'Est ou Nord). Ecr. s/no 6 795 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

H. 46 a., spécialiste protection rapprochée, chauffeur exp., diplômé sports combat, haut niveau, tir de défense, diplôme sécurité incendie. Pourrait être l'homme du patron, disponible immédiatement. 036-16-49 M. Ledouarin.

J.F. 26 ans, maîtrise de droit privé DESS de gestion spécialisée en droit ou travail étudie toutes propositions
Tél. : 842-37-60, le matin.

PUBLICITÉ PRESSE ÉDITION
F. Large exp. : planning, fab. Relations avec annonceurs, fab., photograv., imprimeurs. Gestion dossiers. Etudierait toutes propositions : services publicité, exécution publicité presse, fabrication, *production, etc.*
Ecr. s/no 6 792 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Vendeur-conseil haut de gamme hi-fi, 24 ans, libre O.M., 1 an d'expérience, *cherche poste stable.*
Etudie toute proposition.
Ecr. s/no 6797 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

EXPERT COMPTABLE

46 ans, très expérimenté, pédagogue confirmé, recherche fonctions importantes, statut salarié, dans groupement de prévention ou centre gestion agréé. Région indifférente.
Ecrire sous le no 312.582 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

ÉCONOMISTE

26 ans, terminant Master of Philosophy en économie, Oxford University, cherche poste motivant, domaine économique. Ecrire C. O'HAGAN, 20, r. des Lyanes, Paris-20e.

JOURNALISTE INDÉPENDANTE

8 ans d'expérience, haut niveau, économie, social + informations scientifiques (télécommunications), recherche *tous travaux conception et collaboration rédactionnelles* (journaux d'entreprise, pub...). Étudierai toutes propositions.
Ecrire sous le no 312.297 M
RÉGIE-PRESSE
7, rue de Monttessuy, Paris-7e.

représentation demandes

REPRÉSENTANTE

55 ans, sérieuses *références,* cherche place stable, V.R.P. exclusive, région parisienne. Ecr. s/no 6801 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Personnel Peugeot vend BX 19 TRD, 4.000 km, 6 cv, gris métallisé, libre 20/11/85. Tél. 16 (84) 20-12-45. *après 18 heures.*

de 8 à 11 C.V.

A vendre Lada Niva 4 × 4, couleur verte, attelage caravane. 30.000 km. Parfait état. Prix 38.600 F. A débattre. Tél. 304-46-97, après 19 h.

occasions

CARAVANE KNAUS

1982, 920 kg, 5,25 m, salon en U, 5 couchages, chbre sépar., double vitrage, cab. de toilette, chauf, air pulsé, frigo, pompe électrique, coffre sur flèche, auvent. Prix : 29.000 F. *Tél. soir : 005-16-01.*

propositions diverses

RESTRUCTURATION D'ENTREPRISE

Equipe de Direction (juriste, financier, commercial) étudierait toute proposition de redressement de société et notamment de filiale de groupe étranger (anglais, espagnol, allemand) installée en France.

Dans un cadre déterminé, nous nous chargeons de « prendre les rênes », restructurer, revitaliser et rendre « clés en mains » l'entreprise en difficulté en lui faisant bénéficier de notre expérience, de nos relations dans le secteur public et surtout de notre punch.

Merci d'adresser vos réponses à Mademoiselle HENRIOT
270, rue Saint Honoré - 75001 PARIS.

Pierre Lichau S.A.

U.S.A. Questions écon., polit. et soc. vous affectant ou intéressant. Rens., enquêtes, corresp. prév. par profes. française ayant longue expér. Wash. N.Y. ONU. Excellentes réf. Contacter G.W. apt 16 F 360 E 65 New York N.Y. U.S.A.

L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur la revue spécialisée.
FRANCE CARRIÈRES (C 16).
B.P. 402-09 PARIS.

L'immobilier

appartements ventes

5e arrdt

CONTRESCARPE
2 studios, 30 m² et 20 m²
410.000 F et 280.000 F.
réunissables, poutres, charme imm. classé. Tél. 358-49-66.

6e arrdt

CARREFOUR CROIX-ROUGE
Beau dble liv., bureau, 2 ch.
DORESSAY, 548-43-94.

7e arrdt

VANEAU

Rénovation de qualité du neuf dans l'ancien, 2 p. 820.000 F.
Tél. : 556-14-18.

12e arrdt

RUE DE REUILLY
Superbe imm. p. de taille, 2 poss, cuis., w.-c., douche, balcon, 6e sans ascenseur. 266.000 F. Tél. : 223-73-73.

16e arrdt

MARCHÉ DES NOTAIRES
Av. St-Honoré-d'Eylau, 4 P.
160 m², balcons, 17 m² et 2 chambres, 15 m². Libres.
Mise à prix : 1.400.000 F.
Me MARCHAND. 602-70-10.

18e arrdt

CŒUR MONTMARTRE

PETITE MAISON
PLEINE DE CHARME
Calme absolu, 3 chbres, 2 bns
EMBASSY - 562-16-40.

JULES JOFFRIN
2 poss, cuis., w.-c., douche.
208.000 F. Tél. : 223-73-73.

94 Val-de-Marne

Particulier vend à Vincennes proximité écoles, commerces

2 PIÈCES, 36 m²

Cuisine équipée, w.-c., salle d'eau avec douche, chauffage *individuel électrique, 4e étage,* 5' bois et RER, faibles charges.
Prix 320.000 F.
Téléphone : 808-67-33.

Province

A vendre parts multipropriété, studios « Clubhôtel ». Lieux, périodes variées. Prix attractifs, dispon. immédiat. Ecr. C.E. CLE. Loire. M. Schaff, lieu-dit Rossilloo, 42131 La Valla-en-Gier.

immeubles

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Piquet, 15e. 566-00-75. Paie comptant, 16e, 7e arrdts IMMEUBLES même occupés.

locations non meublées offres

Paris

Informations sur diff. logements à louer, du studio au 6 P., de 2.000 F à 10.000 F., selon confort et quartier. Egalement échanges possibles. Nous ne sommes ni agence, ni marchand de liste, mais une association sans but lucratif. Ecrire A.P.P.E.L. 76 B.P. 114, 75463 PARIS CEDEX 10. Réponse assurée à tout courrier sérieux.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY-SERVICE

8, avenue de Messine
75008 PARIS
rech. APPTS DE GDE CLASSE pour CLIENTÈLE ÉTRANGÈRE corps diplomatique et cadres de multinationales
Téléphone : 562-78-99.

Pour cadres et employés, gde *société française* informatique *rech. appts ttes catégories,* studio, villas, loyers élevés acceptés, Paris et environs. Téléphone : 504-48-21.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas ttes banl., loyer garanti. (1) 889-89-66 - 283-67-02.

Cherche 3 pièces
Région Versailles et environs
Loyer maximum. 3.500 F CC
Téléphone : 021-93-67.

Province

Couple retraités
ch. 2 pièces tout confort
1er étage ou, avec ascenseur
LA FLÈCHE OU LE LUDE (72)
Loyer 1.000 F environ C.C.
Ecr. s/no 6.802 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

locations meublées demandes

Paris

OFFICE INTERNATIONAL rech. pour sa direction beaux appts de standing, 4 pièces et plus. Tél. : 285-11-08.

Universitaire désire louer pour oct., nov., déc., studio ou *chambre meublé à Paris. Références.* Appeler : 952-59-76.

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés à Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades. 285-11-08.

appartements achats

JEAN FEUILLADE, 54, av. La Motte-Piquet, 15e. 566-00-75. Recherche pour clients sérieux APPTS à partir de 100 m² dans 15e et 7e arrdts.

Rech. URGENT, 110 m² à 140 m² Paris préfère 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, 9e
PAIE COMPT. Tél. 873-57-80.

Recherche 1 à 3 P. PARIS
préfère RIVE GAUCHE
avec ou sans travaux
PAIE COMPTANT chez notaire
873-20-67, même le soir.

RECHERCHE 1, 2, 3 PCES
même à rénover. 252-01-82.

ORPI SUD PARIS

Recherche TOUS APPARTS récents ou anciens pour ACHETEURS en portefeuille.
9 POINTS DE VENTE.
E.R.G. 6e - 222-70-63.

GROUPE DORESSAY

3, r. Vieux-Colombier-6e, rech. POUR CLIENTÈLE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE APPTS 4 à 8 PCES et HOTEL PARTIC. ACHAT ou LOCATION. Tél. : 548-43-94.

maisons individuelles

30 km Libourne, 8 km Sainte-Foy-la-Grande, à vendre, maison indépendante, sur 4.000 m², restaurée, séjour, 55 m² + 2 chbres + 2 gdes pièces à aménager + dépendances. Prix : 350.000 F. Tél. 16 (57) 40-62-06.

villas

MONTON, 15 km Sud de Clermont-Ferrand - Issoire
VILLA 1969, vue sur Sancy
7 pces, 2 bns, 2 w.-c., 1 dche entrée, séj., cuis., sol marbre sur sol total, terrain clos
850.000 F (73) 69-62-15.

maisons de campagne

Maison à vendre, bon état général avec jardin, campagne agréable. S'adresser Fèvre - Vierzon. Tél. Tél. 75-27-98, heures de bureau.

immobilier information

POUR VENDRE OU ACHETER maison, appartement, château propriété, terrain, commerce sur toute la France
INDICATEUR LAGRANGE
Fondé en 1876
5, rue Greffulhe, 75008 PARIS
Téléphone : 16 (1) 266-46-40.

Immobilier d'entreprise et commercial

bureaux bureaux

Locations

VEVEY
CADRE PRESTIGIEUX
320 m² disponibles dans bâtiment hors du commun *pour bureaux,* salle de réceptions.
Ecrire sous chiffre 800 285
Publicitas CH-1800 — Vevey.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
TÉLEX SECRÉTARIAT
DÉMARCHES CONSTITUTIONS
AGECO 294-95-28
STATIONNEMENT AISÉ

ÉTOILE
BUREAUX
MEUBLÉS
TRÈS HAUT NIVEAU
SALLE DE RÉUNIONS
SHOW-ROOM
SECRÉTARIAT-TÉLEX
TÉL. (1) 727-15-59.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de sociétés démarches, secrétariat, etc.
ACTE S.A. 359-77-55.

CHAMPS-ÉLYSÉES
DOMICILIATIONS
Bureaux équipés av. services Tél., télex, secrétariat, salles de réunion avec vidéo, bar, etc. Loc. courte ou longue durée
ACTE 562-66-00.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
SARL - RC - RM
Constitution de Sociétés. Démarches et tous services. Permanences téléphoniques.
355-17-50

Votre adresse commerciale ou
SIÈGE SOCIAL
bureaux, secrétariat, télex
CONSTITUTION STÉS
Prix compétitifs. Délais rapides.
ASPAC 293-60-50 +

locaux commerciaux

Ventes

Vends ou loue 93100, 400 m², 1er étage, bureaux atel. + 4 poss + 50 m² terrasse.
Tél. : 387-98-37 ou 87-14.

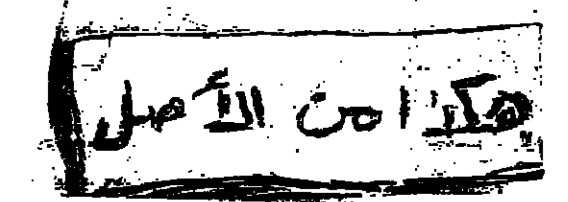
usines

Ventes

A VENDRE EN SUISSE (GENÈVE) ATELIER DE MÉCANIQUE GÉNÉRALE DE PRÉCISION

en location ou avec transfert terrain, usine et installations avec cession portefeuille de commandes substantiel.
Pour contacts : Fiduciaire W. Zurcher, case postale 826 1211 Genève 1.

هكذا من الأصل



Le Monde

ECONOMIE

La privatisation en marche

CELA ne fait plus de doute pour personne. Si la majorité change en 1986, le nouveau gouvernement sera amené à dénationaliser, porté par cette vague de libéralisme partie de Californie dans les années 70. L'étendue du mouvement annoncé varie, il est vrai, d'un dirigeant politique à l'autre, d'un parti à l'autre. M. Barre se dit, dans *l'Expansion*, *« favorable à à la privatisation des entreprises publiques »* à condition *« que la dénationalisation ne soit pas accompagnée d'une défrancisation »* et ajoute : *« Il faudra donc agir progressivement et en prenant certaines précautions. »* D'autres sont moins prudents.

Nationalisations, dénationalisations, la France risque ainsi, au rythme des législatives et en vertu des dogmes, de subir ces mouvements de va-et-vient – comme ce fut le cas en Grande-Bretagne – au détriment, indéniablement, de la compétitivité des entreprises.

Au-delà des credo personnels, peut-on, dans le bilan des entreprises nationales, trouver des arguments pour défendre l'une ou l'autre thèse ? Chacun y va ainsi de son état des lieux, mettant ou omettant les résultats de Renault, présentant des chiffres « hors sidérurgie », distordant les faits.

Sur la dernière année complète connue (1984), les entreprises récemment nationalisées restaient sept fois plus déficitaires qu'en 1980. Mais les pertes records de la sidérurgie cachaient l'amélioration de plusieurs groupes, Rhône-Poulenc et Pechiney notamment.

Ces deux dernières sociétés viennent d'annoncer de bons résultats semestriels (respectivement 1 milliard de francs et 451 millions de bénéfices nets). Mais la comparaison est difficile avec le passé : Pechiney s'est délesté de sa chimie lourde et de ses aciers et a obtenu des prix de l'électricité exorbitants du droit commun. Quant à Rhône-Poulenc, il a réussi à se défaire de ses engrais et s'est vu doter d'apports pharmaceutiques (Pharmuka) de chez Pechiney.

Enfin, dans beaucoup de secteurs, les marchés mondiaux sont meilleurs aujourd'hui qu'ils ne l'étaient en 1982. Et la comparaison de la rentabilité des groupes français et de celle de leurs concurrents étrangers est, comme avant 1981, rarement favorable à l'Hexagone. Il n'en reste pas moins que pratiquement tous ces groupes ont fait d'importants progrès de productivité.

Laissons donc là la querelle des chiffres. Sans doute le débat doit-il se situer ailleurs. Les socialistes avaient nationalisé au nom de principes moraux – *« contre l'accumulation du capital »*, disait le président de la République, – d'une efficacité industrielle plus grande et d'une volonté d'exemplarité sociale. Cela tenait tellement du dogme que le gouvernement n'a jamais osé faire voter à ses parlementaires la loi de *« respiration »* promise qui aurait permis à certaines filiales de quitter légalement le secteur public. Cela explique l'extension du secteur nationalisé – Framatome et certains actifs de Creusot-Loire nationalisés de fait en 1985 – puisque le mouvement est légalement à sens unique (même si quelques petites filiales ont été cédées).

La vraie question est alors celle-ci : les socialistes ont-ils convaincu – dès lors que sous l'impulsion de M. Fabius la recherche du profit devenait l'impératif – que Saint-Gobain produisait un meilleur verre depuis qu'il était public, traitait mieux ses salariés, était indispensable à la politique industrielle ? Même l'argument de la sous-capitalisation des grands groupes français ne peut guère jouer : le même Saint-Gobain n'a pas reçu un centime de l'Etat et a versé régulièrement des dividendes depuis 1982. (Mais cette remarque ne vaut pas pour tous les groupes, surtout avant le plan de rigueur.)

Bref, lorsque M. Fabius dans la préface d'une défense des nationalisations, *le Fer de lance* (1), estime que *« le secteur public industriel a fait évoluer positivement ses investissements, sa balance commerciale, ses efforts de recherche et de formation »*, il ne défend pas la spécificité des entreprises nationalisées. Comme il ne justifie guère le rôle de l'Etat sur l'industrie dans un budget 1986 qui réduit à leur strict minimum les dotations en capital et pousse ces entreprises à trouver de l'argent sur les marchés financiers. On a tendance alors à croire M. Fauroux, le président de Saint-Gobain, comparant les deux systèmes (il a connu jadis un actionnariat familial chez Pont-à-Mousson) et affirmant : *« Chacun a ses contraintes. Cela ne vous gratte pas au même endroit. »*

Tout laisse donc à penser que la dénationalisation sera, comme le fut la nationalisation, affaire de théologie, dès lors que l'on sait les problèmes de l'introduction en Bourse surmontables. Si l'on estime que l'Etat n'a pas à fabriquer du verre ou des réfrigérateurs, n'a pas à retarder – comme l'a fait M. Mauroy chez Renault – l'adaptation des effectifs, sans doute se prononcera-t-on pour des dénationalisations. Sans pour autant mésestimer le rôle que peut jouer l'Etat dans des activités de pointe – Arianespace n'aurait pas vu le jour sans lui – comme dans les industries sinistrées (sidérurgie, chantiers navals). Mais il faut savoir que le changement ne sera pas monumental : entre capitalisme d'Etat et capitalisme privé. il n'y a guère de différence en France.

Le bouleversement de la déréglementation – auquel *le Monde* consacrera son prochain supplément – sera autrement plus grand : la suppression du contrôle des prix et de l'ordonnance de 1945, l'abolition – comme le réclame les plus libéraux – de la loi de 1928 qui régit les importations pétrolières, voire de l'ATIC (Association technique d'importation charbonnière), la remise en cause de tous les monopoles et d'abord de celui des PTT, pourraient être une véritable révolution.

Toutefois, cela est-il possible dans un pays où ce sont les têtes qui sont étatisées et où le système pousse les êtres les plus brillants de chaque génération à servir l'Etat et les meilleurs d'entre eux à accomplir justement des tâches de contrôle ? Sait-on que la défense actuelle la plus convaincue de la déréglementation des télécommunications – celle de M. Jacques Darmon (2) – vient d'un homme qui a été le plus directif des directeurs de cabinet du ministère de l'industrie – sous M. d'Ornano, – convoquant dans son bureau les patrons du privé comme du public, les obligeant à des cessions ou à des regroupements (ce fut le cas, par exemple, pour la « cession » des ateliers du Bourget de la CEM à Alsthom). Peut-on réellement imaginer que ces hommes s'amputent de la moindre parcelle de leur pouvoir ?

BRUNO DETHOMAS.

(1) *Le Fer de lance. Essai sur les nationalisations industrielles*, Lionel Zinsou, préface de Laurent Fabius, éditions Olivier Orban. 268 p., 110 F.

(2) *Le Grand Dérangement, la guerre du téléphone*, Jacques Darmon, éditions J.-C. Lattès, 270 p., 90 F.

CE QU'A FAIT LA MAJORITÉ

Le retour en Bourse

Dénationaliser les entreprises publiques... Pourquoi pas ?

L'ÉTAT serait-il un mauvais actionnaire ? Depuis leur nationalisation en 1982, groupes industriels et banques ont reçu plus de 22 milliards de la Bourse, contre seulement... 9,5 milliards de l'Etat, leur unique actionnaire. La nationalisation à 100 % a vite montré ses limites – financières – en période d'austérité budgétaire. Faute de moyens, l'Etat a dû s'inventer les instruments capables de drainer vers ses pupilles les deniers que lui-même ne pouvait leur apporter.

De plus, la découverte des réalités économiques *« incontournables »* s'est doublée chez les gestionnaires socialistes d'une profonde mutation idéologique. Ainsi, en avril 1985, Mme Edith Cresson, ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, pouvait dire *« dénationaliser les entreprises publiques... pourquoi pas ? »*.

● *Février 1982* : Saint-Gobain, la CGE, Pechiney, Rhône-Poulenc, Thomson, les banques et les compagnies financières – Paribas et Suez – sont nationalisés à 100 %. Coût de l'opération, selon le rapport du Haut Conseil du secteur public : 43 milliards de francs.

● *3 janvier 1983* : La loi Delors sur l'épargne « invente » les titres participatifs et les certificats d'investissement, ersatz respectifs d'obligations et d'actions, mis à la disposition des nationalisées, groupes industriels et banques, pour attirer les capitaux privés, tout en ne modifiant pas la nature – publique – desdites sociétés.

La brèche de la privatisation est ouverte. A croire que les modérés – les partisans d'une nationalisation à 51 % – prévoyaient, implicitement, le retour futur des entreprises publiques au privé. Sans pour autant brûler les étapes.

Après la nationalisation, il est vrai, l'état de leurs comptes ne permet pas un retour en fanfare des nationalisées sur le marché financier. En 1982, Pechiney affiche 4,6 milliards de francs de pertes ; Thomson, 2,2 milliards ; Rhône-Poulenc, 787 millions... Il faut offrir au souscripteur un produit attractif et un maximum de sécurité.

Le titre participatif, dont la rémunération est essentiellement liée au taux du marché obligataire, répond à ces exigences. Tout comme il satisfait au dogme de la nationalisation « pure et dure », en vogue sous l'équipe Mauroy. Avec ses allures d'obligation, il est vierge de tout péché de dénationalisation.

Les années 1983 et 1984 verront ainsi fleurir les titres participatifs : 4 milliards, en 1983, pour cinq entreprises industrielles : Saint-Gobain, Rhône-Poulenc, Thomson, CGE, Renault ; 7,5 milliards, en 1984, essentiellement pour les banques (Indosuez, CCF, Crédit lyonnais, BNP, Banque Thomson...) si l'on met à part la seconde émission Renault.

Toutefois, le titre participatif se démode vite. Coûteux pour l'émetteur à une époque où les taux d'intérêt baissent, délaissé par les épargnants, dont l'engouement pour les obligations faiblit, il sera bientôt supplanté par le certificat d'investissement.

Avec ce certificat, les nationalisées font un nouveau pas en direction du privé. Ne suffit-il pas de donner le droit de vote à ce titre pour en faire une véritable action, alors que déjà sa rémunération, liée aux résultats, et sa fiscalité l'apparentent à cette dernière ? Le spectre de la dénationalisation n'est pas loin, suffisamment près en tout cas pour que la première émission de certificats d'investissement n'ait droit de cité qu'en novembre 1984.

L'arrivée à Matignon de M. Laurent Fabius, plus « libéral » que son prédécesseur, n'y est sans doute pas étrangère. Encore faudra-t-il une « vieille » nationalisée, la Société générale, pour oser plonger, avec une émission somme toute modeste (600 millions de francs). Les autres peuvent désormais s'engouffrer dans son sillage, d'autant que, plusieurs d'entre elles ayant amélioré leur situation – Pechiney enregistre un bénéfice de 550 millions en 1984, Rhône-Poulenc de 1,9 milliard, – elles sont plus nombreuses à pouvoir prétendre aux certificats d'investissement, réservés aux entreprises bénéficiaires.

De surcroît, les certificats ont l'avantage d'être considérés comme de vrais fonds propres, aux yeux des établissements financiers internationaux, ce qui n'a jamais été le cas pour les titres participatifs.

CLAIRE BLANDIN.

(Lire la suite page 33.)



(Dessin de Konk)

En 1977, le rêve autrichien
(Le dossier des nationalisations, le Monde, Dossiers et documents, *novembre 1977.)*

CE QUE PROPOSE L'OPPOSITION

A l'anglaise

Vendre progressivement au cas par cas

LA prochaine réunion bimensuelle de la commission mixte UDF-RPR, qui se tiendra le jeudi 3 octobre, portera sur l'économie. Les propositions des deux partis y seront examinées en vue d'élaborer un texte commun sur ce sujet, comme sur les autres du programme de l'opposition (sécurité, protection sociale, défense, etc.) ; le tout devant être « bouclé » normalement pour la fin du mois d'octobre.

De l'avis des deux bords, les débats restant à trancher ne sont plus très nombreux en ce qui concerne les principes généraux de dénationalisation. Le texte commun ne devant pas entrer dans le détail des modalités, un accord ne devrait pas être trop difficile à trouver.

Rappelons toutefois que les barristes – prudents sur les dénationalisations – ne participent pas à cette commission mixte. Il ne s'agit donc pas d'un programme commun aux trois dirigeants : MM. Giscard d'Estaing, Chirac et Barre, mais aux deux premiers seulement.

La *« privatisation de l'économie »* s'inscrit à l'avant-scène des *« propositions pour l'alternance »* dont les grandes lignes sont déjà connues. Les travaux menés par les clubs de réflexion des différents courants de l'opposition (clubs Perspectives et Réalités, Conseil pour l'avenir de la France et Club 89) avaient « déblayé le terrain » pour la convention libérale qui s'est tenue les 8 et 9 juin dernier.

Le *« redressement économique et financier »* du pays doit passer, selon le texte publié à l'issue de cette convention, par *« une révision en profondeur des interventions de l'État* (...), *qui ne doit pas se substituer aux entreprises »*. Concrètement cette révision passe par une réduction des dépenses publiques de 200 milliards de francs sur la législature, soit d'un point de produit intérieur brut (PIB) par an ou 40 milliards. Conjointement, afin de « changer de logique », des réformes structurelles de privatisation et de déréglementation seront engagées.

Les trois aspects de cette politique seront bien évidemment étroitement liés : le rythme des ventes de titres de firmes nationalisées aux marchés privés dépendra directement des capacités d'absorption de la Bourse et donc de l'impact des mesures de réglementation des marchés financiers qui seront prises pour doper le capitalisme français. A l'inverse, la quantité de titres vendus représentera une recette plus ou moins grande pour le budget du nouveau gouvernement et lui permettra d'appliquer plus ou moins rapidement son programme de réduction des impôts et des taxes et de rembourser les dettes du pays.

« Clé en main »

Ces deux relations sont essentielles, car le rythme et la forme même des dénationalisations en dépendront, d'une façon sans doute d'ailleurs plus importante que ne l'imagine aujourd'hui l'opposition.

La dénationalisation fera l'objet d'une loi-cadre. Le RPR met actuellement la dernière main à un texte préparé par son comité de juristes qui précise la liste des firmes dénationalisées, qui fixe les modalités et qui redéfinit la part de l'Etat et du secteur privé en général. L'opposition, qui ne rendra pas ce texte public, espère ainsi le présenter dès la première session parlementaire et ne pas perdre de temps. Parallèlement, la loi sur la démocratisation du secteur public du 26 juillet 1983 sera abrogée.

Le cadre législatif fixé, les dénationalisations seront mises en œuvre sans règle générale, progressivement et en dosant au cas par cas les différentes formes possibles d'introduction de capitaux privés que sont les augmentations de capital, la conversion des certificats d'investissement en actions, la vente d'actions aux investisseurs étrangers, aux salariés de l'entreprise, la vente en Bourse et enfin la vente *« clé en main »* à des financiers qui se présenteraient avec des propositions toutes faites. Il fut question, pour aller plus vite, de créer une société holding regroupant toutes les participations de l'Etat et de privatiser celle-ci ; mais l'idée en a été écartée au profit d'une *« dénationalisation à l'anglaise »* par des ventes séparées.

ERIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 34.)



La privatisation en marche

CE QUE PEUT ABSORBER LE MARCHÉ

Un risque d'assèchement

Le montant des capitaux à proposer au public : entre 10 à 20 milliards par an

« *LA politique de la France ne se fait pas à la corbeille* », affirmait avec force le général de Gaulle. Mais avec les ans – cette phrase qui devait faire fortune avait été prononcée le 28 octobre 1966, à l'occasion d'une conférence de presse à l'Elysée – il apparaît que cette formule choc a perdu de sa vigueur. Non pas que les ministres, notamment ceux de M. Mitterrand, aillent chercher leurs ordres de mission dans les charges d'agents de change, mais tout simplement parce que la Bourse de Paris est apparue progressivement comme un interlocuteur privilégié des pouvoirs publics.

L'explication est simple : pour combler un déficit budgétaire, le meilleur moyen non inflationniste est encore d'aller chercher les capitaux nécessaires sur le marché financier, et tous les grands pays industrialisés ont suivi le même raisonnement. De la même façon, quand on veut réorienter les flux d'épargne vers le long terme au profit d'entreprises traditionnellement pauvres en fonds propres et de sociétés nationalisées en panne d'argent frais, c'est encore en Bourse que l'on s'empresse d'introduire les instruments susceptibles de pallier ces carences.

Avec plus ou moins de décalage par rapport à l'actualité, les places boursières restent un excellent baromètre de la santé économique d'une nation, et le pouvoir l'a bien compris, en constatant, dès le milieu de 1982, comment les milieux financiers les premiers ont tiré profit d'un programme de nationalisations qui a contribué paradoxalement à relancer la Bourse de Paris et ont pris la mesure d'une rigueur économique qui devait s'affirmer au fil des mois. Bien avant les « politiques » et, dans une certaine mesure, l'étranger, resté longtemps réticent à l'égard d'un gouvernement socialiste qui avait accepté de confier quelques maroquins à des représentants du Parti communiste.

Aujourd'hui chacun a fait son autocritique, et l'on peut affirmer que, si le gouvernement de M. Mauroy a parfaitement réussi son entreprise de nationalisation des grands groupes industriels et du secteur bancaire – sur le plan technique s'entend, – c'est à la Bourse qu'il le doit. De la même façon, l'opposition, qui travaille d'arrache-pied pour rendre au secteur privé ce qui lui a été retiré il y a cinq ans, s'efforce de passer au peigne fin l'ensemble des mécanismes possibles – et qui emprunteront nécessairement le même chemin – pour éviter tout ratage.

C'est que l'enjeu est considérable. En 1982, succédant à une année marquée par l'« *acte contre nature* » de mai 1981 – c'est la Bourse, prise à contre-pied, qui parle... – et qui avait conduit à une chute de 17 % des actions françaises, la cote se voyait amputée de vingt-huit sociétés inscrites sur les places de Paris et de province.

Un cadeau royal

Un peu moins de 4 % des actions négociées jusque-là, en termes de transactions ; mais 12 % de la capitalisation boursière (cours de l'action multiplié par le nombre de titres en circulation) et une somme de 27 milliards de francs transformée en titres indemnitaires avec un « bonus » de 26 % en moyenne par rapport aux cours de Bourse. Un cadeau royal pour les actionnaires, tout le monde en convient à présent.

Or, si l'on s'en tient au chiffrage effectué par les différentes composantes de l'opposition sur le total des entreprises concernées (les banques et les groupes industriels nationalisés en 1982, auxquels devraient s'ajouter les compagnies d'assurances et « *l'ensemble du secteur de l'information* », certains « *jusqu'auboutistes* » englobant au passage *Dassault, Matra, Roussel-Uclaf et* les deux grandes compagnies *pétrolières*), *on atteint le chiffre* colossal de plus de 140 milliards de francs. Pour replacer cette masse dans le contexte général du marché parisien, précisons que la capitalisation des seules actions représentait 394 milliards de francs fin 1984 – et près de 480 milliards actuellement, – celle des obligations atteignant 1 212 milliards – et plus de 1 500 milliards fin septembre.

La grande question qui vient naturellement à l'esprit est de savoir si cet afflux de titres étalé sur une législature (cinq ans) ne va pas assécher le marché au point de compromettre l'équilibre de l'ensemble du système financier français. Dans l'absolu, c'est-à-dire si l'ensemble du programme de reprivatisation était réalisé dans ce laps de temps, la réponse apparaît positive. En revanche, si l'objectif est ramené à des proportions compatibles avec l'état prévisible du marché, lequel ne serait d'ailleurs pas le seul à absorber ces actions – l'étranger serait aussi mis à contribution, – l'entreprise est réalisable. Sous réserve de l'accompagner de dispositions fiscales bien dotées. Et de prendre son temps...

Dénationaliser n'est pas le contraire de nationaliser (*le Monde* du 3 avril 1984), « *cela exige plus de temps et une préparation plus minutieuse* ». Déjà on sent que les avis sont partagés sur le montant de capitaux qu'il faudrait proposer au public : 20 à 25 milliards de francs par an pour les uns, une dizaine de milliards tout au plus au début, estiment les plus prudents. Là encore, quelques points de repère. Les augmentations de capital réalisées par les sociétés cotées – c'est là un excellent baromètre des réactions du petit épargnant et de l'investisseur institutionnel – ont représenté 9,8 milliards de francs en 1984, 10,8 milliards précédemment, et à peine 3 milliards pour les trois années antérieures.

D'une période à l'autre, la progression est nette, et elle s'est effectuée sans effort sur un marché financier en pleine expansion, à l'image des grandes places internationales. Qu'en est-il aujourd'hui ? A la fin de l'année en cours, les augmentations de capital devraient avoir dépassé les 12 milliards de francs, auxquelles viennent s'ajouter les ponctions opérées par l'Etat sous forme d'emprunts divers (90 à 100 milliards de francs) et, surtout, une avalanche d'introductions sur le second marché (une trentaine pour le dernier trimestre 1985), cette enceinte réservée, en principe, aux PME et dont le succès pose – *autre paradoxe* – quelques problèmes.

Là encore, depuis la création de ce second marché, en février 1983, plus de cent sociétés ont pu pénétrer dans les coulisses sans gros problème de collision avec les besoins des autres entreprises ; mais leur capitalisation reste modeste : moins de 5 milliards. Or, tout en conservant un fond de résistance, la Bourse n'est jamais à l'abri de quelque coup de tabac, et le ton maussade qu'elle observe depuis le début du mois de septembre – l'argent devient rare – incite à une grande prudence.

Des mois ou des années

« *Il faut opérer en quatre tranches espacées chacune d'un mois, qui concerneront successivement les trois « vieilles » banques (Crédit lyonnais, Société générale, BNP), puis les autres banques et les compagnies financières nationalisées en 1982, puis les compagnies d'assurances et enfin les cinq entreprises industrielles nationalisées en 1982. Ainsi la dénationalisation de toutes ces entreprises pourrait-elle être réalisée en quelques mois dès la fin de 1986 ou le début de 1987* », prévoit M. Jean-Maxime Levêque (*le Monde* du 25 juin), l'ancien président du Crédit commercial de France, qui entend mener l'opération tambour battant.

« *En cas de mise en vente, le gouvernement ne pourrait pas céder tout de suite toutes les sociétés que le Parlement, par le vote de la loi de dénationalisation, aurait décidé de privatiser sur sa proposition. Le secteur public étant globalement déficitaire, le gouvernement pourrait dénationaliser rapidement les seules sociétés rentables, ce qui étalerait sur plusieurs années le placement des titres. Compte tenu du nombre d'entreprises concernées et du mode capitalistique de mise en vente, l'opération de dénationalisation risque d'être longue. L'expérience anglaise est là pour nous le montrer. A ce jour, soit six ans après l'arrivée au pouvoir de Mme Thatcher, 25 % seulement du secteur public anglais ont été dénationalisés* », tient à souligner, en revanche, M. Bertrand Jacquillat dans un récent ouvrage consacré à ce sujet (1).

Que disent les professionnels du marché, ceux qui en auscultent chaque jour les réactions ? « *Le problème n'est pas tant de savoir si la Bourse de Paris pourra ou non absorber ces titres sans problème que de déterminer à quel prix chaque opération pourra être réalisée. C'est ce prix et les conditions annexes qui en feront un produit attrayant pour l'investisseur, y compris étranger* », fait observer ce familier du palais Brongniart. « *Si l'on part du chiffre actuel de la capitalisation des actions, soit moins de 500 milliards de francs, le « flottant », c'est-à-dire le nombre de titres dans le public, représente 40 % à 50 % de cette somme, soit environ 250 milliards. Dans ces conditions, jouer sur 10 à 20 milliards de francs en plus ou en moins, ce n'est pas énorme.* »

« *C'est le prix qui fera l'affaire*, poursuit-il. *Pour les banques et les groupes industriels, l'évaluation est facile. On a les comptes d'avant 1982, et il existe à l'étranger des entreprises équivalentes qui permettent de faire des évaluations. Pour les compagnies d'assurances, le schéma est pratiquement identique, d'autant que depuis quelques mois elles sont discrètement dénationalisées par les compagnies elles-mêmes, qui mettent en catimini du « papier » sur le marché en profitant de l'envolée des cours des sociétés d'assurances...* »

« *Pour les groupes industriels et les banques nationalisées en 1982, on peut pratiquement repasser le film à l'envers* », assure tel autre spécialiste, mais il est évident que la situation est très différente d'une entreprise à une autre. « *Certaines d'entre elles ont une rentabilité insuffisante, des capitaux en nombre également insuffisant, et il apparaîtrait logique qu'elles soient sous-cotées lors de leur introduction sur le marché* », assure-t-on.

Ainsi, pour Renault, que le député RPR, M. Michel Noir, a promis, un temps, à la dénationalisation, déclenchant un beau tollé à la Régie. En février 1985, donc avant l'arrivée de M. Georges Besse aux commandes de la firme automobile, le Centre d'observation et de prospective sociales (COPS), spécialisé, notamment, dans l'évaluation des entreprises, avait mené une étude approfondie sur le groupe pour aboutir à la conclusion que, si cette entreprise devait être cotée un jour en Bourse, son cours serait très certainement inférieur à sa situation nette, c'est-à-dire à sa valeur « à la casse ». Cela essentiellement en raison d'un problème d'image négative, à l'époque, pour des raisons liées à la gestion financière, à la capacité de recherche et d'innovation du groupe.

L'étranger au secours des dénationalisations françaises. Quelle revanche ! Dans la pratique pourtant, l'internationalisation des marchés est déjà en place, la récente émission de certificats d'investissement de Rhône-Poulenc en est une démonstration éclatante. A cette occasion, le placement de 25 % du total de l'émission (1 milliard de francs) a été confié en effet à la banque new-yorkaise Dillon Read, qui appartient au groupe Pallas, et dont le président n'est autre que M. Pierre Moussa, l'ancien patron de Paribas.

Qu'elles s'effectuent par mise en vente directe sur le, ou les marchés, ou par augmentation de capital des entreprises concernées, les reprivatisations auront aussi pour effet, on n'en parle guère, de perturber un peu plus les règles du jeu, difficilement contenues à Paris, entre agents de change et banquiers.

L'exemple de la Grande-Bretagne à travers l'incontestable succès de la dénationalisation de British Telecommunications (*le Monde* du 24 novembre 1984), qui sert de référence à nombre de « dénationalisateurs », a prouvé le rôle prépondérant joué par les *market makers*, ces intermédiaires financiers qui se chargent de placer le papier là où il convient, aux quatre coins du globe.

Une valeur estimative de 144 milliards de francs

SOCIÉTÉS	PARTICIPATION DE L'ÉTAT (1)	VALEUR DE DÉNATIONALISATION (en milliards de francs)
Groupes industriels :		
Thomson-Brandt	78 %	2 150
Saint-Gobain	69 %	7 000
Pechiney	80 %	4 100
CGE	74 %	4 600
Rhône-Poulenc	75 %	5 400
TOTAL :		23 650
Compagnies financières :		
Paribas	100 %	11 100
Suez	67 %	6 900
TOTAL :		18 000
Banques (2) :		
Banque Nationale de Paris	100 %	21 300
Crédit lyonnais	100 %	13 000
Société générale	100 %	15 000
Crédit commercial de France	100 %	2 800
Crédit indust. et commercial	61 %	2 000
Crédit du Nord	50 %	600
Banque Hervet	100 %	300
Banque parisienne de crédit	100 %	300
SOFINCO	100 %	300
La Hénin	100 %	200
Société marseillaise de crédit	100 %	200
Banque de Bretagne	100 %	100
Banque du bât. et t.p.	100 %	100
Banque ind. et mob. privée	92 %	90
Banque Chaix	100 %	100
Union de banques à Paris	100 %	200
TOTAL :		56 600
Compagnies d'assurances :		
UAP	88 %	8 800
AGF	78 %	5 700
GAN	89 %	4 100
TOTAL :		18 600
Divers :		
Avions Marcel Dassault	26 %	3 800
Agence Havas	50 %	900
Matra	31 %	1 600
Roussel-Uclaf	40 % à 64 % (3)	3 700
Elf-Aquitaine	67 %	14 700
CFP	35 %	2 900
TOTAL :		27 600
TOTAL GÉNÉRAL :		144.450

(1) Il s'agit dans cette colonne des participations directes de l'Etat. Le reste qui porte le total à 100 % est détenu par la Société de participations financières et industrielles (SPFI) possédée elle-même à 50,5 % par l'Etat et à 49,5 % par les banques nationalisées.

(2) Les banques passées sous le contrôle majoritaire d'un autre établissement « pourraient être l'objet d'une négociation directe avec l'actionnaire majoritaire ».

(3) Selon actions ordinaires ou prioritaires.

Cet exemple peut aisément être étendu au domaine bancaire où les professionnels ont encore en mémoire les déboires de quelques « moribonds en smoking » (banque Vernes, banque Rothschild, devenue l'Européenne de banque, banque Worms, Banque de l'union européenne...), et c'est probablement là que l'investisseur étranger, puisqu'il faut bien compter sur lui, sera le plus exigeant. Rendus aux charmes du privé, les établissements bancaires seront du même coup privés de la garantie de l'Etat, et il n'est pas dit que tous soient gagnants au change...

« *Pour l'instant, personne, dans l'opposition, n'a clairement répondu à cette question essentielle : s'agira-t-il d'une privatisation au sens large, à laquelle pourront participer aussi bien le colossal fonds de pension américain que l'épargnant de la Creuse ? Ou l'étranger sera-t-il cantonné d'office dans les 20 % sujets à autorisation qu'on lui applique lors des prises de participation dans les sociétés françaises ?* », demande un boursier. « *Ce sera là un véritable gage de libéralisme pour le nouveau gouvernement, de confiance méritée...* ».

Rien de plus normal d'ailleurs. Quand une petite entreprise, comme la Porcelaine de Limoges, se met en tête, avec succès, d'aller recueillir directement 1,5 million de dollars canadiens à la Bourse de Vancouver, on imagine difficilement que les titres Pechiney ou Saint-Gobain puissent rester enfermés dans l'Hexagone.

« *A l'heure actuelle, près de 10 % des transactions réalisées sur les grandes valeurs de la cote échappent déjà aux agents de change français* », souligne un professionnel, montrant du doigt la Bourse de Londres, où les « *international dealerships* » tiennent la dragée haute aux officiers ministériels du Palais Brongniart. D'où la volonté de ressortir la « carotte fiscale », seule suceptible de fixer l'épargne française.

Avoir fiscal à 100 % (au lieu de 50 % actuellement), alignement du régime des actions sur celui des obligations en matière d'abattement sur les revenus de valeurs mobilières (3000 F et 5000 F pour l'une et l'autre catégorie pour l'instant), voire recours accru à l'actionnariat populaire – unes idée chère aux gaullistes – au moyen d'exonérations fiscales tirées de l'enseignement des « SICAV Monory » (5000 F à l'époque)...

Toutes les possibilités sont passées en revue, mais c'est probablement dans ce domaine que les décisions à prendre seront les plus délicates. Rigueur budgétaire oblige...

SERGE MARTI.

(1) *Désétatiser*, Bertrand Jacquillat. Editions Robert Laffont. – « Libertés 2000 ». 350 pages. 98 F.

هكذا من الأصل

La privatisation en marche

POINT DE VUE

L'aboutissement normal des nationalisations

Il fallait montrer que le socialisme ne signifiait pas déficit

par DIDIER PÈNE (*)

EN 1982, les nationalisations étaient censées provoquer la création d'emplois, la démocratisation de la gestion, le progrès social, la reconquête du marché intérieur, ainsi qu'un effet d'entraînement sur les PME. Le moyen d'y parvenir devait être une gestion échappant aux contraintes d'une rentabilité financière *« étroite »* et, autant que possible, libérée des pressions de la division internationale du travail. Les préoccupations politiques, sociales et macro-économiques l'emportaient donc aussi bien au niveau des objectifs que des instruments à mettre en œuvre.

Trois ans plus tard, les emplois diminuent, la démocratisation et le progrès social sont au point mort. On ne parle plus de reconquête du marché intérieur. Les PME doivent se défendre avec autant d'énergie qu'auparavant contre les pressions exercées par les grandes entreprises publiques. Il a bien fallu se soumettre aux règles de la compétition internationale, et les médias insistent sur l'amélioration des résultats financiers – au sens le plus étroit du terme – des sociétés nationalisées en 1982.

Comment un changement aussi important a-t-il pu se produire en si peu de temps ? Les contraintes macro-économiques ont joué un rôle prépondérant. La politique de rigueur obligeait à contenir, sinon à réduire, le déficit du secteur public, dont les entreprises nationalisées font partie. Elle mettait également l'Etat dans l'incapacité de procurer à ses entreprises la totalité des sommes dont elles avaient besoin. D'où la nécessité pour les nouveaux fleurons du secteur public d'inspirer confiance au marché financier.

Un réflexe de bon sens a également contribué à cette évolution. Il est né de la constatation et, pour beaucoup, de la découverte que les entreprises publiques perdaient de l'argent et qu'un déficit incontrôlé pouvait atteindre rapidement des montants vertigineux. Toutefois, des considérations plus politiques n'ont pas été étrangères à ce changement.

La première a été la volonté d'un certain nombre de dirigeants de débarrasser le Parti socialiste de la réputation de mauvais gestionnaire qu'il traînait depuis ses origines. Si l'on voulait avoir une chance de rester au pouvoir ou d'y revenir avant vingt-trois ans d'opposition, il fallait montrer aux Français que socialisme ne signifiait pas déficit.

La seconde tient à la croyance que la droite « n'oserait » pas privatiser des entreprises publiques bénéficiaires. Conviction fort naïve au demeurant, car il est beaucoup plus facile de dénationaliser des entreprises prospères que déficitaires.

Sortir du rouge

Trois étapes principales ont marqué cette évolution.

● La première correspond à la lettre de mission adressée aux nouveaux dirigeants des entreprises nouvellement nationalisées au début de 1982. Sur le moment, la multiplicité des objectifs fixés à ces sociétés et les nombreuses contradictions entre ces derniers ont surtout retenu l'attention. Mais, avec le recul, on constate que les instructions les plus significatives concernaient la recherche d'*« un résultat d'exploitation suffisant »* et d'*« une rentabilité des capitaux normale »*. Marquant une rupture avec les discours précédents, ces exigences affirmaient officiellement que ces nouveaux dirigeants devaient se comporter en chefs d'entreprise.

● La deuxième étape, la plus importante, a commencé en 1983, quand le nouveau ministre de l'industrie, M. Laurent Fabius, a exigé publiquement que les entreprises nationalisées, à quelques exceptions près, *« sortent du rouge »* en 1985. De but parmi d'autres, la rentabilité financière était promue au rang d'objectif prioritaire. Les dirigeants des entreprises nationalisées ont bien reçu le message, et c'est de cette époque que datent les efforts massifs pour « privatiser » certaines modalités de fonctionnement de leur société.

Le premier domaine d'action a été celui de l'apparence. De nombreux dirigeants d'entreprises nationalisées ont fait preuve d'une imagination comptable débordante pour donner l'illusion d'une amélioration des résultats de leur société : provisions exagérées qui diminuent les bénéfices l'année où elle sont passées, mais qui les augmentent mécaniquement les années suivantes quand leur absence de fondement oblige à les réintégrer dans les profits ; pertes qui disparaissent mystérieusement sur le chemin qui sépare le vendeur d'une filiale déficitaire de son acheteur ; absence de provisions pour des charges certaines, comme celles qui résultent de régimes de retraite complémentaires accordés par les entreprises, etc.

Ainsi, l'un des premiers espaces de liberté ouverts aux entreprises nationalisées a été celui du camouflage de la réalité financière. Il a été utilisé à une échelle dont n'auraient pas osé rêver les capitalistes les plus « sauvages », et qui plus est avec la complicité active des pouvoirs publics.

Le deuxième domaine d'action est plus positif, puisqu'il concerne la gestion proprement dite. Les entreprises nouvellement nationalisées se sont lancées dans des restructurations qui ont provoqué un nombre impressionnant de cessions et d'achats de participations entre elles, aussi bien qu'entre elles et les sociétés publiques plus anciennes. Les présidents d'entreprises aussi importantes qu'ELF-Aquitaine, Usinor, le Crédit commercial de France et plus récemment Renault ont appris à leurs dépens que l'Etat pouvait se comporter à leur égard comme le plus intraitable des conseils d'administration capitalistes.

Plus largement, la plupart des entreprises nationalisées ont défini une stratégie qui tient beaucoup plus compte des contraintes économiques internationales que de politiques axées sur le marché et l'emploi nationaux. Ainsi, la CGE a conclu, après trois ans de réflexion, que sa survie dans le domaine des centraux téléphoniques passait en priorité par la conquête du marché américain.

Le dernier domaine où l'exemple du capitalisme a agi de façon irrésistible est celui du financement. C'est également celui où les entreprises nationalisées ont fait preuve de la plus grande créativité. Des titres participatifs qui indexent les revenus de l'investisseur sur un paramètre de l'entreprise jusqu'à l'introduction de filiales en Bourse, en passant par les certificats d'investissement et d'autres instruments souvent très sophistiqués, il semble que tout soit permis pour attirer l'épargne à condition qu'aucun droit de vote ne soit donné aux souscripteurs.

● Le tableau ne serait pas complet sans la troisième étape, dont le commencement a coïncidé avec le départ du président de Renault, M. Bernard Hanon. Comme l'une des principales « erreurs » de ce dernier était d'avoir prétendu jusqu'au bout qu'il n'y avait pas de sureffectif dans son entreprise, son licenciement a été perçu par ses collègues comme le signe qu'il était désormais hors de saison de mentir à propos de l'emploi. Depuis cette époque, les dirigeants des firmes nationalisées osent pratiquer ce qu'on appelle des licenciements « secs ».

Ainsi, depuis trois ans, la logique implacable de la recherche de l'efficacité a conduit les entreprises publiques du secteur concurrentiel à se rapprocher de plus en plus du comportement des entreprises privées. Mais elles subissent encore de lourdes contraintes qui freinent leur action.

Rampante

En l'absence de « loi de respiration » du secteur public, les entreprises publiques ne peuvent vendre officiellement plus de 50 % du capital d'une de leurs filiales sans autorisation du Parlement, et elles n'y parviennent qu'exceptionnellement, lentement, par des voies détournées et en encourant le reproche de *« dénationalisation rampante »*. En sens inverse, elles ne peuvent prendre une participation importante dans le capital d'une société privée sans se faire accuser de *« nationalisation rampante »* – comme on vient encore de le voir récemment à propos de Framatome – et se voir le plus souvent obligées de renoncer à leur projet. D'où un manque de flexibilité évident.

Soumises à un actionnaire unique, elles ne peuvent prendre le contrôle d'autres sociétés, en échangeant leurs actions contre celles de ces dernières, ni associer un partenaire en le faisant entrer dans leur capital. L'Etat a certainement été un actionnaire généreux ; mais il l'est de moins en moins, et ses largesses sont de plus en plus réservées aux entreprises en détresse, comme Renault. Ainsi les sociétés nationalisées les plus prospères, qui pourraient se procurer aisément des fonds propres sur le marché financier, sont les plus pénalisées par leur appartenance au secteur public. Et titres participatifs et certificats d'investissement ne remplacent pas vraiment le capital.

Le maintien de l'emploi n'est plus un dogme, mais l'adaptation des effectifs doit se faire avec une lenteur excessive. L'autonomie de la gestion s'est accrue ; mais, dès qu'une décision importante doit être prise, des autorisations sont requises, et la nature des tutelles gouvernementales et administratives garantit que le feu vert ne sera donné qu'avec retard.

Il ne faut pas oublier non plus que les interférences politiques sont inévitables quand l'Etat est le seul actionnaire et que, comme on l'a vu ces dernières années, un discours ou un simple licenciement peuvent modifier brutalement les règles du jeu, ce qui laisse ces sociétés dans un état permanent d'incertitude non pas sur leur existence, mais sur les modalités futures de leur gestion.

Tout retour en arrière sera rendu difficile par les contraintes qui pèsent sur les finances publiques, les engagements pris à l'égard des investisseurs privés qui mettent en cause le crédit de l'Etat, ainsi que les accords conclus et à conclure avec des partenaires étrangers. Le maintien de la situation actuelle ne peut qu'accroître l'écart entre des règles officielles de moins en moins appliquées et une pratique de plus en plus en marge de la légalité.

Il est donc probablement impossible d'arrêter le mouvement vers une privatisation de droit ou de fait qui s'accélère depuis 1982. Comment exiger des dirigeants de ces entreprises qu'ils soient aussi performants que leurs concurrents étrangers s'ils ne peuvent lutter à armes égales ? Ne vaut-il pas mieux accorder la règle avec la réalité, admettre qu'une économie mixte implique également la mixité du capital, et laisser les entreprises nationales émettre des actions dans le public ainsi que, par exemple, acheter, vendre et échanger des titres de propriété ? L'Etat y perdrait un peu de pouvoir, mais les entreprises y gagneraient beaucoup de souplesse.

(*) Professeur au centre HEC-ISA de Jouy-en-Josas.

Le retour en Bourse

(Suite de la page 31.)

Un handicap pour les banques plus encore que pour les groupes industriels, peu soucieux de ce problème tant que l'Etat leur faisait des apports en capital sous forme de dotations budgétaires. Mais le régime de rigueur a vite limité l'enveloppe des dotations (7,9 milliards en 1982, 12,6 en 1983, 12,8 en 1984, 13,5 en 1985, 11 prévus pour 1986), lourdement grevée, par ailleurs, par la boulimie de la sidérurgie.

Les appels des nationalisées à l'épargne privée vont donc se succéder pour représenter quelque 17 milliards de francs en 1985 (1) – certificats d'investissement, titres participatifs et titres subordonnés à durée déterminée confondus. Sans doute certaines entreprises ont-elles lancé des émissions par anticipation, inquiètes à l'idée qu'un afflux de papier sur le marché, en cas de dénationalisation par exemple, puisse les priver, dans un futur proche, de fonds propres.

C'est la preuve, en tout cas, que la Bourse et les nationalisées ont malgré la nationalisation – ou grâce à elle – fait bon ménage. Au point qu'une entreprise comme Saint-Gobain n'hésite pas à introduire au second marché deux de ses filiales : Saint-Gobain Emballage en juin et la SEPR (Société européenne de produits réfractaires) en novembre prochain.

Une décision plus symbolique que financière : Saint-Gobain n'en est pas encore à « courir après » les quelque 150 millions de francs que lui a rapportés l'introduction de 15 % de Saint-Gobain Emballage. L'étape est par contre importante politiquement. L'année précédente, le même Saint-Gobain ne s'était-il pas fait recaler en présentant le même projet ?

Sans dire son nom, la privatisation des entreprises publiques a fait son chemin depuis 1982. Et ce n'est pas le moindre des paradoxes de la gauche au pouvoir que d'avoir fait admettre que la dénationalisation ne serait pas un traumatisme pour le marché financier, pas plus que pour les esprits.

CLAIRE BLANDIN.

(1) Somme des émissions réalisées ou annoncées à la fin de septembre.



La privatisation en marche

La chronique de Paul Fabra

La fiction de l'Etat actionnaire

IL est des choses dont on n'avait guère l'habitude de débattre en France depuis 1945 et que le programme de privatisation en cours de préparation par les oppositions, RPR et UDF giscardiens d'un côté, barristes de l'autre, devrait obliger de mettre sur la place publique. Il en est d'autres qu'on continue à vouloir taire, autant à droite qu'à gauche, et que les propositions de la première vont inévitablement amener au grand jour.

Ne serait-ce que pour ces deux raisons, la *perspective de voir remettre en* cause non seulement les nationalisations faites en 1982 mais aussi une partie de celles *qui* remontent à la Libération *devrait être accueillie comme donnant* l'occasion d'un examen collectif qui permettra peut-être de renverser certains tabous (probablement déjà virtuellement morts).

Un extraordinaire retournement s'est opéré au cours des dernières années. *Comme la gauche* est incontestablement sur la défensive, c'est elle aujourd'hui qui accuse ses adversaires d'idéologie. Quant à elle, elle se voudrait en la *matière aussi pragmatique* et réaliste que possible. Les célèbres propos de Mme Edith Cresson (le *« dénationaliser les entreprises publiques ? Pourquoi pas ? »* et le *« je n'ai pas de théorie religieuse à ce sujet, ni dans un sens ni dans l'autre »)* sont la plus parfaite expression de cette attitude.

Or, ni sur le plan juridique ni sur le plan économique, le régime de la propriété publique et celui de la propriété privée ne sont véritablement des choses comparables entre lesquelles on pourrait, comme nous y invite très habilement le ministre du redéploiement industriel et du commerce extérieur, choisir impunément selon les circonstances et les nécessités supposées du moment. Impunément, c'est-à-dire sans modifier subrepticement la nature des droits et obligations qui lient entre eux les citoyens.

Parler de l'Etat actionnaire, c'est du point de vue économique, parler d'une fiction. C'est que le capitalisme a beau être honni historiquement par d'impressionnants courants de pensée, il repose sur une notion particulièrement stricte du droit de propriété. L'actionnaire n'est habilité à percevoir une *rémunération* (dividende) pour son capital qu'à la condition expresse que les autres parties prenantes de l'entreprise — le fisc, les fournisseurs et autres créanciers ainsi que les salariés — aient déjà reçu la leur. Quant au capital, il sert lui-même de gage suprême pour les tiers.

En cas de liquidation, l'actionnaire ne peut prétendre à une part de l'actif que s'il en reste quelque chose, une fois payés les salaires et les indemnités de départ au personnel, les impôts à l'Etat, les intérêts aux banquiers et aux créanciers obligataires, les factures restant dues aux fournisseurs, etc. En d'autres termes, les capitalistes n'ont pas de droit sur le capital. Telle est la contrepartie des gains, qui peuvent être considérables en revenus et encore plus en plus-value, qu'ils toucheront dans l'hypothèse — la plus fréquente — où l'entreprise dans laquelle ils ont investi *leur épargne dégage un profit.*

Illusoire symétrie, dira-t-on, puisque, dans la réalité, les actionnaires ne risquent pas grand-chose dans la mesure où ils remplissent mal leur fonction, qui serait de fournir du capital. Faute de pouvoir se procurer par cette voie des ressources suffisantes, les entreprises s'endettent. Si, malgré les charges qui en résultent pour elles, elles développent de cette manière leur chiffre d'affaires et leurs bénéfices, les actionnaires en profitent aussi sans avoir payé l'écot correspondant.

L'argument est très fort. La carence de l'actionnariat privé a non seulement largement servi de justification aux nationalisations de 1982, mais elle les a rendues politiquement plus faciles : c'est parce qu'il y avait relativement peu d'actionnaires en France que le gouvernement Mauroy a pu, dans un pays traditionnellement attaché à la propriété, la supprimer (moyennant de confortables indemnités) pour toute une catégorie de biens sans se heurter à un puissant mouvement d'opinion.

CEPENDANT, *les arguments apparemment* les plus décisifs sont aussi les plus dangereux quand ils se retournent contre leurs auteurs. Qu'a fait *l'Etat, incapable lui aussi (pour* des raisons de déséquilibre budgétaire) de pourvoir les sociétés tombées dans son giron en ressources en capital suffisantes ? Il les a poussées à s'endetter, et cela parfois d'une façon encore plus insidieuse qu'auparavant. Les « titres participatifs » qu'il a créés à cet effet sont comme la chauve-souris de la fable qui voulait passer pour un oiseau : ils revêtent certains attributs extérieurs du capital, mais ils représentent en réalité une charge supplémentaire.

Le risque encouru par l'actionnaire est la contrepartie d'un autre avantage, encore plus important (car il conditionne tous les autres), reconnu aux épargnants dans les pays « capitalistes ». Cet avantage est la liberté de choix, qui s'exerce à un double niveau : je ne suis pas obligé d'épargner, même si j'en ai les moyens ; si je décide de le faire, je détermine à mes risques et périls la destination donnée à mon épargne. L'Etat n'est à proprement parler jamais un actionnaire. Il est l'organe à travers lequel une épargne forcée se substitue à une épargne autonome.

L'Etat ne dispose en définitive que des ressources qu'il prélève sur les contribuables. A ces derniers de supporter désormais le risque inhérent à toute entreprise industrielle, financière ou commerciale. C'est au nom d'une conception passablement autoritaire de la société économique que l'on préfère la nationalisation : cette préférence implique au moins la double conviction que l'Etat est le mieux placé pour organiser de façon efficace l'appareil de production et qu'il convient de « mobiliser » l'épargne.

C'est ici qu'intervient un autre facteur dont les partis politiques, tant de la majorité que de l'opposition, évitent de parler. *Une* opération massive de privatisation est-elle absorbable par le marché français du capital ? Faute de se dérouler en toute clarté, le débat a lieu à front renversé, ou peu s'en faut. C'est la gauche qui évoque discrètement le danger de voir la cote de la Bourse baisser par suite de l'offre massive d'actions nouvelles.

M. Raymond Barre a une parade : l'Etat donnerait au public la faculté de lui racheter les entreprises dénationalisées par remise d'obligations déjà émises par le Trésor : une partie de la dette de l'Etat se verrait éteinte en même temps que celui-ci réduirait ses actifs industriels et bancaires. Autre avantage à l'opération : la masse de papier en circulation sur le marché obligataire diminuerait tandis qu'augmenterait celle des titres offerts sur le marché des actions.

POUR assurer la crédibilité du transfert, celui-ci ne pourrait porter que sur des montants limités. Aussi la *privatisation*, si elle a lieu, conduira immanquablement à essayer d'attirer sur le marché financier parisien une partie des centaines de milliards *d'épargne française actuellement stérilisée* dans des placements improductifs (or) ou placée à l'étranger.

En ce qui concerne le métal *précieux*, le « déblocage » pourrait s'enclencher à la faveur d'un rétablissement de l'anonymat et d'une baisse de la taxe à la vente, absurdement élevée (6 %). Quant au rapatriement des fonds illégalement détenus à l'étranger, il est sans doute, en ces temps de difficultés de trésorerie, *souhaité par les intéressés. Mais une* amnistie fiscale serait politiquement un acte scabreux, encore que la plus grande hypocrisie règne sur cette affaire : une partie importante des emprunts émis à l'étranger sous le pouvoir socialiste avec la garantie de la République française ne sont-ils pas indirectement souscrits au moyen des capitaux français réfugiés en Suisse et à New-York ? L'opération est très tentante : elle permettrait aussi de rembourser sans beaucoup d'effort la dette extérieure...

A l'anglaise

(Suite de la page 31.)

Le « dosage » entre les différentes modalités fera bien entendu l'objet de débats serrés, financiers et politiques. A l'évidence, la vente en Bourse sera prédominante car, au-delà de l'impératif idéologique de réduction du poids de l'Etat, se fera sentir le souci de remplir les caisses publiques vidées par d'autres promesses. *« Il faudra bien se faire de la monnaie »*, dit sans fausse pudeur un des hommes politiques influents, en évoquant la vente éventuelle de *« bons titres faciles à céder »* comme ceux d'ELF.

L'évocation de ventes « clé en main » peut surprendre et soulève déjà des tollés. Les informations du *Canard enchaîné* — dans son édition du 14 août 1985 — sur la préparation de plans *« secrets »* de privatisation par d'anciens cadres *dirigeants des groupes financiers* Suez (qui serait vendu, selon l'hebdomadaire, à un pool regroupant autour du groupe Victoire des sociétés de MM. Marcel Dassault, Jean-Marc Vernes et Jack Francès) et Paribas (qui serait repris par son ancienne filiale suisse Pargesa) ont déjà provoqué une réponse cinglante de M. Raymond Barre dénonçant le risque de *« défrancisation » (l'Expansion* du 6 au 19 septembre). Mais, si le cas de Paribas pourrait être revu — pas forcément celui de Suez, qui est apparu *« un bon schéma dans son principe »* à la plupart de nos interlocuteurs, — il faut bien comprendre que le nouveau gouvernement sera pressé, que toutes les « compétences » seront bien utiles et que des « amis », notamment parmi les dirigeants écartés en 1981-1982, ont des idées.

Aussi la vente clé en main n'apparaît guère *« choquante* a priori » aux yeux de nombreux hommes politiques de l'UDF et du RPR, de même que l'appel en renfort de cabinets spécialisés, comme la Banque Lazard, qui souhaitent vendre leur savoir-faire — acquis en Grande-Bretagne — en matière de dénationalisation.

Les limogés et les autres

Un contrôle s'imposera néanmoins. Des administrateurs délégués seront nommés par l'Etat au conseil d'administration de chaque groupe, chargés d'élaborer le détail de la privatisation, en liaison et sous la tutelle d'un homme politique — qui aurait le rang de *ministre, souhaite* le RPR — et d'une autorité juridique chargée plus spécialement de donner un avis sur le prix des cessions.

Il se pose, à propos de ces administrateurs, la question des PDG. Quels sont ceux qui seront limogés, ceux qui resteront ? Les réponses divergent. Les rumeurs les plus diverses courent, alimentées par les « déjeuners de contact » qu'ont les PDG actuels — à de rares exceptions — et les anciens, avec les responsables de l'opposition. A l'évidence, l'unanimité se fait pour juger *« politiques »* M. Loïc Le Floch, président de Rhône-Poulenc ou M. Jean Peyrelevade à la tête de Suez.

Dans la charrette prendront place en tout cas ceux qui *« refuseront de collaborer à la privatisation »*. Mais également d'autres. Le nombre des remplacements devra être assez important, selon nos divers interlocuteurs, afin de *« marquer le changement »*. Cela étant, beaucoup sont d'abord soucieux d'éviter *toute* paralysie de commandement et toute « chasse aux sorcières ».

La liste des groupes qui seront privatisés est encore imprécise. Selon le texte de la convention libérale, *« à terme, l'ensemble des entreprises du secteur concurrentiel a vocation à être dénationalisé »*. Mais, comme tout ne sera pas possible au cours des cinq ans de la législature, des ventes importantes comme celle des télécommunications ou d'autres annexes, comme celle de la SEITA sont renvoyées à plus tard, au profit de *« l'ensemble du secteur de l'information, de l'ensemble des banques et des assurances (y compris celles nationalisées en 1945) et des grands groupes industriels nationalisés en 1982 (Pechiney, Saint-Gobain, CGE, Rhône-Poulenc, Thomson, Bull »* (1).

En fait, ce sera encore bien trop. Cet ensemble représente une capitalisation, selon le RPR, de 140 milliards de francs. L'évaluation est sans aucun doute sous-estimée. En soustrayant les participations croisées, cela impose de trouver chaque année une vingtaine de milliards de francs, ce qui est considérable si l'on veut éviter une chute de la Bourse et un assèchement des marchés financiers préjudiciable aux firmes actuellement privées et aux nationalisées elle-mêmes, qui auront, comme tous les ans, *besoin de nouveaux fonds propres.* Les avis divergent là encore sur la capacité d'absorption de la place de Paris même « dopée » par des mesures adéquates. La fourchette évoquée oscille entre 10 milliards et 25 milliards...

Quoi qu'il en soit, il faut définir des priorités et faire le tri, ne serait-ce que pour les premières années, 1986 et 1987. Un débat subsiste entre ceux qui veulent privatiser d'abord les banques et ceux qui souhaitent entamer le processus dans l'industrie. Ces derniers semblent toutefois en passe de l'emporter, et l'on verrait donc une liste raccourcie comprendre une dénationalisation d'une ou deux compagnies d'assurances, d'une ou deux banques d'affaires (le nom de Suez est avancé), d'une des trois « vieilles » banques nationalisées (sans doute la Société générale, qui est *considérée comme* la mieux gérée), d'un ou deux groupes industriels (la CGE et éventuellement Saint-Gobain), et de l'audiovisuel.

Dans ce secteur, les participations de l'Etat dans Havas et la SOFIRAD (à l'exception des actifs à l'étranger de cette société) seraient réduites, de même que seraient vendues Télédiffusion de France (TDF), A2, et FR3 à des échéances encore à définir. L'Etat ne conserverait qu'une chaîne nationale de télévision (TF1), Radio-France et RFI.

Des titres pour les salariés

Cette liste ne sera néanmoins pas fermée. Toute proposition d'hommes d'affaires sera étudiée avec un *a priori* favorable. Le secteur « non concurrentiel » pourrait lui-même faire l'objet de quelques rectifications de frontières. Diverses réflexions en cours concernent notamment des filiales de statut privé des PTT (France-Câbles et Radio) ou de la SNCF (SERNAM).

A côté de ces grands principes seront prises *différentes* mesures d'accompagnement. Une limite de 20 % sera imposée au capital étranger *« sauf autorisations explicites »*, lesquelles pourraient être accordées, évoque le RPR, dans le cadre d'accords industriels *européens lors d'un échange de* titres avec une firme du secteur électronique par exemple.

Parallèlement, les *salariés* des entreprises devraient obtenir des facilités d'acquisition de titres de leur maison, encore que le développement de l'actionnariat des salariés passe par une révision de la loi actuelle, qui bloque les *sommes reçues au chapitre de la* participation pendant cinq ans, délai jugé trop long.

Comme la loi de démocratisation qui donnait aux salariés des sièges aux conseils d'administration des groupes sera abrogée, certains envisagent d'accorder une « sur-représentation » des actionnaires salariés. En outre, l'on pourrait, *en dehors de l'actionnariat* et de façon facultative; créer des postes d'administrateurs réservés aux salariés pour toutes les sociétés françaises privées qui le souhaitent. Cette représentation échapperait au monopole syn*dical.*

L'ampleur de ce programme de *travail prouve qu'à l'évidence* dénationaliser n'est pas facile. M. Barre n'a pas tort d'être prudent. En outre s'y ajouteront les oppositions vraisemblablement résolues du président de la République et des syndicats, qu'on aurait tort de croire complètement désarmés. Sans doute est-il donc possible de prévoir que peu sera achevé avant 1988, en tout *cas bien moins que ne le* voudraient les doctrinaires du libéralisme.

Reste, avant même de commencer le processus, à convaincre les électeurs sur le fond : les nationalisations ont-elles *été* néfastes *ou utiles* ? Ne risque-t-on pas de retomber dans l'ornière du passé de groupes français largement autocontrôlés et sous-capitalisés ? Et enfin, est-il possible de croire que l'Etat puisse vraiment « laisser faire » la banque et l'industrie dans un pays de taille moyenne engagé dans une compétition économique féroce avec ses partenaires ?

ERIC LE BOUCHER.

(1) Bull n'est, en droit, pas nationalisée. En outre, les cas de Matra et de Dassault ne sont pas évoqués. Il s'agirait pour ces entreprises détenues à 51 % par l'Etat de vendre simplement quelque 2 % des actions en *Bourse*.

Droit commun

« A terme l'ensemble des entreprises du secteur concurrentiel a vocation à être dénationalisé. En conséquence, ces entreprises seront immédiatement transformées en sociétés de droit commun. Des conseils provisoires seront mis en place dans l'attente de nouveaux organes sociaux.

Les entreprises correspondant à des services publics conserveront des statuts spécifiques. La *Direction* générale des télécommunications sera transformée en société nationale des télécommunications.

Au cours de la législature seront dénationalisés l'ensemble du secteur de l'information, l'ensemble des banques et des *assurances (y compris celles* nationalisées en 1945) et les grands groupes industriels nationalisés en 1982 (Pechiney, Saint-Gobain, CGE, Rhône-Poulenc, Thomson, Bull).

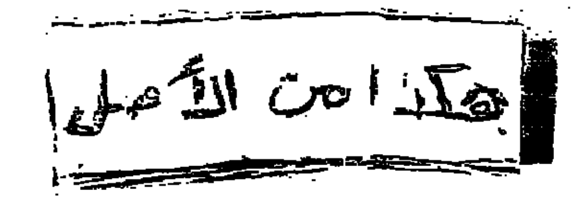
Les ventes d'actions par l'Etat seront faites directement, sans recours à un organisme écran, après avis d'une commission consultative de sages placée auprès du ministre des finances ou d'un ministre spécialisé.

Les techniques de mise sur le marché seront aussi diversifiées que *possible : échanges de titres* indemnitaires ou de titres participatifs, avantages de prix de souscription consentis au personnel *salarié, augmentations* du capital, cessions pures et simples en Bourse.

Les souscriptions seront encouragées par un dispositif fiscal de type loi Monory.

La réglementation des investissements étrangers s'appliquera pour limiter à 20 % la part maximale des investisseurs étrangers sauf autorisation explicite. Le gouvernement serait en outre autorisé, dans chaque cas, à fixer une part maximum pour une même personne physique ou morale. »

(Tiré des « Propositions pour l'alternance » — *Convention libérale des 8 et 9 juin 1985 — l'Union libérale — P. 30 à 33 — Valéry Giscard d'Estaing, Jacques Chirac, Raymond Barre).*



هكذا من الأصل

économie

REPÈRES

Dollar : Léger repli à 8,15 F

Sur des marchés des changes européens assez calmes, le dollar a été coté, lundi 30 septembre, un tout petit peu plus bas que le vendredi précédent, revenant de 8,17 F à 8,15 F environ et de 2,6775 DM à 2,6725 DM. A Tokyo, il a fortement fléchi, revenant de 220,80 yens à 216 yens, le cours le plus bas depuis le 8 décembre 1981. La Banque du Japon n'a cessé d'intervenir pour le faire baisser, stoppant net toute velléité de raffermissement, et déclarant même n'être *« pas satisfaite »* des cours actuels. Selon certaines sources, elle a pour objectif de ramener le dollar dans une fourchette de 200 yens à 210 yens, soit plus de 15 % au-dessous des cours pratiqués avant la réunion des Cinq, le 22 septembre à Washington (au-dessus de 240 yens). La livre sterling a été, à nouveau, éprouvée par les remous au sein de l'OPEP et par les rumeurs d'une entrée de la monnaie britannique dans le système monétaire européen, rumeurs démenties officiellement à Londres.

Pétrole : baisse de 20 % du coût des importations depuis février

Le prix moyen de la tonne de pétrole importé est tombé, en août, à 1 673 F, soit 20 % de moins qu'en février dernier (2 107 F). Cette baisse est due, pour l'essentiel, au recul du dollar par rapport au franc (– 15 %), les cours du brut exprimés en dollars n'ayant diminué au cours de la même période que de 6 %. Au cours des huit premiers mois de l'année, la facture pétrolière a diminué de 4 % par rapport à l'année précédente, atteignant 85,8 milliards de francs, contre 89,7 milliards l'an dernier.

Travaux publics : 8,4 milliards de francs en juillet

Les entreprises de travaux publics ont réalisé, en juillet 1985, près de 8,4 milliards de francs de travaux, en baisse de 5,3 % sur juin, en hausse de 3,1 % sur juillet 1984. Les carnets de commandes, bien orientés au début du second trimestre, *« font montre d'une diminution depuis le mois de juin »*, selon la note de conjoncture de la Fédération nationale des travaux publics : la baisse enregistrée en juillet est de 13,3 % par rapport à juin. Sur les marchés extérieurs, le deuxième trimestre 1985 (10,2 milliards de francs de chiffre d'affaires) est en progression de 17 % par rapport au premier trimestre et en baisse de 1 % par rapport au trimestre moyen de 1984. Le bâtiment hors métropole (5,5 milliards de francs) n'est en hausse que de 1 % par rapport au premier trimestre et en baisse de 10 % par rapport au trimestre moyen de l'an dernier. Les marchés conclus à l'étranger (6,7 milliards de francs pour les travaux publics et 2,3 milliards pour le bâtiment) sont en régression, respectivement, de 30 % et de 49 % par rapport au premier trimestre.

AFFAIRES

Armistice dans la guerre des cartes de crédit

Les commerçants obtiennent des banques la liberté des tarifs

C'est officiel : la guerre des tarifs et des commissions sur les cartes de crédit (ou plutôt de paiement) qui faisait rage entre les commerçants et les banques, depuis l'automne 1984, s'est achevée par un armistice que tout laissait prévoir (*le Monde* daté 28-29 juillet). Selon un communiqué du Groupement des cartes bancaires (CB), diffusé à la veille du week-end, le nouveau régime de tarification est fondé *« sur le principe de la liberté de négociation entre le commerçant et sa banque et sur les modalités financières entre banque du porteur et banque du commerçant »*. Cela signifie qu'une tarification *« à deux vitesses »* remplace le barème actuel des commissions, qui est applicable uniformément aux différentes catégories de commerçants et répartit ces commissions entre banques.

Un premier étage, le plus facile à établir, concerne la *« commission d'interchange »* que la banque du commerçant verse à la banque qui émet la carte de paiement pour le compte du porteur. Cette commission, fixée à 0,80 % de la transaction, rémunère la garantie du paiement (jusqu'au plafond fixé) et le recouvrement des fonds. Pour les opérations *« effectuées dans les meilleures conditions techniques de sécurité »* (c'est-à-dire par le canal de terminaux électroniques), le taux sera ramené dès maintenant à 0,60 %, et pourra diminuer encore avec la diffusion progressive des cartes à mémoire et l'installation des équipements correspondants chez les commerçants. Selon le Groupement, *« ce taux est, dès à présent, le plus faible de tous ceux pratiqués dans le monde par les grands systèmes émetteurs de cartes »* (Visa, Mastercard, etc.).

Un deuxième étage s'applique aux commissions *« librement débattues entre le commerçant et sa banque »*, qui couvriront non seulement la garantie de paiement, mais aussi l'ensemble des autres services rendus. *« Elles tiendront bien évidemment compte, comme dans toute activité commerciale, des prix de revient actuels, qui sont appelés à diminuer avec le développement attendu du paiement par cartes bancaires et la mise en œuvre des technologies nouvelles. »*

Au-delà des mots et des formules habituelles, on constate que les commerçants ont obtenu, en grande partie, satisfaction. En février dernier, par la voix de M. Jacques Dermagne, président du Conseil national du commerce (CNC), ils dénonçaient *« le cartel tarifaire »* constitué par les banques, et voulaient saisir la commission de la concurrence, désormais compétente pour les activités de banque. A la fin de la semaine dernière, la commission a jugé recevable la saisine formulée il y a deux mois par le CNC. Le commerce réclamait la modulation des tarifs en fonction des services réellement rendus, avec une distinction entre la fonction *« paiement »* et celles de *« garantie »* et de *« service »* : *« à service nul, coût nul »*. Fin juillet, un appel au boycottage avait été lancé dans certaines régions, notamment le Midi.

Du côté des banques, le front commun constitué depuis leur accord *« historique »* du 31 juillet 1984 sur la fusion des réseaux de cartes, se lézardait de plus en plus. Certains établissements étaient en train, discrètement, de reprendre une partie de leur liberté, en consentant des rabais. Enfin, on se rapprochait de l'échéance du 1er novembre date à laquelle sera lancé le système national permettant de faire accepter par plus de trois cent mille commerçants, toutes les cartes émises ou agréées par les membres du Groupement (toutes les banques plus le Crédit agricole, le Crédit mutuel, la Caisse d'épargne et les PTT).

Ajoutons que les investissements déjà engagés sont considérables, se chiffrant par milliards de francs et que les paiements électroniques vont recevoir une très forte impulsion avec la mise en service de la carte à mémoire, inviolable et « infraudable ». Quant aux commerçants, ils doivent bien se rendre compte que la pression de la clientèle porteuse de cartes va devenir irrésistible.

Dans ces conditions, tout le monde était condamné à s'entendre et les négociations vont se poursuivre, maintenant, sur la modulation des commissions, qui auparavant, s'étalaient de 2,50 % pour les petits commerçants à 0,7 % pour les grandes surfaces, et seront désormais fixées bilatéralement. Manifestement, les commerçants dans cette affaire ont été plus gagnants que les banques.

FRANÇOIS RENARD.

Accord Pechiney-EDF pour la fourniture d'électricité

Le groupe nationalisé Pechiney, producteur d'aluminium, et l'un des plus gros consommateurs d'électricité en France, a conclu un accord avec EDF pour le paiement de 3 milliards de kilowattheures par an d'électricité d'origine nucléaire.

Pechiney versera 2 milliards de francs, sous forme de titres participatifs réservés à EDF et émis par deux grandes filiales de Pechiney, Aluminium-Pechiney et Pechiney-Electro-métallurgie, qui sont aussi les deux principales consommatrices d'électricité : 6 milliards de kilowattheures par an pour la première, 3 milliards pour la seconde. L'émission des titres pourrait d'ailleurs se faire au prorata de la consommation de chacune.

Cet arrangement couvre une période de dix ans avec option ouverte pour huit supplémentaires. Si Pechiney utilisait cette option, il lui faudrait alors en financer le paiement comptant au cours des dix années de l'accord.

En juin 1983, EDF et Pechiney avaient signé un accord pour la fourniture de 5 milliards de kilowattheures par an. Une première tranche de 2 milliards de kilowattheures par an avait été mise à disposition le 1er janvier 1984 et payée « cash » 2 milliards de francs par Pechiney grâce au soutien de l'Etat. Pechiney avait reçu 2,4 milliards de francs de dotations en 1983.

Si le prix est donc le même pour la tranche de 2 milliards de kilowattheures par an et celle de 3 milliards, rappelons que la première couvrait une période de vingt-cinq ans contre seulement dix ans pour l'accord actuel.

EDF avait mis à disposition, pour moitié, la deuxième tranche dès le 1er janvier 1985, sans que les modalités de financement aient été arrêtées. La seconde moitié sera mise à disposition le 1er janvier 1986.

M. VEVERKA QUITTE LA PRÉSIDENCE DES COOP

M. Charles Veverka a décidé de mettre fin, à compter du lundi 30 septembre, à ses fonctions de président du conseil exécutif de crise de la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC) qu'il exerçait depuis le 16 juin dernier. Il a annoncé que sa présence permanente, alors qu'il avait été rappelé de sa retraite – il a soixante-douze ans – *« ne s'impose plus »*, en dépit de la grave crise financière que traversent les Coop. M. Veverka estime que la répartition des tâches au sein du conseil exécutif a permis la mise en place d'organes de direction et de décision dans chacun des organismes nationaux du mouvement (FNCC, centrale d'achats, société de gestion, institutions financières, etc.). M. Veverka restera conseiller de la FNCC.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –		Rep. + ou dép. –	
$ E.-U.	8,1800	8,1850	+ 95	+ 110	+ 180	+ 210	+ 470	+ 570
$ can.	5,9761	5,9827	+ 34	+ 54	+ 53	+ 88	+ 46	+ 140
Yen (100)	3,7731	3,7886	+ 101	+ 112	+ 184	+ 204	+ 547	+ 604
DM	3,0517	3,0552	+ 127	+ 138	+ 245	+ 262	+ 702	+ 753
Florin	2,7073	2,7103	+ 83	+ 91	+ 160	+ 174	+ 479	+ 523
F.B. (100)	15,0395	15,0570	+ 43	+ 91	+ 54	+ 151	– 103	– 216
F.S.	3,7301	3,7374	+ 161	+ 179	+ 305	+ 330	+ 849	+ 925
L (1 000)	4,5168	4,5221	– 177	– 132	– 315	– 263	– 860	– 760
£	11,4275	11,4508	– 244	– 207	– 454	– 396	– 1030	– 851

TAUX DES EUROMONNAIES

$ E.-U.	7 3/4	8	7 7/8	8	7 15/16	8 1/16	8 3/16	8 5/16
DM	4 1/2	4 3/4	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 5/8	4 3/4
Florin	5 5/8	5 7/8	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16	5 11/16	5 13/16
F.B. (100)	8	9	8 3/4	9	8 15/16	9 3/16	9 3/8	9 5/8
F.S.	7/8	1 7/8	4 3/8	4 1/2	4 3/8	4 1/2	4 11/16	4 13/16
L (1 000)	11 7/8	13 7/8	12 1/4	13 1/4	12 3/4	13 1/2	13	13 1/2
£	11 3/4	12	11 5/8	11 3/4	11 9/16	11 11/16	11 1/8	11 1/4
F. franç.	9 7/16	9 9/16	9 3/8	10 1/8	9 3/4	10 1/2	10 5/8	11 3/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

AGRICULTURE

SÉCHERESSE DANS LE SUD-OUEST

Le « pays vert » rôti par le soleil

De notre correspondant

Limoges. – *« On voit du sec partout ; on se croirait en plein djebel. »* M. François Guillaume, président de la FNSEA, se montre tout à fait stupéfait lorsqu'il arrive par avion sur l'aérodrome de Lepaud (Creuse), au cœur du Limousin. Une étape parmi d'autres dans une tournée qui promène le numéro un du syndicalisme agricole de Rodez à Périgueux et de Saint-Flour à Toulouse, dans tout le Sud-Ouest frappé par la sécheresse.

Une étape significative : le Limousin, *« pays vert »* par excellence, rôti par le soleil. La station météorologique de Limoges évalue à 60 % le déficit de pluviosité par rapport à la normale ; les stations auvergnates ou périgourdines arrivent au même pourcentage ; les forêts, des plateaux littéralement grillés, sont dévorées de larges plaques brunes et les troupeaux de bovins limousins et charolais (les deux races reines de la région) y piétinent dans des prairies brûlées, à la recherche de la moindre pousse encore comestible.

C'est ce même spectacle que découvre M. Henri Nallet, ministre de l'agriculture, venu lui aussi par avion, samedi 28 septembre, constater la situation dans le Lot. Un département qui, du fait de cette visite ministérielle, est le premier à être officiellement déclaré zone sinistrée, une reconnaissance qu'espèrent maintenant quelque vingt-cinq départements du Sud-Ouest et de l'Ouest.

« La situation, disent les agriculteurs, *est pire qu'en 1976 »*, dernière année de référence. Une catastrophe donc. Que les paysans auvergnats et limousins ont endiguée ces dernières semaines en puisant dans leurs réserves de fourrages stockés pour l'hiver. *« Mais,* dit l'un d'entre eux, *nos ensilages d'herbe, que nous devrions entamer fin octobre-début novembre, sont déjà pratiquement épuisés ; nos réserves de maïs fourrager sont consommées déjà à 40 et 50 % ; les réserves de foin et de paille, qui ne devraient être entamées qu'au cœur de l'hiver, le sont déjà. »* C'est dire, pour reprendre les termes de Roland Dardy, trente-quatre ans, l'un des responsables du CNJA de la Creuse, que *« le pire reste à venir »*. Il faudra aborder l'hiver sans réserves, en achetant au prix fort des aliments pour le bétail. *« De plus, la sécheresse et le piétinement des troupeaux détériorent les prairies et la mauvaise santé des animaux entraînera sûrement des problèmes de fécondité et de reproduction pour le printemps prochain. »*

Les éleveurs de taurillons sont inquiets, leurs bêtes accusent par rapport à 1984 un déficit en poids de 20 à 25 % ; même problème chez les éleveurs de moutons et les producteurs de lait. *« Entre les quotas et la sécheresse,* estime M. Roger Faure, qui élève un troupeau laitier en haut Limousin, *la production va chuter de plus de 15 % par rapport à l'an dernier. »*

Les grands marchés d'animaux du Centre et l'Ouest, déjà moroses du fait de la stagnation des prix et des défaillances de la clientèle italienne (la plus demandeuse de viande bovine jeune), commencent à paniquer. Comme les producteurs de fruits et légumes du bas Limousin, du Quercy et du Périgord. Partout les semis d'automne sont remis en cause. *« La terre est cuite »*, résume un céréalier du sud de l'Indre, qui craint de ne pas pouvoir assurer l'assolement (orge) si la pluie n'arrive pas dans les prochains jours. C'est en 1986 seulement que ce concrétisera toute l'ampleur des dégâts.

Or, résume un jeune éleveur corrézien, *« le classement en zone sinistrée que nous espérons donne droit à des prêts à taux bonifiés. Mais les agriculteurs sont déjà tellement endettés que la plupart d'entre eux ne pourront supporter de telles annuités de remboursement. Cela ne nous avance pas beaucoup de contracter de nouveaux emprunts pour payer nos emprunts plus anciens »*.

Alors, que faire ? Les aides directes ? C'est ce qu'ont effectivement demandé M. Guillaume et le syndicalisme agricole. Mais, dans le Massif Central, les agriculteurs gardent un souvenir amer de l'« impôt sécheresse » de 1976 : *« C'était un coup qui nous a mis au ban de la société. Toutes les autres catégories sociales nous sont tombées dessus, comme si nous étions des parasites. »* De plus, souligne M. Broulesteix, éleveur de moutons en Haute-Vienne, *« le mois d'août 1985 par ici a été frais et nuageux. Les estivants en ont gardé le souvenir d'un été pourri. Comme il n'y avait pas de soleil, ils n'ont pas remarqué qu'il n'avait pas plu »*. Puisqu'il y a en France plus d'aoûtiens que de paysans, *« cela risque encore d'être notre fête »*. Conclusion de la FDSEA de la Haute-Vienne : *« La situation actuelle dans l'agriculture justifie la convocation d'une session extraordinaire du Parlement. »*

GEORGES CHATAIN.



AFFAIRES

ENTREPRISES

Siemens s'intéresse à l'américain Gould

La firme ouest-allemande d'électronique Siemens AG, qui cherche *à se développer* aux Etats-Unis, s'intéresse à Gould, une société spécialisée dans les *mini-ordinateurs*, les composants électroniques et les systèmes automatiques. Gould a perdu 125 millions de dollars pour 700 millions de dollars de chiffre d'affaires au premier semestre après restructuration de ses activités dans les semi-conducteurs. Siemens, qui avait déjà racheté par une de ses filiales, Siemens Allis, une division de Gould, en 1983, a investi 500 millions de dollars (4 milliards de francs) aux Etats-Unis par rachat ou associations (joint ventures) au cours des derniers mois.

General Motors négocie la création d'une filiale en Egypte

Le numéro un mondial de l'automobile, l'américain General Motors, a annoncé qu'il négociait avec des sociétés égyptiennes *la création d'une* filiale commune pour la production de voitures particulières en Egypte. Cette annonce confirmerait l'élimination des autres constructeurs en lice depuis plusieurs années pour ce projet (*le Monde* du 17 août 1985), et notamment de l'italien Fiat et des français Peugeot et Renault.

Selon un responsable de General Motors, la nouvelle société, à laquelle GM fournirait assistance technique et encadrement, s'installerait dans des unités de production existantes de El Nasr Automotive Manufacturing Co (NASCO) et de l'Arab-American Vehicle Co (AAV). Elle importerait des pièces détachées pour assem*bler à partir de 1986* des Opel Corsa et Ascona, dont le rythme annuel de fabrication pourrait atteindre *59 000* voitures vers 1990. *(AFP.)*

Control Data met en vente sa division Ticketron

Le groupe informatique américain Control Data, qui affronte d'importantes difficultés financières, a annoncé vendredi 27 septembre à Bloomington (*Minnesota*) *qu'il* mettait en vente sa division Ticketron, spécialisée dans la vente informatisée de tickets pour des manifestation sportives et culturelles ainsi que de billets de loterie. Le chiffre d'affaires de Ticketron devrait atteindre cette année *100 millions de dollars*. Control Data, qui employait 54 100 personnes au 1er janvier dernier et qui a déjà procédé à 5 000 suppressions d'emplois, a annoncé des licenciements supplémentaires, dont M. Robert Price, *président du groupe, a refusé d'indiquer* l'importance. *(AFP.)*

SOCIAL

POINT DE VUE

Remettre la France au travail

par LIONEL STOLÉRU (*)

DANS le fameux face-à-face télévisé Giscard-Mitterrand de 1981, à la question posée sur les un million six cent mille chômeurs de l'époque, François Mitterrand avait répondu par ces simples mots : *« Le chômage, c'est mal. »* Et il avait promis que jamais on n'atteindrait deux millions de chômeurs.

Etant Français avant d'être membre de l'opposition, j'aurais aimé qu'il eût raison.

Nous voici, hélas, en cette rentrée 1985 où le chômage, une fois dépouillé des artifices qui ont permis à Pierre Mauroy de *« camper sur la crête des deux millions de chômeurs » et à Laurent Fabius de « stabiliser »* le chômage à deux millions quatre cent mille, atteint en réalité le *seuil fatidique des trois millions*. Le communiqué conjoint de l'UDF et du RPR souligne la gravité et répète solennellement à cette occasion la mobilisation prioritaire de l'opposition pour l'emploi.

Notre langage, en cette période électorale, n'a pourtant rien d'agréable. Nous disons en effet que, à ce niveau de gravité du mal, il faut intervenir en profondeur, aux racines du mal, et que ce ne sera ni facile ni indolore. Deux orientations s'imposent :

1. *Diminuer le coût du travail.* – Le travail coûte trop cher en France. Pas par rapport à la Corée, mais par rapport à l'Allemagne et aux Etats-Unis. Cela est dû en particulier à un niveau *de charges* pesant sur le travail presque double de celui de nos concurrents. Il est urgent de *détaxer le travail*, de préférence en abaissant ces charges, ou, si c'est impossible, en en transférant une partie sur d'autres impôts. Qui aura le courage de dire qu'on peut créer de l'emploi en transférant 5 ou 10 milliards de taxes sur les salaires vers la taxe sur l'essence ou toute autre taxe à la consommation ? *Détaxer le travail*, c'est créer de l'emploi.

2. *Assouplir la quantité de travail.* – *L'objectif est simple : permettre à* nos entreprises, petites ou grandes, d'adapter leurs heures de travail à *leur carnet de commandes*. Tout le reste n'est que bavardage. Pour y parvenir, outre la suppression de l'autorisation administrative de licenciement (avec maintien, bien sûr, des préavis, indemnités, recours aux prud'hommes, etc.), il faut élargir la palette des formes de travail : temps plein ou temps partiel, intérim ou contrat à durée déterminée, annualisation du temps de travail, heures supplémentaires, travail saisonnier ou régulier, de nuit ou de jour, posté ou en équipes, de week-end ou de semaine, etc. L'avenir est au *travail à la carte*, par accord entre le travailleur et l'employeur.

La philosophie générale de ces mesures est simple : nous voulons remettre la France au travail en faisant comprendre à chaque Français que c'est désormais en travaillant *mieux et en travaillant plus qu'il* augmentera son pouvoir d'achat et non par l'assistance de l'Etat.

(*) *Ancien secrétaire d'Etat*, membre du bureau politique du PR.

A Issoire (Puy-de-Dôme)

L'USINE DUCELLIER EST OCCUPÉE

Des salariés occupent toujours, depuis le vendredi 27 septembre au soir, les locaux de l'usine Ducellier d'*Issoire*, à *l'appel de la CGT*, *qui* a annoncé qu'elle continuerait cette occupation jusqu'à la prise en considération de ses propositions pour le maintien de l'entreprise.

Le plan de restructuration du groupe Valeo prévoit la suppression pure et simple de l'usine dès le 31 octobre. La municipalité a décidé d'acquérir les locaux et de les réaménager (*le Monde* du 21 septembre) : le groupe Valeo doit y transférer quatre cent soixante-dix emplois de ses filiales Marchal d'Issy-les-Moulineaux (essuie-glaces) et de la Société d'électromécanique de l'usine des Dunes, à Berck (équipements pour véhicules militaires).

Pour la CGT, les emplois créés sont *« dérisoires et forcément éphémères »* : le maintien de Ducellier est *« le seul rempart sur le marché européen »* face à des groupes étrangers comme Lucas et Bosch. Samedi matin, lors d'un meeting à Saint-Florine, près d'Issoire, les responsables de la CGT et du PC ont demandé aux travailleurs des autres *usines de mettre* Ducellier *« sous haute surveillance »*.

● **Une nouvelle organisation internationale de mineurs.** – A l'initiative de la CGT et du syndicat national des mineurs britanniques (NUM), une nouvelle organisation internationale des mineurs (OIM) a été constituée au siège de la CGT à Montreuil, les 20 et 21 septembre.

ÉTRANGER

En Italie

LE PROJET DE BUDGET

Coupes claires dans la protection sociale

De notre correspondant

Rome. – Le Parlement italien commence cette semaine l'examen du projet de buget pour 1986. La mise au point de ce texte par le gouvernement de coalition alliant cinq partis, des démocrates-chrétiens aux socialistes, en passant par les libéraux, aurait dû être l'occasion d'une grande tension politique. C'est plutôt *la confusion technique qui* a prévalu. Ainsi, à l'issue du conseil des ministres qui a mis une touche finale au *projet*, le *samedi 28 septembre*, les chiffres donnés par les uns et les autres sur le montant des coupes dans le domaine de la santé variaient-ils du simple au double.

Le projet reflète cependant l'accord de la coalition dirigée par le socialiste Bettino Craxi sur la nécessité d'amorcer un freinage au déficit public, dont le niveau menace désormais d'étouffer l'économie nationale. Le trou prévu pour 1985 est en effet d'environ 500 milliards de francs, soit plus de 15 % du PNB.

L'objectif du gouvernemnt est de faire baisser d'un point ce pourcentage pour l'année 1986. Comme le ministre des finances, le républicain Bruno Visenteni, soutenu par les milieux industriels, avait fait admettre qu'il n'y aurait pas de nouveaux impôts pour l'an prochain (1), une seule voie restait ouverte vers un rééquilibrage : couper dans les dépenses.

Même si l'on reste encore dans des eaux très périlleuses – les dépenses prévues ne sont couvertes par les recettes escomptées que pour 65 %, – le texte soumis au Parlement pourrait faire date : l'exécutif y *marque en effet sa volonté* de cesser d'assister passivement à l'aggravation annuelle de la situation des finances publiques, non seulement en valeur absolue (le plafond magique des 100 000 milliards de lires de déficit sera crevé cette année), mais également en pourcentage de la production nationale. Les admonestations du Fonds monétaire international, ainsi que celles des partenaires européens, lors de la dévaluation de *la lire* en juillet, ont, à n'en pas douter, joué un rôle dans ce réalisme nouveau. Pour l'essentiel, il a été *décidé de limiter* à *6,5 % – à peine* plus que le taux d'inflation, très volontariste, prévu pour 1986 – les *dépenses... puis de couper tout* ce qui dépasse.

« Une Italie avare »

« Austérité », « Vers une Italie avare », « La charte des sacrifices est approuvée », « Coupes claires » : les titres de la presse du dimanche 29 septembre expriment avec éloquence une sorte de surprise face à ce qui apparaît comme un coup d'audace de la part du gouvernement dirigé par un socialiste. Les commentaires, il est vrai, laissent aussi percer un certain scepticisme sur la possibilité pour l'équipe dirigeante de mener à bien la course d'obstacles que va constituer le débat parlementaire.

Si, en tous cas l'affaire est menée à son terme, la secousse sera rude pour les Italiens : les augmentations des frais scolaires et médicaux, ainsi que celles des tarifs de l'eau, du gaz, de l'électricité, du téléphone et des trains seront substantielles. L'innovation la *plus* spectaculaire consiste à établir un lien entre le niveau de revenus et la couverture sociale des *dépenses de santé*. Gratuites pour les citoyens économiquement les plus faibles, elles seraient moins remboursées (*75 %* au lieu de *85 %*) pour les familles ayant un revenu compris entre 50 000 F et 135 000 F par an et pratiquement non remboursées pour les revenus supérieurs à 11 000 F par mois.

Cette proposition gouvernementale – sur laquelle se sont retrouvés le responsable démocrate-chrétien du Trésor, d'inspiration néo-libérale, M. Giovanni Goria, et le ministre du travail, le socialiste de Michelis – *devrait être la plus contestée : c'est* qu'en effet elle frapperait de plein fouet la nombreuse classe moyenne, *salariés et employés, déjà fortement* ponctionnée par le fisc, sans perturber excessivement les Italiens les *plus* aisés, qui, de longue date, recourent à l'assurance privée volontaire pour se prémunir entre autres contre les accidents de santé.

JEAN-PIERRE CLERC.

(1) *Au contraire*, des dégrèvements sur l'impôt sur les revenus des personnes physiques sont prévus pour 1986. Ils profiteraient essentiellement aux salariés.

PREMIER EXCÉDENT EN UN AN DE LA BALANCE COMMERCIALE

La balance commerciale italienne a enregistré, en juillet dernier, un solde positif de 557 milliards de lires (2,6 milliards de francs) – le premier résultat positif en un an – a annoncé l'Institut national des statistiques (ISTAT). En juillet 1984, les échanges avaient été excédentaires de 700 milliards de lires. Cependant le solde des premiers sept mois de cette année demeure négatif, avec un déficit de 16 380 milliards de lires.

● **Coopération entre l'Ile-de-France et la Chine.** – Deux accords de coopération viennent d'être signés entre la région d'Ile-de-France (à travers l'Institut d'aménagement et d'urbanisme de l'Ile-de-France) et les municipalités de Pékin et de Shanghai. M. Michel Giraud, président (RPR) du conseil régional, à son retour de Chine, vient de déclarer : *« Parmi les projets intéressant les entreprises françaises, il faut retenir un renforcement de l'hôtellerie française en Chine, l'aménagement du métro de Pékin et la réalisation de celui de Shanghai pour lesquels la SOFRETU (filiale de la RATP) apparaît désormais bien placée. La construction d'une Maison de France à Pékin, qui facilitera la présence des entreprises françaises, paraît également en bonne voie, un terrain ayant été promis pour le 15 octobre. »*

Au Japon

BAISSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN AOUT

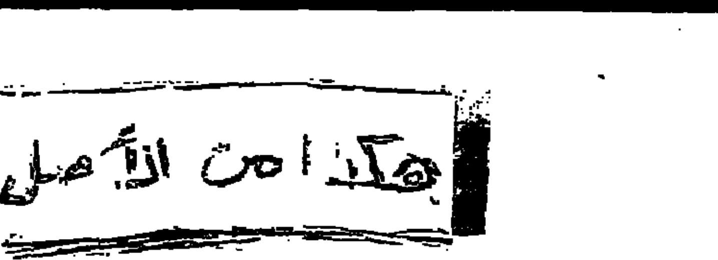
La production industrielle japonaise a diminué de 0,7 % le mois dernier, mais a augmenté de 4,7 % par rapport à août 1984, a annoncé le ministère du commerce international et de l'industrie (MITI). L'indice de la production industrielle et minière s'est établi à 123,5 en août, sur une base 100 en 1980.

Des responsables du ministère ont attribué cette baisse à une moindre production dans le secteur des appareillages électriques. La production de semi-conducteurs a chuté de 24 % en août, par rapport à août 1984, à cause de la baisse des exportations.

CHUTE DE L'INDICE DES PRIX EN AOUT

L'indice des prix à la consommation a chuté de 1 % en août par rapport à *juillet 1985. Sur douze mois*, il a augmenté de 2,3 %. La forte baisse du mois d'août est due principalement à une réduction des prix des fruits et légumes, d'autant plus sensible qu'elle fait suite à une hausse en juillet. A cela vient s'ajouter l'effet saisonnier des soldes des vêtements d'été.

La baisse de l'indice national au mois d'août, à 113,6 (base 100 en 1980), avait été annoncée par la publication, dès le mois dernier, d'une baisse de 0,9 % de l'indice provisoire des prix à la consommation en août, pour la seule région de Tokyo. L'indice *provisoire* pour septembre annonce une progression des prix de détail de 1,2 % à Tokyo.



LES QUATRE-VINGT-DIX ANS DE LA CGT

L'anniversaire et l'héritage

La CGT est nonagénaire. Dans quel état d'esprit la Confédération générale du travail (1) peut-elle fêter ses quatre-vingt-dix ans ? Au-delà des évolutions imposées par les changements de la société elle-même, il n'est pas évident, en effet, que les fils aient la même conception du syndicalisme que les pères fondateurs. Fêter 1895, est-ce vraiment le bon anniversaire pour la centrale de M. Henri Krasucki ? Est-ce le bon héritage ?

La CGT a joué un rôle considérable dans la longue histoire du mouvement ouvrier français. Mais le syndicalisme a existé avant 1895, avant même la loi du 21 mars 1884 qui lui a donné une existence légale. Au lendemain de la Commune, le mouvement ouvrier est divisé en trois grands courants : les positivistes d'Auguste Comte, les mutuellistes, et les collectivistes de Jules Guesde.

Dès 1886, au congrès de Lyon en octobre, une Fédération nationale des syndicats (FNS) est créée sur une base de solidarité entre les professions. Animée par les guesdistes, elle est étroitement liée au Parti ouvrier et se déclare elle-même *« sœur de toutes les fédérations socialistes ouvrières existantes »*.

En 1892, à partir d'une implantation dans les communes, apparaît la Fédération des Bourses du travail, dont la cheville ouvrière est le journaliste Fernand Pelloutier, converti à l'anarchisme et partisan de la grève générale. La création de la CGT en 1895 est, en fait, le résultat d'une rencontre manquée entre ces deux branches séparées du mouvement ouvrier.

L'ironie de l'histoire veut que ce soient les guesdistes de la FNS qui aient le plus poussé au congrès constitutif de la CGT. En 1894, à Nantes, à l'initiative de la FNS, tous les syndicats sont convoqués en congrès. Un « conseil national ouvrier », où cohabitent représentants de la FNS, de la fédération des Bourses et des fédérations d'industrie, est alors chargé de préparer le « congrès d'unification », qui se réunira à Limoges du 23 au 28 septembre 1895. Mais déjà les guesdistes, pourtant maîtres d'œuvre de l'unité, apparaissent battus (2).

« Unitaire et collective »

A Limoges, l'organisation des assises est confiée à un guesdiste, Edouard Treich, secrétaire de la fédération des syndicats ouvriers de cette ville, mais les amis de Guesde *« se font rares et agissent en ordre dispersé, déconnectés de leur parti »* (3). Les anarchistes sont eux-aussi marginalisés, et Pelloutier brillera délibérément par son absence. Jusqu'à la fin de sa courte vie, en 1901, il nourrira à l'égard de la CGT une grande réserve, allant parfois jusqu'à la « guérilla » (2).

Ainsi, politiquement, à Limoges, ce sont les socialistes non guesdistes – Jean Allemane, Edouard Vaillant, Auguste Keufer, entre autres – qui jouent *« un rôle important »* (3). Il y a là toute la palette des courants socialistes de l'époque, certains glissant ensuite vers le réformisme, d'autres vers le « syndicalisme révolutionnaire ». Parmi ces pères fondateurs, il est donc bien hasardeux de cerner la filiation politique des actuels dirigeants de la CGT.

Portant, selon *le Journal des débats*, *« habits bourgeois »*, voire parfois redingote et haut-de-forme (3), les soixante-quinze délégués de Limoges – parmi lesquels trois femmes, des corsetières en grève – représentent vingt-huit fédérations, dix-huit Bourses du travail, cent vingt-six syndicats non fédérés. Ce sont eux qui décident de créer *« une organisation unitaire et collective »*, mais sa structure est alors très différente de l'actuelle CGT, puisque peuvent se confédérer directement syndicats de base, unions et fédérations. Cette affiliation directe sera supprimée pour les syndicats de base en 1896. De 1895 à 1901, la CGT vivote, quatre secrétaires généraux, de Lagailse à Griffuelhes, se succédant à sa tête.

Il faudra attendre 1902 pour que se tienne à Montpellier ce qu'on a appelé le *« deuxième congrès constitutif de la CGT »*. La Confédération se dote alors d'une double base – départementale, avec les Bourses, et industrielle avec les fédérations – qui est encore valable aujourd'hui. L'artisan de cette unification, le typographe Louis Niel, qui sera par la suite pendant une brève période secrétaire général, est présenté par un observateur de l'époque, Léon de Seilhac, comme *« le créateur de la CGT »*.

Dans un récent article de *l'Echo du Centre*, M. Georges Séguy, ancien secrétaire général et président de l'Institut CGT d'histoire sociale, a donc raison de faire la distinction entre la *« naissance officielle »* de la Confédération en 1895 et *« la naissance réelle d'une véritable Confédération générale du travail, unifiée et unifiante »*, qu'il situe au congrès d'Amiens en 1906.

Cette référence historique, pour une organisation qui a connu dans son histoire trois scissions, ne manque pas d'intérêt. Mais les liens étroits qu'elle a tissés par la suite avec le Parti communiste, auxquels s'ajoutent les difficultés actuelles des militants non communistes et principalement socialistes, peuvent là encore faire douter de sa qualité de légataire universelle de la charte d'Amiens.

Cette fameuse charte, à laquelle plusieurs confédérations se réfèrent aujourd'hui comme fondement de leur indépendance syndicale, est la conséquence d'une premier refus. Le guesdiste Victor Renard avait préconisé une entente privilégiée entre la CGT et le Parti socialiste. Sa motion avait été repoussée par 736 voix contre 34. Adoptée par 834 voix contre 8 et 1 abstention, une autre motion – devenue charte d'Amiens – *« affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer en dehors du groupement corporatif à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe en dehors »*.

Du *« pansyndicalisme »* – le syndicalisme se suffisant à lui-même, – selon l'expression d'Henri Dubief. La CGT de M. Krasucki est-elle vraiment « pansyndicaliste » ? Il est décidément plus facile de fêter un anniversaire que d'assumer un héritage.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) FO fêtera également les quatre-vingt-dix ans de la « vieille CGT » dont elle se veut l'héritière la semaine prochaine.

(2) Cf. *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, de Jacques Julliard, Seuil.

(3) Cf. *la CGT*, de René Mouriaux, au Seuil.

Pas de ruée des médecins sur la liberté des honoraires

La liberté de fixer les honoraires ne fait que modérément recette chez les médecins libéraux. Après la nouvelle convention entre les caisses nationales d'assurance-maladie et les syndicats médicaux, 12 691 médecins, soit 14,4 % (contre 11,25 % auparavant), ont choisi le *« deuxième secteur »* (1), qui permet de fixer librement les honoraires, en échange d'une protection sociale et d'un statut fiscal moins avantageux.

Par rapport à juillet 1985, l'augmentation est de 28,8 %, ce qui n'est pas négligeable, mais reste inférieure à ce que l'on prévoyait. La très grande majorité des médecins libéraux (68 115, soit 77,3 %) sont restés fidèles au statut conventionnel *« ordinaire »*, 6 685, soit 7,6 %, bénéficient en raison de leur titre ou de leur notoriété d'une autorisation permanente de demander des tarifs plus élevés (« dépassement permanent »).

Reste à savoir comment se répartissent, sur le plan géographique, par spécialité, et par âge, les médecins du « deuxième secteur », ce que l'on ne saura sans doute qu'à la fin de l'année. En effet, pour certaines spécialités, la proportion de médecins autorisés d'une façon ou de l'autre à demander à leurs clients plus que le tarif conventionnel qui sert de base pour le calcul du remboursement est importante : elle était en 1984 de 63,4 % pour les urologues, de 47,9 % pour les chirurgiens, de 42,6 % pour les neuropsychiatres, de 37,4 % pour les oto-rhino-laryngologistes, de 34 % pour les stomatologistes, et de 28 % à 31 % pour les rhumatologues, les gynécologues, les pédiatres, les ophtalmologues.

Mais au cours des dernières années le départ à la retraite des médecins bénéficiant du « dépassement permanent » – on en comptait 9 679 en 1980 – compensait largement l'accroissement du nombre de praticiens choisissant les honoraires libres. En sera-t-il de même cette fois-ci ?

Chez les omnipraticiens, jusqu'à présent une grande partie des médecins optant pour le deuxième secteur pratiquaient des « modes d'exercice particuliers », non reconnus comme spécialités : acupuncture, homéopathie, allergologie... De jeunes médecins pouvaient ainsi trouver une sorte de « créneau » différent des formes d'exercice habituelles de la médecine. Ce mouvement continue-t-il, appuyé sur la vogue de médecines « douces » ou « différentes », ou bien des médecins abandonnent-ils le statut conventionnel ordinaire pour les honoraires libres ?

Enfin, les praticiens à honoraires libres restent concentrés dans un petit nombre de régions. En effet, dix départements (Paris, la Seine-et-Marne, les Yvelines, les Hauts-de-Seine, le Val-d'Oise, le Val-de-Marne, l'Essonne, le Rhône, les Alpes-Maritimes et le Var) réunissent quelque 60 % des médecins du « deuxième secteur ».

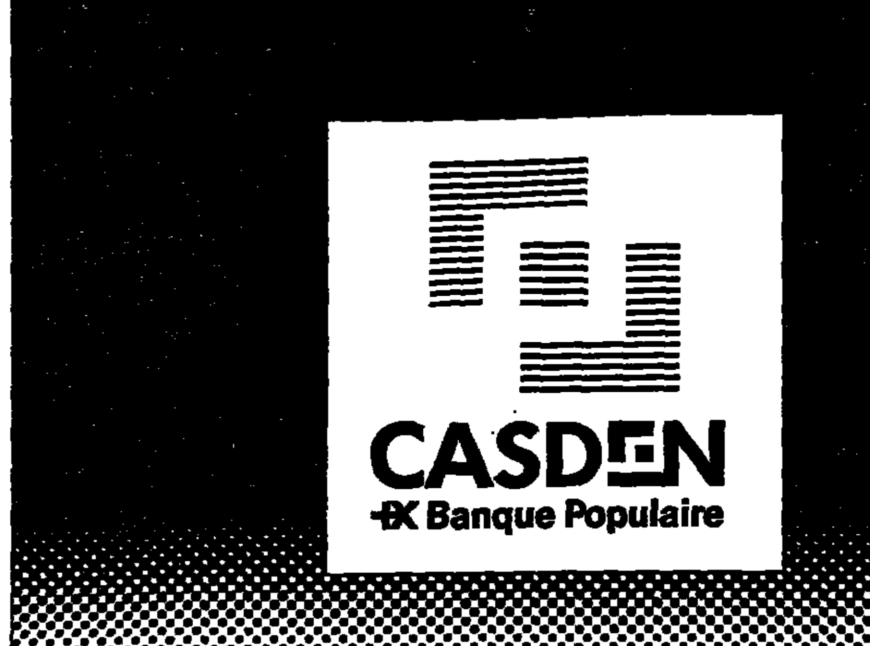
G.H.

(1) Pour les caisses les plus importantes, il s'agit de résultats provisoires. Mais les chiffres définitifs ne devraient pas être très différents.

FO CONSERVE LA TÊTE AUX ÉLECTIONS DU PERSONNEL DE LA SÉCURITÉ SOCIALE

Aux élections qui ont eu lieu pour les représentants du personnel dans les conseils d'administration des caisses de Sécurité sociale, Force ouvrière a conservé une nette avance devant la CFDT et la CGT.

Sur 126 648 suffrages exprimés et 170 086 inscrits dans 170 organismes de sécurité sociale (sur 178), Force ouvrière a obtenu 38,7 % des voix et 418 sièges, la CFDT 25,4 % et 275 sièges, la CGT 23,2 % et 251 sièges, la CFTC 5,5 % et 59 sièges, la CGC 2,5 % et 27 sièges. 4,7 % des voix et 51 sièges sont allés à des listes d'union ou à d'autres organisations. FO l'emporte particulièrement chez les cadres, où elle détient la majorité absolue (51,7 %) loin devant la CFDT (18 %) et la CGT (10,2 %). Chez les employés, les votes se partagent presque également entre FO (32,1 %), la CGT (29,8 %) et la CFDT (29,2 %). Par rapport aux élections professionnelles antérieures, on constate une stabilité de FO, une remontée de la CFDT et une baisse de la CGT.



EMISSION D'UN EMPRUNT DE 700.000.000 DE FRANCS SEPTEMBRE 1985

MONTANT	F 700.000.000
NOMINAL DES OBLIGATIONS	F 5.000
PRIX D'EMISSION	F 4.900
JOUISSANCE - REGLEMENT	1er Octobre 1985
DUREE	9 ans
INTERET	Variable et égal à 95% de la moyenne arithmétique des taux moyens mensuels de rendement des emprunts non indexés garantis par l'Etat et assimilés, publiés par l'INSEE.
INTERET ANNUEL MINIMUM	6,50%
AMORTISSEMENT NORMAL	En totalité le 1er Octobre 1994
AMORTISSEMENT ANTICIPE	Possible par rachats en Bourse. Fonds de régularisation portant chaque année sur 1/9 des titres émis.

Ces obligations doivent faire l'objet d'une demande d'admission à la Côte Officielle dès la date de règlement de l'émission.

Responsable de l'information : M. Michel GELLY, Vice-Président. Tél. : 64.02.70.00.

Le rapport de l'exercice 1984 est à la disposition de toute personne qui en fera la demande.

Cette émission a reçu le visa de la C.O.B. n° 85-255 du 2 septembre 1985.

DIRIGÉ PAR PARNASSE GESTION

L'émission étant souscrite, cette annonce est publiée à titre d'information.

SOPHIA-BAIL

Les groupes d'assurances Axa et Zurich, avec le concours de Barclays Bank SA et PO Banque, ainsi que de plusieurs investisseurs institutionnels, viennent de constituer la société Sophia-Bail, au capital de 150 millions de francs entièrement libéré.

La société bénéficie aux termes d'un arrêté ministériel en date du 4 septembre 1985 du régime de Sicomi. Elle a le statut de Société financière.

M. Bernard Fraigneau, président de Laffitte-Bail et directeur général de PO Banque, a été nommé président-directeur général de Sophia-Bail ; M. Bertrand de Feydeau, directeur immobilier du groupe Axa et directeur général d'Immoffice, assure la vice-présidence.

Sophia-Bail consacre dès maintenant son activité au financement en crédit-bail immobilier d'immeubles industriels et commerciaux.

LAFFITTE-BAIL

Augmentation de capital
Bon niveau d'activité
Résultats en hausse

Le Conseil d'Administration a pris acte de l'augmentation de capital résultant de l'option de paiement du dividende en actions exercée en juillet dernier à concurrence de 84 % de la mise en distribution. 73 771 actions nouvelles sont créées et les fonds propres de la Société portés à 222,5 millions de francs.

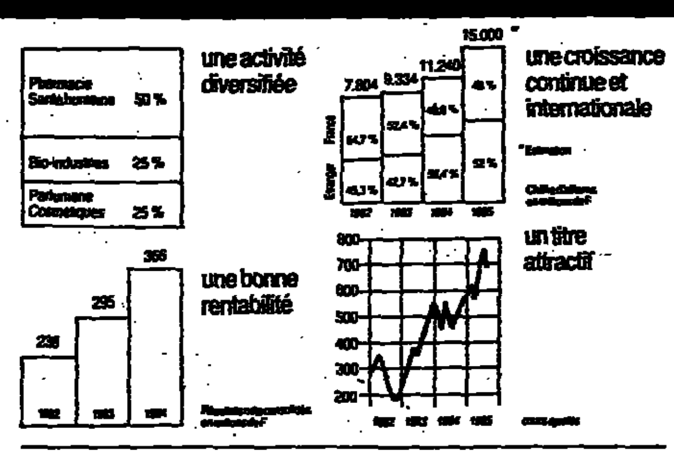
Le Conseil s'est par ailleurs félicité du bon niveau d'activité de l'exercice en cours : 217 millions d'engagements nouveaux contractés depuis le début 1985, dont 183 en crédit-bail et 34 en location (contre un total de 207 pour les 12 mois de l'année précédente). Les encours cumulés de la Société s'élèvent à 1 250 millions.

Le résultat au 30 juin fait ressortir un bénéfice comptable de 23,24 millions de francs (plus 17,45 %). Les projections établies pour le second semestre autorisent à prévoir une hausse du prochain dividende.

SOURCE PERRIER

Le Conseil d'administration de la société Source Perrier s'est réuni le 23 septembre 1985 et a décidé la mise en paiement, à partir du 10 octobre, d'un acompte de dividende de 5 F par action, plus avoir fiscal de 2,50 F, soit 7,50 F au total pour l'exercice qui se termine le 30 septembre prochain.

DANS UN MONDE QUI BOUGE, SANOFI AVANCE ET ASSOCIE SES ACTIONNAIRES A SON DEVELOPPEMENT



AUGMENTATION DE CAPITAL

Émission de 1.557.086 actions nouvelles de F 100 nominal.

Prix d'émission : F 520. Jouissance : 1er janvier 1985.
Droit préférentiel de souscription :
1 action nouvelle pour 7 anciennes.

Délai de souscription :
du 12 septembre au 11 octobre 1985.

Une note d'information ayant reçu le visa COB n° 85-248, en date du 27 août 1985, est tenue gratuitement à la disposition du public. BALO du 2 septembre 1985.



VOTRE VIE, AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Le Monde

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements :

246-72-23, poste 2412

OCDE

Vient de Paraître...
...dans la Série "PIIC" (Politiques d'Information, d'Informatique et de Communications) :

N° 9 : LES LOGICIELS : l'émergence d'une industrie

L'OCDE présente la première étude approfondie sur l'émergence de l'industrie des logiciels.
Dans la première partie intitulée "Technologie et organisation industrielle", les principaux types de logiciels informatiques et leurs cycles de vie sont étudiés, ainsi que la constitution d'une industrie spécialisée *dans leur production. Le cas particulier* des logiciels micro-électroniques intégrés et celui des logiciels d'automatisation industrielle y sont aussi analysés.
Dans la partie suivante "Rôle et action des *gouvernements" sont étudiés les politiques* de recherche et de formation, l'approvisionnement des administrations publiques en logiciels, les questions de normalisation, le rôle des infrastructures de télécommu*nications et les implications logicielles* des politiques industrielles dans les matériels. Les difficultés de croissance des sociétés de logiciels et les soutiens publics à cette industrie dans les différents pays *de l'OCDE* y sont *aussi* décrits.
La réglementation du commerce international applicable aux logiciels et les aspects juridiques du logiciel font également l'objet d'une étude dans cet ouvrage, qui contient de nombreux *tableaux* et graphiques en annexe.
224 pages, 120 F. _ex.

LE CAPITAL-RISQUE ET LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION

L'*investissement en capital-risque,* forme d'intermédiation financière qui connaît actuellement un développement considérable aux États-Unis, se trouve à l'origine de la plupart des créations réussies d'entreprises innovatrices dans les industries et services basés sur les technologies de l'information. Ce secteur est lui-même le domaine privilégié de l'investissement en capital-risque. Cette étude examine aussi le potentiel de développement de cette forme d'investissement en dehors des États-Unis.
58 pages, 55 F _ex.

CATALOGUE DES PUBLICATIONS DE L'OCDE : gratuit _ex.

Prière de compléter cette annonce/bon de commande et de l'envoyer, accompagnée de votre carte de visite, à l'adresse suivante :_

OCDE MO

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES
2, rue André-Pascal
75775 PARIS CEDEX 16



COMPAGNIE DE DISTRIBUTION DE MATÉRIEL ÉLECTRIQUE

Résultats consolidés au 31 mars 1985

(Exercice au 31 mars)	1984/85	1983/84	Variation
CA consolidé	4 921,0 MF	4 331,0 MF	+ 13,6 % (1)
Bénéfice consolidé (part CDME)	68,5 MF	58,5 MF	+ 17,0 %
MBA consolidée	110,6 MF	94,7 MF	+ 16,8 %

A fin août 1985, le Chiffre d'Affaires cumulé du groupe (à structure constante) était en progression de 15,2 %.

L'activité électronique et informatique (11,9 % du CA) subit la dépression que traverse actuellement le marché mondial des composants.

Le niveau d'activité en fournitures industrielles (8,9 % du CA) est plus satisfaisant que celui de l'exercice précédent.

Le volume d'affaires en matériel électrique (79,2 % du CA) connaît actuellement une reprise sensible.

Cette conjoncture permet aujourd'hui de prévoir la poursuite du développement des activités du groupe.

(1) + 9,6 % à structure comparable.

IMETAL

RÉSULTATS DU PREMIER SEMESTRE 1985

IMETAL

Le chiffre d'affaires consolidé des sociétés industrielles s'établit pour le premier semestre 1985 à 4 730 millions de francs, en diminution de 10 % sur celui du 1er septembre 1984.

Le résultat consolidé du groupe fait apparaître un profit de 76 millions de francs, auquel s'ajoutent des plus-values de cessions d'actifs de 31 millions de francs, formant ainsi un total de 107 millions de francs contre 98 millions de francs pour le premier semestre 1984.

Pour la société IMETAL, le résultat courant est de 22,7 millions de francs au 30 juin 1985 contre 25,3 millions de francs au 30 juin 1984. Compte tenu des plus-values de cessions indiquées ci-dessus, le résultat du premier semestre 1985 est de 53,8 millions de francs contre 25,4 millions de francs pour le premier semestre 1984.

PENARROYA

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe Penarroya s'élève à 2 349 millions de francs contre 2 643 millions de francs au premier semestre 1984, en diminution de 11 %. L'ensemble consolidé du groupe Penarroya enregistre au 30 juin 1985 un profit de 13 millions de francs contre 29 millions de francs au 30 juin 1984.

Pour la société Penarroya la capacité d'autofinancement, hors variation de cours des métaux négative de 19,1 millions de francs, est de 67,5 millions de francs contre 49,2 millions de francs au premier semestre 1984 ; le résultat au 30 juin 1985 s'établit en perte de 31,9 millions de francs, après une dépréciation de 64,3 millions de francs de la participation dans la société Pertusola (Italie), compte tenu des pertes enregistrées par cette filiale.

bip

BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT

LA PREMIERE BANQUE D'ARBITRAGE A LA BOURSE DE PARIS

Vendredi 4 octobre 1985, la Bourse accueille une valeur originale : la **BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT** (B.I.P.). Peu connue du grand public, elle occupe cependant une place remarquée au sein de la communauté financière internationale. Elle est performante, puisque ses bénéfices ont dépassé quarante-trois millions de francs en 1984 pour un effectif de cent personnes et des fonds propres de 157 millions. Un résultat satisfaisant pour ses actionnaires, la Société Générale, la Midland Bank S.A. et la Compagnie Financière Tradition, d'autant qu'il intervient cinq ans seulement après sa création.

Pourquoi avoir créé la BANQUE INTERNATIONALE DE PLACEMENT ? Parce que les marchés connaissent depuis quelques années une formidable mutation accentuée par le phénomène de déréglementation qui a pris son essor aux Etats-Unis et qui déferle à présent sur l'Europe. De nouveaux instruments financiers ont été imaginés, nécessitant, de la part des intervenants, **des techniques et des approches totalement nouvelles.**

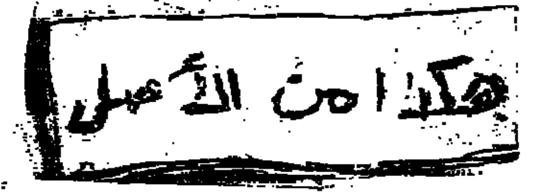
L'opportunité s'est donc présentée de créer une banque spécialisée dans l'ingénierie et l'arbitrage de taux d'intérêt, capable de travailler sur les marchés « domestiques » français et étrangers et le marché international, pour son propre compte comme pour celui de ses contreparties. A ce titre, B.I.P. n'est ni une banque commerciale, ni même seulement une banque de trésorerie, c'est **une banque d'arbitrage entre marchés.**

Afin qu'elle remplisse parfaitement cette mission, les actionnaires ont jugé fondamental de la doter d'**une structure** qui soit suffisamment **légère et autonome** pour qu'elle puisse agir dans les conditions optimales d'indépendance, de rapidité, de précision et de sophistication.

Aujourd'hui, plus que jamais **confiants dans le développement de la banque,** les actionnaires veulent renforcer ses structures financières. Ils ont donc décidé d'apporter quatre-vingt dix millions de francs supplémentaires, et d'ouvrir une partie du capital au marché.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE **Midland Bank**
Compagnie Financière Tradition

هكذا من الأصل



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 19 septembre
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	424 570
dont :	
Or	246 370
Disponibilités à vue à l'étranger	89 304
ECU	70 794
Avances au Fonds de stabilisation des changes	18 100
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	31 203
dont :	
Concours au Trésor public	23 580
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	180 873
dont :	
Effets escomptés	82 683
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	72 467
5) DIVERS	8 634
Total	697 750

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	203 370
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	12 083
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	13 936
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	90 627
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution des réserves	26 329
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 794
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	286 180
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	3 030
8) DIVERS	15 757
Total	697 750

LA REPRISE EN RFA PEUT SE PASSER D'UN DOLLAR FORT, *estime M. Poehl, président de la Bundesbank*

« Si la vigueur du « billet vert » et l'expansion de l'économie américaine ont sans aucun doute contribué à sortir la République fédérale et d'autres pays de la stagnation, les facteurs de croissance intérieure se sont heureusement renforcés entre-temps : l'investissement s'accroît sensiblement et la consommation privée va connaître une reprise ; même pour le bâtiment, il semble que le creux de la vague soit désormais passé », estime M. Karl-Otto Poehl, président de la Bundesbank, dans une interview à l'hebdomadaire *Welt am Sonntag*. Pour lui, il existe maintenant des raisons valables d'espérer que la reprise conjoncturelle ouest-allemande va pouvoir se poursuivre *« sans la béquille d'un taux de change faussé »*.

Après avoir réaffirmé qu'à son avis les interventions sur les marchés des changes ne sauraient se substituer efficacement à des changements de politique économique, le chef de l'institut d'émission ouest-allemand a souhaité que les placements en dollars ne perdent pas de leur attrait, car eux seuls peuvent permettre de financer l'énorme déficit des opérations courantes américaines.

M. Poehl devait, d'autre part, faire montre d'un certain scepticisme concernant l'efficacité des décisions du groupe des Cinq pour endiguer les pressions protectionnistes aux Etats-Unis : ces dernières s'avèrent très fortes, et un veto du président peut être inopérant s'il se trouve pour les soutenir une majorité des deux tiers au Congrès. – *(Agefi.)*

AUTOUR DE LA CORBEILLE

SEB. – Les résultats du groupe SEB, premier producteur mondial de cocottes minute et de poêles anti-adhésives, avec les marques SEB, Tefal et Calor, se sont dégradés au premier semestre 1985, mais, sur l'ensemble de l'année, ils devraient être meilleurs qu'en 1984.

Malgré une progression globale du chiffre d'affaires de 8,3 %, à 1,52 milliard de francs, le résultat courant ressort à 29 millions de francs pour les six premiers mois de l'année, en baisse de 23,6 % par rapport au premier semestre 1984.

Pour l'ensemble de 1985, le groupe prévoit un chiffre d'affaires de plus de 3,2 milliards de francs et une amélioration de 15 % du résultat courant (144 millions en 1984).

Au premier semestre, les ventes sur le marché français ont stagné à 803 millions de francs (+ 1,6 %), alors que les exportations ont fait un bond de 16,8 %, atteignant 721 millions de francs.

Le groupe, qui a fait des Etats-Unis et du Japon ses objectifs prioritaires, a, respectivement, augmenté ses ventes de 30 % et 60 % sur ces marchés au premier semestre. Le chiffre d'affaires de SEB a également progressé de 40 % en valeur en Grande-Bretagne et de 20 % en Italie et aux Pays-Bas. Le fabricant s'inquiète, en revanche, d'une régression du volume de ses ventes sur le marché domestique.

Alors que les filiales Calor et Tefal ont eu de bons résultats au premier semestre, SEB (trois mille personnes) a souffert notamment du lancement d'un saucier par son concurrent Moulinex. SEB est en train de fermer son usine de Pau et prévoir, dans ses deux autres sites des Pyrénées, une centaine de départs FNE d'ici à la fin de l'année.

La restructuration de Calor, qui prévoit la fermeture d'une usine à Lyon en juillet 1986 et la suppression de deux cents emplois cette année et trois cent soixante-quinze l'an prochain, doit permettre à cette filiale un retour aux bénéfices en 1986. Calor, qui employait deux mille quatre cent soixante-quinze personnes fin 1984, réduira ses effectifs à mille neuf cents en 1986.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 28 déc. 1984)

	26 sept.
Valeurs françaises	113,3
Valeurs étrangères	88,9

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1981)

	26 sept.	27 sept.
Indice général	211,1	212,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 30 septembre ..... 9 3/8 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	27 sept.	30 sept.
1 dollar (en yens)	228,80	217,35

BOURSE DE PARIS Comptant 27 SEPTEMBRE

Actions au comptant — Étrangères — SECOND MARCHÉ — Hors-cote

SICAV 27/9

Règlement mensuel

Dans la quatrième colonne, figurent les variations en pourcentages, des cours de la séance du jour par rapport à ceux de la veille.

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 27/9	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	8 100	8 167	7 750	8 350
ECU	6 776	6 759	....	....
Allemagne (100 DM)	305 270	305 250	296	310
Belgique (100 F)	15 050	15 031	14 450	15 300
Pays-Bas (100 fl.)	270 890	271	262	277
Danemark (100 krd)	83 850	83 910	79	87
Norvège (100 k)	102 360	102 580	98	104
Grande-Bretagne (£ 1)	11 680	11 450	11 100	11 800
Grèce (100 drachmes)	6 245	6 230	5 300	6 900
Italie (1 000 lires)	4 514	4 511	4 200	4 700
Suisse (100 fr.)	372 450	372 900	3 605	3 775
Suède (100 krs)	101 380	101 370	97	103
Autriche (100 sch)	43 400	43 470	42 450	44 400
Espagne (100 pes.)	5 003	4 998	4 650	5 200
Portugal (100 esc.)	4 790	4 810	4 400	5 200
Canada ($ can 1)	5 982	5 990	5 750	6 150
Japon (100 yens)	3 690	3 737	3 590	3 740

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 27/9
Or fin (kilo en barre)	86700	86800
Or fin (en lingot)	86800	86450
Pièce française (20 fr)	536	540
Pièce française (10 fr)	414	.....
Pièce suisse (20 fr)	556	551
Pièce latine (20 fr)	515	520
Souverain	645	641
Pièce de 20 dollars	3490	3510
Pièce de 10 dollars	1990	1990
Pièce de 5 dollars	1450	.....
Pièce de 50 pesos	3310	3335
Pièce de 10 florins	521	522
Or Londres	330 40	328 50
Or Zurich	322	328
Gold Troy Chicago	.....	.....
Argent Londres	8 15	8 06

Le Monde

LA BATAILLE DE TRIPOLI

Les milices prosyriennes progressent lentement dans la ville

De notre correspondant

Beyrouth. — Un deuxième assaut des milices prosyriennes était en cours ce lundi matin 30 septembre à Tripoli. Le premier avait été repoussé samedi par les intégristes du MUI (Mouvement de l'unification islamique). La deuxième attaque paraissait aussi enrayée, sauf sur un des trois axes utilisés, sur lequel elle progressait, mais lentement et difficilement.

« Même la guerre d'Arafat ne fut pas si terrible » : la voix hachée, étonné de faire connaissance avec les bombardements aveugles *« à la beyrouthine »*, un père de famille tripolitain, réputé homme tranquille, nous dit au téléphone que les obus tombent tout autour de sa maison. Il y est resté seul — sa femme est en voyage d'affaires à Paris et ses enfants à l'université à Beyrouth. *« Si je pars,* dit-il, *mon appartement sera occupé et pillé dans l'heure. »* Son récit s'accélère : *« Une bombe dans la cour de l'école contiguë, une autre dans l'immeuble d'en face, les câbles électriques sont sectionnés. »* Puis la communication est coupée irrémédiablement. Tripoli, depuis samedi, est isolée du reste du pays.

La guerre, cette fois, atteint toute la ville, y compris les quartiers bourgeois résidentiels, toujours épargnés, même lors des hostilités à très grande échelle de décembre 1983, qui aboutirent à l'éviction de M. Arafat et de ses Palestiniens.

Voici que tout change, et que la cité est écrasée sous un barrage d'artillerie destiné à préparer, puis à faciliter l'assaut des milices prosyriennes, en clouant au sol les intégristes musulmans du MUI.

Tripoli, comme l'indique son nom, englobe trois villes : le port (El Mina), le centre (El Tall : la colline), les hauts (Kobbeh : le dôme). Elles se sont rejointes au fil des ans. Une coalition de mouvements intégristes, le Rassemblement islamique, dont le chef de file est le MUI (Mouvement d'unification islamique) de Cheikh Saïd Chaabane, tient deux secteurs de la ville, le centre et le port, ainsi qu'une partie des hauteurs la dominant : il se bat contre une milice alaouite, le PAD (Parti arabe démocratique), totalement liée à la Syrie et tenant une partie de Kobbeh adossée à l'armée syrienne qui enserre Tripoli. Deux autres milices prosyriennes, éliminées par le MUI il y a cinq ans, celles du PSNS (Parti social national syrien) et du PC, ont été jetées dans la présente bataille, censée être décisive.

Le PSNS, qui est la plus efficace des milices prosyriennes, est fer de lance de l'offensive actuelle. Il tente une percée à partir de l'entrée sud, en direction du port, alors que les milices, le PAD et le PC, exercent une pression sur les deux autres accès de la ville, à partir du nord et de l'est.

Si l'opération réussit, le port, poumon du MUI pour ses renforts en armes et en hommes — notamment des Palestiniens arafatistes — sera à portée de main des prosyriens. Mais il y a 5 à 6 kilomètres à conquérir, et, selon les informations disponibles à Beyrouth, le PSNS n'aurait avancé que de quelques centaines de mètres.

Le chef des services de renseignements syriens, le général Ghazi Kanaan, a tenu à démentir une participation directe de l'artillerie de Damas aux pilonnages : *Ce sont,* a-t-il dit, *les partis qui bombardent, et ils disposent de toutes les armes nécessaires. »* Distinction bien subtile, à vrai dire. S'ils parviennent à faire prendre le port par leurs alliés, les Syriens pourraient fort bien attendre quelque temps, avant de relancer l'attaque.

Le bilan de la bataille de Tripoli, qui dure depuis deux semaines, approche de 300 morts et 800 blessés, dont près de 75 morts et 150 blessés au cours du week-end. Le Jihad islamique menace de recourir à des représailles *« à Beyrouth et Damas »* pour soutenir le Rassemblement islamique, en difficulté dans la grande ville du Nord.

Pour sa part, Beyrouth a enregistré samedi une brusque et inexplicable flambée de violence. Les bombardements ont fait, en six heures, 32 morts (22 à l'Ouest en secteur musulman, et 10 à l'Est en secteur chrétien) ainsi que 76 blessés. Durement touché, l'aéroport a été fermé durant vingt-quatre heures et n'a recommencé à fonctionner que dimanche après-midi.

LUCIEN GEORGE.

Selon le Djihad islamique

LES SIX OTAGES AMÉRICAINS VONT TENIR UNE CONFÉRENCE DE PRESSE

L'organisation clandestine Djihad islamique a posé *« certaines conditions »* aux États-Unis pour la libération des otages américains encore détenus au Liban par cette organisation, mais annoncé pour la première fois qu'elle acceptait *« toute initiative humanitaire, quelle que soit la personnalité qui l'entreprend »*, pour résoudre ce problème.

Dans un appel téléphonique à une agence de presse étrangère à Beyrouth, un interlocuteur anonyme se réclamant du Djihad islamique a indiqué, dimanche 29 septembre, que ces otages *« adresseront des messages à leur gouvernement et à leurs familles lors d'une conférence de presse »*. La date et le lieu de celle-ci n'ont cependant pas été fixés.

L'interlocuteur parlant au nom de l'organisation extrémiste chiite a ajouté que *« le gouvernement américain avait été informé des conditions et du délai »* fixés sans donner plus de précisions, et que, *« passé ce délai, le gouvernement américain assumera l'entière responsabilité du sort des otages »*.

Le secrétaire d'Etat américain, M. Shultz, a déclaré, dimanche, que les Etats-Unis n'étaient pas disposés à *« négocier avec des gens pratiquant des enlèvements et des détournements aériens »*. Il a ajouté que la diplomatie américaine n'avait reçu aucun message au sujet des otages. — *(AFP.)*

Sur
CFM
de 19 heures à 19 h 30
à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

LUNDI 30 SEPTEMBRE
Allô « le Monde »
(720-52-97)
Greenpeace : un imbroglio politique
avec J.-M. COLOMBANI et FRANÇOIS KOCH

MARDI 1er OCTOBRE
« le Monde » reçoit
PHILIPPE SÉGUIN
député RPR des Vosges
avec PHILIPPE BOUCHER.



Le numéro du « Monde » daté 29-30 septembre 1985 a été tiré à 447 138 exemplaires

A B C D F G H

LA GUERRE DU GOLFE

L'Irak intensifie le rythme de ses raids contre l'île de Kharg

L'aviation irakienne a bombardé dimanche 29 septembre le principal terminal pétrolier iranien de l'île de Kharg pour la sixième fois en six jours et la seizième fois depuis le 15 août. En accélérant le rythme de ses raids, l'Irak tente d'empêcher la réparation des installations du terminal pétrolier par lequel transitent 90 % des exportations iraniennes de brut. Selon des informations reçues samedi de sources maritimes dans le Golfe, aucun pétrolier n'avait déchargé depuis cinq jours au terminal de Kharg. Téhéran a déjà averti ses clients de retards dans ses livraisons. Il a également réduit de moitié les enlèvements à son terminal flottant de Sirri, au sud du Golfe, relié à Kharg par une navette.

A Kharg, les Iraniens, selon un responsable dune compagnie maritime, *« travaillent d'arrache pied »* à des réparations de fortune sur un des postes d'amarrage de la jetée ouest, qui pourrait être de nouveau opérationnel dans quelque jours. Mais les réparations d'ensemble sur cette jetée — pour pétroliers géants de 500 000 tonnes — prendront un mois. De même, selon les évaluations des milieux maritimes, le nouveau terminal que l'Iran construit entre Kharg et la côte, moins vulnérable, ne pourra commencer à fonctionner que dans six semaines au moins, si de nouvelles attaques irakiennes ne ralentissent pas les travaux. Enfin, l'Iran dispose encore de deux points de chargement sur la jetée est de Kharg, mais ils ne peuvent plus accueillir que des bâtiments de 150 000 tonnes maximum, et il faudra trouver des *« capitaines assez téméraires »* pour accepter de s'y rendre sous la menace des Mirages F-1 irakiens.

L'Irak, pour sa part, a commencé à la fin de la semaine dernière à exporter du pétrole brut par un nouvel oléoduc reliant ses champs au réseau saoudien et aboutissant au port de Yambo, sur la mer Rouge. La première cargaison de brut irakien a été chargée à destination du Brésil. L'Irak devrait accroître ses exportations à partir de Yambo au cours des prochaines semaines, grâce à une série de contrats signés notamment avec des firmes japonaises pour une valeur totale de 120 000 barils/jour. L'Irak espère, grâce à ce nouveau débouché, augmenter ses exportations d'ici à la fin de l'année de 500 000 barils/jour, soit 50 % de plus qu'actuellement (1 million de barils/jour). — *(AFP-AP.)*

Au Soudan

Cent soixante-deux personnes ont été arrêtées à la suite des mutineries de Khartoum

Trois jours après les mutineries organisées jeudi dernier par des militaires sudistes favorables à la rébellion du Sud-Soudan (*le Monde* du 28 septembre), un couvre-feu allant de 22 heures à 5 heures a été décrété à Khartoum, à partir de samedi 28 septembre. Selon le journal gouvernemental *Al Sahafa*, cent soixante-deux personnes ont été jusqu'à présent arrêtées pour avoir participé à ces mutineries.

Le premier ministre Djazouli Dafaallah a révélé dans une allocution diffusée par Radio Omdourman que les mutins sudistes et noubas de Khartoum-Nord et Omdourman projetaient d'assassiner les membres de la direction militaire et du gouvernement et de s'emparer du pouvoir. Il a précisé que des éléments entraînés et armés *« soutenus de l'étranger »*, originaires du Sud-Kordofan, à 500 kilomètres au sud-ouest de Khartoum, s'étaient infiltrés dans la capitale et sa banlieue, et que le *« complot »* devait aboutir à l'arrivée à Khartoum, à bord d'un avion spécial, des dirigeants de la rébellion et de leurs collaborateurs, en provenance d'un pays étranger. Il n'a pas indiqué le nom des chefs présumés de cette rébellion, ni celui du pays étranger d'où ils devaient débarquer. Dans les milieux bien informés de Khartoum, on pense cependant qu'il faisait allusion au colonel Garang, chef de la rébellion sudiste, et à ses amis installés en Ethiopie.

M. Djazouli a qualifié la mutinerie de *« complot criminel, servant des objectifs raciaux »* et dont l'objectif était de *« porter atteinte à l'unité nationale »* soudanaise.

Le premier ministre a enfin fait état de la distribution, dans la matinée de samedi, de tracts signés d'une organisation baptisée « Organisation africaine pour la libération des Noirs » qui, a-t-il dit, voudrait semer la haine entre Soudanais.

Le ministre soudanais de la défense, le général Osman Abdallah Mohamed, a déclaré pour sa part que le *« complot subversif »*, qui a fait un mort et sept blessés parmi les forces loyales, avait été conçu par *« un homme politique connu pour son fanatisme tribal et régional »*. Il s'agirait du Père Philip Abbas Ghabboush, leader chrétien très connu du Sud-Kordofan. Le Père Chabboush avait été condamné à mort en décembre 1984, sous le régime du maréchal Gaafar el Nemeiry, pour s'être opposé à l'instauration de la charia (la loi islamique) au Soudan. Il avait ensuite été gracié par l'ancien président soudanais. — *(AFP, Reuter, AP.)*

Le week-end politique

Bon sang mais c'est bien sûr !

Les Français qui n'ont pas cédé aux charmes bucoliques de l'été indien ont pu passer un tout aussi agréable week-end en écoutant les multiples déclarations qui se sont succédé sur les ondes et sur les écrans. Au terme de quelques semaines lourdes d'événements réputés dramatiques, elles apportaient un rafraîchissant parfum d'innocence et démontraient que les hommes politiques sont souvent *des humoristes qui s'ignorent*, à moins qu'ils ne soient des plaisantins volontaires.

Que M. Poperen, numéro deux du PS, laisse échapper au « Grand Jury- RTL-*le Monde* » le cri du cœur : *« C'est 30 % de trop »* en apprenant le score de son « ami » Rocard au sein des fédérations socialistes est une marque de franche spontanéité.

Tout aussi spontanés étaient d'ailleurs, au même moment, les militants socialistes de Marseille, qui, pour mieux exprimer leurs courants, en sont venus aux mains, comme de vulgaires chiffonniers. Mais que M. Poperen avoue aussi que les socialistes *« en tant que pouvoir politique »* n'ont pas réussi en quatre ans *« à maîtriser un certain nombre de grandes structures de l'Etat »* ouvre un champ d'investigation jusqu'alors insoupçonné à la sagacité des journalistes.

Ces journalistes à qui M. Pisani reproche, au « Club de la presse d'Europe 1 », d'avoir un *« appétit carnassier »*. Lui-même, il est vrai, était en 1965 tellement rassasié par le dossier de la politique agricole européenne qu'il n'a, pour ainsi dire, pas entendu parler de l'affaire Ben Barka, et que, en conséquence, il ne lui est même pas venu à l'esprit de quitter le gouvernement Pompidou.

Il suffisait à ce moment de sauter sur TF 1 pour découvrir les talents cachés de critique de show-biz que possède M. Pierre Joxe. Lorsqu'il a vu à la télévision le général Imbot, chef des services secrets, il s'est seulement exclamé, nous a-t-il révélé : *« Quel talent, quelle bête de télévision ! »* La télévision a révélé au ministre de l'intérieur ce jeune talent méconnu au point que le texte dit par celui-ci ne lui a inspiré aucun commentaire ! Tout comme Dominique Jamet, impressionné par la spontanéité du chef des services secrets, qui lui est apparu comme un *« Imbot direct »*.

Un autre saut sur RMC et l'on pouvait apprendre enfin de la *bouche même de M. Barre qu'il* était *« tout à fait opposé au culte de la personnalité »* et que M. Mitterrand n'était pas *« la cible privilégiée des barristes »*, puisque les *« barristes »* n'existaient pas. Bon sang, mais c'est bien sûr ! comme dit le commissaire Maigret.

ANDRÉ PASSERON.

Sur le vif

Papiers

Vous vous rappelez, pendant l'Occupation, on manquait de tout, et du coup on achetait n'importe quoi. On poussait la porte d'un droguiste, on s'inclinait bien bas, on suppliait : vous n'auriez pas un peu de papier hygiénique s'il vous plaît ? Alors lui, très rogue, très méprisant : non, mais il me reste du papier-émeri.

Eh bien ! dans les pays de l'Est, c'est pareil. Sauf que, eux, ils ne se gênent pas pour transformer le papier bible en papier toilette. Pas en Pologne, ça, d'accord. Ce serait pourtant bien pratique, parce que là-bas, des livres saints, il en circule des quantités. Mais Mgr Glemp risquerait de s'en offusquer, d'aller cafter au pape, et ça ferait des histoires. Alors, ils préfèrent retraiter le papier journal, je veux dire la propagande du parti.

En Roumanie, c'est le contraire. On sacrifie l'Evangile selon saint Marc à l'Evangile selon saint Ceaucescu. C'est ainsi que des diplomates américains en poste à Bucarest ont découvert des traces mal effacées des versets du Sermon sur la montagne en tirant sur le rouleau des commodités. Ils ont flairé la magouille et ils se sont aperçus que le papier provenait d'un chargement de dizaine de milliers de bibles expédiées par les Etats-Unis après les accords d'Helsinki aux Roumains en quête de nourriture spirituelle.

Rapport à Washington et gros émoi au Congrès. Mais si derrière le rideau de fer on se permet ce recyclage, c'est exprès. C'est pour prouver au monde libre qu'on n'a rien contre l'instruction religieuse. Le culte, les gens ont tout loisir de le célébrer. Pas agenouillés devant l'autel, assis sur le trône.

CLAUDE SARRAUTE.

Deux élections cantonales

Le PC conserve le canton d'Alès-Ouest (Gard)

GARD : canton d'Alès-Ouest (2e tour).

Inscr., 18274 ; vot., 9673 ; suffr. expr., 9066. MM. Ballez, c.s., PC, 4777, *RÉÉLU* ; Vergnes RPR-UDF, 4289.

[M. Ballez, conseiller général sortant communiste a été réélu avec 52,69 % des suffrages, à l'issue du second tour de cette élection partielle consécutive à l'annulation, par le tribunal administratif de Montpellier, du scrutin de mars dernier. M. Ballez l'avait emporté au second tour avec *6403* voix contre *5364* à M. Vergnes pour 11767 suffrages exprimés, 12632 votants et 18279 inscrits.

Même si les électeurs ont été plus nombreux à se rendre aux urnes au second qu'au premier tour de ce scrutin partiel, le taux des abstentions est resté élevé : *47,30 % (50,64 %* le 22 septembre).

Au premier tour, M. Ballez avait devancé son adversaire de l'opposition de 1150 voix et amélioré son score du premier tour de mars de plus de 5 points, tandis que le PS avait enregistré un léger recul (−1,60 point). La droite traditionnelle avait progressé de près de 3 points mais le Front National avait perdu plus de 5 points.

Dimanche 29 septembre, M. Ballez a conservé une confortable avance (488 voix) mais il n'a pas bénéficié d'un très bon report des voix socialistes du premier tour. MM. Ballez et Sirvin (PS) avaient en effet recueilli ensemble 5167 voix, soit 59,17 % des suffrages exprimés.

Les résultats du premier tour de ce scrutin partiel avaient été les suivants :

Inscr., 18274 ; vot., 9020 ; suffr. expr., 8731. MM. Ballez, PC, 3643 ; Vergnes, RPR-UDF, 2493 ; Sirvin, PS, 1524 ; Catois, FN, 887 ; Pinna, écologiste, 126 ; Mme Carrière, Parti des Travailleurs, 58.]

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE : canton d'Annot (1er tour).

Inscr., 1586 ; vot., 1197 ; suffr. expr., 1169. M. Bono, c.s., s. étiq., 703, *RÉÉLU* ; Mme Prince, UDF-RPR, 175 ; MM. Roustand, PS, 159 ; Exibard, PC, 132.

[Il n'aura fallu qu'un tour au docteur Yves Bono, maire d'Annot, pour retrouver le siège qu'il détenait au conseil général des Alpes-de-Haute-Provence. Acquise dès le premier tour du scrutin cantonal de mars dernier, l'élection de M. Bono avait été annulée par le tribunal administratif de Marseille, qui avait retenu que des employés municipaux avaient adressé aux habitants de la commune leur carte d'électeur dans des enveloppes contenant la profession de foi de M. Bono.

En recueillant 60,13 % des suffrages, le 29 septembre, M. Bono a amélioré son score précédent de près de 10 points. Les électeurs ne lui ont donc pas tenu grief de son comportement lors de l'élection du président de l'assemblée départementale : sous couvert d'indépendance, alors qu'il avait été élu avec le soutien de l'UDF et du RPR, il s'était rallié à la gauche pour faire élire le doyen du conseil général, M. Ernest Dom (PS).

L'opposition, qui espérait mettre en ballottage le conseiller sortant, a échoué. Sa candidate, Mme Prince, a obtenu 14,97 % des suffrages. Par rapport au scrutin précédent le PC et le PS perdent respectivement 2,59 et 4,25 points.

En mars 1985, les résultats avaient été les suivants : inscr., 1595 ; vot., 1242 ; suffr. expr., 1210. MM. Bono, s. étiq., 610 ; Cozzi, div. opp., 216 ; Roustand, PS, 216 ; Exibard, PC, 168.]



